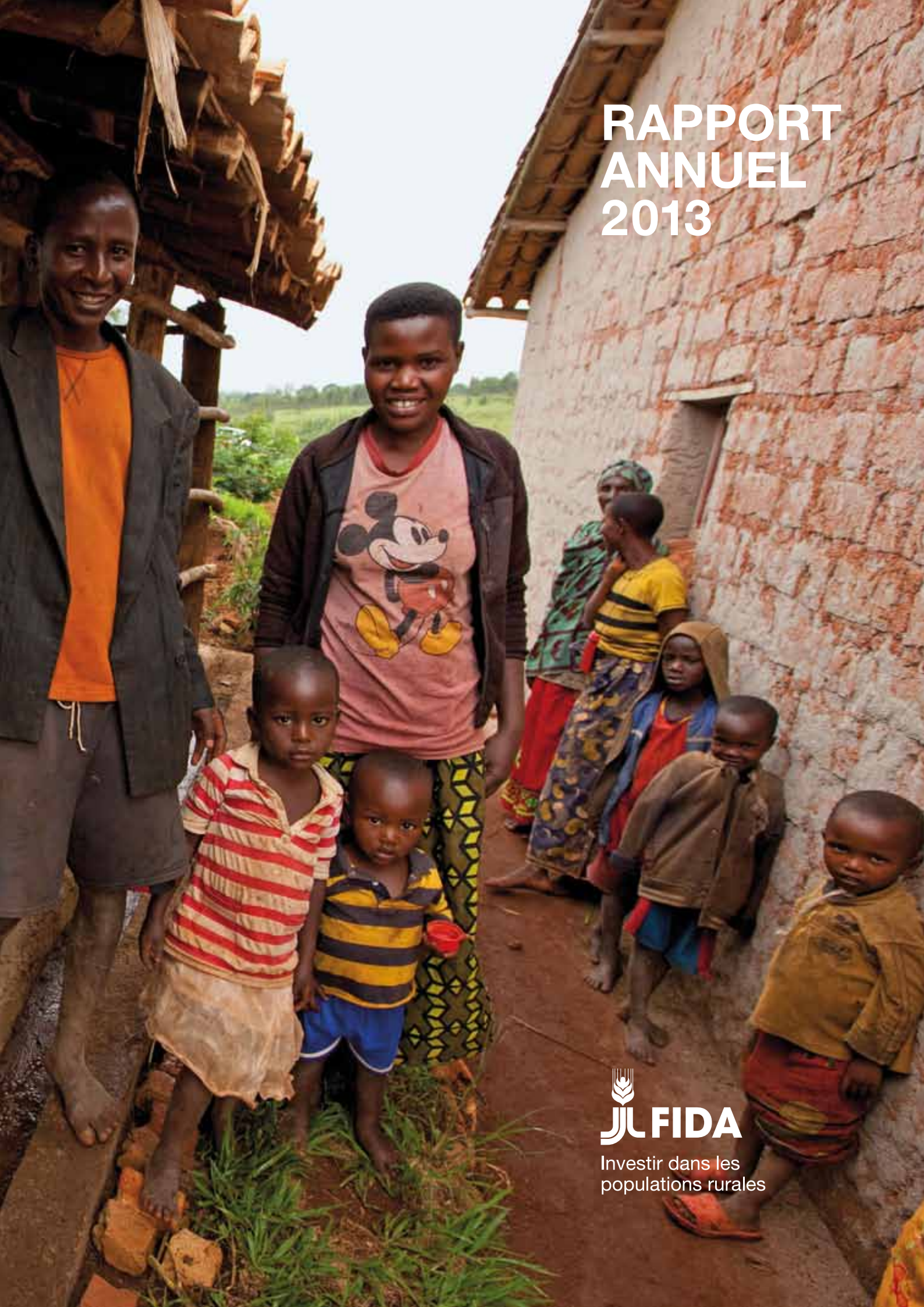


RAPPORT ANNUEL 2013

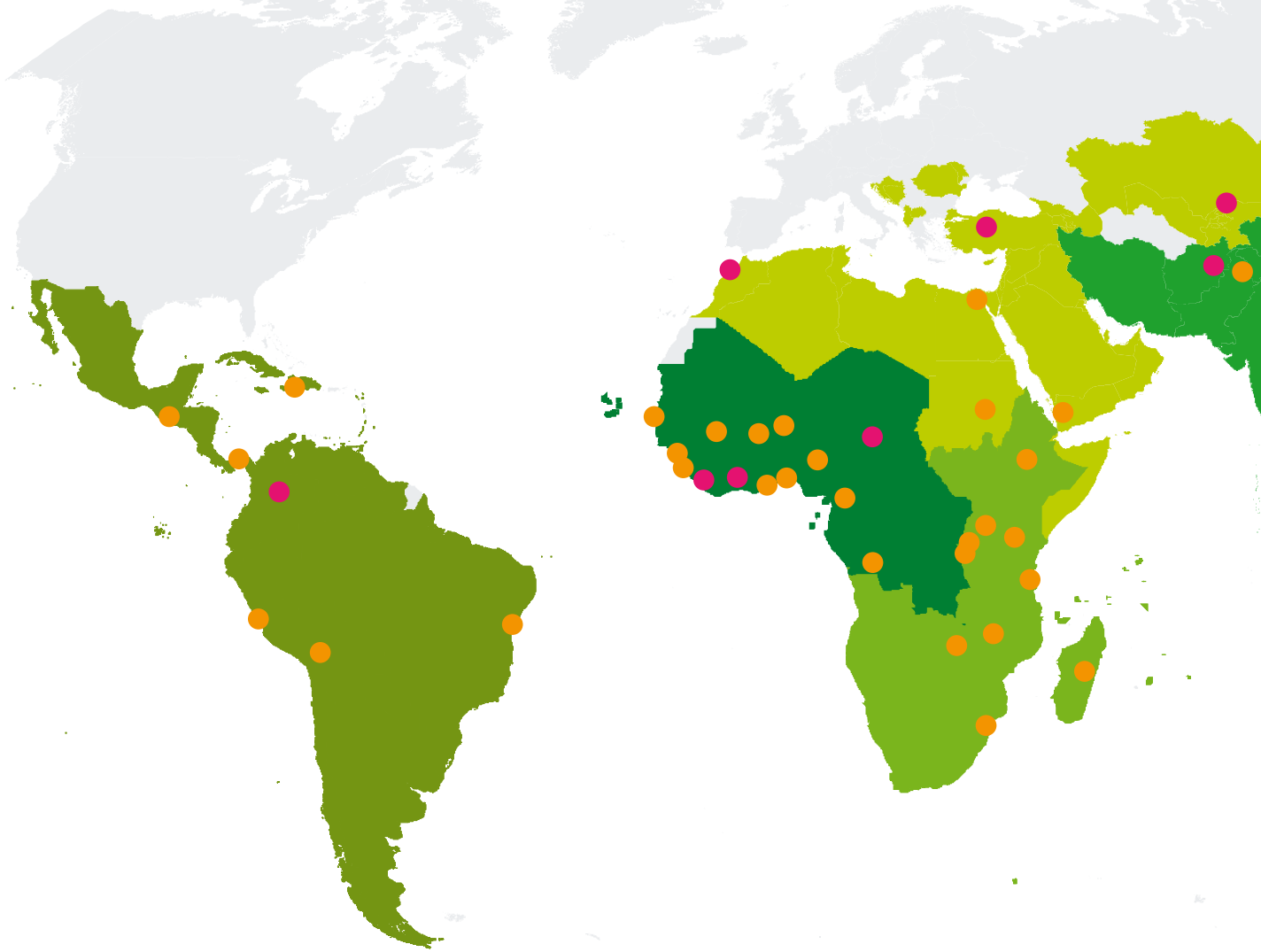


FIDA
Investir dans les
populations rurales

Le FIDA investit dans les populations rurales en les autonomisant afin de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 15,8 milliards d'USD environ sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 430 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.*

* À la date de publication, juin 2014

Programmes et projets appuyés par le FIDA et bureaux de pays du FIDA



■ Amérique latine et Caraïbes 41 projets

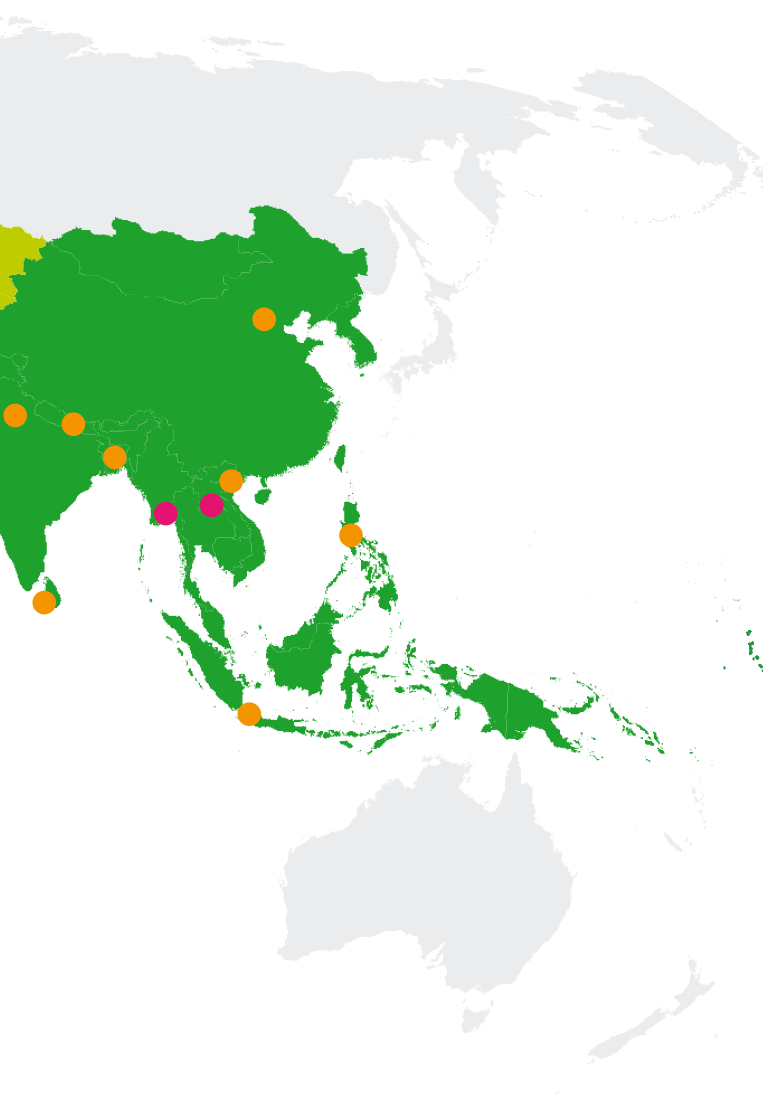
Argentine	3
Belize	1
Bolivie	
(État plurinational de)	3
Bésil	4
Colombie	1
El Salvador	3
Équateur	3
Grenade	1
Guatemala	2
Guyana	1
Haïti	3
Honduras	3
Mexique	2
Nicaragua	2
Panama	1
Paraguay	1
Pérou	3
République dominicaine	2
Venezuela (République bolivarienne du)	2

■ Afrique de l'Ouest et du Centre 52 projets

Bénin	1
Burkina Faso	4
Cabo Verde	1
Cameroun	2
Congo	2
Côte d'Ivoire	2
Gabon	1
Gambie	4
Ghana	4
Guinée	3
Libéria	2
Mali	4
Mauritanie	3
Niger	3
Nigéria	3
République centrafricaine	1
République démocratique du Congo	2
Sao Tomé-et-Principe	1
Sénégal	2
Sierra Leone	4
Tchad	2
Togo	1

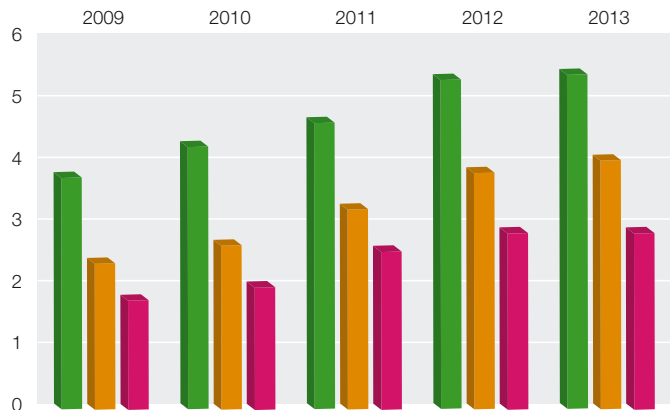
■ Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe 44 projets

Albanie	1
Arménie	1
Azerbaïdjan	2
Bosnie-Herzégovine	1
Djibouti	1
Égypte	4
Gaza et Cisjordanie	1
Géorgie	1
Jordanie	1
Kirghizistan	2
Liban	1
Maroc	4
Ouzbékistan	1
République arabe syrienne	3
République de Moldova	2
Soudan	6
Tadjikistan	2
Tunisie	2
Turquie	3
Yémen	5



Portefeuille en cours du FIDA, 2009-2013

Montants en milliards d'USD



- Portefeuille en cours
- Contributions nationales
- Cofinancement

■ Afrique orientale et australe
44 projets

- Angola 1
- Botswana 1
- Burundi 3
- Comores 1
- Érythrée 2
- Éthiopie 4
- Kenya 4
- Lesotho 2
- Madagascar 4
- Malawi 2
- Mozambique 4
- Ouganda 3
- République-Unie de Tanzanie 5
- Rwanda 2
- Seychelles 1
- Soudan du Sud 1
- Swaziland 1
- Zambie 3

■ Asie et Pacifique
60 projets

- Afghanistan 2
- Bangladesh 7
- Bhoutan 1
- Cambodge 3
- Chine 6
- Inde 9
- Indonésie 4
- Maldives 2
- Mongolie 1
- Népal 5
- Pakistan 2
- Papouasie-Nouvelle-Guinée 1
- Philippines 3
- République démocratique populaire lao 4
- Sri Lanka 3
- Timor-Leste 1
- Tonga 1
- Viet Nam 5

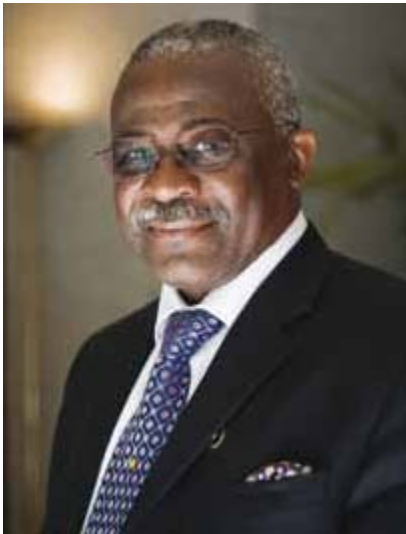
Bureaux de pays du FIDA

- 2013
- prévus en 2014-2015

Table des matières

Avant-propos du Président	2
Programme de travail en 2013	6
Nouvelles initiatives et nouveaux programmes	29
Mesurer et améliorer les résultats	37
Données relatives au financement et mobilisation des ressources	44
Récompenses	56
Résumé des programmes, projets et dons approuvés en 2013	60
Organisation, États membres et représentation	80
Publications en 2013	98
États financiers consolidés	

Avant-propos du Président



Alors que nous célébrons l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014, le monde prend lentement conscience de ce que le FIDA, nos États membres et nos nombreux partenaires savent depuis de nombreuses années: les petits exploitants pratiquant une agriculture familiale jouent un rôle central dans nos systèmes alimentaires. En Asie comme en Afrique subsaharienne, les petites exploitations familiales nourrissent jusqu'à 80% de la population. Au niveau mondial, on compte environ 500 millions de petites exploitations agricoles, et pour 2 à 2,5 milliards d'êtres humains, les moyens de subsistance dépendent de ces exploitations.

Cruelle et inacceptable ironie: malgré leur immense contribution, une grande partie des populations qui ont pour mission de nourrir le monde souffrent elles-mêmes de malnutrition et sont extrêmement pauvres. On a estimé qu'environ la moitié des personnes qui souffrent aujourd'hui de la faim dans le monde sont des petits paysans, et c'est là l'une des raisons pour lesquelles investir dans les populations rurales et la transformation du monde rural constitue un moyen hautement efficace pour réduire la faim et la pauvreté.

Le lecteur pourra découvrir dans le rapport de cette année, parmi les éléments marquants de notre travail et de nos résultats, comment le FIDA s'attache à faire en sorte que les besoins des petits exploitants soient pris en compte dans les grands débats internationaux sur les politiques qui ont trait à la pauvreté. J'évoquerai aussi, plus loin, les efforts en cours pour réformer le fonctionnement interne de notre organisation, et les éléments qui démontrent notre engagement constant en faveur de l'autonomisation de la jeunesse des zones rurales.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est une composante qui a toujours fait partie intégrante de l'approche du FIDA. Dans le cadre d'un projet mis en lumière à la page 18, par exemple, nous avons donné à des agricultrices, en Inde, les moyens de faire renaître la culture des millets de moindre importance – notamment l'éleusine cultivée, les petits mils et le millet des oiseaux ou sétaire d'Italie. Ces produits, jadis couramment cultivés, ont une teneur en calcium 30 fois plus élevée que celle du riz, et sont beaucoup plus riches en fer, en fibres et en micronutriments. Outre la mise à disposition de semences, le projet a proposé une formation grâce à laquelle les rendements ont augmenté de 30%.

Bien que nous ayons déjà obtenu de bons résultats dans des projets individuels, nous savons que nous pouvons rendre tous nos investissements à la fois davantage spécifiques à la nutrition et davantage sensibles à la nutrition, et nous œuvrons, avec nos partenaires et nos États membres, à affûter et accélérer nos efforts dans ce domaine primordial. Vous noterez, en effet, que nombre de programmes et projets approuvés en 2013 mettent l'accent sur l'amélioration de la nutrition.

Nous sommes fiers de siéger au Comité de pilotage de l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire 2014, proclamée par l'Union africaine, et dont l'objectif est de soutenir l'élan du développement agricole en Afrique et de transformer le secteur agricole pour qu'il devienne le moteur de la réduction de la pauvreté, d'une croissance sans exclusive et d'un développement durable. Une meilleure performance de l'agriculture a un impact direct sur la sécurité alimentaire, et améliore la nutrition, la création d'emplois et la résilience.

2014 et au-delà

Le FIDA est également un membre actif du Comité international de pilotage de l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) 2014, proclamée par les Nations Unies. Au cours de l'année 2013, le FIDA a mis l'accent sur les activités au niveau des pays pour l'AIAF-2014 comme moyen de susciter un changement des politiques dans un sens favorable aux petits producteurs familiaux. Nous avons approuvé un don de 500 000 USD au Forum rural mondial (FRM) pour appuyer la participation de la société civile dans 11 pays et cinq régions, ainsi qu'un don de 150 000 USD pour aider le FRM à gérer et suivre les activités au cours de l'AIAF.

Nous tournant vers l'avenir, nous ne devons pas oublier que les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui ont constitué le cadre des efforts collectifs mondiaux pour impulser le développement, ont une date cible – 2015. En tant que membre de plusieurs processus de haut niveau visant à définir un cadre successeur aux OMD, et en étroite partenariat avec la FAO et le PAM, le FIDA a rappelé aux décideurs que les ruraux – femmes et hommes – doivent jouer un rôle central dans tout programme d'élimination de la pauvreté et de promotion d'une croissance sans exclusive. Au mois de mai, j'ai mis en place une équipe spéciale sur l'après-2015, chargée de coordonner les engagements du FIDA pour l'ensemble de ces processus et de promouvoir notre vision: des zones rurales productives, résilientes et durables.

Réforme et reconstitution des ressources

La désignation de notre équipe spéciale sur l'après-2015 s'inscrit dans le cadre d'un effort constant pour réagir rapidement aux problèmes émergents et améliorer les résultats. Au cours des dernières années, nous avons créé plusieurs départements et bureaux pour consolider notre rôle d'organisation de savoirs et de plaidoyer en faveur des populations rurales, renforcer notre capacité interne et mobiliser des ressources supplémentaires. Nous pouvons ainsi continuer à répondre aux attentes de nos États membres et de nos partenaires et, espérons-le, à les dépasser.

Vous pourrez aussi découvrir dans ce rapport l'action que mène notre Bureau de la déontologie pour maintenir le respect des plus hautes normes déontologiques, et trouver des informations sur les mesures prises pour renforcer la transparence et la divulgation. On y trouvera également des informations sur notre principe de tolérance zéro à l'égard de la corruption, de la fraude et des actes de collusion, et sur le mécanisme confidentiel et anonyme pour la formulation des plaintes et des allégations.

En 2013, le portefeuille en cours du FIDA comptait 241 programmes et projets, pour un investissement de 5,4 milliards d'USD, valeur en hausse de près de

40% par rapport aux 4,0 milliards d'USD investis dans les 217 projets en cours en 2009. L'année 2013 était la première année de la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9), et nous restons sur la bonne voie pour tenir nos engagements vis-à-vis des États membres. Le montant total des annonces de contribution au titre de FIDA9, y compris les contributions complémentaires, s'élève à plus de 1,41 milliard d'USD, soit 94% de notre objectif.

La Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), qui se déroulera en 2014, définira notre programme de travail pour la période 2016-2018. Malgré la croissance sensible de notre portefeuille, la demande de services adressée au FIDA est de loin supérieure à l'offre. L'un des éléments clés de la Consultation sur FIDA10 consistera par conséquent à rechercher des approches et des mécanismes innovants qui permettront de maximiser la portée de notre action, de mobiliser des ressources supplémentaires et d'accroître notre impact.

En effet, nous avons déjà commencé à diversifier notre base de financement par le biais de nouveaux partenariats. Nous avons noué, en 2013, une alliance stratégique avec la société Intel Corporation afin d'apporter un appui aux petits exploitants, en Asie, sous la forme de services de vulgarisation agricole passant par des téléphones mobiles et des technologies de pointe. Au début de 2014, nous avons signé avec Unilever un accord de partenariat public-privé visant à renforcer, dans diverses régions du monde, les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles par le biais d'une amélioration de la productivité, de l'établissement de liaisons entre les paysans et les marchés, et d'un renforcement de leur résilience.

Une organisation mondiale

Améliorer les relations de travail avec les partenaires actuels et nouer de nouvelles relations mutuellement bénéfiques représentent des stratégies viables pour renforcer notre impact. Néanmoins, la mondialisation croissante du champ d'action du FIDA résulte également de notre présence accrue sur le terrain. Entre 2007 et la fin de 2013, le nombre de bureaux de pays du FIDA est passé de 15 à 40. Avec l'appui constant de nos États membres, dix autres bureaux seront ouverts d'ici à 2015. Ces changements ont donné au FIDA un statut d'organisation véritablement mondiale.

Cette présence accrue dans les pays présente d'immenses avantages. Les évaluations montrent que les bureaux de pays améliorent la performance dans des domaines comme la concertation sur les politiques, la reproduction à plus grande échelle et l'efficacité. Ils augmentent aussi les flux de décaissements et nous permettent de réagir plus rapidement aux demandes des États membres.

Nous devons veiller, dans le même temps, à ne pas perdre le contact avec ce réseau lointain de bureaux et de personnel. Pour tuer dans l'œuf ce risque potentiel, nous avons tenu notre première réunion mondiale du personnel, quelque temps avant la rédaction de cet avant-propos. Plus de 600 membres du personnel sont venus à Rome, de toutes les régions du monde, pour deux journées de rapports intenses, de partage concret de savoirs, d'éducation et de renforcement de l'esprit d'équipe. La réunion a également été le cadre de la cérémonie de remise des récompenses à ceux de nos collègues distingués, en 2013, pour leurs contributions exceptionnelles (voir page 56).

Assurer un avenir à la jeunesse

J'entends souvent dire que nous devons rendre l'agriculture plus attrayante pour les jeunes non seulement pour leur propre bien, mais aussi pour un monde qui dépend, pour sa sécurité alimentaire, des contributions des petits exploitants agricoles. Je crois que l'unique solution est de faire en sorte que les paysans, quel que soit leur âge, puissent gagner décemment leur vie. Ainsi, les jeunes, femmes et hommes, seront davantage enclins à demeurer dans les zones rurales plutôt que de se déraciner à la recherche d'un avenir meilleur dans les centres urbains.

Vous pouvez découvrir, dans ce rapport, l'histoire de ces jeunes ruraux, femmes et hommes, participant à des projets appuyés par le FIDA et qui ont acquis de nouvelles compétences grâce auxquelles ils ont pu lancer des entreprises, trouver un emploi et tirer des avantages de l'activité agricole. En Côte d'Ivoire, par exemple, nous aidons d'ex-combattants à s'intégrer dans des coopératives et des associations agropastorales, et à rechercher un emploi autonome dans les domaines de la production agricole ou des cultures maraîchères.

Une réflexion, pour conclure

Portant notre regard en arrière sur la première année de la période de FIDA9, nous devons être reconnaissants à nos États membres et nos partenaires pour la confiance qu'ils manifestent en notre entreprise commune: investir dans les populations rurales pour impulser la transformation du monde rural.

Il nous faut certes des données solides pour valider notre action, mais nous ne pouvons pas ignorer les observations ponctuelles de récits à la dimension humaine. L'orgueil d'une mère qui envoie ses enfants à l'école et bien nourris ne peut jamais être reflété dans un tableau. Ce type de résultat est, toutefois, au cœur de notre action.

C'est pourquoi ce rapport contient des graphiques et des tableaux et, en même temps, des récits de succès et d'espoir. Sandile Mkhabela, un jeune agriculteur du Swaziland, en est un bon exemple. Au départ l'un des milliers de jeunes paysans bénéficiant d'un projet d'irrigation cofinancé par le FIDA et destiné aux petits exploitants, Mkhabela est devenu très compétent en matière de production de pleurotes. Il a commencé à former six autres jeunes, et à réfléchir aux moyens de franchiser son entreprise.

Sa philosophie résume simplement un sentiment qui doit continuer à sous-tendre toute notre activité au FIDA: "Si vous ne vous arrêtez pas, vous pouvez toujours trouver une solution."



KANAYO F. NWANZE

Président du FIDA



Programme de travail en 2013

Le présent chapitre met en lumière nos principaux domaines d'activité dans le monde. On y examine successivement les cinq régions d'intervention du FIDA, en résumant la situation et les défis auxquels font face les populations rurales. Dans toutes les régions, les zones rurales connaissent des taux de pauvreté systématiquement plus élevés que ceux des centres urbains. Les programmes et projets que nous finançons sont axés sur les communautés rurales, et portent une attention particulière aux groupes vulnérables que constituent les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les sections marginalisées de la population.

Nous analysons ensuite les questions prioritaires inscrites dans les programmes régionaux en 2013 et mettons en relief les résultats et l'impact des projets que nous appuyons. Nous verrons, dans des récits recueillis sur le terrain, comment des femmes et des hommes ont pu changer leur vie grâce aux investissements du FIDA.

Des interventions intelligentes face au climat sont en cours d'intégration dans toutes les régions. En 2013, nous avons approuvé des financements sous forme de dons d'un montant de 103,2 millions d'USD, pour des programmes d'adaptation au changement climatique exécutés dans dix pays vulnérables, dans le cadre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), qui accorde aux petits exploitants agricoles des fonds spécialement destinés à leur permettre d'améliorer leur résilience face au changement climatique. Ce programme a été lancé en 2012 et a reçu en 2013, dans le contexte de l'Élan pour le changement, un prix attribué par le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le statut d'activité phare en reconnaissance des travaux novateurs conduits par le FIDA.

Les activités de l'ASAP sont rendues possibles par les généreuses contributions de huit pays donateurs: Belgique, Canada, Finlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo

Vue d'ensemble

L'examen des indicateurs économiques et sociaux permet de prévoir que l'Afrique de l'Ouest et du Centre demeurera, au cours de la prochaine décennie, la région africaine où la croissance sera la plus rapide. En effet, la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Niger et la Sierra Leone figuraient, en 2012, parmi les dix économies mondiales connaissant la croissance la plus rapide. Le Ghana, la Mauritanie, le Nigéria et la République démocratique du Congo ont également affiché une croissance économique impressionnante.

Ce succès est dû, en grande partie, aux prix élevés des produits de base primaires comme le pétrole et les produits des industries extractives, à l'expansion du secteur des services, et à la demande émanant

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 52 programmes et projets en cours, en partenariat avec 22 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2013;
- 1 042,3 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 5 nouveaux programmes et projets en Guinée, au Mali, au Nigéria, au Sénégal et en Sierra Leone, pour un investissement total du FIDA de 198,7 millions d'USD; ce total comprend 1 don ASAP d'un montant de 15,0 millions d'USD pour le projet au Nigéria;
- financement supplémentaire d'un montant de 46,1 millions d'USD accordé pour des programmes et projets en cours au Burkina Faso, à Cabo Verde, au Libéria et au Mali;
- 2 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 3,4 millions d'USD;
- 22 dons en cours, d'une valeur totale de 20,0 millions d'USD.

de l'intérieur même de la région. La croissance de la production agricole y a également contribué. C'est là un élément important, parce que la croissance dans ce secteur a un effet beaucoup plus fort, en termes de réduction de la pauvreté, que la croissance dans d'autres secteurs.

Le triplement des investissements étrangers et l'augmentation des échanges avec les principales économies émergentes au cours de la décennie écoulée ont aussi contribué à alimenter l'expansion des secteurs de la banque et des télécommunications. Environ la moitié de la population en Afrique de l'Ouest et un tiers en Afrique du Centre ont maintenant accès au téléphone portable et en font usage.

Dans la plupart des pays, toutefois, l'extrême pauvreté se situe encore à un niveau inacceptable, en particulier dans les zones rurales. À en juger, notamment, par les indicateurs peu encourageants concernant la sous-alimentation, la malnutrition infantile et le nombre d'enfants en situation d'insuffisance pondérale, la grande majorité des pays n'atteindront pas d'ici à 2015 les Objectifs du Millénaire pour le développement. Face à cette perspective, de nombreux gouvernements adoptent des politiques économiques favorables aux pauvres et visant à apporter davantage de prospérité aux zones rurales défavorisées.

Près de la moitié des pays de la région sont classés par la Banque mondiale dans la catégorie des États fragiles. L'instabilité économique, politique et

sociale, ainsi que les effets pluridimensionnels du changement climatique constituent d'importants facteurs de risque. Les impacts négatifs s'amplifient mutuellement: dans les pays arides du Sahel, par exemple, des situations de conflit peuvent compromettre la fragile résilience des communautés face aux sécheresses, et des ressources peu abondantes peuvent être sources de conflits.

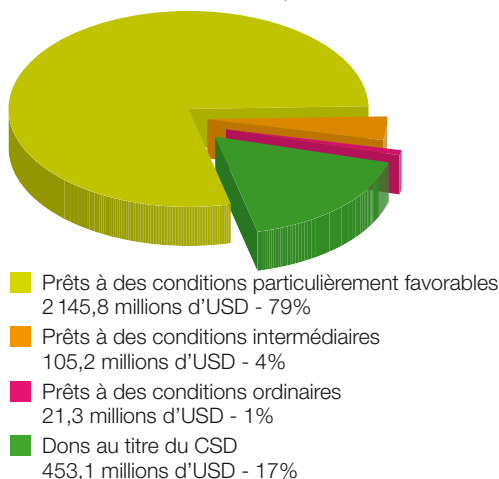
La population totale de la région est de 500 millions de personnes, dont 55,3% vivent dans les zones rurales. Quelque 43,9% vivent dans un état de pauvreté extrême avec moins de 1,25 USD par jour¹. La région continue de connaître une profonde évolution démographique. La fertilité élevée et la baisse du taux de mortalité se traduisent par une population où l'âge médian actuel est inférieur à 18 ans. On prévoit que, d'ici à 2020, plus de la moitié des habitants de l'Afrique de l'Ouest et du Centre vivront dans des villes – le plus fort taux d'urbanisation du continent. Toutefois, l'agriculture représente encore 30% de l'activité économique de la région et assure les moyens de subsistance de 60% de la population économiquement active.

Travaux et résultats en 2013

En 2013, notre programme de travail en Afrique de l'Ouest et du Centre a été principalement axé sur les secteurs suivants:

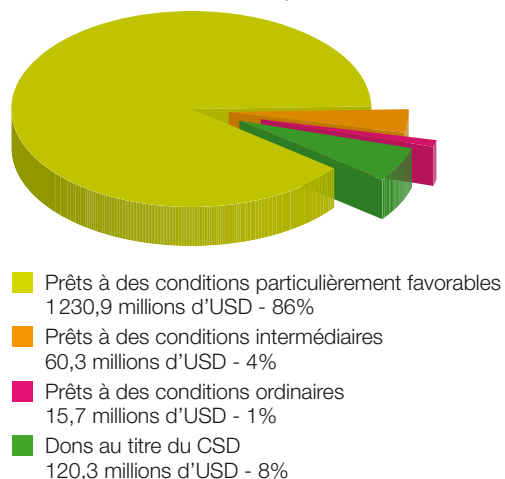
- filières et marchés;
- finance rurale;

GRAPHIQUE 1a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 2 725,4 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 1b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 1 427,2 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

¹ Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- les jeunes dans les pays en situation de postconflit.

Filières et marchés

Dépassant l'aide publique au développement (APD), l'investissement privé dans le secteur de l'agriculture constitue le principal moteur des économies rurales. Lorsque les bonnes conditions sont réunies, il peut contribuer à accroître les revenus et à renforcer la sécurité alimentaire, en permettant aux paysans d'atteindre les marchés et d'avoir accès à la technologie, aux services, à l'innovation et au savoir. Les projets appuyés par le FIDA jouent un rôle important dans la création des conditions favorables à l'épanouissement des partenariats public-privé.

Au Libéria, par exemple, le FIDA a financé le premier projet établissant, dans ce pays, un partenariat entre les secteurs public et privé. Dans ce cas particulier, un exportateur privé et le Ministère de l'agriculture ont uni leurs forces pour revitaliser les plantations de café et de cacao des petits producteurs. La société a investi plus de 1,0 million d'USD dans la formation, les véhicules et les capitaux afin d'aider trois coopératives à réhabiliter quelque 1 000 hectares. Elle paie les agriculteurs jusqu'à 50% de plus que les intermédiaires traditionnels, et reverse une commission de 10% aux coopératives. À la fin de l'année, l'entreprise était prête à développer ses investissements qui permettront de réhabiliter jusqu'à 15 000 hectares de cacao et de café.

À Sao Tomé-et-Principe, un partenariat établi entre le gouvernement, le FIDA, l'Agence française de développement et cinq sociétés européennes renforce les filières du cacao, du café et des épices – trois importantes cultures d'exportation. Cette intervention utilise les certifications "production biologique" et "commerce équitable" et établit des liens entre les producteurs et les marchés européens. Quelque 5 500 ménages, soit environ 26 000 personnes, en tirent de multiples bénéfices. Ayant amélioré la qualité de leur cacao afin de répondre aux normes européennes, les petits exploitants obtiennent un accès à de nouveaux marchés et des prix plus élevés pour leur production. Les associations de producteurs ont investi les primes versées par les acheteurs dans des installations de santé communales, au profit de l'ensemble de la communauté.

De façon générale, le programme a contribué à la redynamisation de l'économie locale et enrayer la migration des personnes vers les villes à la recherche d'emplois: plus de 8 000 personnes sont liées, directement ou indirectement, au programme, et l'une des quatre coopératives qu'il appuie est devenue financièrement indépendante.

Finance rurale

Les ménages ruraux ont besoin d'un accès au crédit pour gérer leurs flux de liquidités, soutenir leurs activités agricoles et semer les graines de nouvelles entreprises. Le FIDA a élaboré dans l'ensemble de la région des programmes de finance rurale adaptés aux besoins des petits exploitants, et en particulier des femmes. Entre 2011 et 2012, le nombre total d'emprunteurs, dans le cadre de nos projets, est passé d'environ 145 000 à près de 195 000, dont plus de 82 000 femmes. Le nombre d'épargnants volontaires a aussi augmenté, passant de plus de 157 000 à plus de 292 000 – plus de 190% de l'objectif annuel.

Le travail financé par le FIDA en Sierra Leone dans le domaine de la finance rurale est un exemple de réussite. Nous avons contribué à la création du plus vaste réseau d'institutions de microfinance rurale du pays, regroupant à l'heure actuelle 51 associations de services financiers et 13 banques communautaires. Nous avons fourni des conseils sur les bons principes et les bonnes politiques en matière commerciale, les procédures comptables, les contrôles internes et la fourniture de prêts et d'autres services. Un système d'information de la gestion, spécialement conçu, garantit une information financière transparente et responsable. Après trois ans, 40% des membres du réseau signalent des bénéfices non répartis positifs dont le niveau permet de penser que ces institutions pourraient, à terme, devenir financièrement indépendantes.

Au Ghana, le Programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord a élaboré, avec l'appui du FIDA, un système de crédit en monnaie scripturale qui a permis d'établir avec succès des liens entre les paysans et toutes les étapes des filières – depuis les négociants, les prestataires de services et les agents de vulgarisation jusqu'aux transformateurs et aux distributeurs. Sur la base d'accords tripartites entre les institutions financières, les fournisseurs d'intrants et prestataires de services, et les acheteurs, les paysans reçoivent à crédit des intrants et des services. Lorsque les acheteurs – principalement des négociants ou des industries agroalimentaires – paient les paysans par virements bancaires formels, l'institution financière peut facilement déduire le principal et l'intérêt acquis pour recouvrer le montant du prêt.

Ce système a permis de mobiliser, à ce jour, 2,3 millions d'USD provenant de 24 banques rurales et communautaires dans le nord du Ghana. Le programme a également mis en place des comités de filière locaux dans plus de 40 districts ruraux pour aider les petits exploitants agricoles à avoir accès aux marchés, à la technologie et à la finance. Le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture prévoit la reproduction de cette approche à l'échelle de l'ensemble du pays afin de promouvoir un développement des filières impulsé par le marché et inclusif.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Les pays de la région, en particulier ceux du Sahel, sont extrêmement vulnérables au changement climatique. Les systèmes de production, sur lesquels s'exerce déjà une pression afin qu'ils produisent davantage pour nourrir des populations croissantes, sont durement touchés par la perturbation des régimes climatiques et par des conditions climatiques extrêmes. La dégradation des ressources naturelles est également une cause majeure de préoccupation, avec une concurrence intense, dans certaines régions, pour la terre et l'eau.

Le FIDA promeut des techniques et des méthodes locales pour le reverdissement, et notamment différentes techniques de conservation des sols et des eaux ainsi que de régénération arboricole. De bons résultats ont été observés au Burkina Faso, où deux programmes appuyés par le FIDA ont été axés sur la gestion de la fertilité du sol en ayant recours à des techniques autochtones de conservation du sol et de l'eau. Des terres désignées localement sous le nom de *zipélé* – ou sols nus – ont été bonifiées et remises en culture. Neer-Tamba, un nouveau projet approuvé en 2013, continuera d'intervenir dans des zones souffrant de précipitations irrégulières, de sécheresse croissante et de dégradation des terres.

Le FIDA apporte aussi un appui au reverdissement dans d'autres pays du Sahel – Mali, Niger et Sénégal – par le biais de deux programmes de dons de grande ampleur exécutés par le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) et le Centre pour la coopération internationale de l'Université libre d'Amsterdam.

Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), lancé par le FIDA en 2012, est devenu la plus importante source mondiale de financement dont le but est d'aider les petits exploitants agricoles pauvres à s'adapter au changement climatique. Deux nouvelles initiatives financées par l'ASAP ont été approuvées dans la région au cours de l'année: le Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane, au Nigéria, et le Projet visant à améliorer la productivité agricole, au Mali.

Les opérations de l'ASAP renforcent les capacités des petits exploitants agricoles et améliorent leur accès à l'information relative au climat et à des outils améliorés pour la prise de décisions. Elles consacrent aussi des investissements à l'infrastructure rurale et à la protection contre les dégâts provoqués par des phénomènes météorologiques, et introduisent des technologies permettant une utilisation efficace de l'eau et fournissant une énergie non polluante.

Onze projets en cours dans la région ont bénéficié, de la part du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), de dons d'un montant total d'environ 45,0 millions d'USD. Ces dons financent l'adaptation au changement climatique, la gestion durable des terres et la conservation de la biodiversité.

Les jeunes dans les pays en situation de postconflit

Après la fin d'un conflit, des cicatrices physiques et psychologiques, ainsi que la perturbation de leur éducation, peuvent laisser les jeunes mal outillés et marginalisés. Mais, dans le même temps, les jeunes – femmes et hommes – possèdent une immense capacité d'adaptation et peuvent être plus réceptifs que des adultes plus âgés aux technologies et aux possibilités émergentes. Les programmes appuyés par le FIDA et destinés aux jeunes des pays en situation de postconflit visent à donner à ces jeunes – femmes et hommes – les compétences qui leur permettront de gagner leur vie et d'aider leurs communautés à se relever et à prospérer.

En Côte d'Ivoire, une masse critique de producteurs ruraux capables d'adopter des rôles d'encadrement et de créer des possibilités commerciales est en voie de se constituer dans le cadre d'un projet d'appui au développement et à la commercialisation agricole. En 2013, le projet s'est concentré sur l'aide aux ex-combattants dans les régions des Savanes, de la Vallée du Bandama et de Zanzan afin qu'ils s'intègrent au sein de coopératives et d'associations agropastorales, ou qu'ils recherchent un emploi autonome dans les domaines de la production agricole ou des cultures maraîchères. Tous les participants, y compris les jeunes, reçoivent une formation relative aux filières et aux compétences en matière de commercialisation et de négociation, mais également dans les domaines de la transformation, du stockage, du conditionnement et de la distribution à petite échelle.

En Sierra Leone, on estime à 20 000 le nombre des ex-combattants – dont une moitié de jeunes – issus du milieu agricole et qui pourraient être réintégrés dans le secteur de l'agriculture, avec un impact positif sur la sécurité alimentaire. Le projet qu'appuie le FIDA cible les jeunes ex-combattants handicapés vivant dans les régions de Kailahun, Kenema, Kono et Koinadugu. Après avoir procédé à une évaluation des besoins, le projet met à la disposition des jeunes des crédits leur permettant de louer ou d'acheter de la terre agricole, des intrants agricoles, des entrepôts à céréales, des machines à usiner le riz, des aires de séchage, et des équipements de transformation et de stockage des produits alimentaires.

Récit recueilli sur le terrain

Un projet d'ampleur nationale reproduit à une plus grande échelle l'impact du FIDA en Gambie

Un nouveau projet conduit en Gambie reproduit actuellement, dans l'ensemble du pays, des pratiques éprouvées de gestion de la terre et de l'eau. Désignée sous le nom de *Nema* – qui signifie prospérité en langue mandingue –, l'initiative appuyée par le FIDA fait fond sur les résultats obtenus au cours de 30 années de partenariat avec les petits exploitants agricoles.

Le nouveau projet résulte d'une demande formulée par le gouvernement, qui a invité le FIDA à jouer un rôle pilote dans l'exécution du Plan national gambien 2011-2015 d'investissement agricole, dont l'objet est de faire évoluer le secteur de l'agriculture et de transformer une activité de subsistance en un système de marché de plus en plus efficient. Cette initiative est décisive pour la croissance économique de la Gambie, étant donné que l'agriculture y emploie plus de 70% de la population; les femmes constituent plus de la moitié de ces travailleurs agricoles.

“Les femmes sont les principales productrices de riz et de légumes en Gambie, et le projet *Nema* a été conçu par elles et avec elles”, déclare Moses Abukari, chargé de programme de pays du FIDA. “L'initiative créera aussi des possibilités d'emplois pour les jeunes dans le secteur des industries agroalimentaires.”

Au cours de sa première année d'activité, le projet *Nema* a préparé le terrain. Il a élaboré 25 plans de développement de bassins versants (cinq fois plus que la cible fixée pour 2013) et créé 28 organisations paysannes comptant parmi leurs membres un nombre à peu près égal de femmes et d'hommes. Le projet a également conclu des contrats avec des prestataires

de services gambiens (tant publics que privés) chargés de la formation dans divers domaines: gestion commerciale, certification des semences, stages pratiques pour agriculteurs et alphabétisation pour les agricultrices.

Par le biais du *Nema*, le FIDA aide le gouvernement à mettre en place un cadre fonctionnel de suivi et d'évaluation pour le secteur de l'agriculture. Afin de créer une carte de référence pour le projet, des techniciens locaux sont actuellement formés à l'application des technologies d'observation de la terre pour la surveillance des cultures de riz. Cette activité s'inscrit dans le cadre d'un partenariat pilote en cours entre le FIDA, l'Agence spatiale européenne et Sarmap, une société privée suisse.

Nema a déjà un impact sur l'élaboration des politiques au niveau national. Par le biais du projet, le FIDA travaille avec le gouvernement à l'élaboration d'une stratégie nationale de développement de la riziculture, en collaboration avec des partenaires clés comme la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique. Le projet a également contribué au renforcement de l'approche du programme de pays, en développant des synergies entre les quatre projets en cours que le FIDA appuie actuellement en Gambie.

Mariama Jarju, propriétaire terrienne et mère de dix enfants, récolte le riz avec ses ouvriers agricoles dans le village d'Aljamdou

Gambie: Projet de gestion intégrée participative des bassins versants

©FIDA/Nana Kofi Acquah



Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe

Vue d'ensemble

Dans l'ensemble de l'Afrique orientale et australe, les indicateurs positifs comme celui de la croissance du PIB ne donnent pas une juste idée de l'ampleur croissante des inégalités de revenus et du nombre élevé de personnes souffrant de la faim. Les taux de croissance du PIB en 2012, de 4,9% en Afrique orientale et de 4,3% en Afrique australe, dissimulent de sévères disparités et inégalités de revenus, aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre les pays. On observe également des variations significatives des niveaux de pauvreté à l'intérieur des pays. C'est encore dans les zones rurales, où intervient le FIDA, que vit l'immense majorité des pauvres.

Les analyses de la Banque mondiale montrent qu'il n'y a guère de corrélation entre les évolutions du PIB et celles des taux de pauvreté. Les données disponibles montrent toutefois que la hausse du PIB tirée par la croissance agricole est plus efficace, en termes de réduction de la pauvreté, que la croissance impulsée, par exemple, par un essor des industries extractives. On estime que la croissance découlant de la production des cultures de base pourrait avoir un plus fort impact sur la pauvreté que la croissance liée aux cultures d'exportation comme le café, le thé et le tabac.

La faim est toujours présente, à des niveaux élevés, dans la grande majorité des pays. Selon le classement établi par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires dans son Indice de la faim dans le monde 2012, 18 pays de la région sont considérés comme présentant des niveaux de faim sérieux, alarmants ou extrêmement alarmants, le Burundi et l'Érythrée étant placés dans cette dernière catégorie.

La plupart des OMD demeurent obstinément inatteignables d'ici la date cible de 2015. Seuls l'Ouganda et le Swaziland s'approchent d'une réduction de moitié de l'extrême pauvreté. Même pour ce qui concerne les OMD pour lesquels la région semble en bonne voie, comme l'éducation primaire universelle, les progrès sont compromis par les taux d'abandon élevés. L'agriculture, activité fortement sensible aux impacts négatifs du changement climatique, occupe 60% de la population de la région.

La population totale de la région est d'environ 341,8 millions de personnes, dont 73,7% vivent dans les zones rurales. En moyenne, environ 50,6% de la population vit dans une situation d'extrême pauvreté avec moins de 1,25 USD par jour². Le pourcentage de la population vivant en situation de pauvreté dans ces pays varie entre 0,3% aux Seychelles et 81,3% au Burundi et à Madagascar.

Travaux et résultats en 2013

Le programme de travail du FIDA en Afrique orientale et australe a porté principalement sur les points suivants:

- technologies de l'information et des communications (TIC);
- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- emploi extra-agricole;
- finance rurale;
- égalité des sexes et droits fonciers des femmes.

Technologies de l'information et des communications (TIC)

Les TIC peuvent faire une énorme différence pour les vies des populations rurales pauvres, en leur donnant accès à des informations et des services essentiels. Au moyen de téléphones mobiles, par exemple, les paysans peuvent avoir accès à distance

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 44 programmes et projets en cours, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires de la région à la fin de 2013;
- 1 183,8 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 5 nouveaux programmes et projets en Éthiopie, en Ouganda, au Rwanda, aux Seychelles et en Zambie, pour un investissement total du FIDA de 159,3 millions d'USD. Ce total comprend 1 don ASAP d'un montant de 7,0 millions d'USD pour le projet au Rwanda;
- 1 financement supplémentaire d'un montant de 15,4 millions d'USD accordé pour un projet en cours au Rwanda;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda;
- 5 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 4,1 millions d'USD;
- 15 dons en cours, d'une valeur totale de 16,3 millions d'USD.

² Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

aux services bancaires ou obtenir en temps réel des informations sur les conditions météorologiques ou sur les marchés. La pénétration de ces téléphones a connu une croissance exponentielle dans la région: les abonnements aux services de téléphonie mobile ont augmenté de plus de 600% entre 2005 et 2013, et la proportion de la population possédant un abonnement à ces services en 2013 était de 63%.

Les initiatives financées par le FIDA dans la région mettent de plus en plus l'accent sur les technologies répondant au meilleur coût aux besoins locaux. Au Mozambique, les agents de vulgarisation ont été équipés de projecteurs de poche, peu coûteux, grâce auxquels ils peuvent présenter des vidéos de vulgarisation de paysan à paysan. Au Swaziland, un programme de finance rurale a établi un partenariat avec MTN, l'un des opérateurs locaux de téléphonie mobile, pour un projet pilote d'"argent mobile" et de distributeurs automatiques de billets en libre-service et commandés par téléphone mobile. Le rapport mensuel de MTN pour septembre 2013 montre que plus de 170 000 transactions ont été traitées, pour un montant total d'environ 2,7 millions d'USD.

Sur six sites du Botswana, l'Agence spatiale européenne collabore avec le Projet d'appui aux services agricoles, appuyé par le FIDA, pour l'observation, grâce à l'imagerie satellitaire, de l'utilisation des terres et de l'état sanitaire des cultures. Les données recueillies par les satellites, ou télédétection, aideront le Ministère de l'agriculture à obtenir une évaluation objective de la couverture végétale dans les zones rurales. Cette information peut être mise à profit pour déterminer l'impact des

pratiques agricoles encouragées, et pour proposer les adaptations appropriées. Les données peuvent aussi servir à la mise en place d'un système d'alerte précoce mettant l'accent sur la désertification.

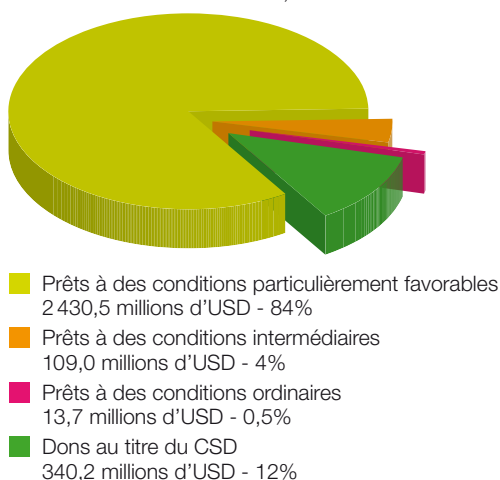
Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Bien qu'ils soient les plus faibles émetteurs de CO₂, les pays africains, dans leur ensemble, sont probablement ceux pour qui le prix du changement climatique sera le plus élevé. La forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, pour leurs moyens de subsistance et leur alimentation, place les populations rurales pauvres en situation d'extrême vulnérabilité. De concert avec d'autres donateurs, et avec les communautés elles-mêmes, le FIDA s'attache à développer leur résilience.

Le Projet pilote de gestion des ressources naturelles dans le secteur est du Mont Kenya, achevé à la fin de 2012, a accru les revenus, renforcé la biodiversité, réduit le conflit entre vie sauvage et être humains, et amélioré l'accès à l'eau à usage domestique et pour l'irrigation. Plus de 500 000 personnes ont bénéficié de l'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire. Le nouveau Projet de gestion des ressources naturelles dans le bassin hydrographique du Haut Tana transposera à une plus grande échelle les activités qui concerneront 24 bassins fluviaux au lieu de cinq, autonomisant ainsi les communautés rurales afin qu'elles puissent gérer de manière durable les ressources en terres et en eau.

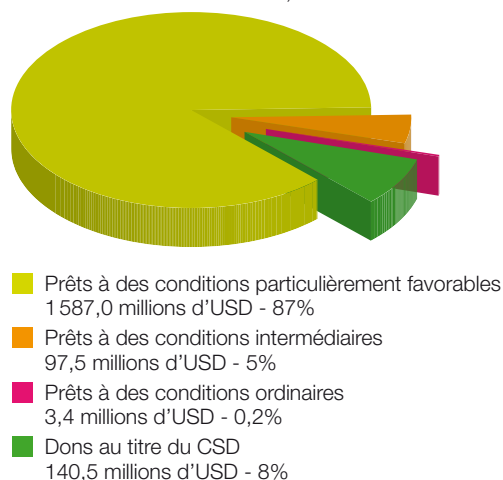
Au Kenya et au Rwanda, une initiative innovante du FIDA promeut une énergie renouvelable et réduit

GRAPHIQUE 2a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 2 893,4 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 2b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 1 828,5 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

la consommation de bois de feu des ménages. Le projet *Rendre le biogaz transportable: technologies renouvelables pour un futur plus vert* permet aux familles d'utiliser comme source de combustible du gaz à combustion non polluant produit à partir des excréments animaux, allégeant la charge de travail des femmes et prévenant les maladies respiratoires chroniques et les infections oculaires provoquées par la fumée. La réduction de la consommation de bois et de charbon permet aussi aux ménages pauvres d'économiser environ 20 USD par mois. En outre, le purin biologique produit par les digesteurs de biogaz remplace les coûteux engrais chimiques, avec pour résultat une production sensiblement accrue de légumes, de maïs et de haricots.

Grâce au Projet d'irrigation à l'intention des petits exploitants du bassin inférieur de l'Usuthu, au Swaziland, le FIDA contribue à réduire la dégradation des terres, à préserver la biodiversité et à atténuer l'impact du changement climatique, en mettant en œuvre des pratiques durables de gestion des terres. Les femmes de la communauté de Vikizijula, par exemple, ont appris à construire des bassins de collecte de l'eau, améliorant la sécurité alimentaire et l'hygiène familiale et obtenant en même temps des revenus par la construction de bassins pour d'autres membres de la communauté.

Emploi extra-agricole

La taille des exploitations se réduit, à mesure de leur morcellement et de leur transmission d'une génération à la suivante. Dans le même temps, le recours accru à la traction animale et à la mécanisation agricole réduit le besoin de main-d'œuvre. La création d'emplois extra-agricoles pour les populations rurales constitue donc une importante composante de la stratégie du FIDA pour la région. Selon les résultats communiqués en 2013, il existe quelque 30 projets assurant la formation de près de 56 000 personnes dans divers domaines: génération de revenus, entrepreneuriat commercial et activités de formation professionnelle.

Au Rwanda, un projet d'investissement d'une durée de neuf ans, appuyant des petites entreprises et des microentreprises rurales, s'est achevé en 2013. L'une des composantes essentielles de cette initiative consistait en un programme d'apprentissage. Au total, environ 12 000 jeunes – dont une moitié de femmes – ont reçu une formation à différents métiers: couture, menuiserie, tissage, soudure, mécanique et électricité. Plus de 4 200 personnes ont suivi les cours d'alphabétisation pour adultes, et environ 12 500 personnes ont été formées à la gestion communautaire.

Conformément à la vision du Gouvernement du Rwanda, qui entend développer un secteur privé efficace pour transformer l'agriculture, le projet, nouvellement approuvé et financé par le FIDA, Projet

d'appui à des pratiques après récolte et à un secteur agroalimentaire, créera des emplois le long de diverses filières: maïs, manioc, haricots, pommes de terre et produits laitiers. Le projet vise aussi à promouvoir des techniques de transformation et des installations de stockage résilientes face au changement climatique.

Finance rurale

Dans leur grande majorité, les pauvres vivant dans les zones rurales ne disposent pas de moyens sûrs pour épargner de l'argent, obtenir du crédit ou transférer des fonds. Pour une plus grande utilisation d'intrants externes comme les semences améliorées ou les engrais, pour accroître la mécanisation sur l'exploitation et tout au long de la filière, et pour développer des activités génératrices de revenus comme des microentreprises, il est nécessaire d'avoir accès à un financement, pour les dépenses d'investissement et d'exploitation. L'appui du FIDA aux services financiers ruraux améliore l'accès des populations rurales à des services financiers diversifiés, et notamment les prêts, l'épargne et les envois de fonds, et la microassurance.

Au cours de sa première phase, le Programme d'intermédiation financière rurale conduit en Éthiopie avec l'appui du FIDA a permis à 3 millions de personnes d'avoir accès à des services financiers. Faisant fond sur ces résultats, la seconde phase cible les populations des basses terres pastorales et agropastorales en encourageant les institutions de microfinance à créer environ 1 000 nouvelles coopératives d'épargne et de prêt. L'objectif du programme est de fournir des services financiers à près de 7 millions de ménages d'ici à 2019.

Égalité des sexes et droits fonciers des femmes

L'autonomisation des femmes par le biais de la promotion de l'égalité des sexes n'est pas seulement une question de droits humains; elle est aussi essentielle pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et pour permettre aux ruraux pauvres, femmes et hommes, de se libérer de la pauvreté. La sécurité de l'accès à la terre et à d'autres ressources est un élément clé pour la réalisation de l'égalité des sexes dans les zones rurales.

Au Kenya, le FIDA a œuvré à l'accroissement des revenus des ménages des femmes massai pasteurs de la région d'Amboseli, avec l'appui d'un financement supplémentaire finlandais. La plupart des 1 200 personnes ayant bénéficié des activités du projet étaient des femmes et des jeunes. Les participants ont appris des techniques améliorées d'engraissement du bétail, et acquis des compétences en matière de transformation et de commercialisation, ce qui leur a permis d'obtenir des prix plus élevés pour leurs animaux. De nouvelles espèces d'herbes ont également été introduites, améliorant la tolérance

Récit recueilli sur le terrain

Les champignons, une source de revenus

Sandile Mkhabela avait 29 ans lorsqu'il a vu, pour la première fois, un champignon. "J'étais curieux de découvrir ce que c'était, et quel goût ça avait, mais j'avais tout de suite compris qu'il y avait là quelque chose de spécial", explique-t-il. Un bond en avant, et trois ans plus tard Mkhabela est très probablement l'unique producteur de pleurotes dans la région du bassin inférieur de l'Usuthu, au Swaziland. Après avoir suivi une formation technique et commerciale, il a créé son "atelier de champignons", en utilisant des bouteilles en plastique, un vieux réfrigérateur et un hangar inutilisé.

Et ainsi, Mkhabela avait lancé son entreprise. Mkhabela est l'un des milliers de jeunes paysans qui ont bénéficié d'un projet d'irrigation destiné aux petits exploitants, cofinancé par le FIDA, le FEM, le Gouvernement du Swaziland et les communautés concernées. L'agriculture fournit un emploi à 75% de la population du pays, mais les familles d'agriculteurs sont confrontées à un certain nombre d'obstacles qui les empêchent de se libérer de la pauvreté. Dans certaines zones, comme celle où vit Mkhabela, les disponibilités en eau sont réduites. Le projet a été mis en œuvre en 2011 pour offrir aux familles n'ayant qu'un accès limité à l'eau des possibilités de génération de revenus en exploitant les ressources dont elles disposaient déjà.

Le projet touchera plus de 4 000 familles de la région d'ici à 2015, et on prévoit, pour nombre d'entre elles, que le revenu du ménage augmentera de 30% ou davantage.

La technologie requise pour la production de champignons est simple, le matériel élémentaire, et les besoins en eau peu élevés. Les champignons se cultivent facilement et parviennent à maturité en un laps de temps relativement bref, ce qui signifie que des rentrées d'argent rapides sont possibles pour faire face à des besoins imprévus de la famille, comme ce fut le cas lorsqu'il a fallu remplacer le toit après qu'une tempête eut détruit la maison familiale de Mkhabela. Le frère de Mkhabela fournit les conseils en matière de commercialisation et d'investissement, tandis que sa mère invente de nouvelles recettes. "Travailler en famille veut dire que je me sens appuyé", déclare Mkhabela. "Mais ce n'est pas gratuit – ma mère aime bien utiliser mes champignons pour sa propre cuisine, ce qui réduit mes bénéfices", dit-il en riant.

L'idée de cultiver des champignons gagne du terrain. Mkhabela forme actuellement six autres jeunes de sa communauté. "Je suis en train de réfléchir aux moyens de franchiser mon entreprise. Je n'ai pas l'intention de m'arrêter – si vous ne vous arrêtez pas, vous pouvez toujours trouver une solution."

Un jeune entrepreneur, Sandile Mkhabela, dans son atelier avec sa récolte de pleurotes
Swaziland: Programme de finance rurale et de développement des entreprises
©FIDA/Guy Stubbs



des cultures à la sécheresse, restaurant les pâturages et améliorant la nutrition animale. Les participants ont aussi reçu une formation de base aux pratiques de santé animale, et environ 19 000 têtes de bovins, ovins et caprins ont été vaccinées.

Bien que les femmes, en Éthiopie, aient le droit de posséder de la terre, les normes coutumières et sociales sont favorables aux hommes. Le FIDA appuie, dans le bassin hydrographique du lac Tana, le Projet communautaire de gestion intégrée des ressources naturelles utilisant les certificats fonciers pour garantir à tous les mêmes droits à la terre. Le projet a également introduit la gestion durable des ressources communautaires et enseigné de nouvelles compétences pouvant aider les populations rurales à concevoir des moyens innovants d'obtenir des revenus monétaires. Avec la reconnaissance des titres fonciers, les femmes chefs de ménage peuvent désormais faire pleinement valoir leurs droits d'usage et de transfert des exploitations, par voie d'héritage, de donation ou de location. Dans la zone cible de la région d'Amhara, plus de la moitié des femmes chefs de ménage ont reçu des certificats fonciers.

Asie et Pacifique

34 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam

Vue d'ensemble

On peut avancer que, de toutes les régions en développement du monde, c'est celle de l'Asie et du Pacifique qui a connu, depuis l'an 2000, la transformation globale la plus spectaculaire. Entre 1990 et 2010, le nombre absolu de pauvres a diminué, passant d'environ 1,5 milliard à 758 millions. Outre cette réussite dans la réalisation de l'OMD concernant la réduction de moitié de la pauvreté, la région a également accompli des progrès significatifs dans trois domaines: santé, éducation et accès à de l'eau potable sûre.

Malgré ces progrès, toutefois, la région Asie et Pacifique compte encore près des deux tiers des pauvres de la planète, et deux tiers des 842 millions de personnes qui, dans le monde, souffrent de la sous-alimentation et de la faim. La dégradation des écosystèmes, les infrastructures limitées, l'accès restreint aux marchés et la faiblesse des services

sociaux se conjuguent pour faire en sorte que les zones rurales demeurent embourbées dans la pauvreté.

L'agriculture continue d'employer entre un et deux tiers de la population active. Toutefois, le ralentissement de la croissance dans ce secteur a eu une incidence sur les moyens de subsistance, élargissant l'écart de revenus entre les zones urbaines et les zones rurales. La hausse des prix alimentaires a réduit les revenus réels des ménages pauvres, cependant que les petits exploitants agricoles n'ont pas pu bénéficier des avantages de la transformation dans le secteur de l'industrie agroalimentaire.

Les femmes et les peuples autochtones sont particulièrement marginalisés. Près de la moitié des femmes adultes en Asie du Sud ne savent pas lire, tandis que, dans l'ensemble de l'Asie et du Pacifique, les femmes ont des revenus inférieurs, ont moins leur mot à dire quant à la manière dont elles obtiennent des revenus, et ont moins accès au crédit et à d'autres services. Sur les 300 millions de personnes appartenant aux peuples autochtones dans le monde, 70% vivent dans la région Asie et Pacifique; un tiers de ces personnes sont pauvres, et souvent à l'écart des marchés, des services essentiels et des infrastructures.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 60 programmes et projets en cours, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2013;
- 1 765,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 6 nouveaux programmes et projets au Bangladesh, en Chine, au Pakistan, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam (2 projets) pour un investissement total du FIDA de 186,1 millions d'USD – ce total comprend 1 don ASAP de 12,0 millions d'USD pour 1 projet au Viet Nam;
- financement supplémentaire d'un montant de 41,1 millions d'USD accordé pour des programmes et projets en cours en Afghanistan, au Bangladesh, en Inde et au Népal;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR), pour le Cambodge, le Népal et Sri Lanka;
- 9 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 12,0 millions d'USD, y compris 1 don de 4,0 millions d'USD aux Philippines pour le relèvement rapide après le passage du typhon Haiyan;
- 21 dons en cours, d'une valeur totale de 18,0 millions d'USD.

Pour de nombreux pays de la région, les défis multidimensionnels de la sécurité alimentaire, du changement climatique, de l'inclusion sociale et des débouchés économiques doivent être abordés de pair avec les efforts de réduction de la pauvreté.

La population totale de la région est d'environ 3 820,8 millions de personnes, dont 57,7% vivent dans les zones rurales. Quelque 19,2% vivent dans un état d'extrême pauvreté, définie comme la situation dans laquelle les personnes disposent de moins de 1,25 USD par jour³.

Travaux et résultats en 2013

Les projets que nous avons appuyés en 2013 visaient principalement à :

- établir des liens entre les producteurs ruraux et les marchés, et créer des emplois;
- revigorer et transformer les communautés rurales;
- renforcer les capacités des femmes et des jeunes;
- élargir l'adoption de technologies intelligentes face au climat et de pratiques durables de gestion des ressources;
- établir des partenariats avec le secteur privé pour impulser la croissance rurale.

Établir des liens entre les producteurs ruraux et les marchés, et créer des emplois

Du fait de la faiblesse des infrastructures et des services, les producteurs ruraux sont souvent coupés des fournisseurs d'intrants et des marchés agricoles, ainsi que du savoir et de l'information qui pourraient les aider à améliorer leur productivité et à diversifier leurs activités génératrices de revenus.

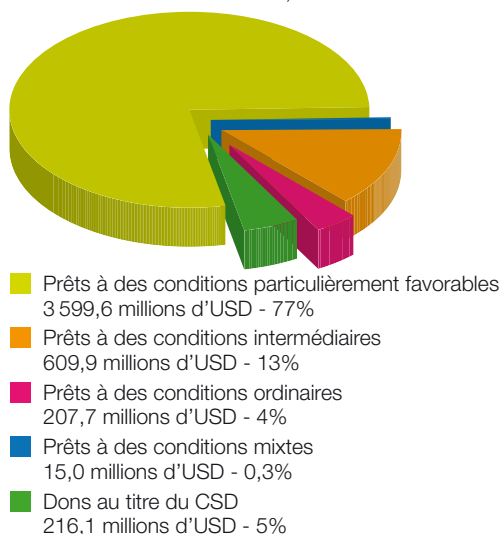
Au Bangladesh, un projet de développement de l'infrastructure commerciale a établi des liens avec les petits producteurs le long de la filière dans les Charlands, qui figurent parmi les régions les plus pauvres du pays. Le projet a contribué au développement d'environ 430 kilomètres de routes et de plus de 60 marchés ruraux, et a fourni en outre des services financiers et commerciaux à plus de 18 500 personnes. Une étude d'impact commercial indique que le nombre d'acheteurs et de vendeurs a augmenté de 33%, tandis que le volume des échanges et des nouveaux investissements dans les marchés et les villages voisins augmentait de 44%.

Au Bhoutan, le Programme de promotion de l'agriculture, de la commercialisation et des entreprises, appuyé par le FIDA, a montré comment l'appui technique, la formation et le crédit peuvent apporter des avantages aux populations des zones éloignées et montagneuses. L'amélioration des techniques agricoles s'est traduite par un accroissement de la production, en particulier des cultures commerciales de pommes de terre et d'oranges, tandis que de nouvelles routes rurales et de nouveaux outils de commercialisation contribuaient à améliorer l'accès aux marchés. Le projet a touché environ 132 000 personnes, dont plus d'une moitié sont des femmes.

Revigorer et transformer les communautés rurales

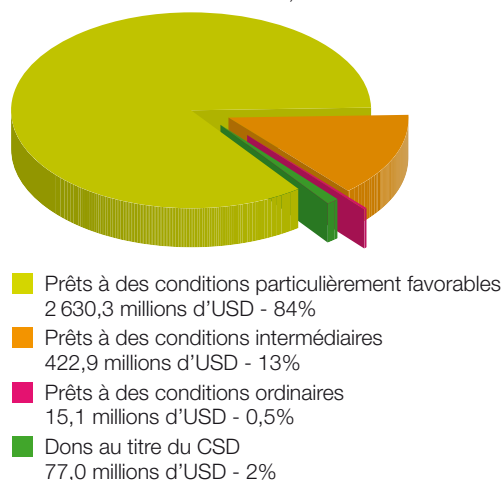
L'absence de possibilités dans les zones rurales pousse les jeunes à migrer vers les villes et à l'étranger, et maintient prisonniers de la pauvreté ceux qui restent sur place. Le FIDA investit dans le développement

GRAPHIQUE 3a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 4 648,3 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 3b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 3 145,3 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

³ Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

agricole et rural pour contribuer à l'instauration de communautés dynamiques où une nouvelle génération de paysans, de pêcheurs et d'autres petits entrepreneurs peut gagner sa vie et prospérer.

Dans les zones rurales du Viet Nam, des groupes d'épargne et de crédit appuyés par le FIDA ont permis à leurs membres, dans les villages, d'adopter de nouvelles variétés de cultures, d'acheter des jeunes plants et de se lancer dans des activités d'élevage de volailles de basse-cour. Grâce à une forte discipline en matière de crédit, 98-100% des prêts sont remboursés en temps opportun. Le Projet de développement rural dans la province de Ha Tinh, par exemple, a mis en place plus de 2 500 groupes villageois d'épargne et de crédit qui desservent environ 26 000 membres. Donnant suite à une récente évaluation, le FIDA prévoit de renforcer les compétences entrepreneuriales de groupes de paysans, en les mettant en rapport avec des possibilités liées à des filières appuyées par d'autres projets, et en transformant les réseaux de groupes d'épargne en programmes durables de microfinance.

Renforcer les capacités des femmes et des jeunes

L'autonomisation des femmes et des jeunes est essentielle pour la transformation de la vie dans les communautés rurales. Le FIDA axe ses interventions sur trois points: faciliter l'autonomisation économique, renforcer la participation et les compétences d'encadrement, et réduire les travaux pénibles, en particulier pour les femmes et les jeunes filles. Comme dans d'autres régions, le chômage des jeunes est l'un des grands défis que visent à relever les activités appuyées par le FIDA.

En Afghanistan, en Inde et au Viet Nam, par exemple, des programmes permettent à des jeunes d'acquérir une formation pratique et une expérience professionnelle, et mettent ces jeunes en contact avec des employeurs potentiels. Au Cambodge, le projet d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales a créé, au cours de l'année 2013, 16 clubs de jeunes paysans qui ont permis à plus de 320 jeunes scolarisés ou chômeurs – dont plus d'une moitié sont des femmes – de bénéficier d'une formation agricole de base afin qu'ils puissent contribuer au revenu de la famille et qu'ils deviennent ensuite des adultes qualifiés et autonomes.

Notre action s'efforce aussi de permettre aux femmes de jouir pleinement de leurs droits. Au Bangladesh, le Projet de développement et de colonisation des chars veille à ce que les titres fonciers délivrés portent les noms des femmes et de leur mari. Cette propriété conjointe renforce l'influence des femmes dans les décisions familiales relatives à la terre et d'autres questions concernant le ménage. En

2013, l'attribution de titres fonciers a été approuvée en faveur de plus de 1 200 familles pauvres sur de nouvelles terres côtières constituées par accrétion et désignées sous le nom de chars.

Élargir l'adoption de technologies intelligentes face au climat et de pratiques durables de gestion des ressources

En Asie et dans le Pacifique, le changement climatique a des incidences multidimensionnelles, allant de l'augmentation du niveau des mers inondant les terres agricoles d'eau salée, aux précipitations précoces ou tardives qui perturbent les cycles de production. L'appui aux petits exploitants agricoles dans leurs efforts d'adaptation au changement climatique fait partie des domaines dans lesquels le FIDA renforce son intervention dans la région. Ce renforcement comprendra notamment un financement supplémentaire par l'intermédiaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) lancé récemment.

L'île de Cicia, dans l'archipel des Fidji, a fait le choix de l'agriculture biologique afin de protéger les moyens de subsistance et l'environnement. Avec l'appui de la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique et d'un don du FIDA au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, l'île a déclaré que seule l'agriculture biologique y serait pratiquée. L'initiative financée par le FIDA offre un moyen peu coûteux d'obtenir une certification biologique qui permettra à des communautés rurales éloignées comme Cicia d'avoir accès à des marchés de niche à Suva, et ultérieurement plus loin. Le projet met particulièrement l'accent sur l'huile vierge de noix de coco, actuellement produite par les femmes de Cicia.

En Chine, le Programme de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans le Ningxia et le Shanxi a permis d'augmenter, dans une proportion estimée à 35%, la production des cultures et du fourrage. Quelque 89% des participants ont adopté les pratiques recommandées qui ont amélioré l'irrigation en réduisant les fuites dans les canaux et la perte d'eau. En outre, le programme a mis en valeur 4 500 hectares de forêt, planté plus de 5 200 arbres le long des routes et en bordure des terres cultivées, et a restauré près de 14 000 hectares de pâturages naturels par le réensemencement, la lutte contre les rongeurs et la pose de clôtures.

Établir des partenariats avec le secteur privé pour impulser la croissance rurale

Comme dans de nombreuses régions en développement, la diminution des interventions dirigées par les pouvoirs publics dans le secteur de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique a ouvert des possibilités de partenariats innovants entre le

Récit recueilli sur le terrain

En Inde, résurrection d'un aliment de base plus nutritif

Dans une communauté du sud de l'Inde, c'est "retour vers le futur": les paysans font renaître une céréale rustique, nutritive, qui avait été délaissée au cours des dernières décennies.

Il y a cinquante ans, le mil était l'une des cultures de base dans cette région. Sa teneur en calcium est 30 fois plus élevée que celle du riz, et elle est aussi beaucoup plus riche en fer, en fibres et en micronutriments, ce qui constitue d'importants avantages dans un pays qui compte 30% des enfants souffrant de malnutrition dans le monde. Les mils sont des cultures robustes, aux besoins en eau limités et capables de survivre dans des conditions rigoureuses, ce qui les rend beaucoup plus résilients que le riz ou le blé face au changement climatique.

"C'est bon pour la santé, c'est bon pour l'agriculture, c'est bon pour les revenus et c'est bon pour la sécurité alimentaire nationale de l'Inde", a déclaré le professeur M.S. Swaminathan, père de la Fondation MS Swaminathan pour la recherche.

Mais, au cours des 50 dernières années, près de la moitié des cultures de mil en Inde ont été remplacées par des cultures de rente plus lucratives et par le riz subventionné par le gouvernement. Un projet appuyé par le FIDA a pour objectif de sortir le mil de l'obscurité. Les travaux ont commencé au début des années 1990, après que des travaux de recherche eurent montré que le manque de semences était l'une des raisons pour lesquelles les paysans s'étaient orientés vers d'autres cultures. C'est ainsi que les femmes des villages des collines de Kolli dans l'État du Tamil Nadu ont constitué

un groupe de collecte et de partage des semences. Le projet a appuyé une formation portant sur les diverses méthodes de culture, comme les semis en ligne. Résultat: les rendements ont augmenté de 30%. Le projet a aussi fourni des moulins, grâce auxquels cinq minutes, au lieu d'une heure, suffisent pour broyer un kilo de mil.

Pour faire du mil un produit commercialisable, les paysans ont rédigé des recettes et ouvert une boutique, et leurs produits sont désormais distribués dans tout l'État.

"Maintenant, nous avons commencé à ajouter de la valeur à la production du mil", a expliqué une paysanne, Latha Chandra Kumar. "Maintenant, nous gagnons de l'argent que nous utilisons pour l'éducation de nos enfants et les dépenses de nos ménages."

Le mil est aussi sous les feux de la rampe au niveau national. La nouvelle loi indienne sur la sécurité alimentaire cite les petits mils parmi les cultures que l'État achète directement aux paysans en vue de leur distribution à l'échelle nationale. Avec cet encouragement, le passé devient le futur, et une culture de base largement oubliée retrouve sa place dans les champs indiens.

Des femmes préparent des recettes à base de mil – qui seront distribuées aux boutiques dans l'État du Tamil Nadu
Inde: Don en faveur de Bioversity International: conservation de l'agrobiodiversité au niveau local

©FIDA/Joanne Levitan



gouvernement, le secteur privé et les donateurs. Les projets financés par le FIDA, dans la région, font de plus en plus appel à la participation de partenaires du secteur privé comme investisseurs potentiels, prestataires de services et partenaires à part entière du développement agricole.

Dans les Îles Salomon, un programme de développement rural apporte un appui aux petits investissements peu coûteux consacrés à l'infrastructure, aux services agricoles et au renforcement des capacités dans les zones rurales, générant des avantages sociaux élevés. Des investisseurs privés ont apporté un financement de contrepartie aux capitaux fournis sous forme de dons par le programme suivant un ratio supérieur à 6:1, apportant ainsi plus de 6,6 millions d'USD. Cette approche, qui a réduit le risque et encouragé le développement d'entreprises rurales, est en cours de reproduction aux Tonga.

Aux Maldives, le FIDA a mobilisé des co-investissements du secteur privé dans des filières clés ciblant des populations rurales pauvres. Ces filières concernent notamment le poisson, le concombre de mer, les algues marines et le poisson-clown des Maldives. Le projet a renforcé les groupes à assise communautaire, les mettant en mesure de fournir aux complexes hôteliers des produits et des services de qualité.

Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, État plurinational de Bolivie, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

Vue d'ensemble

La population totale de la région Amérique latine et Caraïbes est d'environ 597,7 millions de personnes, dont quelque 20,7% vivent dans les zones rurales⁴. À l'exception de Haïti, les pays de la région sont parvenus au statut de pays à revenu intermédiaire, avec un revenu moyen par habitant supérieur à 5 000 USD. Selon les Perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fonds monétaire international, la croissance du PIB de la région devrait se situer aux environs de 3,6% par an au cours des cinq prochaines années.

Entre 1990 et 2013, dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, le taux de pauvreté est tombé de 48% à 28%. Les taux de pauvreté extrême sont passés de 23% à 12%⁵. Néanmoins, l'écart entre les populations urbaines et rurales est encore large: en 2010, le taux de pauvreté rurale était deux fois plus élevé que celui des zones urbaines et quatre fois plus élevé pour ce qui concerne l'extrême pauvreté, en particulier parmi les groupes marginalisés.

Selon le Rapport de suivi mondial 2013 établi par la Banque mondiale, la région a réduit de moitié la pauvreté, et atteint ainsi le premier OMD. Bien que la région Amérique latine et Caraïbes soit encore celle où les inégalités de revenu sont les plus fortes au monde, les observations récentes montrent que quelques pays ont accompli des progrès dans ce domaine. Deux facteurs entrent en ligne de compte dans ce résultat: la chute des écarts de salaires entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, et la multiplication des politiques favorables aux pauvres et des programmes de protection sociale.

À mesure que les pays s'urbanisent et offrent davantage d'emplois non agricoles, l'amélioration de l'accès des ruraux pauvres aux marchés et le renforcement des filières liant les producteurs aux marchés deviennent d'importants outils pour la réduction de la pauvreté rurale. En effet, la région

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 41 programmes et projets en cours, en partenariat avec 19 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2013;
- 617,9 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 5 nouveaux programmes et projets au Brésil (2 projets), à Cuba, au Honduras et au Nicaragua pour un investissement total du FIDA de 97,1 millions d'USD – ce total comprend 1 don ASAP de 8,0 millions d'USD pour le projet au Nicaragua;
- 1 don ASAP de 10,0 millions d'USD approuvé en tant que financement supplémentaire pour un programme en cours dans l'État plurinational de Bolivie;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour Haïti;
- 6 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 4,4 millions d'USD;
- 21 dons en cours, d'une valeur totale de 24,4 millions d'USD.

⁴ Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

⁵ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). 2013. *Social Panorama of Latin America 2013*. Santiago du Chili.

voit se développer rapidement des villes de taille intermédiaire, qui fonctionnent comme pôles de développement et moteurs de croissance économique. C'est pourquoi un quart du portefeuille du FIDA dans la région Amérique latine et Caraïbes est consacré au développement des marchés, des microentreprises rurales et des petites entreprises.

Travaux et résultats en 2013

Le programme de travail de la Division Amérique latine et Caraïbes du FIDA a porté principalement, en 2013, sur les points suivants:

- renforcement des organisations de producteurs comme moteurs du développement;
- amélioration de l'accès aux services financiers;
- promotion des partenariats public-privé.

Renforcement des organisations de producteurs comme moteurs du développement

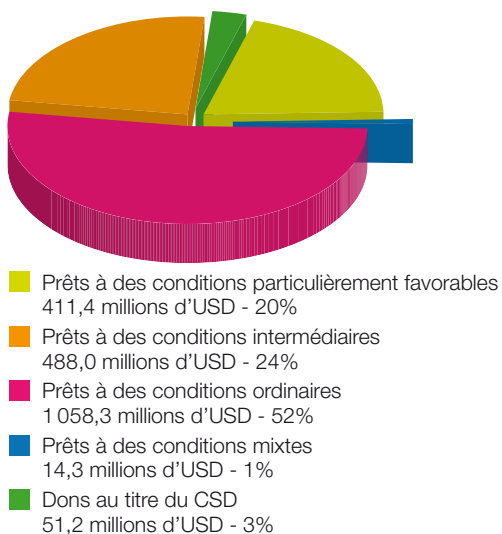
Les organisations de petits producteurs constituent, pour les paysans, un tremplin leur permettant d'être concurrentiels sur les marchés et d'avoir accès au financement, à l'assistance technique et à d'autres biens et programmes publics. Le renforcement de ces organisations est essentiel du point de vue de la réduction de la pauvreté, et c'est pourquoi le portefeuille du FIDA comporte un appui aussi bien aux programmes techniques qu'aux politiques dans

ce domaine. Nos travaux comprennent des initiatives à différents niveaux: projet, national et régional.

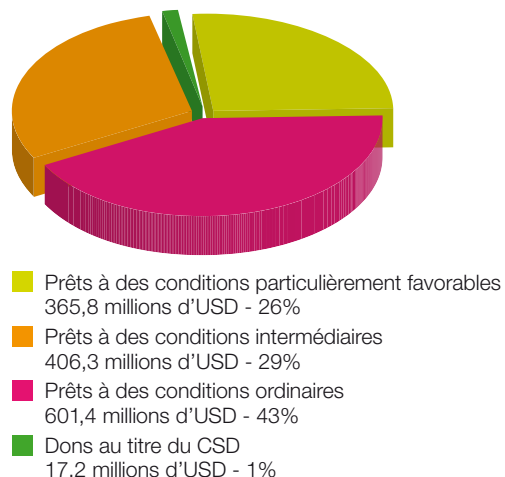
Au niveau du projet, au Pérou, le FIDA travaille avec les familles pauvres quechua et aymara dans les hauts plateaux méridionaux. L'objectif est d'aider ces familles à améliorer la qualité et la possibilité de commercialisation de leurs produits, à préserver les savoirs traditionnels, à mieux gérer les ressources naturelles, et à diversifier leurs sources de revenu. L'une des caractéristiques les plus innovantes du projet est le transfert direct de fonds aux communautés, permettant aux petits paysans et aux microentrepreneurs d'obtenir l'assistance technique qui assurera la compétitivité de leurs produits sur les marchés national, régional et international. À la date de juin 2013, le projet avait touché environ 16 000 familles, travaillant avec leurs respectives organisations de producteurs pour élaborer plus de 500 plans d'entreprise.

Au niveau du pays, le FIDA apporte aussi un appui aux groupes de concertation sur les politiques rurales, par le biais d'un don régional au Centre latino-américain pour le développement rural (Rimisp – Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural). Le don est utilisé dans quatre pays – Colombie, El Salvador, Équateur et Mexique. Les groupes mobilisent des dirigeants locaux, des hommes d'affaires et des universitaires, ainsi que des représentants d'organisations communautaires et d'ONG. Ils

GRAPHIQUE 4a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 2 023,3 millions d'USD



GRAPHIQUE 4b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 1 390,8 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

examinent les questions urgentes en rapport avec le développement rural et s'attachent à faire progresser les programmes nationaux d'agriculture familiale et de réduction de la pauvreté rurale. Ils permettent aussi aux autorités locales d'obtenir un retour d'information sur la législation, les politiques et les programmes spécifiques conçus à l'intention des populations rurales pauvres.

Au niveau régional, dans le cadre d'un projet financé par un don et auquel participent 12 organisations nationales de sept pays, le FIDA aide les membres de l'Instance de coordination des producteurs familiaux du Marché commun du Sud (MERCOSUR) à exercer une influence sur les politiques élaborées par les pouvoirs publics en matière d'agriculture familiale. Dans certains pays de la région, la part de l'agriculture familiale dans la production alimentaire peut atteindre jusqu'à 60%. Des politiques et des institutions publiques ont été créées, et les dépenses budgétaires axées sur ce secteur, dans l'intention de déclencher, en milieu rural, une croissance et un développement économiques favorables aux pauvres. Le FIDA appuie également une initiative complémentaire dans le Cône Sud de l'Amérique latine, et travaille avec les responsables gouvernementaux et les organisations de producteurs afin de contribuer à la création d'un cadre d'action des pouvoirs publics favorable aux producteurs familiaux et aux petits exploitants agricoles.

Dans le cadre d'un effort visant à intensifier les résultats de notre participation à la concertation sur les politiques, un atelier régional s'est déroulé en avril 2013 à Montevideo, en Uruguay, pour une évaluation des différents modèles de concertation sur les politiques utilisés par le FIDA en Amérique latine, avec la participation de représentants des gouvernements des pays du Cône Sud, de bénéficiaires des dons du FIDA et de membres du personnel du FIDA; un atelier de suivi s'est tenu au siège du FIDA, à Rome, au mois d'octobre. Sur la liste des questions abordées figuraient notamment une définition commune de la contribution à la définition des politiques, les expériences nationales dans différents continents, et les difficultés que présente la mesure des résultats de cette contribution.

Amélioration de l'accès aux services financiers

Il est essentiel, pour réduire la pauvreté rurale en Amérique latine, de donner aux ruraux pauvres, femmes et hommes, les moyens d'améliorer leur productivité. Cela suppose toutefois que l'on renforce l'accès des populations rurales à un large éventail de biens et de services publics comme l'éducation et la formation, l'infrastructure, et les sources et les services de financement. Les petits producteurs ont besoin de produits financiers répondant spécialement à leurs besoins. La plupart des pays de

la région sont en mesure d'atteindre cet objectif par le biais de banques nationales de développement et d'institutions de microfinance.

Au Honduras, une initiative basée sur les associations rurales d'épargne et de crédit (CRAC – *cajas rurales de ahorro y crédito*) fournit un accès au financement à des entreprises rurales et à des groupes communautaires marginalisés. Cette initiative a été particulièrement appréciée par les femmes, les jeunes et les groupes ethniques, qui ne disposent pas de garanties pour obtenir du crédit. Un projet exécuté dans le département de Yoro, par exemple, a mis en place 18 programmes ruraux d'épargne et de crédit au profit des petits paysans et des tribus autochtones tolupan, qui apportent des contributions en espèces ou en nature. Dans la région centrale du pays, un programme a élargi le modèle des CRAC, au-delà des organisations de producteurs, aux prestataires de services financiers formels et informels.

Dans le Nord-Est du Brésil, le Projet de développement durable à l'intention des colonies issues de la réforme agraire dans la zone semi-aride de la région du Nord-Est a joué avec succès un rôle de facilitateur pour l'accès au crédit des petits producteurs familiaux. Bien que le gouvernement fédéral accorde des crédits aux producteurs familiaux par l'intermédiaire des banques publiques de développement, nombreux sont les petits producteurs familiaux pauvres qui n'ont ni les ressources, ni la capacité, ni l'information nécessaires pour tirer parti de ce programme. Le FIDA a par conséquent aidé les petits producteurs familiaux à préparer des propositions à soumettre aux banques et à mettre en œuvre leurs projets une fois qu'ils ont été approuvés. Grâce à ce modèle, les bénéficiaires ont eu accès à des lignes de crédit de 25,0 millions d'USD, montant égal au total du prêt du FIDA à l'appui du projet. L'expérience brésilienne a montré que les projets financés par le FIDA peuvent permettre aux populations cibles d'obtenir un accès aux programmes publics existants et mobiliser des ressources complémentaires.

Promotion des partenariats public-privé

La participation du secteur privé est essentielle pour assurer la durabilité de toute intervention publique, en particulier lorsque les projets développent des filières pour renforcer l'accès des petits producteurs aux marchés. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, le FIDA a contribué à l'établissement d'alliances stratégiques entre des organisations de petits exploitants et de grands acteurs du secteur privé. L'objectif principal est de maximiser l'inclusion des petits producteurs dans des marchés plus vastes et de plus grande valeur, tout en veillant à ce que les groupes marginalisés en tirent aussi des avantages. Nous montrons également comment il est possible

Récit recueilli sur le terrain

Autonomiser les paysans afin qu'ils prennent en charge l'irrigation

En Haïti, en raison de la sévère déforestation, les pluies entraînent facilement sols et cultures, et provoquent l'engorgement des barrages et des vallées en aval. Dans la vallée de Nan Carré, dans le département du Nord-Ouest du pays, les précédentes tentatives de remise en état avaient été axées sur les vallées irriguées, avec des résultats limités et éphémères.

Maintenant, le FIDA travaille avec l'ONG allemande Welthungerhilfe (Agro Action Allemande) et le Programme alimentaire mondial à une approche plus holistique et plus durable.

Les problèmes antérieurs en matière de durabilité découlaient en partie d'un manque d'organisation et de capacité: les paysans ne possédaient pas les compétences requises pour la maintenance des canaux d'irrigation. La seconde phase du Projet de développement de la petite irrigation autonomise les communautés en aidant les paysans à créer des associations de bassins versants et des sous-comités chargés d'entretenir les réseaux d'irrigation et les gradins.

Sur les pentes supérieures et les ravines, les paysans ont planté bananes, haricots, pommes de terre, canne à sucre et taro, aux côtés des manguiers, papayers et avocatiers. Les zones irriguées sont réservées aux cultures commerciales: aubergines, carottes, poireaux, oignons et tomates.

Au début, le revenu supplémentaire était utilisé pour répondre aux besoins de base du ménage, comme la nourriture et les frais scolaires. Aujourd'hui, certains paysans cherchent à obtenir du crédit afin de pouvoir acheter des semences pour la prochaine récolte. D'autres investissent aussi dans des cultures plus

lucratives et prévoient de construire des installations de stockage et de produire des semences.

À ce jour, le projet a remis en état plus de 900 hectares de terres dans le Nord-Ouest, et créé 16 réseaux d'irrigation. Au total, 650 ménages peuvent maintenant améliorer leur sécurité alimentaire et leurs revenus.

“Avant, nous faisons les semis, et s'il ne pleuvait pas assez – ce qui arrivait souvent – nous perdions tout”, explique un paysan, Oltin Saint Filet.

“Aujourd'hui, il y a de l'eau en abondance toute l'année. Le projet nous a enseigné de nouvelles techniques de production et comment préparer les sols, et nous a encouragés à tenter des cultures commerciales”, dit-il.

Un paysan, Oltin Saint Filet, au travail sur sa parcelle irriguée à Nan Carré

Haïti: Projet de développement de la petite irrigation

©FIDA/Sarah Morgan



de s'engager auprès des petits producteurs ruraux de manière responsable, sur le plan social et sur le plan environnemental, en créant des modèles que d'autres peuvent adopter.

En El Salvador, deux projets mettent des organisations de producteurs en mesure de vendre des légumes à des chaînes de supermarchés nationales et internationales comme Walmart et Select. Entre novembre 2012 et avril 2013, Volcano Summit – une coopérative regroupant 20 jeunes paysans, dont neuf femmes – a généré des bénéfices d'environ 22 000 USD. Au cours de la même période, des organisations de producteurs comme ACOPENELA et APICBAÑAS ont généré des revenus dépassant 205 000 USD.

En Équateur, le Projet de développement du couloir central appuie près de 200 petites entreprises rurales gérées par des organisations ou des associations familiales. C'est ainsi que les 180 membres de l'Association Bramafertil, dans la paroisse de Bramadora, province de Manabi, commercialisent avec succès des bananes. Dans le cadre du projet, ces producteurs ont établi un centre de stockage, acheté du matériel et des moyens de transport pour renforcer leurs entreprises. Ils sont maintenant en mesure de négocier de meilleurs prix avec la multinationale Chiquita.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

34 pays et Gaza et Cisjordanie: Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, Roumanie, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turquie et Yémen.

Vue d'ensemble

Cette région présente des aspects divers, certains pays étant en voie d'urbanisation rapide tandis que d'autres dépendent encore dans une large mesure de l'agriculture. En conséquence, les taux de progrès ne sont pas homogènes. Les pays exportateurs de pétrole ont connu des taux de croissance plus élevés que jamais, alors que les pays importateurs de pétrole continuent de faire face à un ralentissement de l'activité économique, et spécialement les pays arabes

en phase de transition politique. Même dans la sous-région Europe et Asie centrale, où les perspectives sont de manière générale plus favorables, la reprise après la récession a été inégale.

La population totale de la région est de 544,2 millions de personnes, dont environ 42,9% vivent dans les zones rurales⁶. Dans l'ensemble, la région a bien progressé vers la réalisation des OMD. Le pourcentage de personnes en situation d'extrême pauvreté, par exemple, a été réduit de moitié dans la plupart des pays; à l'heure actuelle, ce sont en moyenne 4,8% de la population totale qui vivent avec moins de 1,25 USD par jour.

Les taux de pauvreté rurale, toutefois, sont beaucoup plus élevés: on estime qu'un tiers environ de la population rurale vit en dessous des seuils nationaux de pauvreté. La faiblesse de la productivité, parallèlement à l'accès insuffisant aux marchés et à la finance, continue de poser un problème majeur. Le chômage des jeunes s'est aggravé depuis 2001, et atteint maintenant 28% – le taux le plus élevé de toutes les régions. De nombreux pays ont investi dans l'éducation, mais ne parviennent pas à créer assez d'emplois hautement qualifiés pour les nouveaux diplômés. En fait, de nombreux États sont confrontés à des pénuries de main-d'œuvre dans le secteur

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 44 programmes et projets en cours, en partenariat avec 19 gouvernements bénéficiaires et Gaza et la Cisjordanie dans la région à la fin de 2013;
- 785,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- 4 nouveaux programmes et projets à Djibouti, au Kirghizistan, en République de Moldova et au Yémen pour un investissement total du FIDA de 83,9 millions d'USD – ce total comprend 3 dons ASAP, d'un montant respectif de 6,0 millions d'USD pour le programme à Djibouti, de 10,0 millions d'USD pour le programme au Kirghizistan et de 10,2 millions d'USD pour le programme au Yémen;
- 2 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour la Bosnie-Herzégovine et le Soudan;
- 5 dons approuvés en 2013, pour un montant total de 4,8 millions d'USD;
- 55 dons en cours, d'une valeur totale de 52,5 millions d'USD.

⁶ Les données brutes proviennent du *Rapport sur le développement humain 2013* élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement.

de l'agriculture parce que les jeunes, femmes et hommes, ont migré vers les villes à la recherche de meilleures possibilités.

Plusieurs pays de la région connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire – souvent en rapport avec une situation de conflit et avec l'instabilité des prix alimentaires; il s'agit notamment de l'Égypte, de la République arabe syrienne, du Soudan et du Yémen. Des études donnent toutefois à penser que la région n'utilise que 35 à 50% de son potentiel agricole. Avec une meilleure gestion de l'eau et des éléments fertilisants, ainsi qu'une adaptation accrue au changement climatique, la productivité pourrait s'accroître de manière significative.

Travaux et résultats en 2013

Notre programme de travail dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe a été principalement axé sur les domaines suivants:

- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- accès au marché et développement des filières;
- productivité agricole et sécurité alimentaire;
- finance rurale et appui aux entrepreneurs;
- groupes vulnérables.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

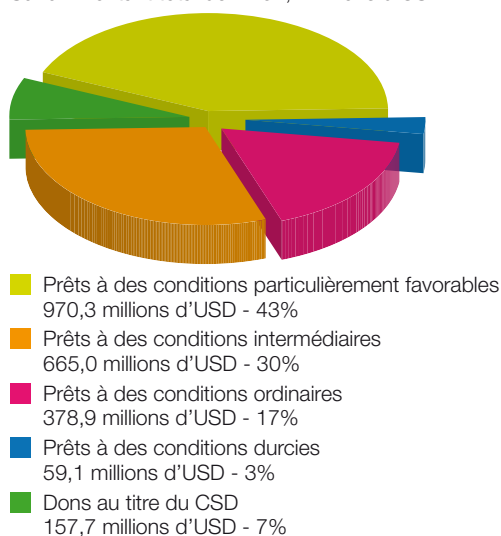
Les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles dépendent de l'environnement et des ressources naturelles. Le FIDA travaille avec les

communautés rurales de la région pour les aider à surmonter des défis interconnectés parmi lesquels la dégradation des écosystèmes, la rareté de l'eau, la concurrence pour des terres adéquates, et le changement climatique.

Dans le cadre de l'ASAP, le FIDA a entrepris une modélisation du risque climatique pour Djibouti, le Kirghizistan et le Yémen, en vue d'améliorer la résilience face au changement climatique, d'atténuer les risques et de maximiser les avantages potentiels. Au Yémen, on a établi des cartes relatives aux aléas climatiques: crues subites, érosion du sol, collecte de l'eau et potentiel de culture. Ces cartes ont servi de modèles pour tester la sensibilité des quatre indicateurs face aux changements plausibles des précipitations annuelles et des températures d'ici à 2050. Combinés aux répartitions des établissements, les modèles ont repéré les "points chauds" de vulnérabilité sociale dans chaque village, dont il sera tenu compte dans les plans d'adaptation.

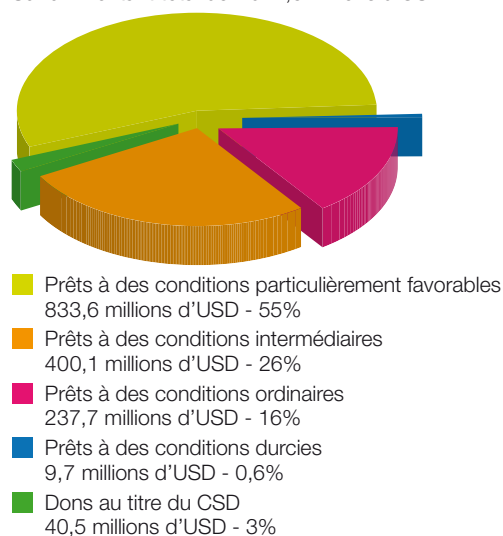
À Gaza et en Cisjordanie, les paysans ont entrepris de mettre en valeur des terrains inutilisés et de les transformer en terres productives. Depuis le début des opérations du programme appuyé par le FIDA, en 2010, 12 villages ont mis en valeur plus de 2 100 *dunum* (environ 210 hectares), et planté environ 52 000 oliviers et arbres fruitiers, ainsi que des plants de thym. En outre, le programme a construit 17 kilomètres de routes, plus de 81 000 mètres carrés de murs de soutènement et près de 13 000 mètres cubes de citernes. Environ 5 000 personnes ont bénéficié

GRAPHIQUE 5a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2013^a
Sur un montant total de 2 231,1 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 5b
Décaissements des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2013^a
Sur un montant total de 1 521,6 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

de ces améliorations, qui ont permis d'accroître les superficies cultivées, de réduire l'érosion du sol et d'améliorer la production d'huile d'olive de qualité élevée vendue à des prix plus avantageux. Grâce au travail du projet, les femmes jouent un rôle accru dans la vie communautaire, et la demande de main-d'œuvre saisonnière a augmenté.

Accès au marché et développement des filières

De nombreux producteurs ruraux pauvres ne disposent pas de liens étroits avec les marchés. Le FIDA s'attache à renforcer les connexions entre les petits producteurs et les filières, et les aide à accroître leurs revenus.

Un projet appuyé par le FIDA dans le Noubaria occidentale, en Égypte, a transformé un désert inhospitalier en terres arables et a établi des liens entre les paysans et les marchés locaux et d'exportation. Le projet a été conçu en vue de créer des emplois pour de nouveaux diplômés et de remettre en état 100 000 hectares de terres inutilisées pour y produire des produits alimentaires et des cultures commerciales. Il a offert des prêts pour l'acquisition d'intrants agricoles et a formé les paysans à l'utilisation de techniques agricoles améliorées. Un système d'irrigation au goutte-à-goutte a permis de réduire de plus de moitié la consommation d'eau, donnant aux paysans la possibilité de diversifier leurs cultures et d'entreprendre de nouvelles cultures commerciales.

Le projet a fourni aux producteurs une assistance décisive pour la constitution et le renforcement d'associations paysannes de commercialisation. Six associations ont été créées, avec un nombre total de membres dépassant les 47 000 petits exploitants. Plus de 60 contrats ont été signés entre les associations et des sociétés d'exportation et de transformation pour la vente d'une gamme de produits, et notamment abricots, arachides, artichauts, haricots, pêches, poivrons, pommes de terre, raisins et tomates.

En République de Moldova, un programme de renforcement des services financiers et des marchés ruraux a touché plus de 1 000 micro, petites et moyennes entreprises – dépassant largement l'objectif. Outre le financement accordé aux entrepreneurs, le programme a aussi assuré la formation de plus d'un millier de participants, revalorisant leurs compétences techniques et administratives. Fidèle en cela à son orientation principale consistant à établir un lien entre le crédit aux paysans pauvres et l'amélioration de l'accès au marché, le programme a construit ou modernisé 29 structures de marché à titre de complément aux investissements sur les exploitations et hors exploitations. Plus de 105 000 ruraux ont bénéficié de ce programme.

Productivité agricole et sécurité alimentaire

Accroître la productivité des populations rurales pauvres, donner un coup de pouce à leurs revenus et renforcer leur sécurité alimentaire sont des éléments essentiels dans le travail du FIDA.

Dans le sud-est de la Tunisie, un programme agropastoral appuyé par le FIDA a amélioré les itinéraires du bétail, les routes rurales et les routes de desserte, ainsi que l'infrastructure hydraulique pour le bétail nomade sur plus de 125 000 hectares. Cette approche a produit de nombreux avantages. Les dépenses d'affouragement des petits ruminants ont chuté, les frais de transport des gardiens de troupeaux et des éleveurs ont été réduits de moitié, et la réduction des temps de déplacement peut aller jusqu'à 70%. Dans le même temps, les techniques améliorées de conservation du sol et de l'eau ont permis une plus grande récupération des eaux de ruissellement. Ces résultats positifs ont amélioré la recharge des aquifères et accru de 32% le rendement des oliviers. Compte tenu du succès du programme en termes de durabilité environnementale et d'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire, le Gouvernement tunisien a demandé la conduite d'une seconde phase.

Dans le cadre de son objectif de rétablissement des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles, un projet appuyé par le FIDA dans la zone du delta du Gash, au Soudan, a assuré la formation de plus de 15 000 personnes, dont plus de la moitié sont des femmes. Le projet a accru d'environ 27% la superficie moyenne cultivée par les paysans. Il a permis d'augmenter de 23% la productivité du sorgho et, en outre, d'accroître la taille des troupeaux et la productivité des vaches laitières. Il a aussi contribué à étendre les services de microfinance aux zones rurales. L'augmentation moyenne de la dépense des ménages a été de 160%, et la sécurité alimentaire des familles s'est améliorée.

Finance rurale et appui aux entrepreneurs

L'amélioration de l'accès aux services financiers dans les zones rurales se heurte à de nombreux problèmes, concernant notamment l'insuffisance de l'infrastructure, la capacité limitée des prestataires de services et les faibles niveaux d'éducation des clients. Pour les résoudre, le FIDA établit de solides partenariats avec des institutions nationales de microfinance et des sociétés d'investissement de capitaux privés dans la région.

Dans le nord-ouest de l'Azerbaïdjan, le FIDA a amélioré l'accès au crédit pour des paysans à titre individuel, pour les membres d'associations d'usagers de l'eau et pour des groupes de femmes. Utilisant leurs petits prêts saisonniers, les bénéficiaires ont

investi dans du bétail ou dans des cultures de plein champ, fruitières ou légumières, comme la pomme de terre. Ces activités de crédit ont connu un taux de remboursement supérieur à 99%, et ont concerné 85 villages, parmi lesquels de nombreux villages situés dans des zones montagneuses éloignées.

En Bosnie-Herzégovine, le Projet de renforcement des entreprises rurales a fourni du crédit à environ 1 300 paysans et 50 petites et moyennes entreprises, dont certaines ont reçu plus d'un prêt. La plupart de ces prêts avaient pour objet d'appuyer la production laitière et la transformation du lait, activités qui ont créé un nombre significatif de nouveaux emplois. En fin de compte, le projet a aidé des paysans pauvres à passer d'une agriculture de subsistance à des opérations partiellement ou entièrement commerciales, et a permis à des entrepreneurs de créer ou d'étendre des entreprises sur les exploitations ou hors exploitations.

Groupes vulnérables

Le FIDA cible les communautés rurales ne disposant pas d'un accès adéquat à l'infrastructure et aux services de base. Au sein de ces communautés, nous accordons une attention particulière aux personnes les plus vulnérables: les jeunes, les femmes et les groupes socialement exclus.

À Al-Dhala, au Yémen, un projet de gestion communautaire des ressources a surmonté les contraintes sociales dominantes pour autonomiser les femmes. Grâce à une formation à des fonctions de sages-femmes, de gestionnaires de crédit ou d'agents de vulgarisation au niveau villageois, les femmes ont acquis davantage de visibilité et de reconnaissance, tant au sein du ménage que dans la communauté. Les investissements dans des puits villageois, des installations de production de biogaz, et des moulins à céréales se sont traduits par une réduction spectaculaire du temps que les femmes consacraient à aller chercher de l'eau ou ramasser du bois de feu, leur permettant ainsi de suivre des cours d'alphabétisation et d'entreprendre des activités génératrices de revenus. Plus de 800 classes d'alphabétisation ont

été organisées et près de 16 000 femmes ont reçu le certificat attestant de leurs nouvelles connaissances, tandis que quelque 2 000 femmes suivaient un apprentissage dans les domaines de la couture, de l'artisanat ou d'autres compétences.

Dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz, au Maroc, un projet appuyé par le FIDA a travaillé auprès des femmes rurales pour améliorer leur accès au crédit et leur participation aux processus décisionnels communautaires. Le projet a contribué à la création de 20 associations de femmes, et près de 5 000 femmes ont pu suivre des cours d'alphabétisation. Dans le village de Ouaoisseft, une route de desserte de trois kilomètres construite par le projet a permis aux femmes de passer moins de temps au transport de l'eau, grâce à quoi elles ont pu s'intéresser à d'autres moyens de générer des revenus. Elles ont commencé à cultiver et vendre des herbes et des plantes médicinales, et ont rentabilisé leurs travaux de broderie. Ces femmes entrepreneuses ont aussi créé dans leur village une garderie, afin qu'elles puissent gagner de l'argent sans pour autant que leurs enfants soient négligés. L'objectif original de la route était de réduire les coûts de transport, mais elle a apporté beaucoup plus à la communauté. Ces progrès ont accru la confiance en soi des femmes et marqué le début du long processus de transformation des attitudes en matière des sexes: les femmes participent désormais activement à la vie de la communauté, et leurs contributions sont appréciées.

Récit recueilli sur le terrain

Des investissements fructueux stimulent la croissance dans les zones rurales de l'Arménie

À proximité d'Erevan, la capitale de l'Arménie, la société SIS Natural produit depuis l'an 2000 une gamme de jus de fruits. En 2012, elle a reçu, de la part d'un programme financé par le FIDA, un financement sous la forme d'apport de fonds propres et d'un prêt subordonné pour acquérir une technologie de mise en bouteille hygiénique et pour investir dans une formation spécialisée de son personnel.

Par l'intermédiaire du Fonds de développement économique des zones rurales en Arménie (FREDA), le FIDA apporte des financements sous la forme d'apport de fonds propres et de prêts subordonnés, en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer la performance des filières agricoles. Outre sa participation à SIS Natural, le FREDA a investi dans d'autres activités: établissement vinicole, aquaculture, production d'ovins et de volailles, et laiterie entre autres initiatives. En conséquence, le nombre d'employés des sociétés dans lesquelles le FREDA a investi s'est accru de 35%, la valeur des acquisitions auprès des producteurs ruraux a augmenté de 560%, et les ménages vendant leurs produits à ces sociétés ont vu le revenu de leurs ventes augmenter de 53%.

En position de leader sur le marché local, SIS Natural achète aux producteurs plus de 20 types de fruits et de légumes – cassis, pommes, abricots, tomates, cerises et grenades, entre autres. En 2012, à la suite de l'investissement qui a renforcé sa capacité de production et de commercialisation, la société a acheté 1 100 tonnes de fruits frais – près du triple du volume acheté l'année précédente directement auprès des petits exploitants.

L'investissement de SIS Natural dans les nouveaux équipements de production de jus concentré a suscité une demande supplémentaire de fruits et de légumes ciblés, permettant aux paysans d'investir dans d'autres activités productives, comme l'amélioration des pratiques culturales et l'expansion des superficies cultivées, augmentant encore davantage les revenus des ménages.

La société améliore les moyens de subsistance et la qualité de vie, au sein de l'usine et parmi les paysans.

“Je suis très heureux de mon travail”, déclare Atoyan Zorik, employé depuis un an dans le domaine de la stérilisation. “J'ai des parents âgés et un fils dans l'armée, et je peux m'occuper de chacun d'eux.”

Malgré le recours à la nouvelle technologie, SIS Natural continue aussi à s'appuyer sur les savoirs traditionnels pour le contrôle de la qualité. “Nous utilisons d'abord le laboratoire”, explique Sargis Torgomi Tigranyan, technicien en chef et directeur de la production. “Ensuite, je fais goûter le jus à mon fils de 12 ans pour voir s'il lui plaît.”

Sargis Torgomi Tigranyan, technicien en chef et directeur de la production de la société SIS Natural
Arménie: Programme en faveur de l'accès des agriculteurs aux marchés

©FIDA/Marco Salustro





Nouvelles initiatives et nouveaux programmes

Le FIDA et le contexte mondial

D'importants changements sont en cours dans l'architecture internationale du développement et dans le système économique mondial. Ces changements s'impriment sur les transformations rurales, partout dans le monde, et sont décisifs pour la conception des interventions à l'appui du développement agricole et rural. Afin de mieux comprendre ces évolutions, et d'y apporter les meilleures réponses, le FIDA contribue activement à plusieurs processus concomitants, avec des incidences actuelles et futures sur notre travail.

Au cours de l'année 2013, nous avons entamé un processus d'analyse prospective qui apportera des éléments d'information à d'autres processus de planification stratégique. Le but est de favoriser un exercice d'examen et d'échange visant à déterminer et évaluer les faits nouveaux externes d'importance critique et leurs conséquences pour le FIDA. Trois domaines thématiques prioritaires ont été initialement retenus pour examen et discussion: l'engagement dans des États et des situations fragiles et affectés par un conflit; les défis dans les pays à revenu intermédiaire; et les questions mondiales relatives aux biens publics. Les résultats seront insérés dans les activités clés comme la concertation sur les politiques, l'examen des domaines thématiques prioritaires, la mobilisation des ressources et le développement de partenariats, et la programmation par pays.

L'analyse prospective est l'une des diverses initiatives lancées par le FIDA afin de maintenir la pertinence et l'efficacité de l'organisation dans ses rôles de plaidoyer en faveur du développement agricole et rural et des populations rurales, et d'investisseur dans ce domaine.

Le programme pour l'après-2015

La conception future d'un programme mondial de développement pour l'après-2015 a occupé une place prépondérante dans le débat international au cours de l'année 2013. Le FIDA s'est associé aux principaux processus afin de s'assurer que les préoccupations des populations rurales sont prises en compte. Nous

avons porté le message selon lequel aucun programme d'élimination de la pauvreté et de croissance sans exclusive ne peut être couronné de succès si l'on ne prête pas sérieusement attention aux zones rurales, aux secteurs ruraux et à l'agriculture paysanne et familiale. Les femmes et les hommes du monde rural – paysans, petits entrepreneurs, travailleurs – sont aujourd'hui confrontés à un contexte très dynamique présentant de nouvelles possibilités, de nouvelles vulnérabilités et de nouveaux risques. Avec des investissements, des outils et des partenariats appropriés, les populations rurales peuvent apporter une contribution capitale au développement durable. Une agriculture paysanne et familiale plus productive, durable et résiliente peut jouer des rôles multiples dans la création d'un avenir meilleur, et elle le fera en nourrissant des zones urbaines plus peuplées, en offrant des emplois et des revenus décents, en fournissant des services environnementaux et en favorisant la cohésion sociale.

En 2013, deux principales enceintes ont été le cadre des travaux initiaux d'élaboration d'un futur programme pour l'après-2015: les consultations et les réflexions conduites par les Nations Unies sur un cadre successeur aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et les débats sur les Objectifs de développement durable (ODD), dirigés par les États membres. Ces processus incluent des mécanismes élaborés par les États membres ou à la demande du Secrétaire général des Nations Unies, comme le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les ODD, le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, le Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, et les consultations nationales, régionales et mondiales conduites par le Groupe des Nations Unies pour le développement. Le FIDA fait partie de l'Équipe spéciale des Nations Unies chargée du programme de développement pour l'après-2015 qui appuie ces divers mécanismes. Au mois de mai, le Président du FIDA a mis en place une équipe spéciale sur l'après-2015, chargée de coordonner les

engagements institutionnels pour l'ensemble de ces processus et de promouvoir la vision du FIDA: un avenir rural durable et plein de vitalité.

L'Année internationale de l'agriculture familiale

L'année 2014, proclamée Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF-2014), offre une occasion particulière d'attirer l'attention sur le rôle que jouent les petits exploitants agricoles et les populations rurales dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le FIDA a été la première institution internationale à soutenir officiellement l'appel lancé par la société civile et les organisations paysannes en faveur d'une année internationale des Nations Unies consacrée à l'agriculture familiale. Dans toute sa diversité, l'agriculture familiale est la forme prédominante d'agriculture partout dans le monde. Elle joue un rôle de premier plan dans la réponse aux besoins alimentaires de populations rurales en rapide expansion, et produit des aliments et des revenus pour des centaines de millions de ruraux, y compris les pauvres et les marginalisés. Elle crée des emplois pour les femmes, les hommes et les jeunes, à la fois au sein de leurs exploitations familiales et dans des entreprises connexes le long des filières alimentaires et agricoles. Le Forum rural mondial (FRM), reconnu comme coordinateur international de la société civile du programme de l'AIAF-2014, regroupe environ 360 organisations de la société civile de 60 pays qui appuient cette campagne.

Dans le cadre de notre participation à l'AIAF, nous mettons l'accent sur les activités au niveau des pays comme moyen de susciter un changement des politiques nationales et régionales dans un sens favorable aux petits exploitants et à l'agriculture familiale. Le FIDA a soutenu dès le début la campagne de la société civile pour l'AIAF et a approuvé, en 2013, un don de 500 000 USD au FRM pour appuyer la participation de la société civile dans 11 pays et cinq régions. Un autre don de 150 000 USD a été approuvé pour appuyer les activités de facilitation et de suivi de l'Année. Ces activités seront coordonnées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'accent sera mis sur l'appui aux organisations de petits exploitants et de producteurs familiaux des pays en développement afin qu'ils puissent participer aux processus de l'AIAF aux niveaux régional et mondial, et les influencer. Le don appuiera aussi le suivi des débats nationaux sur les politiques et des changements induits par l'AIAF, et la création d'une plateforme de partage des savoirs gérée par la FAO.

Le FIDA est également un membre actif du Comité international de pilotage de l'AIAF-2014, aux côtés d'autres institutions ayant leur siège à Rome, de

la société civile et des organisations paysannes, et d'États membres de la FAO.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Le FIDA a continué d'appuyer le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Dans sa structure réformée, le CSA est apparu comme un forum international multipartite clé fournissant des contributions et des orientations pour la recherche de solutions aux défis mondiaux en rapport avec le développement rural et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il réunit des gouvernements, des organisations internationales, des acteurs du secteur privé, des groupes de la société civile et des organisations paysannes. Le FIDA participe au CSA et lui apporte son appui. Nous préparons également des contributions aux principaux débats et processus du CSA. Dans ce contexte, nous avons appuyé, en 2013, le Groupe de travail ouvert du CSA sur le suivi; la Table ronde sur les politiques d'investissement dans l'agriculture familiale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle; une manifestation spéciale tenue au cours de la session du CSA sur la gestion des ressources naturelles pour la sécurité alimentaire dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015; et l'élaboration d'un programme d'action pour répondre aux situations d'insécurité alimentaire en cas de crise de longue durée.

Les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome ont facilité la session annuelle du CSA et favorisé le consensus entre les diverses parties prenantes sur l'élaboration d'une politique visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. Outre la participation active de son personnel, la contribution du FIDA a comporté l'approbation d'un don de 200 000 USD pour couvrir les dépenses de base du secrétariat du CSA. Les modalités de partage des dépenses du CSA entre les institutions ayant leur siège à Rome font actuellement l'objet d'un réexamen qui conduira à un accord formel en la matière.

La collaboration entre le FIDA et les autres institutions ayant leur siège à Rome, plateforme alimentaire des Nations Unies, s'est poursuivie en 2013, dans le domaine ci-dessus et dans d'autres domaines.

Le travail du FIDA avec les peuples autochtones

La première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones a été accueillie par le FIDA en février 2013. Point culminant de 35 années d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, le forum constituait une réponse à une demande d'instauration d'un dialogue plus systématique avec les institutions des Nations Unies. Les représentants des peuples autochtones se sont engagés à œuvrer de concert

avec le FIDA et les gouvernements à la création, pour leurs peuples, de modèles de développement durable. Ils ont aussi invité le FIDA à accentuer le renforcement des capacités, à déployer davantage d'efforts pour encourager la participation des peuples autochtones, et à mettre en œuvre de manière plus efficace et systématique sa Politique relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones. Leurs recommandations ont été réunies dans la synthèse des délibérations de la réunion, présentée à la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs (http://www.ifad.org/english/indigenous/forum/synthesis_f.htm). Le FIDA a entrepris de donner suite aux recommandations du forum et de mettre en œuvre les plans d'actions régionaux convenus avec les divisions régionales.

Autre première pour le FIDA et les peuples autochtones, un itinéraire d'apprentissage sur la gestion des ressources naturelles et les savoirs autochtones a été organisé dans le cadre d'un partenariat tripartite entre le Pacte asiatique des peuples autochtones, l'ONG PROCASUR (Société de formation régionale au développement rural) et le FIDA. L'itinéraire d'apprentissage était le résultat de solides partenariats bâtis sur des années de collaboration, et un rapport conjoint a été publié pour le partage des enseignements tirés (<http://www.ifad.org/english/indigenous/pub/forests.pdf>).

La prochaine Conférence mondiale sur les peuples autochtones, prévue en septembre 2014, constituera une importante occasion, pour les peuples autochtones et les gouvernements, d'œuvrer de concert en vue d'une meilleure mise en œuvre, au niveau des pays, de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Nous avons joué un rôle pilote parmi les institutions financières internationales et les institutions spécialisées des Nations Unies par notre engagement aux côtés des peuples autochtones, et nous avons approuvé en 2013 un don au Groupe de travail international pour les affaires autochtones, afin d'appuyer la participation des peuples autochtones aux processus conduisant à la Conférence mondiale de 2014 et au-delà.

Renforcement des organisations paysannes en Afrique

Le Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (PAOPA) est une initiative novatrice œuvrant pour renforcer les organisations paysannes africaines et faire en sorte qu'elles évoluent pour devenir des organisations plus stables, performantes et responsables, représentant efficacement leurs membres et leur donnant des conseils sur les entreprises agricoles. La phase principale du PAOPA a débuté en 2013. Elle fait suite à une phase pilote (2009-2012) dont le but était d'encourager le

développement institutionnel des organisations paysannes régionales et nationales, leur capacité d'organisation et leur capacité de sensibilisation et de plaidoyer. Les résultats ont été confirmés par une évaluation externe indépendante financée par la Commission européenne (CE). On peut également citer, parmi les résultats de la phase pilote, le lancement de l'Organisation panafricaine des producteurs agricoles (PAFO), première organisation continentale de paysans africains.

La phase principale du PAOPA s'étendra sur cinq ans (2013-2017) pour un coût total de 19,9 millions d'EUR. Elle sera cofinancée par le FIDA, l'Union européenne, la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse (DDC) et l'Agence française de développement (AFD). Le PAOPA est exécuté, au niveau régional, par quatre réseaux régionaux d'organisations paysannes en Afrique subsaharienne – la Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFV), la Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (SACAU) – et par l'Union maghrébine des agriculteurs (UMAGRI). Le programme appuie actuellement 68 organisations paysannes nationales dans 49 pays, leurs réseaux régionaux et la PAFO.

Le programme vise à renforcer et consolider les capacités institutionnelles des organisations paysannes (OP) et à leur donner davantage voix au chapitre en matière de politiques et de programmes agricoles. En outre, la phase principale appuie le développement de la prestation de services économiques par les OP afin de faciliter l'intégration des petits exploitants agricoles dans les filières. La démarche consiste à appuyer d'abord un nombre restreint de cas, et à promouvoir ensuite les échanges d'expériences réussies en vue de leur reproduction à plus grande échelle. Le PAOPA a également pour but de renforcer la capacité de la PAFO de participer aux processus décisionnels et d'influer sur les processus d'élaboration des politiques en matière de développement agricole et rural aux niveaux régional et international (http://www.ifad.org/farmer/2013/sfoap_main.pdf).

Le Mécanisme multidonateur de financement pour l'envoi de fonds

Les envois de fonds, c'est-à-dire l'argent que les travailleurs migrants font parvenir à leur famille dans leur pays d'origine, constituent un soutien crucial pour ces familles, dont beaucoup vivent dans des zones rurales pauvres et éloignées. En 2013, les envois à destination des pays en développement ont dépassé les 450,0 milliards d'USD, dont 40% vers les zones

rurales. Étant donné que les envois de fonds vers les pays en développement sont environ quatre fois plus importants que l'aide publique au développement et qu'ils dépassent souvent l'investissement étranger direct, on mesure les immenses bénéfices potentiels que pourraient en retirer les pays en développement si ces fonds étaient orientés vers des actions efficaces de développement rural et agricole.

Depuis 2006, le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) créé par le FIDA a été parmi les premiers à imaginer des instruments innovants pour offrir aux migrants, à leurs familles et à leurs pays de meilleures possibilités de développement économique et social. L'analyse de près de 50 projets dans plus de 40 pays a permis au MFEF de mettre en lumière de nombreux problèmes en rapport avec les migrations et le développement, afin d'aider les gouvernements et les institutions de développement à aller de l'avant.

Le mécanisme a lancé deux initiatives en 2013. L'initiative d'appui aux investissements de la diaspora en faveur de l'agriculture a débuté en Somalie et à Djibouti pour encourager la croissance de l'emploi. L'initiative relative aux services financiers postaux en Afrique, en partenariat avec l'Union européenne, la Banque mondiale, le Fonds d'équipement des Nations Unies, l'Union postale universelle et l'Institut mondial des caisses d'épargne, a été lancée dans le but de faciliter le rôle des opérateurs postaux dans la mobilisation des envois de fonds pour le développement.

En mai 2013, le FIDA et la Banque mondiale ont réuni à Bangkok, en Thaïlande, le quatrième Forum mondial sur les envois de fonds, auquel ont participé 350 décideurs, acteurs du secteur privé et personnalités de la société civile afin de planifier, pour obtenir un impact sur le développement, une démarche en vue de la mobilisation des fonds envoyés chaque année vers les pays d'origine, en Asie et ailleurs dans le monde. Un rapport régional, mettant en évidence l'immensité des fonds envoyés en Asie, a été présenté au cours du forum.

Plus de 60 millions de travailleurs migrants d'Asie envoient, à eux seuls, plus de la moitié du total des flux de fonds à destination des pays en développement. En tout, on estime qu'une famille sur dix en Asie dépend de l'argent provenant de l'étranger pour son alimentation, son habillement ou son abri.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre

L'année 2013 a également été une année importante pour la Coalition internationale pour l'accès à la terre, une alliance mondiale d'organisations de la société civile et d'organisations intergouvernementales hébergée par le FIDA. Depuis plus de dix ans, la

Coalition a été l'organisation de référence dont le travail a favorisé la gouvernance de la terre centrée sur les personnes. En 2013, elle a joué un rôle de facilitateur dans des plateformes multiacteurs pour la promotion de réformes foncières dans 20 pays, en mettant spécialement l'accent sur les droits fonciers et territoriaux des femmes et des peuples autochtones. La Coalition a aussi accru la diffusion de son savoir par le biais du Land Portal, qui réunit 1 150 utilisateurs et plus de 30 000 ressources. En outre, la matrice des transactions foncières a lancé son Observatoire mondial comportant un ensemble de données actualisées permettant le suivi des acquisitions foncières à grande échelle depuis la négociation jusqu'à l'exécution. En avril 2013, le Forum foncier mondial de la Coalition a réuni, au Guatemala, 273 personnes venues de 47 pays pour débattre de la gouvernance territoriale et de la sécurité alimentaire dans le contexte de l'évolution des modes d'utilisation des terres dans l'ensemble du monde en développement. L'assemblée des membres de la Coalition a constitué le point culminant de la conférence: elle a approuvé la participation de 36 nouveaux membres – portant le total à 156 organisations – et adopté la Déclaration d'Antigua, qui reconnaît les diverses dimensions de la terre et soutient des modèles de développement fondés sur des systèmes locaux de gestion de ressources naturelles et alimentaires.

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM) a été lancée au mois de décembre. La plateforme PARM est née à l'issue des discussions du G8 et du G20 portant sur la sécurité alimentaire et la croissance de l'agriculture. Elle a pour objet de déterminer, d'évaluer et de mesurer les risques agricoles dans les pays partenaires et de mettre au point des stratégies pour y faire face. Elle doit aussi favoriser les échanges d'expérience et de savoir entre les praticiens concernés. Dans le cadre de la plateforme PARM, on s'efforcera également d'améliorer la collaboration entre le secteur public, le secteur privé et les milieux universitaires, afin de forger des partenariats public-privé solides.

Cette initiative d'une durée de quatre ans bénéficie du soutien de l'AFD, de la Commission européenne, du Gouvernement italien, du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et du FIDA. Le secrétariat de la plateforme sera accueilli dans les locaux du FIDA et s'occupera dans un premier temps de huit pays d'Afrique: Cabo Verde, Cameroun, Éthiopie, Libéria, Mozambique, Niger, Ouganda et Sénégal. La PARM s'engagera en outre auprès de pays comme la Gambie qui ont déjà mobilisé, en vue d'activités nationales de gestion des

risques agricoles, des ressources provenant d'autres programmes appuyés par des donateurs.

Contribution à la définition des politiques et gestion des savoirs

Le FIDA continue de resserrer les liens entre ses participations stratégiques aux processus de définition des politiques et le travail qu'il appuie sur le terrain, en reconnaissant les importants défis qui se dressent encore sur la voie du développement rural. Les déséquilibres structurels fondamentaux entre l'offre et la demande, dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, sont toujours présents. Cette situation ouvre un espace à la spéculation et à l'instabilité du marché, et génère chez les investisseurs une aversion du risque, tandis que les vestiges des préjugés des politiques à l'encontre des producteurs agricoles ralentissent la réaction du côté de l'offre. Pourtant, les projections montrent que la production alimentaire de la planète devra augmenter, d'ici à 2050, de 60%. On ne sait pas clairement qui produira ces aliments, où et comment. Le FIDA continue d'étudier ces dynamiques et de plaider en faveur de choix de politiques pertinents, efficaces et efficients, de stratégies de développement et de programmes d'investissement, afin de parvenir à une transformation du secteur de l'agriculture et des systèmes alimentaires mondiaux qui propose un contexte favorable aux petits exploitants agricoles. Le FIDA participe aussi à l'initiative lancée par le G20 pour accroître la transparence du marché des produits alimentaires et encourager la coordination de l'action des pouvoirs publics en réponse à la volatilité des prix et à l'incertitude du marché: le Système d'information sur les marchés agricoles.

Les politiques ont une incidence sur tous les aspects du contexte institutionnel et juridique dans lequel les populations rurales pauvres assurent leurs moyens de subsistance, et façonnent ainsi les possibilités économiques qui leur sont offertes. Notre participation à la définition des politiques au niveau des pays est plus importante que jamais, à la fois parce qu'elle peut contribuer à créer de nouvelles possibilités pour les populations rurales pauvres et parce que nos États membres nous le demandent de plus en plus. Au début de l'année 2013, un plan d'action a été établi en matière de contribution à la définition des politiques, et le travail a débuté, dans le courant de l'année, en vue de renforcer l'influence du FIDA sur les politiques au niveau des pays, et pour donner une cohérence stratégique aux initiatives existantes. Les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et les documents de conception des projets ont été soumis à un examen visant à déterminer dans quelle mesure les projets cherchent à exercer une influence sur l'ensemble du

programme au niveau du pays, et des suggestions ont été formulées en vue du renforcement de ce domaine. Un conseiller en matière de politiques a participé aux missions de conception pour le Cambodge, le Ghana, l'Indonésie, le Nigéria et la Tunisie, avec pour tâche spécifique d'élaborer des propositions qui permettront aux projets appuyés par le FIDA de contribuer plus efficacement aux processus nationaux de définition des politiques.

Des efforts ont également été déployés pour renforcer la capacité interne de participation à la définition des politiques au niveau des pays. Nous avons organisé des formations à l'intention des chargés de programme de pays et un atelier pour améliorer la compréhension, partager les expériences et les enseignements tirés, et procéder à un échange d'idées sur le suivi et la mesure de la participation à la définition des politiques et de son impact. Nous avons aussi entrepris un inventaire qui nous permettra d'obtenir une vision claire de l'ampleur actuelle de la participation des chargés de programme de pays à la définition des politiques, et des principaux domaines thématiques de cette participation.

Le savoir – sa collecte, sa diffusion et son application – est de plus en plus important pour le travail du FIDA et pour l'efficacité des projets. Le savoir est également essentiel pour la réussite de l'innovation et de la reproduction à plus grande échelle. En 2013, le FIDA a élaboré un cadre de gestion des savoirs pour favoriser l'échange de savoirs et d'expériences en interne, et avec les partenaires et les clients. Le cadre vise à renforcer le positionnement stratégique du FIDA et sa visibilité, et à poser la réduction de la pauvreté rurale comme priorité aux niveaux national et mondial. Il met aussi à profit le lien entre savoir et amélioration des résultats et des impacts, et cherche par conséquent à faciliter le flux de savoir au niveau du pays et l'absorption d'approches efficaces pour le développement agricole et rural.

Nouveaux programmes et projets Afrique de l'Ouest et du Centre Intensifier le travail de liaison entre les paysans et les filières au Sénégal

Un nouveau projet appuyé par le FIDA au Sénégal aura pour objectif principal d'aider les petits exploitants agricoles à se connecter aux filières, en reproduisant à plus grande échelle les bons résultats obtenus dans le cadre des interventions en cours dans le pays. Le Projet d'appui aux filières agricoles continuera à renforcer les organisations de cultivateurs et d'éleveurs et les aidera à forger des liens durables avec les filières, y compris par le biais du stockage pour réduire les pertes après récolte, de la transformation pour ajouter de la valeur, et d'une commercialisation efficace. Le projet aidera aussi les jeunes à créer des

microentreprises et des petites entreprises rurales pour accroître leurs revenus.

Le projet œuvrera à l'augmentation des rendements des cultures pluviales comme le mil, le niébé et le sésame, et ceux de l'horticulture irriguée. Cela permettra aux paysans de diversifier leur production et d'accroître leurs revenus. Les technologies améliorées de récolte et de stockage réduiront le gaspillage. Dans le même temps, des organisations paysannes renforcées bénéficieront de contrats avec les négociants et les agents intervenant sur le marché qui garantissent des prix plus élevés et augmentent la production agricole. Grâce à ces activités, le projet créera aussi des emplois dans les zones rurales le long de certaines filières.

Au total, le projet atteindra directement 25 000 ménages agricoles et indirectement environ 250 000 personnes. Le renforcement des capacités des organisations paysannes afin qu'elles deviennent financièrement autonomes ou qu'elles puissent obtenir des prêts, par exemple, contribuera à faire en sorte que les paysans les plus pauvres et les plus vulnérables aient accès aux semences, aux engrais et à d'autres technologies.

Répondant à une forte demande des jeunes, des programmes d'horticulture irriguée à grande échelle bénéficieront de diverses formes d'appui. Les communautés et les bénéficiaires cofinanceront la construction et l'équipement. Un engagement ferme à assurer la maintenance sera exigé afin de garantir la durabilité. Le projet utilisera des technologies éprouvées et gérables au plan local.

Afrique orientale et australe Nouvelles compétences et nouvelles technologies pour les jeunes paysans à Madagascar

Un nouveau programme décennal, visant à accroître fortement la productivité agricole et à moderniser le secteur, a démarré ses opérations dans l'ensemble de Madagascar et assure une formation, en particulier aux jeunes ruraux, femmes et hommes. Le Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole, également désigné sous le nom de FORMAPROD, a pour objectif d'atteindre environ sept millions de personnes – approximativement 20% de la population du pays.

Bien que la productivité agricole ait sensiblement augmenté à Madagascar au cours des dernières années, innovation technique et mécanisation sont nécessaires pour maintenir l'élan. C'est pourquoi la formation professionnelle des petits producteurs ruraux et la modernisation de leurs exploitations sont des éléments centraux pour le développement agricole du pays et pour une croissance sans exclusive. Le programme sera particulièrement

axé sur l'apport d'une formation et d'un appui aux groupes vulnérables, y compris les jeunes n'ayant pas été au terme du cycle scolaire, et les jeunes femmes chefs de ménage.

Travaillant directement avec d'autres projets actuellement financés par le FIDA, FORMAPROD identifiera et formera des jeunes agriculteurs, des techniciens agricoles et des agents de vulgarisation, et soutiendra la formation continue dans les 13 régions du pays. Par le biais d'investissements destinés à améliorer l'infrastructure et la productivité agricoles, le programme appuiera la Stratégie nationale de formation agricole et rurale, et les efforts régionaux de formation. Du fait de son calendrier relativement long, l'initiative contribue aux efforts déployés par Madagascar pour former les futures générations de paysans et pour faire de l'agriculture familiale une activité moderne et professionnelle.

Asie et Pacifique

Renforcement de la capacité de résilience au changement climatique au Bangladesh

De par sa situation géographique et son caractère de basse plaine deltaïque, le Bangladesh est l'un des pays au monde les plus sujets aux catastrophes naturelles. On s'attend à ce que le changement climatique aggrave l'intensité et la fréquence des cyclones et des inondations, provoquant des destructions considérables de terres, de routes, de maisons et d'autres actifs, et menaçant les progrès réalisés vers la réduction de la pauvreté.

Le nouveau Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques renforcera la résilience des petits exploitants agricoles, des petits commerçants, des microentrepreneurs, des personnes sans terre et des femmes démunies, et améliorera leur sécurité alimentaire et leurs revenus.

Le projet repose sur un partenariat entre le FIDA, la Banque asiatique de développement, l'Institut allemand de crédit pour la reconstruction (Kreditanstalt für Wiederaufbau) et le Gouvernement du Bangladesh. Avec un investissement total prévu de 150,0 millions d'USD, il devrait atteindre 3,5 millions de personnes dans les zones côtières.

Les zones d'intervention ont été choisies sur la base des indicateurs concernant la pauvreté, la vulnérabilité, l'éloignement et l'ampleur de l'infrastructure. Le projet mettra l'accent sur l'amélioration des routes et des services de marché, qui accompagnera le renforcement des capacités des communautés de s'adapter au changement climatique. Il s'agira particulièrement, dans le cadre des travaux, de veiller à ce que les routes puissent résister aux aléas climatiques, de construire 25 abris anticycloniques, et d'appuyer des programmes de radio communautaire permettant de faire parvenir

aux populations vivant dans des zones éloignées des prévisions météorologiques actualisées et des informations sur le marché.

Pour les travaux de construction, le projet reproduira à plus grande échelle une approche utilisée avec succès par d'autres projets appuyés par le FIDA, consistant à faire appel à des sociétés à contrat de travail collectif. Ces sociétés sont composées de femmes rurales pauvres, formées aux travaux de construction de routes et de marchés, et obtenant ainsi une précieuse occasion de travail salarié. L'expérience a montré que les routes construites suivant cette méthode sont mieux construites et plus résistantes que celles exécutées par des contractants extérieurs.

Amérique latine et Caraïbes

Renforcement des coopératives à Cuba

Le secteur productif cubain connaît actuellement un certain nombre de transformations. L'agriculture et la production domestique de produits alimentaires constituent les premières priorités. Afin de contribuer à la modernisation des capacités des coopératives agricoles, un nouveau projet appuyé par le FIDA travaillera à l'accroissement de la productivité des producteurs de maïs et de haricots et des organisations dont ils sont membres, ce qui améliorera les conditions de vie de familles paysannes dans 18 communes de la région orientale du pays.

À l'heure actuelle, les coopératives assurent déjà 80% de la production agricole de Cuba. Partant de cette base, le projet renforcera la capacité de ces organisations par le biais d'une formation concernant la production céréalière respectueuse de l'environnement, les technologies après récolte et la gestion commerciale; l'acquisition d'actifs productifs est également prévue.

Le projet apportera en outre un appui aux prestataires de services agricoles et leur donnera les moyens de répondre plus efficacement aux besoins des producteurs de maïs et de haricots, ce qui aura aussi un impact positif sur les autres utilisateurs de ces services. Les activités prévues comportent notamment la formation technique, la mise en service d'installations de séchage et de traitement des grains, et la mise au point de nouvelles techniques de production et de manutention après récolte pour ces cultures stratégiques.

Le projet bénéficiera directement à quelque 13 000 familles, soit environ 52 000 personnes. En outre, 104 000 personnes en bénéficieront indirectement par le biais de la fourniture des services de soutien améliorés pour la production et la transformation des grains. Ainsi, le projet devrait contribuer à répondre à la demande intérieure croissante de maïs et de haricots.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Partage des enseignements agricoles entre pays de la région

Financé par un don, un programme récemment approuvé renforcera la coopération Sud-Sud, tant au niveau du programme qu'à celui des politiques, avec pour buts d'accroître le développement agricole, d'améliorer la sécurité alimentaire et hydrique, et de réduire la pauvreté.

Le programme ciblera 1 000 jeunes, femmes et hommes, travaillant dans le secteur de l'agriculture dans cinq pays: Algérie, Égypte, Maroc, Ouzbékistan et Turquie. Les échanges de savoirs et d'autres formes de coopération permettront aux agriculteurs participants de partager des solutions innovantes pour réaliser des économies d'eau, pratiquer des cultures utilisant l'eau de manière rationnelle, élever du bétail et renforcer la résilience par le biais de coopératives agricoles. La Hongrie apportera un appui spécifique dans le domaine de la biotechnologie agricole.

Au niveau des politiques, le programme renforcera la capacité de partage des savoirs entre les ministères de l'agriculture des cinq pays participants. Un réseau interministériel appuyé par une plateforme en ligne permettra aux pays de partager les enseignements, y compris en termes d'analyse de la législation. Au niveau national, des bureaux de consultation contribueront à la reproduction à plus grande échelle des résultats dans chaque pays.

Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud travaillera avec des partenaires locaux pour constituer une documentation sur les solutions concrètes et les technologies transférables. Une ressource en ligne contribuera à transposer et reproduire à plus grande échelle les meilleures pratiques. Ainsi, le programme sera utile à d'autres programmes pertinents appuyés par le FIDA, dans la région et au-delà.



VMLU-25B

Mesurer et améliorer les résultats

Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Le premier Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) à être établi pour la période de la neuvième reconstitution des ressources (FIDA9) montre que des progrès ont été effectués vers la réalisation de nos ambitieux objectifs. Le RIDE rend compte de la performance du FIDA au regard des indicateurs contenus dans le Cadre de mesure des résultats pour 2013-2015 ainsi que de la mise en œuvre des engagements pris au titre de FIDA9.

Avec le nouveau Cadre de mesure des résultats, le FIDA est devenu la première organisation multilatérale à présenter un objectif chiffré quant au nombre de personnes à extraire de la pauvreté – 80 millions d'ici à la fin de 2015. Nous procéderons, afin de mesurer cela avec précision, à 30 évaluations d'impact.

Le RIDE de cette année fait apparaître de bons progrès en termes d'assistance fournie. Les décaissements de fonds au profit des gouvernements clients ont augmenté. Le laps de temps moyen s'écoulant entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement s'est réduit, de même que les délais de traitement des demandes de retrait. Ce sont là de solides indices montrant que nous sommes en train d'améliorer notre efficacité, objectif clé pour FIDA9.

La portée de nos interventions s'est également améliorée en 2013, puisque le nombre de personnes vivant dans les zones rurales et recevant des services de la part de projets appuyés par le FIDA a augmenté de 33% par rapport à 2012. C'est en particulier le nombre de personnes formées à la gestion de petites entreprises et obtenant un accès aux marchés qui a augmenté de façon significative, ce qui témoigne de l'attention accrue portée à l'établissement de liaisons entre les petits exploitants et les marchés dans le cadre de projets de filières.

Le pourcentage de femmes bénéficiaires, qui demeure élevé – aux environs de 50% – représente un indicateur clé du caractère inclusif des projets appuyés par le FIDA et de la représentation équilibrée des femmes et des hommes dans ces projets.

L'efficacité des projets et la performance des pouvoirs publics sont les deux domaines où les progrès

s'avèrent les plus problématiques. La raison en est qu'il est difficile et coûteux d'atteindre les personnes vivant dans les zones éloignées. Ce sont aussi les domaines dans lesquels les capacités de fourniture des services publics sont souvent les plus faibles.

Parvenir à un impact durable dans les États fragiles est une priorité au niveau de l'institution. Nous avons entrepris un examen de notre performance dans les États fragiles afin de renforcer notre modèle opérationnel dans ces pays. Avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), nous avons lancé un programme qui s'intéressera principalement aux projets exécutés dans des contextes institutionnels et sociaux fragiles, où les problèmes de performance sont les plus graves.

Le changement climatique constitue une menace sévère pour les moyens de subsistance des populations rurales pauvres. Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) lancé par le FIDA constitue la plus importante initiative mondiale en matière de changement climatique destinée aux petits exploitants. À la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, réunie à Varsovie en 2013, l'ASAP s'est vu décerner une récompense au titre de l'innovation en matière de financement de l'action climatique.

Soutien de la qualité pour la conception des programmes

Une excellente qualité de la conception des projets est un élément fondamental pour obtenir un impact dans les pays où intervient le FIDA. Nous utilisons un système de soutien de la qualité en deux étapes pour examiner et améliorer la conception des programmes et projets: amélioration de la qualité et assurance qualité.

En 2013, 26 programmes et projets – parmi lesquels six projets du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) – ont été soumis au nouveau processus d'amélioration de la qualité introduit au dernier trimestre de 2012, et 27 examens d'assurance qualité ont été réalisés. Dans sa version révisée, le processus vise à faire en sorte que les projets parviennent au stade de l'amélioration de la qualité alors qu'il reste encore suffisamment de temps et de ressources pour

← Des jeunes plants de cacao biologique se développent dans une pépinière à proximité de Monte Forte, où les planteurs sont membres d'une coopérative qui collecte toutes les fèves de cacao et les vend en gros à un acheteur en France
Sao Tomé-et-Principe: Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale
©FIDA/Susan Beccio

y apporter les éventuelles modifications nécessaires. Le nouveau système mobilise les capacités techniques internes de manière à apporter un appui plus efficace et plus efficient au modèle de réalisation axé sur le chargé de programme de pays, en améliorant le travail d'équipe et en renforçant l'appui aux bureaux de pays tout au long du cycle de vie des projets.

En avril 2013, le processus révisé d'amélioration de la qualité a fait l'objet d'une évaluation sous la forme d'une enquête en ligne et d'interviews face à face. Les résultats ont été globalement positifs. Toutes les personnes interrogées sont convenues que le changement était nécessaire et que le nouveau processus était plus utile. Les informations reçues en retour ont conduit à de nouvelles améliorations, y compris des éclaircissements et des orientations concernant les rôles et les responsabilités de l'équipe de gestion du programme de pays au cours du processus d'amélioration de la qualité.

Au cours de l'année 2013, la participation de personnel technique et de consultants aux missions d'appui à l'exécution a augmenté par rapport à l'année précédente, passant de 36 à 40 missions. La participation à ces missions est axée sur les questions techniques et institutionnelles et sur les questions relevant des pouvoirs publics, y compris les systèmes de suivi-évaluation. La participation aux missions sur le terrain est un élément essentiel du nouveau modèle opérationnel pour l'amélioration de la qualité, dont l'objectif principal est d'apporter un appui plus direct au travail d'équipe de conception plutôt que de suivre une approche de conformité.

En 2013, on a jugé, pour 63% des projets examinés dans le cadre de la fonction d'assurance qualité, que les changements requis étaient peu nombreux ou d'importance mineure; 37% des projets, en revanche, ont exigé d'importantes modifications de la conception. Les examinateurs ont souvent mis en lumière des problèmes en rapport avec la nécessité:

- de renforcer, dans la conception, les aspects liés au suivi-évaluation;
- d'intégrer systématiquement les enseignements tirés de projets antérieurs;
- d'améliorer l'analyse économique et financière au sein des projets appuyés par le FIDA;
- de renforcer les cadres logiques et les indicateurs de performance.

En 2013, le FIDA a commencé à utiliser un nouvel ensemble d'indicateurs de qualité initiale, conformément au Cadre de mesure des résultats adopté pour FIDA9. Pour ce qui concerne l'assurance qualité, les examinateurs ont jugé satisfaisants 93% des projets examinés au cours de l'année en termes de qualité d'ensemble de la conception du projet (tableau 1). Ils ont estimé que 89% de l'ensemble des projets atteindraient probablement leurs objectifs de développement, contre 83% en 2012, 88% en 2011 et 86% en 2010.

Déontologie, surveillance interne et lutte contre la corruption

Le Bureau de la déontologie a été créé en 2011 pour protéger l'image et la renommée du FIDA, et veiller à ce que les plus hautes normes déontologiques soient respectées à tous les niveaux de l'institution. Le Bureau de la déontologie fournit au personnel et aux dirigeants des orientations confidentielles en vue du renforcement des valeurs, de l'intégrité et du respect sur le lieu de travail. À la fin de l'année 2013, le Bureau avait conduit plus de 370 consultations confidentielles sur des questions concernant le Code de conduite et sur des questions en rapport avec de possibles fautes professionnelles au regard de la politique du FIDA en matière de lutte contre le harcèlement. Entre 2012 et 2013, le Bureau a connu une augmentation de plus de 45% des demandes d'avis de cette catégorie. Le Bureau de la déontologie

TABLEAU 1
Notes attribuées à la qualité initiale, 2013

Indicateurs du Cadre de mesure des résultats	Description	Notations plutôt satisfaisantes ou mieux ^a (pourcentage)
4.3.1	Moyenne générale	93
4.3.2	Moyenne générale pour les projets exécutés dans les États fragiles uniquement ^b	80
4.3.3	Parité homme-femmes ^c	78
4.3.4	Suivi-évaluation	85
4.3.5	Projets obtenant des notes positives sur le plan de la reproduction à plus grande échelle ^d	76

^a L'évaluation de la qualité initiale repose sur un barème de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage correspond à la proportion de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 sur le nombre total de projets.

^b En 2013, 10 des projets examinés (37%) se situaient dans des États fragiles. Les chiffres présentés correspondent exclusivement aux projets réalisés dans ces États.

^c Les notations relatives à l'assurance qualité pour l'indicateur "parité hommes-femmes" sont différentes de celles présentées dans le Rapport annuel 2012 parce que les critères de notation relatifs à cet indicateur ont changé entre 2012 et 2013.

^d Les notes portant sur la reproduction à plus grande échelle correspondent à 18 projets qui sont explicitement qualifiés d'activités de reproduction à plus grande échelle.

coopère, en tant que de besoin, avec le Bureau de l'audit et de la surveillance.

Ayant pour mission d'accroître la transparence et de résoudre les conflits d'intérêt, le Bureau de la déontologie gère également la certification annuelle de la conformité au Code de conduite du FIDA et la communication de tout avoir ou source de revenu en dehors du programme du FIDA, ainsi que le programme élargi de divulgation de la situation financière de certains membres du personnel. Si la direction a entièrement confiance dans l'intégrité de son personnel, le FIDA n'en juge pas moins extrêmement important de pouvoir garantir, et démontrer, que le FIDA dispose de mesures de contrôle interne destinées à prévenir les conflits d'intérêt.

Le FIDA a intégré avec succès la fonction déontologique. La raison en est que le Bureau de la déontologie:

- est indépendant, et rend compte directement au Bureau du Président et du Vice-Président, de sorte que les motifs de préoccupation puissent être soulevés et abordés sans crainte de représailles ou de conflit d'intérêts de la part de l'administrateur responsable de la déontologie;
- se situe à un niveau d'autorité garantissant que ses décisions et recommandations sont prises au sérieux à tous les niveaux;
- coopère avec le Bureau de l'audit et de la surveillance, le Bureau du Conseiller juridique et la Division des ressources humaines, en tant que de besoin;
- est en rapport avec les activités fondamentales du FIDA, et contribue à l'atténuation du risque dans l'ensemble de l'organisation afin d'instaurer une culture déontologique qui fasse progresser nos objectifs d'ensemble.

Le FIDA est résolu à lutter contre les pratiques irrégulières telles que la corruption, la fraude et les actes de collusion qui empêchent aux financements de parvenir aux populations rurales pauvres. Tout au long de l'année 2013, nous avons continué à consacrer des ressources, humaines et autres, à la réalisation d'audits et à la conduite sans délais d'enquêtes, tout en assurant la continuité opérationnelle. Cette démarche est conforme au principe de tolérance zéro adopté par le FIDA.

Dans le même temps, le Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA a renforcé sa coordination avec ses homologues des institutions spécialisées des Nations Unies et des institutions financières internationales. Des sessions de formation communes ont été organisées, des instruments d'enquête et d'audit partagés, et des enquêtes conjointes menées dans des cas d'allégations d'irrégularités concernant le FIDA et d'autres institutions.

Le Bureau de l'audit et de la surveillance a continué à soutenir l'affirmation, par la direction du FIDA, de l'efficacité des contrôles sur l'information financière en procédant à des tests et en fournissant une opinion indépendante sur le fonctionnement effectif des contrôles internes essentiels.

Le Bureau a également présenté des exposés de sensibilisation et de prévention sur la lutte contre la corruption, dans le cadre des sessions d'orientation destinées aux nouveaux membres du personnel, et au cours de forums fiduciaires organisés pour les fonctionnaires chargés des finances au sein des projets financés par le FIDA.

Le FIDA a mis en place un mécanisme confidentiel et anonyme pour la formulation des plaintes et des allégations (<http://www.ifad.org/governance/anticorruption/how.htm>). Au 31 décembre 2013, 39 allégations avaient été reçues dans le courant de l'année, contre 33 l'année précédente. On trouve, parmi ces cas, des allégations de corruption externe et des allégations de fautes professionnelles internes. Le Rapport annuel sur les activités d'enquête et de lutte contre la corruption menées en 2012 a été publié en avril 2013 (<http://www.ifad.org/governance/anticorruption/report/2013/f.pdf>).

Évaluation indépendante

Cette année marque le dixième anniversaire de la fonction d'évaluation indépendante au FIDA, dont il est rendu compte directement au Conseil d'administration. À titre de commémoration, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a publié une brochure présentant une vue d'ensemble de ses activités au cours des années, un résumé des enseignements tirés et des observations des partenaires.

Vue d'ensemble du onzième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA

L'édition 2013 du Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) présente la synthèse des résultats et de l'impact des opérations financées par le FIDA, en se fondant sur les évaluations conduites au cours de l'année 2012 et des années précédentes par le Bureau indépendant de l'évaluation. Ce RARI introduit une nouvelle série de données provenant uniquement de validations de rapports d'achèvement de projet et d'évaluations de la performance des projets, et présentant les données par année d'achèvement du projet plutôt que par année d'évaluation.

Le RARI de cette année montre que la pertinence des projets appuyés par le FIDA demeure généralement élevée, illustrant l'importance du Fonds en tant qu'organisation mondiale promouvant un développement agricole durable à petite échelle. L'impact des opérations du FIDA sur la pauvreté

rurale s'est accru depuis la période 2005-2007. Une tendance à la hausse est aussi perceptible, dans le contexte des projets achevés depuis 2009-2011, en ce qui concerne la performance des projets et l'évaluation globale des projets. La performance du FIDA en tant que partenaire a été, au cours de la période 2011-2013, la meilleure depuis la première édition du RARI, en 2003. Les opérations appuyées par le FIDA obtiennent des notes élevées pour la promotion des approches innovantes et la reproduction à plus grande échelle, fondamentales pour parvenir à un plus large impact sur la pauvreté rurale. Le RARI révèle aussi que les opérations du FIDA obtiennent de bons résultats en matière de promotion de l'égalité hommes-femmes et d'autonomisation des femmes, domaine dans lequel le Fonds est en train d'acquiescer un avantage comparatif, un bilan et une spécialisation.

Bien que le tableau d'ensemble soit généralement positif, la performance de nombreux projets demeure encore "plutôt satisfaisante" et il n'y en a pratiquement aucun qui obtienne une note "très satisfaisant" pour les critères d'évaluation retenus. Cela signifie qu'il existe encore des possibilités de nouvelles améliorations d'ordre général. Par ailleurs, deux domaines signalés par le passé posent toujours des problèmes: l'efficacité des opérations et la durabilité des avantages. Ce sont les deux critères d'évaluation pour lesquels les résultats sont les plus faibles.

La performance du gouvernement en tant que partenaire du FIDA n'a pas non plus beaucoup progressé au fil du temps. Et le suivi-évaluation est toujours un problème. Dans tous ces domaines, un changement d'approche est nécessaire pour obtenir de meilleurs résultats.

"Comprendre les projets exceptionnels" – tel est le thème d'apprentissage retenu dans le RARI de cette année. L'examen a fait apparaître, dans tous les types de pays, une forte corrélation entre divers facteurs comme la conception, la gestion et le contexte. La gestion d'un projet apparaît comme un facteur déterminant, très important mais négligé, de la performance dans tous les contextes nationaux.

La fragilité, les conflits et la pauvreté coïncident de plus en plus souvent. Par conséquent, la performance relativement moins bonne du FIDA dans des États fragiles ou affectés par un conflit pose un important problème. La prochaine évaluation, au niveau de l'institution, du travail du FIDA dans les situations de fragilité offrira une occasion capitale de réflexion et de changement significatifs.

Les analyses comparatives montrent que la performance des opérations du FIDA depuis environ l'an 2000 a été généralement similaire à celle des opérations de la Banque mondiale au niveau mondial. Au niveau régional, la performance des opérations du FIDA est généralement du même niveau que celle de la Banque africaine de développement en

Afrique et meilleure que celle de la Banque asiatique de développement en Asie et dans le Pacifique. Cette observation est rassurante, compte tenu du fait que les contextes ruraux dans lesquels intervient le FIDA sont souvent plus difficiles et que ses opérations sont habituellement de nature plus exigeante.

Chaque année, la direction du FIDA prépare une réponse écrite au RARI, présentée au Conseil d'administration et disponible en ligne. La direction du FIDA est de manière générale d'accord avec les conclusions du RARI 2013 et accueille avec intérêt les améliorations méthodologiques mises en œuvre dans le rapport de cette année et répondant aux observations formulées l'an dernier, et notamment la suggestion d'utilisation des cohortes de rapports d'achèvement pour améliorer la robustesse de l'échantillon de projets utilisé dans le RARI. Le système d'autoévaluation du FIDA montre une évolution de la performance semblable à celle indiquée dans le RARI, et en particulier les améliorations dans un certain nombre de domaines de performance.

La direction reconnaît également que l'efficacité économique et la durabilité des avantages sont les deux domaines où la performance est la plus faible, en faisant état toutefois d'une amélioration progressive et déjà observée. Pour ce qui concerne la performance dans les États fragiles et/ou en situation de conflit, la direction convient que c'est là une question importante. En effet, l'examen annuel de la performance du portefeuille a inclus, cette année, une évaluation approfondie des différences de performance entre les projets conduits dans des situations fragiles et non fragiles. La direction du FIDA accueille avec intérêt le projet d'évaluation au niveau de l'institution des interventions dans les États fragiles et en situation de conflit et souligne la nécessité d'appliquer un solide système de catégorisation, étant donné que près de la moitié de ces pays sont aussi des pays à revenu intermédiaire.

Autres activités d'évaluation en 2013

Deux évaluations au niveau de l'institution (ENI) ont été publiées: l'ENI de l'efficacité du FIDA et de l'efficacité des opérations qu'il finance, et l'ENI de la Politique du FIDA en matière de supervision et d'appui à l'exécution. La recommandation fondamentale de l'évaluation de l'efficacité était que l'organisation doit "rehausser le niveau de la performance du FIDA proprement dit dans son rôle de partenaire afin de favoriser l'élargissement de l'impact des programmes appuyés par le FIDA". C'est là le premier pas vers l'excellence dans tous les aspects des opérations et vers l'élaboration, par le FIDA, de projets et de programmes de pays capables d'amplifier l'échelle de l'impact.

La seconde évaluation a mis en évidence le fait que l'évolution du FIDA vers la supervision

directe a un impact positif sur la performance des projets. Dans l'ensemble, la communication directe des informations, qui concernait 14% du portefeuille de projets en 2007, touchait 93% des projets en 2011. Les projets directement supervisés obtiennent de bien meilleurs résultats que ceux qui sont supervisés par une institution coopérante, en particulier pour les indicateurs de performance qui ont le plus d'importance pour le FIDA – ciblage, sécurité alimentaire, parité et renforcement des institutions.

L'évaluation a aussi recensé huit grands domaines où des améliorations des activités de supervision et d'appui à l'exécution sont possibles, au niveau opérationnel comme au niveau stratégique: souplesse, efficacité, sens du service au client, communication des résultats, et concertation sur les politiques fondée sur des données factuelles, au niveau opérationnel; et appropriation, gestion des attentes et reproduction à plus grande échelle, au niveau stratégique.

Des évaluations de programme de pays ont été réalisées pour l'Équateur, l'Indonésie et Madagascar. En Équateur, les conclusions montrent que le programme a apporté une contribution positive au développement rural, et que le FIDA est considéré comme un partenaire de confiance. Le fort parallélisme entre la mission du FIDA et les priorités du gouvernement offre des perspectives prometteuses de collaboration. Les résultats ont toutefois été limités par l'instabilité politique, qui a affecté l'efficacité du programme.

L'évaluation concernant l'Indonésie a constaté des progrès sensibles en termes d'amélioration de l'infrastructure sociale, mais des résultats limités quant au développement et à la productivité agricole sur les exploitations et hors exploitations. L'évaluation a souligné l'importance et le potentiel du partenariat entre le gouvernement et le FIDA pour la réduction de la pauvreté rurale. Les deux parties ont exprimé leur intérêt pour ce partenariat et leur engagement en faveur de son renforcement.

À Madagascar, l'évaluation a conclu que la performance du portefeuille de projets était demeurée bonne malgré une crise politique délicate en 2009. Le FIDA et le gouvernement ont accordé une attention suffisante aux activités hors prêts (concertation sur les politiques, gestion des savoirs, renforcement du partenariat et dons) – y compris dans le domaine sensible de la concertation sur la politique relative au régime foncier – et mis en place un bon système de suivi au niveau du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP). Le gouvernement et le FIDA devront se mettre d'accord sur la manière d'assurer la prolongation de l'appui aux zones du projet après la clôture du projet.

Dans le cadre des engagements pris à l'échelle de l'ensemble du FIDA au titre de la neuvième

reconstitution, le Bureau indépendant de l'évaluation a réalisé sa première évaluation de l'impact d'un projet financé par le FIDA: le Programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides de Sri Lanka. Plusieurs méthodes ont été utilisées pour cette évaluation, associant des techniques qualitatives et quantitatives. Pour la première fois au FIDA, une enquête quantitative a été conduite, portant sur 2 560 ménages, aussi bien des bénéficiaires du projet que des ménages ne recevant pas son appui. L'évaluation a constaté que le projet jouait un rôle important en cela qu'il mettait les petits exploitants agricoles en contact avec de nouvelles cultures et des techniques agricoles améliorées. Toutefois, les effets sur les actifs et les dépenses des ménages ont été mitigés, à en juger par les données provenant du suivi-évaluation du projet.

Le Bureau a réalisé trois synthèses d'évaluations, portant sur l'engagement du FIDA aux côtés des coopératives, les programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR), et la conservation et la gestion de l'eau. La première de ces synthèses a constaté que les coopératives sont certes relativement faciles à mettre en place, mais qu'il est difficile de faire en sorte qu'elles fonctionnent efficacement parce que les membres de leurs comités directeurs et leur personnel n'ont pas nécessairement l'expérience et le savoir requis. Toutefois, si elles sont correctement gérées, des coopératives et des organisations paysannes du même type peuvent toucher un grand nombre de ruraux et les aider à améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie, et méritent par conséquent un appui constant.

La conclusion de la deuxième synthèse était que les COSOP-AR ont été généralement alignés sur les objectifs stratégiques du FIDA et du pays partenaire. Néanmoins, certaines questions n'étaient pas traitées de façon suffisamment méthodique, comme l'engagement du secteur privé et l'approche de la reproduction à plus grande échelle. La synthèse relative à l'eau a conclu que, de manière générale, l'engagement du FIDA dans le secteur de l'eau s'est amélioré. Toutefois, le Fonds doit continuer à renforcer son engagement dans le contexte de la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes, entreprendre des analyses du risque en rapport avec le climat, et intégrer des mesures adaptatives à la conception des projets.

Réformer la gestion des ressources humaines pour autonomiser les personnes et obtenir des résultats

Tout au long de l'année 2013, nous avons poursuivi la mise en œuvre du Programme de changement et de réforme du FIDA, pour autonomiser le personnel et obtenir des résultats. Le plan d'action institutionnel portait sur les six principaux domaines suivants:

- renforcer la transparence et l'efficacité des processus de recrutement. Il s'agissait notamment d'appuyer la prise en considération des candidatures internes, dans la perspective d'une amélioration des possibilités d'avancement professionnel. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ressources humaines (www.ifad.org/gbdocs/eb/95/f/EB-2008-95-R-60.pdf), on a également prêté attention à l'équilibre entre les sexes et entre les zones géographiques. Les délais de recrutement ont été raccourcis, et ramenés en moyenne à 100 jours;
- aider les consultants à devenir opérationnels de manière aussi efficiente que possible. Un portail a été lancé pour aider les consultants du FIDA à démarrer rapidement l'exécution de leurs missions. Ils y trouveront une source complète d'informations sur des questions relatives, par exemple, aux contrats, aux habilitations de sécurité et aux modèles à suivre pour l'établissement des rapports;
- élaborer un programme de perfectionnement en matière de gestion, afin de renforcer, dans l'ensemble de l'organisation, les compétences de gestion des ressources humaines. Le programme pilote, destiné à 20 gestionnaires, a été lancé en 2013 et s'est achevé en mars 2014. Sur la base des résultats, un programme régulier sera conçu à l'intention d'un plus grand nombre de gestionnaires. Le programme pilote servira également de base à la conception d'un programme de perfectionnement en matière de gestion destiné aux directeurs, dont le lancement est prévu pour 2014;
- veiller à améliorer les possibilités de rotation afin de motiver le personnel et de favoriser le perfectionnement professionnel. Le premier exercice de rotation au sein du FIDA a été lancé en octobre 2013. Ce type d'exercice sera organisé chaque année, sur une base volontaire;
- rétablir un processus de conversion des contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, dans le contexte d'un cadre général amélioré de responsabilité et de gestion de la performance;
- veiller au respect intégral, par la direction et par le personnel, du Code de conduite et des valeurs fondamentales du FIDA. Au cours de l'année 2013, un nouveau cadre de compétences a été élaboré, clairement lié aux valeurs fondamentales du FIDA. Il sera utilisé dans les processus clés relatifs aux ressources humaines, et notamment le recrutement, la gestion des performances et la valorisation du personnel.

Nous avons également lancé, en 2013, un nouveau programme consolidé de récompenses du personnel pour reconnaître le mérite des membres du personnel qui incarnent les valeurs fondamentales du FIDA. Nous avons aussi introduit un nouveau dispositif de récompense et de reconnaissance du mérite, qui entrera en vigueur en 2014. Jusqu'à 15% des membres du personnel pourront recevoir une récompense, monétaire et non monétaire.

La présence du FIDA sur le terrain continue de croître. Au 31 décembre 2013, 21 membres internationaux de la catégorie des services organiques, 6 cadres associés, 42 fonctionnaires nationaux et 20 membres de la catégorie des services généraux étaient en poste dans les bureaux de pays du FIDA à travers le monde (voir la carte à l'intérieur de la couverture).

Au 31 décembre 2013, les effectifs et les statistiques relatives au personnel étaient les suivants:

- le personnel comptait au total 547 membres, y compris les membres du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et les cadres associés;
- sur ce total, 293 appartenaient au personnel du cadre organique et à la catégorie supérieure, 42 à la catégorie des fonctionnaires nationaux et 212 à celle des services généraux;
- les fonctionnaires nationaux, le personnel du cadre organique et les administrateurs de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 86 États membres;
- les femmes représentaient 46% du personnel du cadre organique et de la catégorie supérieure, 21% de la catégorie des fonctionnaires nationaux, et 81% de la catégorie des services généraux;
- le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA était de 58%.

Après le battage du blé, Sabah Hassan Aldin verse les grains dans un sac en vue de son stockage et de son transport
Égypte: Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest





Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Les tableaux et graphiques du présent chapitre contiennent des données détaillées sur les prêts et les dons du FIDA pour la période allant de 1978 à la fin de 2013. Ils font apparaître la taille du portefeuille en cours dans chacune de nos régions et montrent les nouvelles approbations. On y trouvera aussi des données sur les types d'investissement et les taux de décaissement. Le tableau 2 contient une synthèse des chiffres essentiels pour les cinq dernières années, ainsi que les totaux cumulés depuis le début de nos opérations en 1978.

Ressources de base et fonds supplémentaires en 2013

Le financement des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit notamment de ses fonds propres, du produit des placements, des remboursements de prêts et des contributions des États membres et des institutions multilatérales. Les contributions des États membres nous parviennent dans le cadre de la reconstitution périodique des ressources du FIDA, qui a lieu tous les trois ans, et sous la forme d'apports de fonds supplémentaires.

Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015)

L'année 2013 est la première année de la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9), pour laquelle les États membres ont fixé comme objectif un montant de 1,5 milliard d'USD pour les nouvelles contributions destinées à financer des projets de développement agricole et rural dans le monde en développement. Cet objectif représente une augmentation de 25% par rapport à la période de la huitième reconstitution (2010-2012), et le FIDA finance actuellement un programme de prêts et de dons s'élevant, pour la période triennale, à 2,95 milliards d'USD. Cet objectif inclut un guichet thématique ayant pour but d'accroître la résilience au changement climatique des projets que nous appuyons, par la mise en œuvre de l'ASAP (voir page 6).

Pour la période de FIDA9, la valeur totale des investissements de notre programme de prêts et dons – auxquels s'ajouteront les fonds obtenus à titre de cofinancement, les contributions nationales des entités déployant leurs activités dans les États membres en développement, et d'autres fonds gérés

par le FIDA mais provenant de sources extérieures – atteindra 7,5 milliards d'USD.

Au 31 décembre 2013, le montant total des annonces de contribution, y compris les contributions complémentaires, qui constituent un sous-ensemble de ressources supplémentaires fournies par les États membres, s'élevait à plus de 1,41 milliard d'USD, soit 94% de l'objectif de la neuvième reconstitution (1,5 milliard d'USD). Les instruments de contribution déposés (y compris les versements effectués sans dépôt préalable d'instrument de contribution) s'élevaient à plus de 1,37 milliard d'USD, soit 97% des annonces totales de contributions ordinaires et complémentaires.

Nous avons poursuivi, au cours de l'année 2013, notre recherche d'options stratégiques en vue de diversifier nos instruments de mobilisation de ressources et d'établir de nouveaux partenariats pour nous adapter à l'évolution du contexte mondial du financement du développement. L'orientation de ces partenariats vise à s'assurer que les investissements dans le développement agricole et rural sont réalisés de manière durable et vont au-delà des contributions classiques sous forme de dons. Leur conception vise également à maximiser la capacité du FIDA de faire face aux priorités et aux défis émergents en matière de développement.

La recherche de nouveaux partenariats a été étendue aux investisseurs islamiques et éthiques, et au secteur privé. Nous avons noué un partenariat stratégique mondial avec la société Intel Corporation afin d'apporter un appui aux petits exploitants, en Asie, sous la forme de services de vulgarisation passant par des téléphones mobiles et des technologies de l'information. Nous avons aussi eu des entretiens avec des entreprises multinationales du secteur agroalimentaire, afin de nous informer de leurs priorités lorsqu'elles s'engagent auprès des petits exploitants et d'examiner le potentiel de mobilisation de leur pouvoir d'achat à l'appui des petits producteurs. Et nous avons accru l'alignement des programmes clés sur l'activité des principales fondations poursuivant les mêmes priorités (comme au Nigéria, par exemple, avec la Fondation Bill & Melinda Gates), en vue d'une meilleure coordination et d'un impact accru en termes de développement.

TABLEAU 2
Tableau synoptique, 1978-2013^{a, b}

	2009	2010	2011	2012	2013	1978-2013	
Activités opérationnelles^{c, d}							
Prêts et dons au titre du CSD approuvés							
Nombre de programmes et projets	31	32	34	33	25	948	
Montant	en millions d'USD	644,1	777,7	947,2	963,0	731,1	14 521,3
Dons approuvés							
Nombre	99	88	83	90	63	2 551	
Montant	en millions d'USD	47,0	51,2	50,4	71,5	50,0	919,0
Fonds fiduciaire de l'ASAP							
Nombre	-	-	-	1	10	11	
Montant	en millions d'USD	-	-	-	4,9	103,0	108,0
Total des opérations de prêt et de don du FIDA	en millions d'USD	691,1	828,9	997,6	1 039,4	884,0	15 549,2
Cofinancement	en millions d'USD	308,1	662,2	412,2	420,3	342,2	9 926,6
Multilatéral	280,2	565,2	213,2	153,3	207,1	7 558,0	
Bilatéral	24,6	74,5	159,4	183,0	93,2	1 769,4	
ONG	0,7	10,4	-	3,5	-	44,9	
Autre ^e	2,5	12,2	39,6	80,5	41,9	554,2	
Contributions des pays	en millions d'USD	362,3	924,8	834,3	599,5	568,6	12 830,0
Coût total des programmes et projets^f	en millions d'USD	1 321,1	2 370,2	2 198,3	2 003,0	1 748,5	37 487,6
Programmes et projets							
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution	217	231	238	256	241	-	
Nombre de programmes et projets achevés	24	21	26	21	43	685	
Nombre de programmes et projets dans la réserve	65	74	64	79	84	-	
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA	25	27	32	32	24	785	
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)	91	96	97	99	98	-	
Décaissements des prêts	en millions d'USD	428,5	457,6	549,7	534,5	482,6	9 234,0
Décaissements des dons au titre du CSD	en millions d'USD	13,8	39,4	76,3	118,4	142,5	398,9
Remboursement des prêts^g	en millions d'USD	256,8	274,1	287,0	271,1	261,1	4 739,7
États membres et administration							
États membres en fin de période	165	165	167	169	172	-	
Cadre organique en fin de période ^{h, i}	235	260	298	312	321	-	

Sources: Système de gestion du portefeuille de projets; états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2013; et système comptable du FIDA.

^a Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets du FIDA sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Cependant, pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président approuvé par le Conseil d'administration pour chaque programme ou projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^c Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

^d Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 est supervisé par le FIDA et entièrement financé par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; il est compté dans les programmes et projets, mais ne bénéficie d'aucun financement de la part du FIDA.

^e Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

^f Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets ne sont pas pris en compte.

^g Le remboursement des prêts concerne le remboursement au titre du principal et des intérêts et inclut les remboursements au nom des pays bénéficiant de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire.

^h Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

ⁱ Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national des bureaux de pays.

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées au FIDA sous forme de dons et venant s'ajouter aux contributions ordinaires aux reconstitutions⁷. Ils sont affectés au cofinancement d'initiatives et de projets spécifiques, conformément aux indications contenues dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et les donateurs.

Les principaux accords passés en 2013 ont été conclus avec des partenaires parmi lesquels la Commission européenne et les Gouvernements de l'Allemagne, du Canada, de la France, de l'Italie, des

Pays-Bas et de la Suisse. Ces accords appuient des activités dans les domaines de l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, de la production vivrière, et du développement de filières. Ils ont aussi permis d'obtenir des fonds pour la Plateforme multidonateur pour la gestion des risques agricoles (PARM) (voir page 32), et pour une gestion des ressources naturelles mettant spécialement l'accent sur la terre et les investissements agricoles responsables, en partenariat avec le Réseau mondial d'outils fonciers. En 2013, le FIDA a également adhéré au Fonds d'affectation spéciale multidonateur du Programme

TABLEAU 3
Tableau récapitulatif des fonds supplémentaires au titre des études thématiques et de l'assistance technique, et des cofinancements reçus en 2013^a
Montants en millions d'USD

Donateur	Études thématiques et assistance technique	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Total
<i>G CRAI</i>	20,8	-	
<i>Organisations paysannes</i>	4,8	-	
<i>Érythrée</i>	-	1,2	
<i>Mozambique</i>	-	7,6	
<i>Burundi</i>	-	6,3	
<i>Kenya</i>	-	5,8	
<i>PARM</i>	1,1	-	
Total Commission européenne	26,6	20,8	47,4
Pays-Bas	5,1	4,8	9,9
Canada	5,0	-	5,0
Suisse	1,7	-	1,7
France	1,4	-	1,4
Contribution volontaire de l'Italie	1,3	-	1,3
Danemark	-	0,9	0,9
OFID - Somalie	-	0,7	0,7
OFID - Sao Tomé-et-Principe, Ghana	-	0,6	0,6
République de Corée	0,5	-	0,5
Estonie	0,1	-	0,1
Total	41,6	27,8	69,4

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

OFID = Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international; PARM = Plateforme pour la gestion des risques agricoles.

TABLEAU 4
Portefeuille de programmes et projets en cours par région^a
Fin décembre 2013

	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA ^b (en millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	52	1 042,3
Afrique orientale et australe	44	1 183,8
Asie et Pacifique	60	1 765,2
Amérique latine et Caraïbes	41	617,9
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	44	785,2
Total^c	241	5 394,3

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés, entrés en vigueur, et pas encore achevés.

^b Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration et comprennent les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

⁷ Les ressources principales du FIDA sont celles définies à l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA. Les fonds supplémentaires proviennent d'autres contributions acceptées pour apporter à ces ressources un supplément destiné à renforcer les opérations du FIDA et à nouer des liaisons et des partenariats stratégiques avec les États membres. Les fonds supplémentaires dont il est question dans la présente section financent des programmes ou activités spécifiques, et incluent des ressources acheminées par l'intermédiaire du FIDA pour cofinancer des programmes et des projets appuyés par des prêts du FIDA. Ils n'incluent ni les ressources relatives au programme de cadres associés, ni les fonds administrés par le FIDA au nom d'organisations partenaires hébergées à son siège (le Mécanisme mondial et la Coalition internationale pour l'accès à la terre) ou le Fonds pour l'environnement mondial.

des Nations Unies pour le développement (PNUD), créé par les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), en vue du Programme conjoint pour l'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales, ainsi qu'à l'accord quadripartite entre la Suisse et les trois institutions ayant leur siège à Rome portant sur la réduction du gaspillage alimentaire.

Dans l'ensemble, le FIDA a reçu en 2013 des fonds supplémentaires pour un montant total de 69,4 millions d'USD, dans le cadre d'accords signés en 2013 et au cours des années précédentes. Le tableau 3 présente les fonds supplémentaires reçus dans le courant de l'année.

Portefeuille en cours

La valeur du portefeuille de programmes et projets en cours du FIDA a continué de croître en 2013 (tableau 4).

À la fin de l'année, il comptait 241 programmes et projets en cours d'exécution dans le monde, pour un investissement du Fonds de 5,4 milliards d'USD, en partenariat avec 96 gouvernements bénéficiaires et Gaza et la Cisjordanie (voir la carte à l'intérieur de la couverture). Les cofinancements externes et les fonds de sources nationales pour le portefeuille en cours se sont élevés à 6,8 milliards d'USD, portant à 12,2 milliards d'USD la valeur totale de ces programmes et projets.

Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Le cofinancement de nos partenaires a un effet multiplicateur sur la valeur des interventions de développement que nous appuyons. Il comprend les ressources apportées par les donateurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi que les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires et des participants aux projets.

TABEAU 5
Financement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 1978-2013
Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2005	2006-2011	2012	2013	1978-2013
FIDA ^{a, b}	6 518,3	2 400,9	3 990,8	983,3	837,7	14 731,0
Cofinancements ^c	5 864,0	1 092,0	2 208,0	420,3	342,2	9 926,6
Contributions nationales	7 006,1	1 687,4	2 968,5	599,5	568,6	12 830,0
Total^{d, e}	19 388,3	5 180,3	9 167,3	2 003,0	1 748,5	37 487,6
Nombre de programmes et projets ^f	551	152	187	33	25	948

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

^b Ces chiffres prennent en compte le financement octroyé par le FIDA pour le Projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales de l'Indonésie, approuvé en 2008.

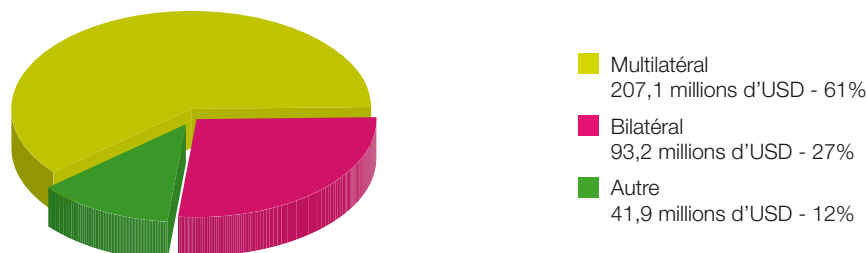
^c Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

^d Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^e Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^f Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

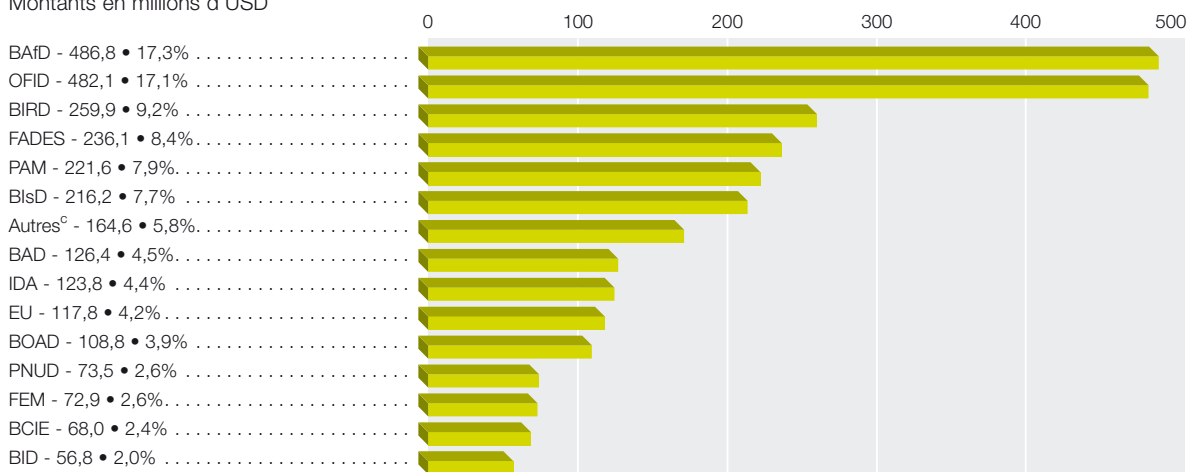
GRAPHIQUE 6
Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2013
Sur un montant total de 342,2 millions d'USD^a



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 7
Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets
 dus à l'initiative du FIDA, 1978-2013^{a, b}
Montants en millions d'USD



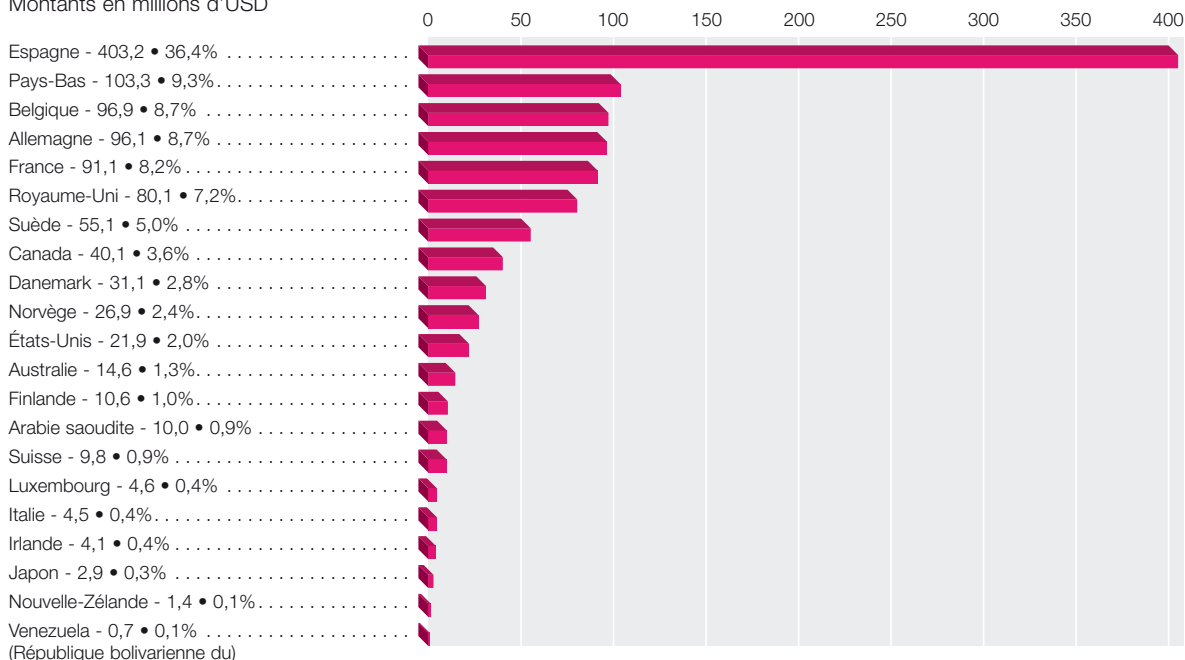
Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le cofinancement multilatéral total, qui se monte à 2 815,0 millions d'USD. La participation multilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.

^b BAfD = Banque africaine de développement; OFID = Fonds de l'OPEP pour le développement international; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; PAM = Programme alimentaire mondial; BIsD = Banque islamique de développement; BAD = Banque asiatique de développement; IDA = Association internationale de développement; UE = Union européenne; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique; BID = Banque interaméricaine de développement.

^c On compte parmi les autres cofinanceurs les institutions suivantes: Autorité arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAAD); Fonds Africa; Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA); Société andine de développement (SAD); Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK); Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; Société financière internationale (IFC); Organisation internationale du Travail (OIT); Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA); Fonds stratégique pour le climat; Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU); Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID); Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD); Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) (maintenant Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes [ONU-Femmes]).

GRAPHIQUE 8
Cofinancement bilatéral par des États membres donateurs des programmes et projets
 dus à l'initiative du FIDA, 1978-2013^a
Montants en millions d'USD



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet présenté au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le cofinancement bilatéral total, qui se monte à 1 109,2 millions d'USD. La participation bilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte.

De nombreux facteurs externes interviennent dans les niveaux de cofinancement, qui peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. Le cofinancement multilatéral, qui était de 153,3 millions d'USD en 2012, a augmenté en 2013 pour atteindre 207,1 millions d'USD, couvrant ainsi la plus grande partie du cofinancement externe pour les programmes et projets nouvellement approuvés (tableau 2 et graphique 6).

Le graphique 7 présente les 15 principaux cofinanceurs multilatéraux, à ce jour, des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. Les quatre cofinanceurs arrivant en tête du classement sont la Banque africaine de développement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Groupe de la Banque mondiale)

et le Fonds arabe de développement économique et social. Ensemble, ces donateurs représentent, avec 2,8 milliards d'USD, plus de 50% du total du cofinancement multilatéral.

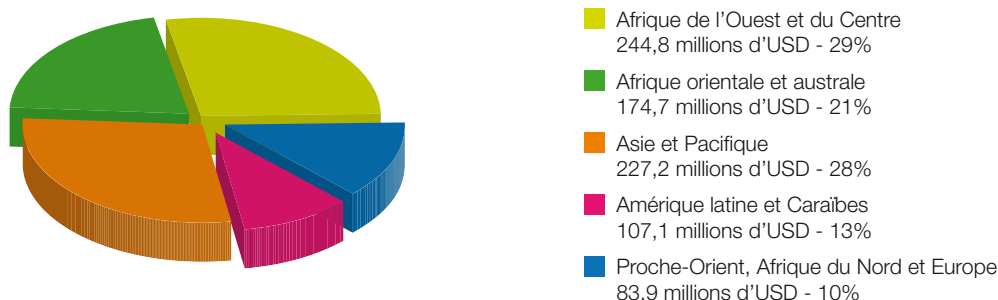
Le graphique 8 présente un classement des donateurs bilatéraux contribuant aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA; l'Espagne, les Pays-Bas et la Belgique y occupent les premières places. Ensemble, ces trois pays ont fourni plus de 54% du cofinancement bilatéral total aux projets dus à l'initiative du FIDA, s'élevant à 1,1 milliard d'USD depuis le début de nos activités en 1978.

Le Conseil d'administration du FIDA a approuvé en 2010 la création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire. Il se compose d'un prêt du Gouvernement espagnol d'un montant de

GRAPHIQUE 9

Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2013^a

Sur un montant total de 837,7 millions d'USD



Source: Système de gestion du portefeuille de projets

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

TABLEAU 6

Financement du FIDA pour les programmes et projets par région, 1978-2013^{a, b}

Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2005	2006-2011	2012	2013	1978-2013
Afrique de l'Ouest et du Centre						
Montant total	1 127,2	449,2	678,4	268,9	244,8	2 768,5
Nombre de programmes et projets	120	35	41	7	5	208
Afrique orientale et australe						
Montant total	1 120,9	468,9	1 030,4	130,9	174,7	2 925,8
Nombre de programmes et projets	100	30	38	4	5	177
Asie et Pacifique						
Montant total	2 136,9	728,2	1 265,3	340,1	227,2	4 697,6
Nombre de programmes et projets	139	37	44	10	6	236
Amérique latine et Caraïbes						
Montant total	1 036,4	349,7	406,4	149,6	107,1	2 049,3
Nombre de programmes et projets	99	20	29	8	5	161
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe						
Montant total	1 096,9	404,9	610,3	93,9	83,9	2 289,9
Nombre de programmes et projets	93	30	35	4	4	166
Montant total du financement du FIDA^c	6 518,3	2 400,9	3 990,8	983,3	837,7	14 731,0
Nombre total de programmes et projets^d	551	152	187	33	25	948

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Il ne comprend pas les autres dons sans rapport avec les programmes et projets.

^b Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^d Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

285,5 millions d'EUR (400,0 millions d'USD) et d'un don de 14,5 millions d'EUR (20,3 millions d'USD).

Au 31 décembre 2013, le Conseil d'administration avait approuvé l'utilisation de 299,7 millions d'EUR provenant du fonds fiduciaire pour l'application à une plus grande échelle de projets appuyés par le FIDA: 11 dans la région Amérique latine et Caraïbes (154,0 millions d'EUR), 4 dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre (32,4 millions d'EUR), 4 dans la région Afrique orientale et australe (49,3 millions d'EUR), 3 dans la région Asie et Pacifique (35,6 millions d'EUR) et 3 dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (28,4 millions d'EUR).

Financement en faveur de pays et régions prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements

accordés à des programmes et projets en 2013, 72,8% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 52,6% à des pays placés par les Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés. S'agissant de la répartition régionale, les deux régions FIDA de l'Afrique subsaharienne ont bénéficié de 50% des financements nouveaux en faveur de programmes et projets en 2013 (graphique 9). Le tableau 6 indique le financement par région depuis 1978.

Financement par secteur

Les interventions du FIDA sont principalement axées sur l'agriculture et sur un développement rural sans exclusive. Plus de 30% des ressources investies dans le portefeuille actuel appuient des activités concernant l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, composantes essentielles des économies rurales (graphique 10). Les services financiers ruraux, et les marchés et l'infrastructure connexe représentent

GRAPHIQUE 10
Financement du portefeuille actuel du FIDA par secteur (fin 2013)



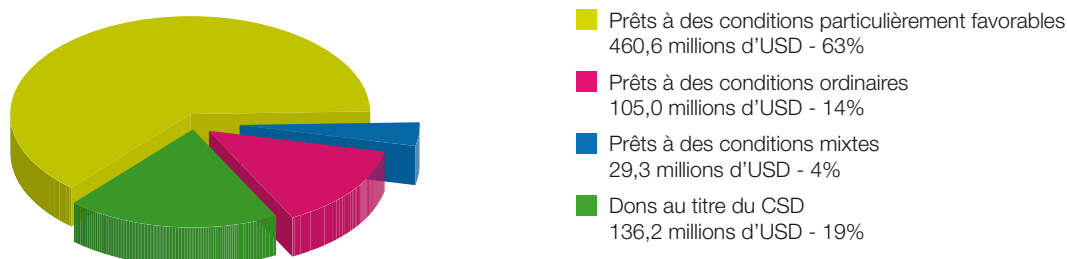
Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a L'agriculture et la gestion des ressources naturelles comprennent l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

^b Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après-crise.

GRAPHIQUE 11
Prêts du FIDA par conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 2013

Sur un montant total de 731,1 millions d'USD^a



Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils incluent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, et les dons au titre du CSD.

TABLEAU 7
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, 1978-2013^{a,b}
 Montants en millions d'USD

	1978-1999	2000-2005	2006-2011	2012	2013	1978-2013
Dons au titre du CSD						
Montant	-	-	767,1	315,0	136,2	1 218,4
Nombre de dons	-	-	76	17	11	104
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	4 415,1	2 011,3	2 356,3	314,1	460,6	9 557,5
Nombre de prêts	391	128	124	18	21	682
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	54,1	5,0	-	59,1
Nombre de prêts	-	-	4	1	-	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	1 404,0	166,7	371,1	35,4	-	1 977,1
Nombre de prêts	120	11	15	3	-	149
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	-	-	29,3	29,3
Nombre de prêts	-	-	-	-	2	2
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	643,3	230,3	407,9	293,5	105,0	1 680,0
Nombre de prêts	52	13	31	13	5	114
Montant total	6 462,4	2 408,3	3 956,5	963,0	731,1	14 521,3
Nombre total de prêts, et de dons au titre du CSD^{c,d}	563	152	250	52	39	1 056

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^c Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^d Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

TABLEAU 8
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, par région, 1978-2013^{a,b}
 Montants en millions d'USD

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
Dons au titre du CSD						
Montant	453,1	340,2	216,1	51,2	157,7	1 218,4
Nombre de dons	33	25	20	9	17	104
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	2 145,8	2 430,5	3 599,6	411,4	970,3	9 557,5
Nombre de prêts	195	165	196	41	85	682
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	-	-	59,1	59,1
Nombre de prêts	-	-	-	-	5	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	105,2	109,0	609,9	488,0	665,0	1 977,1
Nombre de prêts	11	11	36	51	40	149
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	15,0	14,3	-	29,3
Nombre de prêts	-	-	1	1	-	2
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	21,3	13,7	207,7	1 058,3	378,9	1 680,0
Nombre de prêts	3	4	5	73	29	114
Montant total	2 725,4	2 893,4	4 648,3	2 023,3	2 231,1	14 521,3
Pourcentage du total des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD	18,8	19,9	32,0	13,9	15,4	100,0
Nombre total de prêts^{c,d} et de dons au titre du CSD	242	205	258	175	176	1 056

Source: Système de gestion du portefeuille de projets.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^c Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^d Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

chacun environ 14% des fonds investis. Ces deux secteurs jouent un rôle clé dans l'impulsion donnée à une croissance économique sans exclusive dans les zones rurales où nous intervenons, permettant aux ruraux pauvres, femmes et hommes, de développer leurs entreprises et de transformer, transporter et vendre leurs produits.

Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt

Les prêts assortis de conditions particulièrement favorables représentent toujours la plus grande partie de nos financements destinés à des programmes et projets d'investissement (tableau 7)⁸. Plus de 60% des nouveaux financements approuvés au cours de l'année entrent dans la catégorie des prêts assortis de conditions particulièrement favorables – pour un montant total de 460,6 millions d'USD. Les

dons au titre du CSD représentent près de 19% du total, suivis par les prêts à des conditions ordinaires, avec 14%, et les prêts à des conditions mixtes, avec 4% (graphique 11).

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financements du FIDA depuis 1978, les prêts assortis de conditions particulièrement favorables et les dons au titre du CSD représentent environ 74% du total, soit une part largement supérieure à l'objectif de deux tiers fixé dans les Principes et critères en matière de prêts. Le tableau 8 indique la répartition des investissements en fonction des conditions de financement et par région.

Décaissements

Les décaissements au titre des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD ont atteint 625,1 millions d'USD en 2013 (tableaux 9 et 10). Au cours de la période 1979-2013, les décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire se sont

TABLEAU 9
Montant annuel des décaissements des prêts au titre du Programme ordinaire, par région, 1979-2013^a
Montants en millions d'USD

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	1979-2013
Afrique de l'Ouest et du Centre	61,4	62,3	57,8	61,8	64,4	66,8	66,0	74,4	94,2	74,8	1 306,9
Afrique orientale et australe	70,2	75,9	88,6	89,4	85,4	106,4	99,4	104,3	140,4	136,2	1 688,0
Asie et Pacifique	73,1	93,1	127,2	122,0	99,1	129,2	158,0	230,7	172,2	148,0	3 068,3
Amérique latine et Caraïbes	49,1	42,3	57,4	63,4	79,1	61,6	64,0	72,9	65,7	54,2	1 373,5
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	57,6	68,0	55,9	62,1	96,1	73,5	70,1	67,3	61,9	69,4	1 481,1
Total^b	311,4	341,6	386,9	398,7	424,1	437,5	457,5	549,6	534,5	482,6	8 917,8

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 10
Montant annuel des décaissements des dons au titre du CSD, par région, 2007-2013
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2007-2013
Afrique de l'Ouest et du Centre	-	1,1	1,9	8,5	23,3	36,2	49,2	120,3
Afrique orientale et australe	1,0	3,6	5,2	16,8	27,3	41,7	44,9	140,5
Asie et Pacifique	0,9	1,7	4,6	8,8	13,9	24,3	22,9	77,0
Amérique latine et Caraïbes	-	-	0,6	0,9	2,9	6,6	6,2	17,2
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	-	-	0,9	3,8	7,5	9,1	19,2	40,5
Dons au niveau mondial	0,1	0,1	0,6	0,7	1,4	0,5	-	3,4
Total^a	2,0	6,5	13,8	39,4	76,3	118,4	142,5	399,0

Source: Système prêts et dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

⁸ Le FIDA accorde des prêts assortis de quatre types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 40 ans); conditions durcies (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 20 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt variable équivalant à 50% du taux de référence et durée de remboursement de 20 ans); et conditions ordinaires (taux d'intérêt variable égal au taux de référence et durée de remboursement de 15 à 18 ans).

élevés en valeur cumulée à 8 917,8 millions d'USD (soit 76% des engagements effectifs) à la fin de 2013 (tableau 11), contre 8 435,2 millions d'USD (75% des engagements effectifs) à la fin de 2012.

Gestion de la trésorerie et politiques financières du FIDA

Le FIDA gère des investissements d'une valeur de 2,3 milliards d'USD au titre du programme de travail ordinaire, plus 0,7 milliard d'USD pour le compte de divers programmes supplémentaires et fonds d'affectation spéciale, ainsi que les flux de trésorerie qui s'y rattachent.

En 2013, le volume des mouvements de trésorerie a atteint les niveaux records de 6,0 milliards d'USD pour le Programme ordinaire et de 1,9 milliard d'USD pour les programmes supplémentaires et fonds d'affectation spéciale, soit une augmentation de 5% par rapport à 2012, et de 30% par rapport à la moyenne de la période couverte par la huitième reconstitution. Cet accroissement est essentiellement dû à l'expansion continue des activités des programmes ordinaires et supplémentaires et de celles financées par les fonds fiduciaires.

Nous avons procédé à un examen d'ensemble de la stratégie de placement afin de garantir la constante

disponibilité des liquidités nécessaires pour les décaissements et afin d'optimiser la rentabilité de nos placements dans la limite des paramètres de risque établis. Cet exercice avait pour but d'aligner les placements du FIDA sur la croissance des sorties de fonds nettes – croissance due à l'augmentation du programme de prêts et dons – et sur la faible perspective de rendement. En conséquence, des modifications ont été introduites, vers la fin de l'année, dans la politique de placement et la répartition des actifs.

Dans le cadre de nos efforts constants de renforcement de la gestion du risque, et dans le contexte de l'examen au niveau de l'institution de la continuité des opérations, le plan de continuité des opérations et ses modalités d'application ont été validés et consolidés. Afin d'améliorer encore l'efficacité, nous avons procédé à un examen des plans d'organisation des tâches pour repérer les processus transdivisionnels. Un nouveau logiciel a également été introduit pour faciliter la gestion de la conformité dans les opérations de placement et de trésorerie.

En tant que coprésident du Groupe de travail du réseau finances et budget sur les services de trésorerie communs, le FIDA continue de jouer un rôle de chef de file dans les initiatives prises à l'échelle du système des Nations Unies en vue d'améliorer l'efficacité

TABLEAU 11
Décaissement des prêts au titre du Programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2013^a
Montants en millions d'USD

	Particulièrement favorables	Intermédiaires	Ordinaires	Durcies	Total
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Montant	1 230,9	60,3	15,7	-	1 306,9
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	73	100	87	-	74
Afrique orientale et australe					
Montant	1 587,0	97,5	3,4	-	1 688,0
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	74	95	26	-	75
Asie et Pacifique					
Montant	2 630,3	422,9	15,1	-	3 068,3
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	78	86	7	-	76
Amérique latine et Caraïbes					
Montant	365,8	406,3	601,4	-	1 373,6
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	88	94	63	-	76
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Montant	833,6	400,1	237,7	9,7	1 481,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	90	71	69	22	74
Montant total	6 647,7	1 387,1	873,3	9,7	8 917,8
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	78	84	57	22	76

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

opérationnelle de ces services. La Division des services de trésorerie du FIDA héberge et administre le site web consacré à la communauté de pratiques des services de trésorerie des Nations Unies, qui demeure la principale plateforme d'interaction entre ces services.

Compte tenu de l'importance accordée, au niveau institutionnel, à la présence du FIDA dans les pays où nous intervenons, et du nombre croissant de bureaux de pays (voir la carte à l'intérieur de la couverture), des négociations commerciales et juridiques ont été menées à terme avec les banques remplissant les conditions requises, et un groupe de travail sur la décentralisation des bureaux de pays du FIDA a été chargé de trouver les moyens d'appuyer plus efficacement ces bureaux.

Approche et soutien du FIDA en matière d'allègement de la dette et de gestion de la dette

L'allègement de la dette et la gestion de la dette apportent une importante contribution à la réduction de la pauvreté. Au cours de l'année 2013, nous avons poursuivi notre soutien total au travail mené, au niveau international, pour chercher à résoudre le problème de la dette actuelle des pays pauvres, par le biais de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Nous avons aussi continué à utiliser notre Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) pour faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas, à l'avenir, une nouvelle dette.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont sensiblement progressé sur la voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 97% des pays répondant aux conditions requises (36 pays sur 38) ont franchi le point de décision,

et peuvent ainsi solliciter une aide du FIDA au titre de cette initiative. Trente-quatre pays ont désormais atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette – et deux en sont au stade intermédiaire entre le point de décision et le point d'achèvement.

Au total, nos engagements représentent à ce jour un allègement du service de la dette d'environ 572,3 millions d'USD en valeur nominale. Au 31 décembre 2013, le FIDA avait accordé aux 34 pays parvenus au point d'achèvement des allègements de dette d'un montant total de 419,7 millions d'USD.

Au cours de l'année 2013, les dons au titre du CSD ont représenté près de 19% de la valeur totale des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement. Onze dons ont été approuvés, pour un montant total de 136,2 millions d'USD (tableau 7).

Des participants au programme travaillent dans des petites parcelles de production de légumes dans le village de Bac Giang, province de Ha Tinh →
Viet Nam: Programme d'amélioration de la participation des pauvres aux marchés dans les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh
©FIDA/Susan Beccio



Récompenses

Récompenses du personnel

Nous désignons, chaque année, des collègues auxquels nous attribuons des récompenses pour leur remarquable performance. Notre toute première réunion mondiale du personnel, qui a réuni pendant deux jours plus de 600 membres du personnel du FIDA venus de toutes les régions du monde, pour une manifestation visant à renforcer l'esprit d'équipe, s'est conclue par la cérémonie de remise des prix 2013.

Les récompenses ont été attribuées à nos collègues pour leurs contributions exceptionnelles dans l'une des quatre catégories suivantes:

- leadership – à n'importe quel niveau de l'organisation
- innovation ou initiative extraordinaire
- facilitation du changement
- respect des valeurs fondamentales du FIDA: culture du résultat, intégrité, professionnalisme et respect.



Le Vice-Président adjoint, Kevin Cleaver, reçoit la reconnaissance présidentielle lors de la réunion mondiale du personnel, en 2014

©FIDA/Flavio Ianniello



Plus de 600 membres du personnel étaient présents à la cérémonie d'ouverture de la première réunion mondiale du personnel du FIDA

©FIDA/Flavio Ianniello

Leadership

Abdelhamid Abdouli
Allegra Saitto

Projet novateur/ initiative extraordinaire

Antonella Cordone

Équipe SPD:

Sunil Abishaikh
Gabriella Donzelli
James Ewing
Daniela Frau
Tiziana Galloni
Simone Giorgi
David Hartcher
Saman Karunaratne
Alessandro Lembo
Andrea Marchetti
Allegra Saitto

Équipe MFEF:

Pedro De Vasconcelos
Rosanna Faillace
Mauro Martini

Facilitation du changement

Lucy Gizzi
Irene Li

Valeurs fondamentales du FIDA

Sennai Kebedom
Mayte Illan Rives
Atsuko Toda

Reconnaissance présidentielle

Kevin Cleaver

Mention honorable

Alessandra Casano, de l'équipe MFEF
Carla De Donato, Kim Harvey et Fabrizio Forte pour
les gestes accomplis à la suite d'un accident de la
circulation qui s'est produit devant le siège du FIDA
en novembre 2013.



Les membres du personnel récompensés en 2013, avec le Président du FIDA (de gauche à droite): Sunil Abishaikh, Tiziana Galloni, Lakshmi Menon, Simone Giorgi, Allegra Saitto, Alessandro Lembo, Daniela Frau, Antonella Cordone, Andrea Marchetti, Gabriella Donzelli, Abdelhamid Abdouli, Sennai Kebedom, Kanayo F. Nwanze, Mayte Illan Rives, Atsuko Toda, David Hartcher, Irene Li, Lucy Gizzi, Pedro De Vasconcelos, Rosanna Faillace, Mauro Martini

Récompenses obtenues par le FIDA

Au cours de l'année 2013, le FIDA a reçu un certain nombre de récompenses, attribuées par les gouvernements d'États membres et témoignant d'une sensibilisation croissante au développement agricole et au travail du FIDA. En avril, le FIDA et ses deux institutions sœurs ayant leur siège à Rome – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial – ont été faits **citoyens honoraires de la ville de Rome**, en reconnaissance de leur engagement constant dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Le travail accompli par les trois institutions à l'appui de la sécurité alimentaire et du développement durable, et pour améliorer les conditions de vie des populations rurales, a été également reconnu.

En juillet, le Département du Trésor des États-Unis a attribué son **Prix d'excellence en matière d'impact sur le développement** au FIDA et à la Banque africaine de développement pour un projet conjoint réalisé dans une zone rurale de l'Ouganda et qui améliore l'infrastructure et l'accès au marché, établit un lien entre les petits exploitants agricoles et les marchés, et les aide à devenir plus compétitifs. Également au mois de juillet, le FIDA a reçu un **témoignage officiel de satisfaction** du Président du bureau régional de l'Association des Municipalités du Niger, à Maradi.

Au cours d'un voyage en Amérique latine, au mois d'août, le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a reçu le **Diploma de la Ciudad** (Diplôme de la ville) du district municipal de Sibayo, province de Caylloma, à Arequipa, au Pérou. Le FIDA a également reçu un témoignage de reconnaissance du Président de la République et du Secrétaire d'État du Honduras pour la précieuse contribution du FIDA au secteur agroalimentaire de ce pays.

À Sri Lanka, le Programme post-tsunami de remise en état et de gestion des ressources dans les zones côtières, appuyé par le FIDA, a été désigné, en octobre, **Projet de l'année 2013** par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

Ce programme, financé conjointement par le FIDA et le Gouvernement de Sri Lanka, a été choisi pour sa planification détaillée et son efficacité, et félicité pour sa réalisation et sa performance.

Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) s'est vu attribuer au mois de novembre le statut d'**activité phare pour 2013, dans le contexte de l'Élan pour le changement**, pour ses travaux novateurs en matière d'utilisation du financement destiné à l'adaptation au changement climatique et apportant des avantages sociaux et économiques aux petits exploitants agricoles. Ce prix est attribué par le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Sur le plan interne, nous avons créé en 2013 un **Prix pour l'égalité entre les sexes**, afin de faire progresser nos efforts dans ce domaine. Le prix doit distinguer les projets qui contribuent le mieux à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et à autonomiser les femmes dans chaque région. Les projets récompensés ont été les suivants: le Projet de gestion communautaire des ressources dans le Sunamganj, au Bangladesh (Asie et Pacifique), le Programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts, en Ouganda (Afrique orientale et australe), le Projet de développement rural et de modernisation pour la région Est, en El Salvador (Amérique latine et Caraïbes), le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan, au Soudan (Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe), et le Programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord, au Ghana (Afrique de l'Ouest et du Centre).

Saahakeyan Marinè, 29 ans, dirige le laboratoire de la société Wines 365 à Erevan →

Arménie: Programme en faveur de l'accès des agriculteurs aux marchés

©FIDA/Marco Salustro



RÉSUMÉ DES PROGRAMMES, PROJETS ET DONNS POUR 2013

Programmes et projets

On trouvera des informations sur les programmes et projets inscrits dans la réserve à l'adresse: <http://www.ifad.org/operations/pipeline/index.htm>

Afrique de l'Ouest et du Centre

GUINÉE: Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles (PNAFA) – extension Basse-Guinée et Faranah

La zone d'intervention du PNAFA sera élargie aux huit préfectures de la Basse-Guinée et aux trois préfectures (Faranah, Dabola et Dinguiraye) de la région administrative de Faranah, permettant ainsi d'en faire un programme d'envergure nationale à partir de 2014. Le PNAFA – extension Basse-Guinée et Faranah appuiera les filières riz et maraîchage, qui sont les filières vivrières clés des petits producteurs agricoles dans la zone ciblée. La filière rizicole a récemment connu une expansion significative au cours des dernières années, et la production locale gagne des parts de marché face aux importations, mais le potentiel d'augmentation de la production et de modernisation de la transformation et de la commercialisation reste encore sous-exploité.

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

15,2 millions de DTS (approximativement 23,0 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 40,1 millions d'USD, dont 4,2 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 2,2 millions d'USD par les bénéficiaires, 4,2 millions d'USD par le Fonds saoudien pour le développement et 0,6 million d'USD par CAFODEC Finances SA

Nombre approximatif de personnes concernées: 55 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

MALI: Projet de formation professionnelle, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux (FIER)

Le projet FIER sera d'abord testé dans deux régions, celles de Koulikoro et de Sikasso, pendant 18 mois et ensuite étendu à d'autres régions après l'examen à mi-parcours, en consultation avec le gouvernement. À terme, le projet couvrira l'ensemble du territoire. Un appui sera fourni aux jeunes, en particulier les jeunes femmes, qui souffrent d'un manque de capacités techniques et de gestion et d'accès au financement pour s'engager dans de nouvelles activités génératrices de revenus. Les organisations de producteurs, qui ont aussi été associées à la formulation du projet, contribueront à certaines activités comme la facilitation et la formation, et bénéficieront d'un appui spécifique qui leur permettra de répondre à la demande, de la part des jeunes, d'une plus grande participation.

Montant du prêt: 10,8 millions de DTS (approximativement 16,6 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

10,8 millions de DTS (approximativement 16,6 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 52,1 millions d'USD, dont 4,1 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 4,0 millions d'USD par les bénéficiaires, 8,5 millions d'USD par le Projet d'encouragement à la productivité agricole et 2,4 millions d'USD par des systèmes financiers décentralisés

Nombre approximatif de personnes concernées: 100 000 bénéficiaires

Supervision directe par le FIDA

NIGÉRIA: Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane

Le programme ciblera les ménages moyennement pauvres et les "plus pauvres" dans les sept États de la zone de savane du Nigéria. Il a pour objectifs de promouvoir un accroissement durable de la productivité des petits exploitants, en particulier les femmes et les jeunes, et d'améliorer leur accès aux marchés des intrants et des produits. L'investissement accru dans les filières des produits de base devrait aussi créer des possibilités d'emploi. Les activités menées au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) seront axées sur le renforcement de la capacité d'adaptation aux aléas climatiques dans les zones particulièrement exposées, qui ont été repérées grâce à l'analyse de la vulnérabilité face au changement climatique.

Montant du prêt: 45,7 millions de DTS (approximativement 70,0 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

0,31 million de DTS (approximativement 0,48 million d'USD)

Don de l'ASAP: 15,0 millions d'USD

Coût total du programme: estimé à 93,6 millions d'USD, dont 5,75 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 1,4 million d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 1,4 million de bénéficiaires

Supervision directe par le FIDA

SÉNÉGAL: Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA) – extension

Le PAFA couvre le bassin arachidier centre et nord, et la région agropastorale de Louga, représentant ensemble 27% de la superficie totale du pays. L'extension s'appuiera sur les résultats obtenus à ce jour pour l'amélioration des moyens de subsistance des familles paysannes de ces régions. Elle ciblera également les microentreprises et les petites entreprises dans les filières pertinentes, et associera dans la mesure du possible les jeunes, les femmes et les ménages vulnérables. Cette extension devrait améliorer la sécurité alimentaire, accroître les revenus des petits producteurs et créer des emplois pour les populations rurales au sein des groupes cibles.

Montant du prêt: 22,6 millions de DTS (approximativement 35,0 millions d'USD)

Coût total du projet: 51,2 millions d'USD, dont 13,1 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 3,0 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 25 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

SIERRA LEONE: Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire (RFCIP) – Phase II

L'objectif du programme est de réduire durablement la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire des ménages. Il contribuera au développement du secteur agricole par le biais d'une amélioration de l'accès aux services financiers ruraux. Afin de combler les lacunes dans les districts non couverts par la première phase du programme et de consolider les progrès accomplis, la Phase II du RFCIP transposera le programme à l'échelle nationale et établira des liens avec d'autres projets appuyés par le FIDA et d'autres donateurs. Ces liens renforceront et développeront le système financier rural pour lui permettre de continuer à répondre, à long terme, aux besoins des collectivités rurales.

Montant du prêt: 7,4 millions de DTS (approximativement 11,2 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

7,4 millions de DTS (approximativement 11,2 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 38,1 millions d'USD, dont 4,5 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 3,5 millions d'USD par les bénéficiaires, 6,9 millions d'USD par le National Social Security and Insurance Trust ou un autre donateur et 1,0 million d'USD par la Société financière internationale

Nombre approximatif de personnes concernées: 285 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

Afrique orientale et australe

ÉTHIOPIE: Troisième projet de développement des communautés pastorales

Le projet améliorera l'accès des pasteurs et des agropasteurs aux services sociaux et financiers, ce qui devrait contribuer à accroître et stabiliser leurs revenus, favoriser l'amélioration de leur situation en matière de santé et de nutrition, et faciliter l'accès à l'éducation. Par l'intermédiaire du projet, les communautés auront aussi accès à des services consultatifs qui les aideront à recenser les possibilités d'investissement durable et à renforcer leur résilience face aux risques environnementaux graves. Un appui technique sera fourni pour renforcer et/ou diversifier les systèmes de production et encourager l'innovation. Le projet renforcera également la capacité des pasteurs de participer à la concertation sur les politiques et aux processus décisionnels concernant particulièrement les questions de développement de leur communauté.

Cette troisième phase, qui constitue une reproduction à plus grande échelle du Projet de développement des communautés pastorales, mobilise 110,0 millions d'USD provenant de l'Association internationale de développement (IDA) et devrait étendre la couverture du projet à la plupart des districts pastoraux et agropastoraux de l'Éthiopie.

Montant du prêt: 55,3 millions de DTS (approximativement 85,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 210,2 millions d'USD, dont 1,0 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 14,2 millions d'USD par les bénéficiaires et 110,0 millions d'USD par l'IDA

Nombre approximatif de personnes concernées: 600 000 ménages

Supervision directe par le FIDA et la Banque mondiale

UGANDA: Projet en faveur de l'accès aux services financiers des populations rurales qui en sont habituellement exclues

L'objectif du projet est de développer des institutions financières durables pour desservir les communautés rurales et permettre aux ménages ruraux des zones les plus pauvres et les plus éloignées du pays d'améliorer leurs activités économiques et leurs moyens de subsistance. Il ciblera les personnes exclues des services financiers qui perçoivent des revenus monétaires mais n'ont accès à aucun service financier, formel ou informel. Le projet investira aussi dans le renforcement des capacités des associations d'épargne et de crédit à assise communautaire ayant le potentiel nécessaire pour devenir autonomes. Outre la promotion de l'inclusion sociale, l'accès accru aux services financiers devrait générer de l'épargne, soutenir les prêts et contribuer à la dynamisation de l'économie rurale.

Montant du prêt: 19,3 millions de DTS (approximativement 29,0 millions d'USD)

Montant du don: 1,0 million d'USD

Coût total du projet: estimé à 36,6 millions d'USD, dont 4,9 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 1,4 million d'USD par les bénéficiaires et 0,25 million d'USD à titre de cofinancement par l'Association des coopératives du Canada (bénéficiaire du don)

Nombre approximatif de personnes concernées: 576 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

RWANDA: Projet d'appui à des pratiques après récolte et à un secteur agroalimentaire

Dans la phase initiale, dix districts seront choisis sur la base de trois critères: incidence de la pauvreté, potentiel de développement de filières, et superficie consacrée à des cultures spécifiques. Le projet se focalisera sur les petits exploitants agricoles qui participent déjà au programme gouvernemental d'intensification des cultures, et leur permettra de recueillir une part plus importante de la valeur de leur production. Un don de l'ASAP viendra appuyer la démonstration d'approches de la résilience climatique utiles aux pauvres et que les industries agroalimentaires peuvent adopter dans les phases après récolte de la production végétale et laitière. Le projet devrait contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire face aux incertitudes climatiques croissantes.

Montant du prêt: 8,8 millions de DTS (approximativement 13,4 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

8,8 millions de DTS (approximativement 13,4 millions d'USD)

Don de l'ASAP: 7,0 millions d'USD

Coût total du projet: estimé à 83,3 millions d'USD, dont 3,4 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 11,5 millions d'USD par les bénéficiaires et 34,5 millions d'USD par des institutions financières nationales et le secteur privé à titre de cofinancement (cible)

Nombre approximatif de personnes concernées: 32 400 ménages

Supervision directe par le FIDA

SEYCHELLES: Projet d'innovations locales compétitives pour l'agriculture paysanne

Le projet a pour objectif de promouvoir la croissance économique et l'emploi équitables favorables aux ruraux pauvres – principalement sur les trois îles de La Digue, Mahé et Praslin, où vit la grande majorité de la population – par l'appui à des pratiques agricoles et de pêche durables. Il doit accroître et diversifier l'accès au marché pour les petits exploitants agricoles et pêcheurs, promouvoir des technologies rentables de production à petite échelle, créer des microentreprises agricoles et des emplois, et contribuer à l'amélioration de l'infrastructure. Le projet renforcera aussi la capacité des parties prenantes institutionnelles publiques et privées qui offrent des services au groupe cible.

Montant du prêt: 2,0 millions de DTS (approximativement 3,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 3,7 millions d'USD, dont 0,3 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 0,1 million d'USD par les bénéficiaires et approximativement 0,3 million d'USD par des cofinanceurs (0,1 million d'USD par le secteur privé et 0,2 million d'USD par d'autres donateurs)

Nombre approximatif de personnes concernées: 2 000 participants (paysans, pêcheurs) et 7 500 autres ménages

Supervision directe par le FIDA

ZAMBIE: Programme d'élargissement du financement rural

Le programme est de portée nationale, mais la priorité sera accordée aux zones non desservies, ou insuffisamment desservies, par les services financiers. On trouvera, parmi les institutions participantes, des prestataires de services financiers disposés à élargir leurs opérations, ainsi que d'autres prestataires de services capables de développer des institutions financières à assise communautaire. Le programme sera principalement axé sur les microentrepreneurs, les propriétaires de petites entreprises et les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes et les jeunes. Il prendra pour base de départ le Programme de financement rural financé par le FIDA, achevé en septembre 2013.

Montant du prêt: 5,5 millions de DTS (approximativement 8,4 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 26,3 millions d'USD, dont 2,6 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 3,3 millions d'USD par les institutions participantes, et 9 millions d'EUR (approximativement 8,4 millions d'USD) à titre de cofinancement par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

Nombre approximatif de personnes concernées: 140 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

Asie et Pacifique

BANGLADESH: Projet d'adaptation au changement climatique et de protection des moyens de subsistance

Le projet reproduira à plus grande échelle les réponses au changement climatique mises en œuvre avec succès dans le cadre du Projet d'amélioration de l'infrastructure et des moyens de subsistance dans les *haor* (HILIP), appuyé par le FIDA et en cours d'exécution depuis 2012. Il introduira un certain nombre d'innovations, comme la mise au point de systèmes robustes et peu coûteux de protection des villages utilisant exclusivement des matériaux locaux, et la promotion de filières résilientes au changement climatique. Le projet, financé par un don de l'ASAP, permettra d'amplifier la concertation sur les politiques entreprise dans le cadre du HILIP, et développera la capacité et le savoir requis pour aider les communautés à protéger leurs moyens de subsistance et à faire face aux chocs climatiques.

Don de l'ASAP: 15,0 millions d'USD

Coût total du projet: estimé à 15,0 millions d'USD

Nombre approximatif de personnes concernées: 240 600 personnes

Supervision directe par le FIDA

BANGLADESH: Projet d'infrastructure côtière résistante aux aléas climatiques

Le projet renforcera la résilience des petits exploitants agricoles, des petits commerçants, des microentrepreneurs, des personnes sans terre et des femmes démunies, et améliorera leur sécurité alimentaire et leurs revenus. À cet effet, le projet mettra l'accent sur l'amélioration de la connectivité des routes pour les personnes vivant dans un certain nombre de districts du sud-ouest du Bangladesh, en facilitant leur accès aux marchés et aux services sociaux, et en améliorant la commercialisation de la production obtenue sur les exploitations ou hors exploitations. Le projet accroîtra aussi la capacité des communautés de s'adapter au changement climatique, par exemple en renforçant leur capacité de faire face à l'instabilité des conditions climatiques et en répondant à leurs besoins fondamentaux dans les périodes de chocs climatiques, et en veillant à ce que les routes soient conformes aux normes de résistance aux aléas climatiques.

Montant du prêt: 26,1 millions de DTS (approximativement 39,5 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette: 0,7 million de DTS (approximativement 1,0 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 150,0 millions d'USD, dont 31,2 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 50,0 millions d'USD par la Banque asiatique de développement à titre de cofinancement, 8,8 millions d'USD par l'Institut allemand de crédit pour la reconstruction et 19,5 millions d'USD par d'autres cofinanceurs (à déterminer)

Nombre approximatif de personnes concernées: 235 000 ménages, soit 3,5 millions de personnes

Supervision directe par le FIDA

CHINE: Projet de développement des petites entreprises agroalimentaires à Shiyang

Le projet sera exécuté dans la région de Shiyang, zone de montagnes et de collines dans la province de Hubei où le taux de pauvreté, supérieur à la moyenne, résulte de causes multiples: ressources foncières limitées, infrastructure médiocre, absence d'accès à la technologie, et catastrophes naturelles fréquentes. Le projet procurera des actifs productifs, développera une agriculture commerciale grâce à un accès à des filières améliorées et à des marchés rémunérateurs, et favorisera le développement de coopératives favorables aux pauvres et celui de prestataires de services financiers et agricoles en milieu rural. Le projet devrait donner aux petits paysans les moyens de participer à l'agriculture commerciale et d'améliorer durablement leurs moyens de subsistance.

Montant du prêt: 28,5 millions de DTS (approximativement 43,8 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 116,9 millions d'USD, dont 20,1 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 24,5 millions d'USD par les bénéficiaires et 28,5 millions d'USD par les banques partenaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 255 000 ménages soit 1,02 million de personnes

Supervision directe par le FIDA

PAKISTAN: Projet d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage

Le projet a pour but d'accroître les moyens de subsistance des ménages pauvres de la partie occidentale du Pendjab – zone où subsistent encore de profondes poches de pauvreté – grâce à l'amélioration de la productivité du secteur de l'élevage, qui possède un potentiel à ce jour largement inexploité. Il cherchera à surmonter les principaux obstacles freinant ce secteur, comme les taux élevés de mortalité et de maladie des animaux, l'accès limité aux marchés, et l'absence d'un cadre solide d'action des pouvoirs publics, réglementaire et institutionnel.

Montant du prêt: 22,4 millions de DTS (approximativement 34,5 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

0,4 million de DTS (approximativement 0,6 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 40,8 millions d'USD, dont 3,4 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 1,9 million d'USD par les bénéficiaires, et 0,5 million d'USD à titre de cofinancement par les administrations municipales; un financement rétroactif d'un montant de 0,2 million d'USD sera fourni pour les dépenses admissibles

Nombre approximatif de personnes concernées: 112 500 ménages

Supervision directe par le FIDA

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO: Programme en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'intégration aux marchés dans le sud du Laos

Le programme ciblera cinq districts, répartis sur trois provinces méridionales et comptant parmi les plus pauvres du pays. Son objectif consiste à assurer la durabilité de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à accroître les revenus des ménages dans la zone du programme. Le programme vise à intensifier et diversifier les systèmes de culture afin d'améliorer la nutrition ainsi que la productivité et la qualité des cultures vivrières et des cultures de rente. Il appuiera l'établissement, entre les paysans et des entreprises privées, de partenariats garantissant aux agriculteurs des prix justes et rémunérateurs. Le programme aidera aussi, entre autres, les paysans à obtenir un accès à la finance, élaborer des plans d'entreprise et conclure des arrangements contractuels.

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

6,47 millions de DTS (approximativement 9,72 millions d'USD)

Coût total du programme: estimé à 12,3 millions d'USD, dont 0,6 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 0,5 million d'USD par les bénéficiaires, 1,5 million d'USD à titre de cofinancement par le secteur privé et les banques privées et 348 000 USD par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat); un financement rétroactif d'un montant de 0,6 million d'USD sera fourni pour les dépenses admissibles

Nombre approximatif de personnes concernées: 10 500 ménages, soit 63 000 bénéficiaires directs

Supervision directe par le FIDA

VIET NAM: Projet en faveur de l'adaptation au changement climatique dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong

Le projet sera mis en œuvre dans les provinces de Ben Tre et de Tra Vinh, où la hausse des températures sur le littoral, la progression des remontées salines et l'irrégularité du régime des précipitations entraînent la modification du débit des fleuves et l'érosion des berges. Cette évolution se traduit par une diminution des quantités d'eau potable disponible, des pertes dans l'aquaculture, l'élevage et les cultures annuelles et pérennes, et la surexploitation des ressources en eaux souterraines. Le projet renforcera les savoirs en matière de changement climatique et appuiera la planification et d'autres mesures permettant de neutraliser ces problèmes et de donner aux communautés de la zone du projet la possibilité de parvenir à des moyens de subsistance durables.

Montant du prêt: 14,3 millions de DTS (approximativement 22,0 millions d'USD)

Don de l'ASAP: 12,0 millions d'USD

Coût total du projet: estimé à 49,3 millions d'USD, dont 7,6 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national et 7,8 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 30 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

VIET NAM: Projet de développement rural durable au profit des populations pauvres des provinces de Ha Tinh et Quang Binh

L'objectif de développement du projet est d'investir dans des modèles de développement rural intelligents face au climat, équitables sur le plan social et rentables, capables de promouvoir des filières commerciales et des chaînes de valeur favorables aux pauvres et des entreprises rurales plus compétitives dans les zones de hautes terres des provinces de Ha Tinh et de Quang Binh. Il se focalisera sur les ménages ruraux pauvres disposant de ressources en terre et en main-d'œuvre; les ruraux pauvres non qualifiés et sans emploi; les minorités ethniques ne disposant ni de revenus ni de compétences; les personnes sans terre; et les petits négociants ruraux et entrepreneurs participant aux filières. Le projet appuiera également le développement de services financiers plus inclusifs, et financera la création de groupes d'épargne et de crédit féminins.

Montant du prêt: 14,9 millions de DTS (approximativement 22,5 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette: 0,3 million de DTS (approximativement 0,5 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 46,2 millions d'USD, dont 6,2 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 7,0 millions d'USD par les bénéficiaires et 10,0 millions d'USD (7,9 millions d'EUR) à titre de cofinancement par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

Nombre approximatif de personnes concernées: 61 200 ménages

Supervision directe par le FIDA

Amérique latine et Caraïbes

BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE): Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie avec un financement provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ACCESOS-ASAP)

Le programme ACCESOS-ASAP financera des activités visant à accroître la résilience et à appuyer la planification, l'adaptation et l'atténuation du risque dans 15 municipalités considérées comme particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique. La population de la zone cible est en majorité (70%) autochtone – Quechuas, Aymaras et Guaranis. Les activités viendront en complément de celles conduites au titre du programme ACCESOS, qui a débuté en 2013. ACCESOS-ASAP appuiera les petits exploitants confrontés à de fréquents phénomènes de sécheresse ou d'inondations et les salariés agricoles privés d'accès sécurisé à la terre ou à l'emploi. Il augmentera la capacité des ménages participants de s'adapter au changement climatique, ce qui devrait se traduire par une plus grande sécurité de la production agricole, une augmentation des revenus et une amélioration de la nutrition.

Don de l'ASAP: 10,0 millions d'USD

Coût total du programme: estimé à 13,4 millions d'USD, dont 1,4 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 1,1 million d'USD par les municipalités et 0,4 million d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 11 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

BRÉSIL: Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia

Le projet sera exécuté dans 30 communes situées dans la zone semi-aride du nord de l'État de Bahia, où les taux de pauvreté et de vulnérabilité sont élevés. Il consolidera certaines des activités économiques conduites dans le cadre du Projet *Gente de Valor*, achevé en 2012. Le projet visera à développer le capital humain et social, augmenter les taux de production, accroître la génération de revenus et créer des emplois agricoles et non agricoles. Il travaillera avec les petites coopératives et les organisations paysannes ayant un potentiel de croissance pouvant se concrétiser à court terme.

Montant du prêt: 29,3 millions de DTS (approximativement 45,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 105,8 millions d'USD, dont 50,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement de l'État de Bahia et 10,8 millions d'USD par les bénéficiaires

Nombre approximatif de personnes concernées: 70 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

BRÉSIL: Coordination et concertation sur les politiques publiques au profit de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans la zone semi-aride de la région du Nordeste au Brésil (Projet Dom Hélder Câmara)

Le projet a pour zone cible principale la zone semi-aride de la région du Nordeste, au Brésil, où vit une grande partie des personnes extrêmement pauvres du pays. Il a pour objet de renforcer la mise en œuvre des politiques publiques, de reproduire les expériences réussies de projets antérieurs du FIDA, et d'améliorer et d'accroître la production rurale et les revenus des ménages. Il s'appuie sur les enseignements tirés de la première phase du Projet *Dom Hélder Câmara*, qui s'est achevée en 2010, de sorte que les innovations ayant donné de bons résultats au cours de cette phase puissent être diffusées et reproduites à plus grande échelle parmi les bénéficiaires de ce projet et d'autres projets du FIDA en cours d'exécution. Le projet contribuera à une meilleure coordination entre les agences gouvernementales dans la mise en œuvre des politiques publiques, et à l'accès des communautés rurales aux programmes publics en faveur de l'agriculture familiale. Il augmentera aussi la capacité des populations rurales pauvres et de leurs organisations d'exercer une influence sur les politiques et les institutions ayant une incidence sur leurs moyens de subsistance.

Montant du prêt: 2,0 millions de DTS (approximativement 3,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 125,3 millions d'USD, dont 82,1 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 25,2 millions d'USD par les bénéficiaires et 11,4 millions d'EUR (approximativement 15,0 millions d'USD) à titre de cofinancement par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

Nombre approximatif de personnes concernées: 74 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

CUBA: Projet de développement rural coopératif dans la région orientale (PRODECOR)

Le projet appuiera la modernisation de l'agriculture à Cuba. Il augmentera la production et la productivité, essentiellement du maïs et des haricots, dans 18 municipalités de la région orientale, et améliorera les conditions de vie des familles paysannes organisées en coopératives. Le projet renforcera aussi la capacité des coopératives de petits exploitants et des prestataires de services agricoles en matière de gestion commerciale et de production durable, notamment par le biais de la formation et de l'introduction de technologies de manutention après récolte.

Montant du prêt: 6,85 millions de DTS (approximativement 10,2 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

0,34 million de DTS (approximativement 0,5 million d'USD)

Coût total du projet: estimé à 45,3 millions d'USD, dont 7,6 millions de CUP (approximativement 7,6 millions d'USD) seront apportés par le gouvernement national et 20,8 millions d'EUR (approximativement 27,0 millions d'USD) à titre de cofinancement par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

Nombre approximatif de personnes concernées: 13 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

HONDURAS: Projet d'appui à la compétitivité et au développement durable dans la région frontalière du Sud-Ouest (PRO-LENCA)

Le projet sera mis en œuvre dans 42 municipalités des départements d'Intibucá, de La Paz et de Lempira choisies sur la base de plusieurs critères: incidence de la pauvreté, degré de vulnérabilité sociale et environnementale, présence de peuples autochtones, disponibilité de ressources agricoles, et existence de marchés. L'objectif du projet est d'accroître les revenus et les possibilités d'emploi, et d'améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie de la population rurale pauvre. L'accent sera mis sur l'appui aux petits exploitants agricoles, aux artisans ruraux, aux petits marchands et microentrepreneurs, et en particulier les femmes, les jeunes et les groupes autochtones.

Montant du prêt: 9,5 millions de DTS (approximativement 14,3 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 34,1 millions d'USD, dont 1,3 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 4,0 millions d'USD par les bénéficiaires et approximativement 14,5 millions d'USD à titre de cofinancement par le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international et d'autres cofinanceurs

Nombre approximatif de personnes concernées: 13 500 ménages

Supervision directe par le FIDA

NICARAGUA: Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA)

Le projet sera axé sur la culture du café et ciblera les ménages membres de coopératives regroupant des producteurs familiaux, et les familles appartenant aux groupes autochtones et afro-antillais. Le projet a pour objectif de contribuer à améliorer les revenus et la qualité de vie des familles rurales en accroissant leur part dans la valeur ajoutée du café et du cacao produits, en leur facilitant l'accès aux marchés, et en renforçant leur résilience face aux impacts du changement climatique. Les ménages participants seront ainsi en mesure de contribuer au développement socioéconomique du pays.

Montant du prêt: 5,3 millions de DTS (approximativement 8,0 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

5,3 millions de DTS (approximativement 8,0 millions d'USD)

Don de l'ASAP: 5,3 millions de DTS (approximativement 8,0 millions d'USD)

Coût total du projet: estimé à 37,0 millions d'USD, dont 3,3 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 2,6 millions d'USD par les bénéficiaires et

7,0 millions d'USD à titre de cofinancement par la Banque centraméricaine d'intégration économique ou un autre prêteur/institution financière

Nombre approximatif de personnes concernées: 40 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

DJIBOUTI: Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêche côtières

Le programme sera mis en œuvre dans des zones identifiées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement comme étant des zones multirisque affectées par les effets du changement climatique. L'objectif global du programme est d'appuyer les ménages pauvres et vulnérables des zones côtières rurales affectées par le changement climatique afin d'améliorer leur résilience et de promouvoir la gestion participative des ressources marines. Les travaux de conservation et d'utilisation durable des ressources côtières appuyés par le biais du programme renforceront la résilience des habitants des zones côtières. Le programme encouragera aussi la gestion des filières régionales des pêches, qui constituent la principale activité économique, et développera leur capacité de concertation sur les politiques afin de garantir la prise en compte des considérations climatiques dans les stratégies nationales.

Montant du prêt: 2,75 millions de DTS (approximativement 4,1 millions d'USD)

Don de l'ASAP: 6,0 millions d'USD

Coût total du programme: estimé à 13,3 millions d'USD, dont 2,8 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 0,04 million d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 0,1 million d'USD par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'équivalent de 0,24 million d'USD (Vivres contre travail) par le Programme alimentaire mondial, 0,2 million d'USD par le Centre d'études et de recherches djiboutien (CERD) et 0,08 million d'USD par les caisses d'épargne et de crédit

Nombre approximatif de personnes concernées: 15 300 ménages

Supervision directe par le FIDA

KIRGHIZISTAN: Programme de développement de l'élevage et des marchés – Phase II

Le programme constitue une extension géographique du précédent Programme de développement de l'élevage et des marchés aux régions de Batken, Jalal-Abad et Osh, avec un financement de l'ASAP qui contribuera à intégrer les mesures d'adaptation au changement climatique dans les plans communautaires de gestion des pâturages. Son objectif est d'améliorer la productivité de l'élevage, de diversifier les sources de revenus et de renforcer la résilience des communautés d'éleveurs face au changement climatique. Le programme sera axé sur l'appui aux ménages d'éleveurs, aux ménages particulièrement vulnérables et aux ménages dirigés par une femme, et sur le renforcement des capacités des vétérinaires communautaires afin d'améliorer la santé et la nutrition animales dans les zones cibles.

Montant du prêt: 7,2 millions de DTS (approximativement 11,0 millions d'USD)

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

7,2 millions de DTS (approximativement 11,0 millions d'USD)

Don de l'ASAP: 10,0 millions d'USD

Coût total du programme: estimé à 39,5 millions d'USD, dont 0,3 million d'USD seront apportés par le gouvernement national, 7,1 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 0,2 million d'USD par l'Association républicaine des unions d'usagers des pâturages

Nombre approximatif de personnes concernées: 300 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA: Programme sans exclusive de croissance économique rurale et d'adaptation au changement climatique

Le programme appuiera l'introduction de pratiques agricoles plus résilientes au changement climatique et le renforcement de filières agricoles sans exclusive. Il améliorera l'accès des microentreprises, des petites et moyennes entreprises et des jeunes entrepreneurs aux services financiers. Il renforcera aussi la résilience du secteur rural par le développement d'infrastructures (approvisionnement en eau, routes rurales et marchés ruraux, par exemple) mieux en mesure de résister aux chocs climatiques et économiques. Le programme couvrira toutes les zones rurales de la République de Moldova, à l'exception des interventions en matière de changement climatique, qui seront focalisées sur les zones les plus vulnérables, principalement dans les parties centrale et méridionale du pays.

Montant du prêt: 10,5 millions de DTS (approximativement 16,1 millions d'USD)

Montant du don: 0,3 million de DTS (approximativement 0,5 million d'USD)

Coût total du programme: estimé à 46,3 millions d'USD, dont 11,0 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 7,5 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 5,0 millions d'USD par l'Agence danoise pour le développement international, 4,3 millions d'USD par le Fonds pour l'environnement mondial et 1,9 million d'USD par les institutions financières participantes

Nombre approximatif de personnes concernées: 24 000 ménages, soit 62 000 personnes

Supervision directe par le FIDA

YÉMEN: Programme en faveur de la croissance rurale

Le programme reproduira à plus grande échelle les activités couronnées de succès de trois projets financés par le FIDA au Yémen, dont deux ont été clôturés. L'exécution débutera dans cinq gouvernorats vulnérables au changement climatique et caractérisés par une forte densité de population et par des taux élevés de pauvreté rurale et d'insécurité alimentaire – Al Dhala, Dhamar, Hodeida, Lahej et Taiz. Lorsqu'un financement sera disponible, le programme sera étendu à d'autres gouvernorats. Il a pour principaux objectifs d'autonomiser les communautés rurales, en particulier les femmes, de diversifier les moyens de subsistance, d'améliorer la gestion des ressources naturelles, et de favoriser le développement d'infrastructures plus résilientes.

Montant du don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:

9,76 millions de DTS (approximativement 15,0 millions d'USD)

Don de l'ASAP: 10,2 millions d'USD

Coût total du programme: estimé à 127,4 millions d'USD, dont 9,3 millions d'USD seront apportés par le gouvernement national, 21,0 millions d'USD par les bénéficiaires et, à titre de cofinancement, 12,8 millions d'USD par le Fonds pour la promotion de la production agricole et halieutique, 16,1 millions d'USD par l'Union européenne, 10,0 millions d'USD par le Fonds pour l'environnement mondial, 15,4 millions d'USD par la Banque islamique de développement et 17,7 millions d'USD par des banques/institutions de microfinance

Nombre approximatif de personnes concernées: 176 000 ménages

Supervision directe par le FIDA

Dons

Les dons du FIDA apportent un appui à l'élaboration et l'application d'approches et de technologies innovantes qui aident les populations rurales pauvres à améliorer leurs moyens de subsistance et à se libérer de la pauvreté. Nous accordons des dons à des gouvernements, des institutions de recherche, des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile, et d'autres centres d'excellence jouant un rôle dans la réduction de la pauvreté rurale.

Les dons soutiennent les politiques et les institutions favorables aux pauvres, essentielles pour parvenir à une réduction effective de la pauvreté rurale et à une croissance économique sans exclusive. Certains dons du FIDA sont spécifiques à un pays, tandis que d'autres sont d'intérêt régional ou même mondial, suivant la nature de l'innovation et l'ampleur de l'intervention. Depuis 1978, FIDA a consacré 919,9 millions d'USD à son programme de dons (tableau 2).

Le montant total des dons approuvés par le FIDA en 2013 est de 50,0 millions d'USD, répartis entre les dons mondiaux et régionaux (42,9 millions d'USD) et les dons spécifiques à un pays (7,1 millions d'USD). Ces dons ont soutenu des recherches portant sur un large éventail de thèmes et notamment: renforcer l'accès des populations pauvres aux ressources naturelles et la gestion efficace de ces ressources; promouvoir la microfinance rurale et les innovations en matière de finance rurale; améliorer le caractère inclusif des filières agricoles; favoriser les possibilités économiques pour les jeunes ruraux; et encourager la contribution à la définition de politiques favorables aux pauvres.

Les dons du FIDA ont principalement pour cadre d'exécution les zones marginales et les zones agroécologiques défavorables. On est certain, de la sorte, de toucher les populations rurales les plus vulnérables et les plus marginalisées. Les petits exploitants agricoles et les ruraux pauvres, femmes et hommes, participent activement aux projets de recherche agricole que nous soutenons. Ils sont associés, lorsqu'une telle approche est possible, à la définition des priorités et des activités et au suivi des résultats.

Par le biais du programme de dons du FIDA, nous avons aussi renforcé nos partenariats avec les partenaires de cofinancement et les centres d'excellence participant à la recherche agricole pour le développement (AR4D). On reconnaît de plus en plus que l'investissement dans l'AR4D est essentiel à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il apporte aussi une contribution décisive au programme plus général de développement, tel qu'il est énoncé dans les objectifs de développement émergents pour l'après-2015 et dans les Objectifs de développement durable.

De nombreuses études indépendantes ont confirmé que les investissements dans l'AR4D ont des rendements élevés, et souligné l'effet catalyseur de l'AR4D sur le développement rural en général et sur la réduction de la pauvreté rurale en particulier. En conséquence, l'intérêt des donateurs pour l'AR4D s'est accru, comme en témoigne la croissance des investissements dans le système, récemment réformé, du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Le FIDA est membre du Conseil du fonds du GCRAI, qui joue le rôle d'organe stratégique de financement pour harmoniser les décisions de financement, assurer l'obligation redditionnelle, et approuver et financer les programmes de recherche du GCRAI.

En 2013, dans le droit fil de ces évolutions et de ces considérations, le Président du FIDA a approuvé la création d'un guichet spécialement consacré à l'AR4D dans le cadre des dons au titre du guichet mondial/régional, afin de mieux focaliser les investissements sous forme de dons sur les sources les plus prometteuses de technologies agricoles durables et utiles aux pauvres. Le guichet appuie les institutions de recherche agricole

(membres ou non du GCRAI) ayant déjà fait leurs preuves dans les environnements pauvres en ressources et défavorisés où intervient le FIDA. En 2013, les programmes appuyés par des dons du FIDA au titre du guichet AR4D ont atteint un total de 12 millions d'USD.

Le FIDA assure aussi la gestion des fonds mis à disposition de l'AR4D par la Commission européenne (CE) et ciblant spécifiquement des programmes de recherche appliquée utiles aux pauvres et conduits par le GCRAI. Les divers accords signés depuis 2007 avec la CE ont porté le budget total à plus de 300 millions d'USD au cours des cinq dernières années. Environ 80% des dons financés par le FIDA au titre du guichet AR4D sont destinés à des programmes déterminés, conçus et financés conjointement avec les fonds de la CE gérés par le FIDA.

Résumé des dons d'un montant élevé

Le Conseil d'administration a approuvé, au cours de l'année, 21 dons d'un montant supérieur à 500 000 USD – pour un montant total de 32,5 millions d'USD.

Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes: Améliorer les moyens de subsistance et renforcer la résilience aux changements environnementaux et socioéconomiques des populations rurales pauvres de l'aire Hindu Kush-Himalaya (1,2 million d'USD). Le programme évaluera l'impact des changements socioéconomiques et environnementaux sur les populations pauvres. Il expérimentera et validera des moyens novateurs de subsistance pour les femmes et les hommes pauvres vivant dans les zones montagneuses. Il renforcera aussi l'aptitude des institutions partenaires à relever les défis socioéconomiques et environnementaux.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: Développement des capacités au service d'une meilleure gestion des investissements publics en faveur de la petite agriculture dans les pays en développement (2,0 millions d'USD). Le programme pilote a pour but d'améliorer l'aptitude des États fragiles à planifier, gérer et mettre en œuvre des programmes dans le secteur agricole, de manière à obtenir de meilleurs résultats en matière de développement. Il renforcera les capacités des organisations qui sont parties prenantes, au moyen d'une approche reposant sur l'apprentissage par la pratique, afin d'obtenir une amélioration de la performance d'une quinzaine de projets faisant problème dans une dizaine de pays.

République du Mozambique: Projet de renforcement des droits des pêcheurs artisanaux sur les ressources (500 000 EUR). L'objectif du projet est d'améliorer les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs artisanaux en développant leurs droits sur les ressources naturelles et la gestion de celles-ci. Le projet renforcera la participation des organisations qui représentent les communautés. Il procédera aussi à la cartographie, la documentation et l'enregistrement des droits sur les ressources naturelles. Il encouragera en outre les partenaires à partager leurs expériences et à élaborer des stratégies communes.

Groupe de travail international pour les affaires autochtones: Appui du FIDA aux activités liées à la Conférence mondiale des Nations Unies sur les peuples autochtones (900 000 USD). Le programme contribuera à la mise en œuvre des dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Il interviendra au niveau national en faveur des communautés de peuples autochtones dans un certain nombre de pays en Afrique, en Asie, dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Programme des Nations Unies pour les établissements humains: Initiative de recherche sur la sécurité foncière et les droits relatifs aux ressources naturelles en Afrique orientale et australe - Phase 2 (1,4 million d'USD). L'objectif d'ensemble est de contribuer à la mise au point et à l'intégration, dans les programmes de développement, d'instruments et d'approches en faveur des pauvres de nature à garantir la sécurité foncière des populations rurales pauvres et leurs droits relatifs aux ressources naturelles.

Association africaine de crédit rural et agricole: Programme de développement AFRACA 2013-2015 (1,0 million d'USD). L'objectif général du programme est de stimuler la création de richesses et d'emplois, de renforcer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté dans les communautés rurales et agricoles d'Afrique subsaharienne. La réalisation de cet objectif passera par l'amélioration de l'accès des communautés à des produits financiers durables et de qualité.

Institut international de recherches sur le riz: Amélioration des moyens d'existence fondés sur la riziculture et réduction des risques dans ce secteur en Asie du Sud-Est dans le cadre du Consortium de recherche sur la riziculture en environnement défavorable (1,5 million d'USD). Le programme a pour cible les riziculteurs des hautes terres et des zones touchées par la sécheresse, la submersion, les problèmes de sols et de salinité. Le but d'ensemble est d'offrir à ces paysans un plus large accès aux technologies variétales et aux modes de gestion propres à améliorer la sécurité alimentaire des ménages et à réduire la pauvreté.

Centre mondial d'agroforesterie: Programme de co-investissement intelligent fondé sur l'arboriculture pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets en Asie (1,5 million d'USD). Le programme poursuit trois objectifs principaux. Il vise, premièrement, à évaluer la vulnérabilité des agriculteurs face au changement climatique et à faire la synthèse des connaissances écologiques locales en vue de réduire cette vulnérabilité. Il permettra, deuxièmement, aux communautés locales de concevoir de meilleures pratiques intelligentes face au climat, fondées sur l'arboriculture. Et, troisièmement, il intégrera dans les politiques et les programmes généraux, des actions d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets qui soient soucieuses de l'égalité des sexes et des différences culturelles.

Centre latino-américain pour le développement rural: Processus d'élaboration des politiques pour un impact de vaste portée (1,8 million d'USD). L'objectif du programme est de créer un contexte plus propice pour que les populations rurales pauvres des pays participants parviennent à se libérer de la pauvreté. À cet effet, il devra, premièrement, améliorer les stratégies, politiques, cadres juridiques et programmes nationaux et, deuxièmement, recenser et examiner, avec les décideurs, des instruments novateurs d'investissement en faveur du développement rural. En outre, troisièmement, le FIDA introduira de nouveaux outils et processus innovants pour la concertation sur les politiques.

Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable: Programme de coopération à moyen terme avec les organisations paysannes dans la région Asie et Pacifique – Phase II (2,0 millions d'USD). Le projet a pour but d'aider les populations rurales pauvres à améliorer leurs moyens de subsistance; il renforcera, à cet effet, les capacités des populations rurales pauvres et de leurs organisations. Sa conception lui permettra également d'avoir un impact socioéconomique positif sur le développement rural.

Centre for Entrepreneurship Education and Development Incorporated: Créer des opportunités pour les jeunes ruraux en Afrique de l'Ouest et du Centre (2,0 millions d'USD). L'objectif général du projet est de permettre aux jeunes ruraux, femmes et hommes, de créer des entreprises agricoles et non agricoles durables. Il s'attachera, dans ce but, à renforcer les capacités entrepreneuriales des participants, à favoriser l'apprentissage entre pairs, et à donner aux jeunes un meilleur accès à des services complémentaires d'aide au développement des entreprises.

Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement: Améliorer les capacités de direction et les compétences en matière de gestion axée sur les résultats dans les programmes financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre (1,6 million d'USD). Le programme vise à améliorer la performance et l'impact des projets financés par le FIDA pour réduire la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre. Cet objectif sera atteint par le renforcement des compétences des directeurs/coordonnateurs et des principaux partenaires (y compris les fonctionnaires) des projets et programmes, dans les domaines où se posent les principaux problèmes.

Institut international d'agriculture tropicale: Renforcer la compétitivité des filières de la farine de manioc de haute qualité en Afrique de l'Ouest et du Centre (2,5 millions d'USD). Le projet a pour objectifs la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, et mettra en œuvre diverses stratégies pour y parvenir. Il encouragera, premièrement, l'élaboration, la diffusion et l'adoption de techniques améliorées pour la production et la transformation du manioc, grâce à des innovations agricoles et une meilleure compréhension des techniques culturales. Il mettra au point et réalisera, deuxièmement, des essais pilotes intégrant les options les plus prometteuses pour la production, la transformation et la commercialisation. Et, troisièmement, il concevra et encouragera des modèles fondés sur des preuves pour le développement durable de la filière.

Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes: Programme en faveur d'une croissance sans exclusive, de politiques pour la production rurale et de filières participatives en Amérique latine et dans les Caraïbes (1,5 million d'USD). Le programme encouragera les petits producteurs ruraux, les petites entreprises et leurs organisations locales à participer aux filières. L'objectif est d'augmenter les revenus et la productivité des participants et d'atténuer les risques auxquels ils sont exposés. Le programme appuiera l'élaboration de stratégies, la concertation sur les politiques, et le renforcement des capacités du gouvernement et des parties prenantes. Il contribuera également à l'élaboration de méthodologies participatives et d'outils d'analyse pour la formulation des politiques.

Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique: Projet visant à documenter les meilleures pratiques mondiales en matière de modèles durables de services financiers en faveur des pauvres dans les pays en développement (1,1 million d'USD). Le projet vise à réduire la pauvreté rurale et à améliorer la sécurité alimentaire des communautés rurales. Il aidera, pour y parvenir, les prestataires de services financiers en milieu rural et les gouvernements à offrir des services financiers de manière durable, grâce à l'application de meilleures pratiques adaptées à leurs contextes particuliers.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement: Mise en place de systèmes financiers accessibles à tous pour améliorer l'accès aux services financiers en milieu rural en collaboration avec le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (1,5 million d'USD). L'objectif du programme est d'ouvrir l'accès à un large éventail de services financiers ruraux durables, en particulier au profit des ménages de petits exploitants et des personnes en situation d'extrême pauvreté,

dans le cadre d'un système financier accessible à tous. En renforçant les partenariats sur le terrain, le programme améliorera l'efficacité opérationnelle du FIDA et permettra d'accroître l'impact de ses interventions en matière de finance rurale.

Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud: la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au service du développement agricole et du renforcement de la sécurité alimentaire dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (1,8 million d'USD). Adoptant une approche globale, le programme vise à renforcer les points de vue à partir desquels les pays bénéficiaires abordent le programme d'action de la coopération Sud-Sud dans la réalisation de leurs objectifs prioritaires, individuels ou collectifs, de développement agricole.

Centre international de recherches agricoles dans les zones arides: Systèmes de production agricole intégrée pour les populations pauvres et vulnérables des zones arides (1,5 million d'USD). Le programme a pour objectif d'améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles vivant dans la vallée du Nil et en Afrique subsaharienne. Trois méthodes seront utilisées pour accroître la résilience des paysans: promouvoir l'adoption des technologies les plus prometteuses et résistantes à l'épreuve du changement climatique; améliorer la disponibilité d'intrants de qualité; et aligner la production agricole sur une approche filière par le biais d'une plateforme innovante établissant un lien entre recherche et entreprise.

Centre international d'agriculture tropicale: Renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des systèmes agricoles en Afrique de l'Est grâce à l'adoption à grande échelle de pratiques agricoles intelligentes face au climat (2,0 millions d'USD). Le programme intégrera des méta-analyses des pratiques d'agriculture intelligente face au climat, des évaluations en temps réel de l'état des terres, une modélisation du choix des cultures les mieux adaptées, des évaluations socioéconomiques, des analyses multidimensionnelles des avantages et des inconvénients, et des évaluations participatives, au niveau des exploitations, des pratiques agricoles intelligentes face au climat. Le but d'ensemble est de recenser, de tester et de mettre en œuvre des pratiques adaptées aux conditions locales.

Institut international de gestion des ressources en eau: Possibilités d'améliorer l'agriculture paysanne en Afrique subsaharienne grâce à la gestion durable de l'eau, des terres et des écosystèmes (2,0 millions d'USD). L'objectif du programme, qui est de réduire la pauvreté rurale et d'améliorer la sécurité environnementale et la durabilité de la production alimentaire, sera atteint par le traitement des aspects multiples du développement dans les zones terrestres, les bassins versants et les régions.

Association des coopératives du Canada: Développement d'une union durable des coopératives d'épargne et de crédit, dans le cadre du Projet en faveur de l'accès aux services financiers des populations rurales qui en sont habituellement exclues en Ouganda (1,0 million d'USD). Le but du projet est d'accroître durablement l'accès et le recours de la population rurale aux services financiers. L'objectif sera d'épauler l'Union ougandaise des coopératives d'épargne et de crédit à devenir une union de coopératives dynamique et axée sur l'entreprise.

Récits recueillis sur le terrain

Plus d'argent grâce au miel: en Afrique et au Proche-Orient, des petits exploitants agricoles tirent parti de la formation et de la modernisation

Des apiculteurs kenyans ont obtenu une prestigieuse récompense internationale pour leur miel, et les prix ont triplé à la suite du travail accompli grâce à un don accordé par le FIDA au Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE). Le don a appuyé l'amélioration des pratiques en matière d'apiculture et de sériciculture dans 19 pays d'Afrique et du Proche-Orient.

Lors du démarrage du projet, en 1996, les rendements de l'apiculture étaient faibles, et le miel de qualité médiocre. Aujourd'hui, les apiculteurs participant au programme utilisent des méthodes modernes mais peu coûteuses, dérivées des pratiques traditionnelles à partir de recherches sur le terrain.

Les premiers travaux, dans le cadre de cette initiative, ont débuté au Kenya et en Ouganda. Des recherches appliquées ont été conduites sur l'élevage, la sélection, la multiplication et la répartition des colonies d'abeilles. On a aidé les participants à établir des ruchers modernes. Des laboratoires ont été construits ou modernisés pour l'analyse des produits et le diagnostic des maladies. Le renforcement des capacités a constitué une partie importante du projet, puisque plus de 10 000 producteurs ont participé à la formation.

Afin d'aider à la commercialisation du miel de qualité améliorée, 12 centres commerciaux ont été créés en Égypte, en Éthiopie, au Kenya, à Madagascar, en Ouganda, au Soudan et au Soudan du Sud. Plus de 2 000 apiculteurs ont reçu une formation en matière de certification biologique, pour obtenir un accès aux marchés du commerce équitable et des produits biologiques. Le projet a aussi diffusé des informations de marché par l'intermédiaire de la radio, de la télévision, de brochures et de l'Internet pour atteindre les paysans des zones isolées.

Les résultats sont significatifs. La production de miel de qualité est passée de 2,5 tonnes en 2002 à 17,3 tonnes en 2011, grâce à la participation de nombreux nouveaux apiculteurs. Les prix ont triplé, passant de 0,58 USD à 1,80 USD le kilo. En outre, 54 tonnes de miel certifié biologique ont été vendues au prix de 2,50 USD le kilo. Le miel produit par les apiculteurs kenyans participant à l'initiative a obtenu une haute récompense internationale dans une dégustation à l'aveugle lors d'une foire commerciale tenue en Allemagne en 2009. Les abeilles sont aussi des insectes pollinisateurs productifs. Ainsi, à Mwingi, au Kenya, les paysans ayant introduit des ruches ont enregistré des hausses de productivité allant de 10 à 18% de leurs cultures de tomates, de concombres et de haricots, et une augmentation de 15% du revenu familial.

L'accroissement de la quantité et de la qualité du miel s'est traduit, pour les familles participantes, par une amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'augmentation des populations d'abeilles a permis une meilleure pollinisation et, de ce fait, une hausse des rendements des cultures. La production accrue et les prix plus intéressants obtenus pour le miel ont aussi augmenté les revenus monétaires. La répartition plus équitable des revenus est également à inscrire parmi les avantages, étant donné que ces petites entreprises rurales offrent des emplois à des membres des groupes marginalisés, comme les femmes, les jeunes et les travailleurs sans terre.

En outre, le programme financé par le FIDA a réussi à métamorphoser ce qui était, en Afrique subsaharienne, un sous-secteur apicole très peu efficient et faiblement productif. Le système traditionnel produisait un miel de faible valeur, dans des conditions d'hygiène insuffisantes et qui était par conséquent difficilement commercialisable. Le programme s'est attaqué à ces contraintes en utilisant une technologie de ruches modernes utilisant des matériaux disponibles localement. Cette démarche a permis l'introduction de

nouveaux produits, comme la propolis, la gelée royale et le venin d'abeilles, en plus du miel biologique certifié qui peut obtenir un prix plus élevé et trouver des débouchés sur les marchés internationaux comme sur le marché local. Les résultats de ce programme sont maintenant en cours de reproduction à plus grande échelle, grâce à un don de 13,1 millions d'EUR de la Commission européenne.

Les avantages du bambou: appui aux moyens de subsistance, à l'environnement et à l'autonomisation des femmes

Un programme appuyé par un don du FIDA a démontré que le bambou offre un immense potentiel de contribution à la réduction de la pauvreté rurale dans plusieurs pays d'Afrique. Le bambou, qui est l'une des plantes qui poussent le plus vite dans le monde, a été utilisé pour créer des emplois, offrir aux femmes une autonomisation économique et protéger l'environnement.

Le bambou est une culture pérenne assurant un revenu tout au long de l'année, et créant des emplois pour les femmes et les hommes. Il grandit rapidement et sa culture ne présente pas de difficultés. Il pousse sur des terres dégradées et réduit l'érosion et la dépendance à l'égard de forêts menacées. Sa transformation peut donner naissance à une large gamme de produits: meubles, bateaux, ustensiles de cuisine, bâtons d'encens, charbon et chaussures, entre autres. Il assure aussi la sécurité alimentaire et nutritionnelle, sous la forme d'aliments pour les hommes et les animaux. Le bambou résiste aux séismes, sa résistance à la traction est supérieure à celle de l'acier, et celle à la compression est meilleure que celle du béton – ce qui explique qu'il soit particulièrement précieux dans la construction. Utilisé à la place du béton, il réduit les émissions de gaz à effet de serre. Ce sont là quelques-unes des raisons qui font que le bambou est décrit comme le "bois d'œuvre du pauvre".

Le FIDA apporte, depuis 1997, un appui au Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR) pour la mise au point et le transfert de technologies en vue de la production, par des petits exploitants, de bambou et de rotin dans divers pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Le dernier en date de ces dons du FIDA à l'INBAR appuyait un programme triennal visant à améliorer les moyens de subsistance et à réduire la dégradation de l'environnement en Éthiopie, à Madagascar, au Mozambique et en République-Unie de Tanzanie. Le programme, achevé en septembre 2013, ciblait les jeunes ruraux sans emploi, les ménages dirigés par des femmes, et les groupes défavorisés comme les personnes sans terre.

Des centres de formation à la culture du bambou ont été créés dans les quatre pays, et les paysans ont reçu une aide à la plantation de bambou. Plus de cent pépinières de bambou ont été établies, et sept nouvelles espèces introduites dans de nouveaux sites. Plus de 1 000 personnes ont bénéficié d'une formation qui leur a permis d'améliorer la qualité du bambou. Elles ont aussi appris à fabriquer des produits en bambou, et notamment des briquettes de charbon, qui sont respectueuses de l'environnement et exigent moins de main-d'œuvre que le charbon traditionnel. Des sites de production ont été créés dans des zones rurales afin d'offrir des emplois à ceux qui en ont le plus besoin. Plusieurs sites ont été consacrés à la construction de bancs pour les élèves des écoles locales.



Du bambou vendu comme fourrage en Éthiopie Don au Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR): Intégration de moyens de subsistance utiles aux pauvres et de solutions aux problèmes de dégradation de l'environnement à partir du bambou en Afrique orientale et australe
©FIDA/Rama Rao

Les femmes et les hommes interviennent dans des aspects différents de la production du bambou, et le programme s'est concentré sur les activités habituellement entreprises par les femmes, comme la transformation et l'artisanat. En République-Unie de Tanzanie, quelque 5 000 femmes, parmi lesquelles de nombreuses mères célibataires, jouissent aujourd'hui de revenus stables provenant de la préparation et de la vente de briquettes de bambou. Dans certains segments du secteur, comme les meubles et la construction, les systèmes de production ont été modifiés afin d'encourager la participation des femmes.

La coopération Sud-Sud était également un aspect important du programme. Du personnel venu d'Inde a formé des personnes en Éthiopie et à Madagascar, cependant qu'un membre éthiopien du personnel a ensuite formé des communautés au Mozambique et en République-Unie de Tanzanie. Le programme a aussi permis aux communautés de remplacer par du bambou les combustibles à base de bois, contribuant ainsi à la sécurité énergétique et réduisant la dégradation de l'environnement.

Tableau 12

Récapitulatif des financements sous forme de don, 2009-2013(en millions d'USD)^a

		2009	%	2010	%	2011	%	2012	%	2013	%	2009-2013	%
Dons mondiaux/ régionaux													
	Montant	35,7	75,8	37,1	72,5	41,7	82,9	53,7	75,2	42,9	85,8	211,1	78,2
	Nombre de dons	70		54		68		70		48		310	
Dons à un pays spécifique													
<i>Dons autonomes</i>	Montant	3,6	7,7	4,5	8,8	2,6	5,2	1,5	2,1	3,5	7,0	15,7	5,8
	Nombre de dons	16		16		5		4		8		49	
<i>Dons associés à un prêt</i>	Montant	6,6	14,2	6	11,7	4,6	9,1	14,8	20,8	3,6	7,2	35,6	13,2
	Nombre de dons	7		10		6		14		7		44	
Total dons à un pays spécifique	Montant	10,2	21,9	10,4	20,3	7,2	14,3	16,3	22,9	7,1	14,2	51,2	19,0
	Nombre de dons	23		26		11		18		15		93	
Autres dons au titre du CSD													
	Montant	1,1	2,4	3,7	7,2	1,5	3	1,4	2,0	0	0	7,7	2,9
	Nombre de dons	6		8		4		2		0		20	
Total	Montant	47	100	51,2	100	50,4	100	71,5	100	50,0	100	270,1	100
	Nombre de dons	99		88		83		90		63		423	

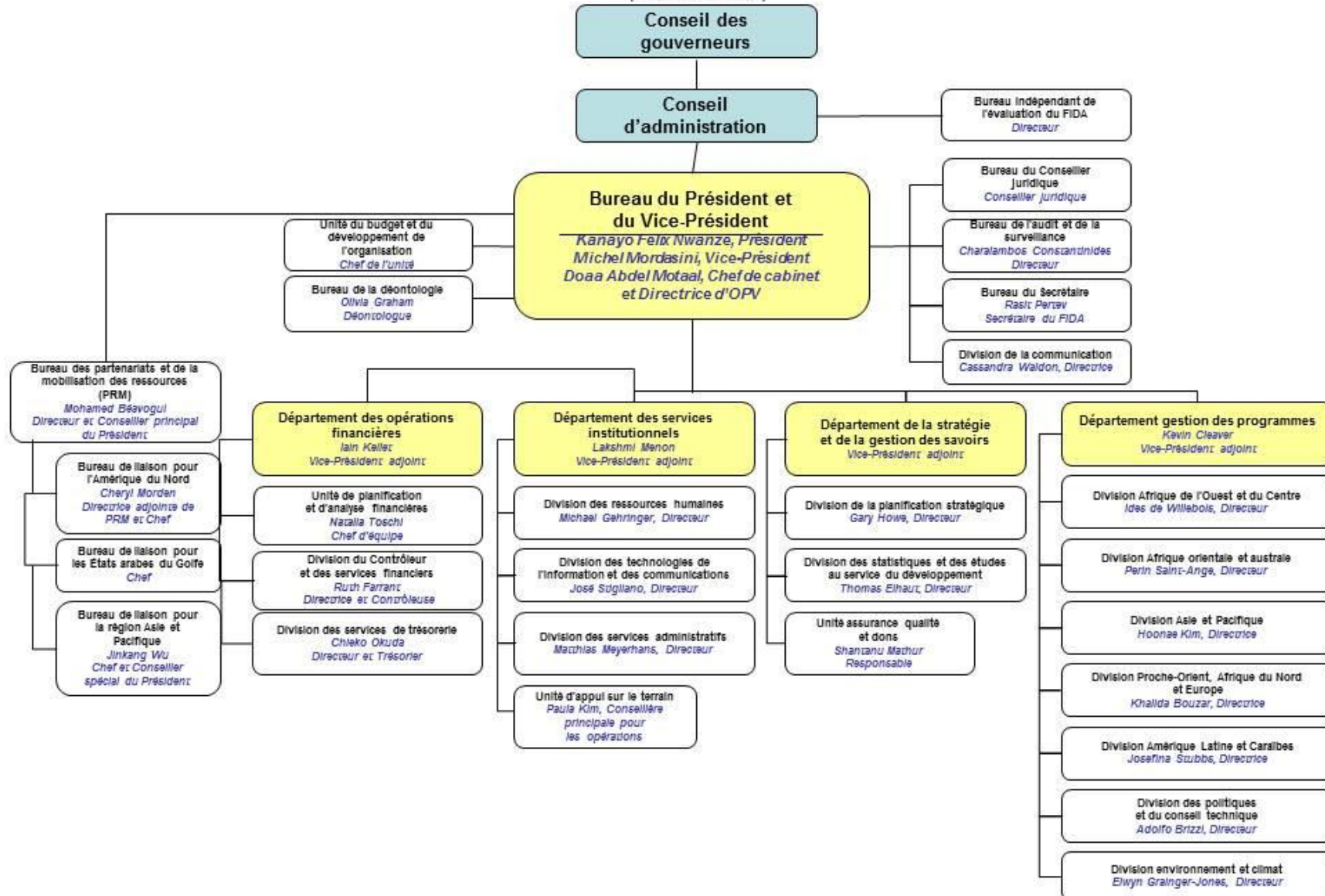
Source: Oracle Business Intelligence (CFS), Tableau de suivi des dons, établi par l'Unité assurance qualité et dons, Département de la stratégie et de la gestion des savoirs, Système de projets d'investissement et de dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

ORGANISATION, ÉTATS MEMBRES ET REPRÉSENTATION

Organigramme du FIDA

(au 31 décembre 2013)



Membres et représentants

Au 31 décembre 2013, le FIDA comptait au total 172 pays membres – 24 pays de la Liste A, 12 de la Liste B et 136 de la Liste C, dont 50 appartenant à la Sous-Liste C1, 54 à la Sous-Liste C2 et 32 à la Sous-Liste C3

Liste A

Allemagne
Autriche
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
Estonie
États-Unis
Finlande
France
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Japon
Luxembourg
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Suède
Suisse

Liste B

Algérie
Arabie saoudite
Émirats arabes unis
Gabon
Indonésie
Iran (République islamique d')
Iraq
Koweït
Libye
Nigéria
Qatar
Venezuela (République bolivarienne du)

Liste C

Sous-Liste C1

Afrique

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Cameroun
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Égypte
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Soudan du Sud
Swaziland
Tchad

Sous-Liste C2

Europe, Asie et Pacifique

Afghanistan
Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Bhoutan
Bosnie-Herzégovine
Cambodge
Chine
Chypre
Croatie
Ex-République yougoslave de Macédoine
Fidji
Géorgie
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Israël
Jordanie
Kazakhstan
Kirghizistan
Kiribati
Liban
Malaisie
Maldives
Malte
Mongolie
Myanmar
Nauru
Népal
Nioué
Oman
Ouzbékistan
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
République arabe syrienne
République de Corée
République démocratique populaire lao
République de Moldova
République populaire démocratique de Corée
Roumanie

Sous-Liste C3

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda
Argentine
Bahamas
Barbade
Belize
Bolivie (État plurinational de)
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
El Salvador
Équateur
Grenade
Guatemala
Guyana
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République dominicaine
Saint-Kitts-et-Nevis
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay

Sous-Liste C1

Afrique

Togo

Tunisie

Zambie

Zimbabwe

Sous-Liste C2

**Europe, Asie et
Pacifique**

Samoa

Sri Lanka

Tadjikistan

Thaïlande

Timor-Leste

Tonga

Turquie

Tuvalu

Vanuatu

Viet Nam

Yémen

**LISTE DES GOUVERNEURS ET DES GOUVERNEURS SUPPLÉANTS DES ÉTATS
MEMBRES DU FIDA
AU 31 DÉCEMBRE 2013^{9,10}**

Membre	Gouverneur	Gouverneur suppléant
AFGHANISTAN	Zia Uddin Nezam	—
ALBANIE	Ridvan Bode <i>(Janvier - Octobre 2013)</i>	— <i>(Janvier - Février 2013)</i>
	Shkelqim Cani <i>(Octobre 2013 -)</i>	Ndoc Fasllia <i>(Février 2013 -)</i>
ALGÉRIE	Rachid Benaïssa <i>(Janvier - Septembre 2013)</i>	Rachid Marif
	Abdelwahab Nouri <i>(Septembre 2013 -)</i>	
ANGOLA	Afonso Pedro Canga	Florêncio Mariano da Conceição de Almeida
ANTIGUA-ET-BARBUDA	—	—
ARGENTINE	—	—
ARMÉNIE	Sergo Karapetyan	Zohrab V. Malek
AUTRICHE	Edith Frauwallner	Klaus Oehler
AZERBAÏDJAN	Vaqif Sadiqov	—
BAHAMAS	Lawrence S. Cartwright <i>(Janvier - Février 2013)</i>	Eldred E. Bethel
	V. Alfred Gray <i>(Février 2013 -)</i>	
BANGLADESH	Abul Maal Abdul Muhith	Monzur Hossain
BARBADE	—	—
BELGIQUE	Vincent Mertens de Wilmars	—
BELIZE	—	—
BÉNIN	— <i>(Janvier - Juillet 2013)</i>	Abdoulaye Toko <i>(Janvier - Juillet 2013)</i>
	Katé Sabai <i>(Juillet - Septembre 2013)</i>	Rosemonde Deffon Yakoubou <i>(Juillet 2013 -)</i>
	Fatouma Amadou Djibril <i>(Septembre 2013 -)</i>	

⁹ La trente-sixième session du Conseil des gouverneurs, tenue les 13 et 14 février 2013, a été présidée par Son Excellence Marie-Josée Jacobs (Luxembourg). M. Bambang Brodjonegoro (Indonésie) et Son Excellence Miguel Ruíz Cabañas Izquierdo (Mexique) ont assumé les fonctions de Vice-Présidents.

¹⁰ Les dates entre parenthèses sont celles de l'entrée en fonctions et du départ du Gouverneur/Suppléant concerné. L'absence de date signifie que l'entrée en fonctions est antérieure à janvier 2013 et/ou le départ postérieur à décembre 2013.

BHOUTAN	Pema Gyamtsho <i>(Janvier - Août 2013)</i>	Daw Penjo
	Yeshey Dorji <i>(Août 2013 -)</i>	
BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE)	Antolín Ayaviri Gómez	Eduardo Ugarteche Paz Soldán
BOSNIE-HERZÉGOVINE	Nerkez Arifhodzic	Vesna Njegić <i>(Janvier - Septembre 2013)</i>
		Vesela Planinic <i>(Septembre 2013 -)</i>
BOTSWANA	Oreeditse Sola Molebatsi	Micus Chimbombi
BRÉSIL	Miriam Aparecida Belchior	Carlos Augusto Vidotto <i>(Janvier - Mai 2013)</i>
		— <i>(Mai 2013 -)</i>
BURKINA FASO	Lucien Marie Noël Bembamba	Lassané Kabore
BURUNDI	Tabu Abdallah Manirakiza	Odette Kayitesi
CABO VERDE	José Eduardo Barbosa <i>(Janvier 2013)</i>	Sónia Cristina Martins
	— <i>(Janvier - Avril 2013)</i>	
	Manuel Amante da Rosa <i>(Avril 2013 -)</i>	
CAMBODGE	Chan Sarun	—
CAMEROUN	Clémentine Ananga Messina	Dominique Awono Essama
CANADA	Diane Jacovella	Michael Gort <i>(Janvier - Août 2013)</i>
		Cheryl Urban <i>(Août 2013 -)</i>
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	Fidèle Gouandjika <i>(Janvier - Septembre 2013)</i>	David Banzokou
	Marie Noëlle Koyara <i>(Septembre 2013 -)</i>	

TCHAD	Djimé Adoum <i>(Janvier - Février 2013)</i>	Oumar Chaibou
	Dangde Laoubele Damaye <i>(Février - Octobre 2013)</i>	
	Ngariera Rimadjita <i>(Octobre - Novembre 2013)</i>	
	Moussa Mahamat Agrey <i>(Novembre 2013 -)</i>	
CHILI	Oscar Godoy Arcaya	Konrad Paulsen Rivas
CHINE	Zheng Xiaosong	Zou Jiayi
COLOMBIE	Juan Manuel Prieto Montoya <i>(Janvier - Juin 2013)</i>	María Victoria Salcedo Bolívar
	— <i>(Juin 2013 -)</i>	
COMORES	Fouad Mohadji <i>(Janvier - Juillet 2013)</i>	Mohamed Ali Soilihi
	Abdou Nassur Madi <i>(Juillet 2013 -)</i>	
CONGO	Rigobert Maboundou	Mamadou Kamara Dekamo
ÎLES COOK	—	—
COSTA RICA	—	—
CÔTE D'IVOIRE	—	—
CROATIE	Damir Grubiša	—
CUBA	Rodrigo Malmierca Díaz	Milagros Carina Soto Agüero
CHYPRE	George F. Poulides	Christina Pitta <i>(Janvier - Novembre 2013)</i>
		Spyridon Ellinas <i>(Novembre 2013 -)</i>
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	Kim Chun Guk	—
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	—	Hubert Ali Ramazani
DANEMARK	Charlotte Slente <i>(Janvier - Août 2013)</i>	Maj Hessel
	Morten Jespersen <i>(Août 2013 -)</i>	
DJIBOUTI	Mohamed Ahmed Awaleh	Badri Ali Bogoreh
DOMINIQUE	Matthew Walter	—

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	Mario Arvelo Caamaño	—
ÉQUATEUR	Carlos Vallejo López (Janvier - Mars 2013)	Javier Ponce Cevallos
	— (Mars 2013 -)	
ÉGYPTE	Salah Mohammed Abd El Mo'men (Janvier - Mai 2013)	Mohamed Farid Monib (Janvier - Février 2013)
	Ahmed Mahmoud Ali el-Gizawi (Mai - Novembre 2013)	Amr Mostafa Kamal Helmy (Juin 2013 -)
	Ayman Abouhadid (Novembre 2013 -)	
EL SALVADOR	Aida Luz Santos de Escobar	María Eulalia Jiménez Zepeda
GUINÉE ÉQUATORIALE	—	—
ÉRYTRÉE	Arefaine Berhe	Zemedede Tekle Woldetatos
ESTONIE	— (Janvier - Février 2013)	— (Janvier - Février 2013)
	Ruve Šank (Février 2013 -)	Siim Tiidemann (Février 2013 -)
ÉTHIOPIE	Tefera Derbew	Gessese Mulugeta Alemseged
FIDJI	Ropate Ligairi	—
FINLANDE	Anne Sipiläinen	Pasi Hellman (Janvier - Septembre 2013)
		Riikka Laatu (Septembre 2013 -)
FRANCE	Delphine D'Amarzit (Janvier - Août 2013)	—
	Anthony Requin (Août 2013 -)	
GABON	Julien Nkoghe Bekale	Rachelle Ewomba-Jocktane
GAMBIE	Fatou Gaye (Janvier - Novembre 2013)	Bala Garba Jahumpa (Janvier - Février 2013)
	Solomon Owens (Novembre 2013 -)	— (Février - Mai 2013)
		Lang Yabou (Mai 2013 -)

GÉORGIE	David Kirvalidze (<i>Janvier - Mai 2013</i>)	Konstantine Gabashvili (<i>Janvier 2013</i>)
	Shalva Pipia (<i>Juin 2013 -</i>)	— (<i>Février - Septembre 2013</i>)
		Karlo Sikharulidze (<i>Septembre 2013 -</i>)
ALLEMAGNE	Uta Böllhoff	Martin Dippl
GHANA	Kwesi Ahwoi (<i>Janvier - Mars 2013</i>)	Evelyn Anita Stokes-Hayford
	Clement Kofi Humado (<i>Mars 2013 -</i>)	
GRÈCE	Michael Cambanis (<i>Janvier - Mars 2013</i>)	Nike Ekaterini Koutrakou
	— (<i>Mars 2013 -</i>)	
GRENADE	Michael Denis Lett (<i>Janvier - Avril 2013</i>)	—
	Roland Bhola (<i>Avril 2013 -</i>)	
GUATEMALA	— (<i>Janvier - Septembre 2013</i>)	Sylvia Wohlers de Meie
	Stephanie Hochstetter Skinner-Klée (<i>Septembre 2013 -</i>)	
GUINÉE	Marc Yombouno (<i>Janvier 2013 -</i>)	— (<i>Janvier - Juillet 2013</i>)
		Mamady Condé (<i>Juillet 2013 -</i>)
GUINÉE-BISSAU	—	—
GUYANA	Leslie Ramsammy	George Jervis
HAÏTI	— (<i>Janvier - Septembre 2013</i>)	—
	Wilson Laleau (<i>Septembre 2013 -</i>)	
HONDURAS	Jacobo Regalado Weizemblut	Nehemías Martínez
HONGRIE	Zoltán Kálmán	Balázs Hamar
ISLANDE	Jón Erlingur Jónasson (<i>Janvier - Avril 2013</i>)	Hermann Örn Ingólfsson
	Maria Erla Marelsdóttir (<i>Avril 2013 -</i>)	
INDE	Palaniappan Chidambaram	Shaktikanta Das

INDONÉSIE	Bambang Brodjonegoro	Lukita Dinarsyah Tuwo
IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')	Mahmoud Barimani <i>(Janvier - Février 2013)</i>	—
	Hamid Baeidi-Nejad <i>(Février 2013 -)</i>	
IRAQ	Izuldine Aldawla	Hassan Janabi
IRLANDE	Patrick Paul Hennessy <i>(Janvier - Août 2013)</i>	Jarlath O'Connor <i>(Janvier - Septembre 2013)</i>
	— <i>(Août - Octobre 2013)</i>	— <i>(Octobre 2013 -)</i>
	Bobby McDonagh <i>(Octobre 2013 -)</i>	
ISRAËL	—	—
ITALIE	Vieri Ceriani <i>(Janvier - Mai 2013)</i>	—
	Fabrizio Saccomanni <i>(Mai 2013 -)</i>	
JAMAÏQUE	— <i>(Janvier - Février 2013)</i>	— <i>(Janvier - Février 2013)</i>
	Roger Clarke <i>(Février 2013 -)</i>	Donovan Stanberry <i>(Février 2013 -)</i>
JAPON	Masaharu Kohno	Yoshiki Takeuchi
JORDANIE	Jaafar Hassan <i>(Janvier - Avril 2013)</i>	Radi Al-Tarawneh
	Ibrahim Saif <i>(Avril 2013 -)</i>	
KAZAKHSTAN	—	—
KENYA	Sally Kosgei <i>(Janvier - Juin 2013)</i>	Josephine Wangari Gaita
	Felix Kiptarus Koskei <i>(Juin 2013 -)</i>	
KIRIBATI	Tiarite George Kwong	Manikaoti Timeon
KOWEÏT	Mustafa Jassem Al-Shamali <i>(Janvier - Septembre 2013)</i>	Hesham I. Al-Waqayan
	Sheikh Salem AbdulAziz Al-Saud Al-Sabah <i>(Septembre 2013 -)</i>	
KIRGHIZISTAN	—	—
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	Phouphet Khamphounvong	—

LIBAN	Gloria Abouzeid	Rania Khalil Zarzour
LESOTHO	Lits'oane Simon Lits'oane	Mathoriso Molumeli
LIBÉRIA	Florence Chenoweth	Peter Korvah
LIBYE	—	—
LUXEMBOURG	Marie-Josée Jacobs <i>(Janvier - Avril 2013)</i>	—
	Marc Spautz <i>(Mai - Décembre 2013)</i>	
	Romain Schneider <i>(Décembre 2013 -)</i>	
MADAGASCAR	Ravatomanga Rolland	—
MALAWI	Jermoth Ulemu Chilapondwa	Andrew Timothy Daudi <i>(Janvier - Février 2013)</i>
		Jeffrey H. Luhanga <i>(Février 2013 -)</i>
MALAISIE	—	—
MALDIVES	Ahmed Shafeeu	Mohamed Iaad Hameed
MALI	— <i>(Janvier 2013)</i>	Gaoussou Drabo <i>(Janvier - Septembre 2013)</i>
	Baba Berthe <i>(Février - Septembre 2013)</i>	— <i>(Septembre 2013 -)</i>
	Bocary Tereta <i>(Septembre 2013 -)</i>	
MALTE	Justin Zahra	Stefan Cachia
ÎLES MARSHALL	—	—
MAURITANIE	Sidi Ould Tah	Moctar Ould Dahi
MAURICE	Satya Veyash Faugoo	Moheenee Nathoo
MEXIQUE	Miguel Ruíz Cabañas Izquierdo	—
MONGOLIE	—	Shijeekhuu Odonbaatar
MAROC	Moha Marghi	Ali Lamrani
MOZAMBIQUE	Aiuba Cuereneia	Waldemar Fernando de Sousa
MYANMAR	Myint Hlaing	Swai Tint
NAMIBIE	John Mutorwa	Petrus N. Ilonga
NAURU	—	—

NÉPAL	Baburam Bhattarai <i>(Janvier - Avril 2013)</i>	Jaya Mukunda Khanal
	Tek Bahadur Thapa Gharti <i>(Avril 2013 -)</i>	
PAYS-BAS	Lilianne Ploumen	Gerda Verburg
NOUVELLE-ZÉLANDE	Trevor Donald Matheson	Catherine Rae McGregor <i>(Janvier - Novembre 2013)</i>
		Anthe Crawley <i>(Novembre 2013 -)</i>
NICARAGUA	Mónica Robelo Raffone	—
NIGER	Oua Saidou <i>(Janvier - Octobre 2013)</i>	Amadou Touré
	Abdou Labo <i>(Octobre 2013 -)</i>	
NIGÉRIA	Akinwumi A. Adesina	Yerima Lawan Ngama
NIOUÉ	—	—
NORVÈGE	Astrid Emilie Helle <i>(Janvier - Septembre 2013)</i>	Espen Gullikstad
	Leni Stenseth <i>(Septembre 2013 -)</i>	
OMAN	Isshaq Al-Roqqeishy	Said Nasser Al-Harthy
PAKISTAN	— <i>(Janvier - Mai 2013)</i>	Javed Iqbal <i>(Janvier - Mai 2013)</i>
	Mir Hassan Domki <i>(Mai - Juillet 2013)</i>	Muhammed Shehzad Arbab <i>(Mai - Juillet 2013)</i>
	Sikandar Hayat Khan Bosan <i>(Juillet 2013 -)</i>	Nargis Sethi <i>(Juillet 2013 -)</i>
PANAMA	Frank George De Lima Gercich	Guido Juvenal Martinelli Endara
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	Don Polye	—
PARAGUAY	Manuel Adolfo Ferreira Brusquetti <i>(Janvier - Août 2013)</i>	Ramón Isidoro Ramírez Caballero <i>(Janvier - Août 2013)</i>
	Germán Hugo Rojas Irigoyen <i>(Août 2013 -)</i>	Pedro Daniel Correa Ramírez <i>(Août 2013 -)</i>
PÉROU	Alfredo Arosemena Ferreyros	—
PHILIPPINES	Cesar V. Purisima	—

PORTUGAL	— (Janvier - Février 2013)	Renata Mesquita (Janvier - Février 2013)
	Cláudia Isabel Anacleto Pereira da Costa de Cerca Coelho (Février 2013 -)	Rosa Maria Fernandes Lourenço Caetano (Février 2013 -)
QATAR	Abdullah bin Mubarak bin Aaboud al-Midhadhi (Janvier - Juin 2013)	Soltan Saad S.K. Al-Moraikhi (Janvier - Octobre 2013)
	— (Juin 2013 -)	— (Octobre 2013 -)
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	Kim Young-Seok (Janvier - Octobre 2013)	Park Sujin (Janvier - Avril 2013)
	Bae Jae-hyun (Octobre 2013 -)	Lee Eun Jeong (Avril 2013 -)
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	Viorel Gutu	Elena Matveeva
ROUMANIE	Octavian Liviu Bumbu (Janvier - Février 2013)	— (Janvier - Juillet 2013)
	Achim Irimescu (Février 2013 -)	Dana Manuela Constantinescu (Juillet 2013 -)
RWANDA	Agnes Matilda Kalibata	—
SAINT-KITTS-ET-NEVIS	—	—
SAINTE-LUCIE	—	Hurbert Emmanuel
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	—	—
SAMOA	— (Janvier 2013)	— (Janvier 2013)
	Faumuina Tiatia Liuga (Février 2013 -)	Tialavea F.T. Seigafolava Hunt (Février 2013 -)
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE	— (Janvier 2013)	Carlos Gustavo dos Anjos (Janvier 2013)
	Hélio Silva Vaz de Almeida (Février 2013 -)	António Álvaro da Graça Dias (Février 2013 -)
ARABIE SAOUDITE	Fahad bin Abdulrahman Balghunaim	Sulaiman al-Turki
SÉNÉGAL	Abdoulaye Baldé (Janvier - Septembre 2013)	— (Janvier - Avril 2013)
	Papa Abdoulaye Seck (Septembre 2013 -)	Seynabou Badiane (Avril 2013 -)

SEYCHELLES	— (Janvier - Septembre 2013)	—
	Bernard Francis Shamlaye (Septembre 2013 -)	
SIERRA LEONE	Joseph Sam Sesay	Jongopie Siaka Stevens
ÎLES SALOMON	—	—
SOMALIE	— (Janvier - Mai 2013)	Ibrahim Hagi Abdulkadir
	Abdirizak Omar Mohamed (Mai 2013 -)	
AFRIQUE DU SUD	— (Janvier - Juin 2013)	— (Janvier - Juin 2013)
	Nomatemba Tambo (Juin 2013 -)	Marc Jürgens (Juin 2013 -)
SOUDAN DU SUD	Betty Achan Ogwaro	Martin Elia Lomurö
ESPAGNE	Francisco Javier Elorza Cavengt	Raúl Bartolomé Molina (Janvier - Septembre 2013)
		Vicente Canelles Montero (Octobre 2013 -)
SRI LANKA	John Asitha Ivon Perera (Janvier - Mai 2013)	Gothami Indikadahena
	— (Mai 2013 -)	
SOUDAN	Abdul Halim Ismail Al Mutaafi	Ahmed Magdoub Ahmed
SURINAME	Jaswant Sahtoe	—
SWAZILAND	Clement M. Dlamini (Janvier - Novembre 2013)	Bongani Masuku
	Moses Vilakati (Novembre 2013 -)	
SUÈDE	Hanna Hellquist	Per Örnéus
SUISSE	Michel Mordasini (Janvier 2013 - Novembre 2013)	Raymund Furrer
	— (Décembre 2013 -)	
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	Sobhi Ahmad Abdallah (Janvier - Novembre 2013)	Amer Husni Lutfi
	Ahmad Al-Qadri (Novembre 2013 -)	
TADJIKISTAN	Sulton Valiev	—

THAÏLANDE	Chavalit Chookajorn	—
EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE	—	—
TIMOR-LESTE	Mariano Assanami Sabino	—
TOGO	Ouro Koura Agadazi	Akla-Esso M'Baw Arokoum
TONGA	—	—
TRINITÉ-ET-TOBAGO	— <i>(Janvier - Mai 2013)</i>	— <i>(Janvier - Mai 2013)</i>
	Devant Maharaj <i>(Mai 2013 -)</i>	John C.E. Sandy <i>(Mai 2013 -)</i>
TUNISIE	Riadh Bettaïeb <i>(Janvier - Mai 2013)</i>	—
	Lamine Doghri <i>(Mai 2013 -)</i>	
TURQUIE	Mehmet Mehdi Eker	Hakki Akil
TUVALU	—	—
OUGANDA	Maria Kiwanuka	—
ÉMIRATS ARABES UNIS	Obeid Humaid Al Tayer	Maryam Hassan Al Shenasi <i>(Janvier - Septembre 2013)</i>
		Younis Haji Al Khouri <i>(Septembre 2013 -)</i>
ROYAUME-UNI	— <i>(Janvier - Février 2013)</i>	Elizabeth Nasskau <i>(Janvier 2013 -)</i>
	Neil Briscoe <i>(Février 2013 -)</i>	
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	Christopher Chiza	James Alex Msekela
ÉTATS-UNIS	Timothy F. Geithner <i>(Janvier - Août 2013)</i>	Daniel S. Sullivan <i>(Janvier - Août 2013)</i>
	Jacob J. Lew <i>(Août 2013 -)</i>	— <i>(Août 2013 -)</i>
URUGUAY	Gustavo Aníbal Álvarez Goyoaga <i>(Janvier - Novembre 2013)</i>	—
	— <i>(Novembre 2013 -)</i>	
OUZBÉKISTAN	—	Yashin Khidirov
VANUATU	—	—

**VENEZUELA (RÉPUBLIQUE
BOLIVARIENNE DU)**

Edmée Betancourt de García

Gladys Francisca Urbaneja Durán

VIET NAM

Truong Chi Trung

Nguyen Thanh Do

YÉMEN

Farid Ahmed Mujawar

Khalid Abdulrahman Al-Akwa

ZAMBIE

—

—

ZIMBABWE

Joseph M. Made

—

**LISTE DES REPRÉSENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU 31 DÉCEMBRE 2013¹¹**

MEMBRE		MEMBRE SUPPLÉANT	
Liste A			
CANADA	Ann Adair Heuchan (- Août 2013) Michael Gort (Août 2013 -)	FINLANDE	Merja Ethel Sundberg
FRANCE	- (- Septembre 2013) Martin Landais (Septembre 2013 -)	BELGIQUE	Marc Heirman
ALLEMAGNE	Michael Bauer	SUISSE	Christina E. Grieder (Mars 2013 -)
ITALIE	Stefania Bazzoni (- Juillet 2013) Raffaella Di Maro (Juillet 2013 -)	PORTUGAL	Ana Barreto
JAPON	Hideya Yamada	DANEMARK	Maj Hessel
NORVÈGE	Jostein Leiro	SUÈDE	Erik Jonsson
ROYAUME-UNI	Elizabeth Nasskau	PAYS-BAS	Ronald Elkhuisen (- Juillet 2013) Wierish Ramsoekh (Juillet 2013 -)
ÉTATS-UNIS	Karen Mathiasen	ESPAGNE	Francisco Capote
Liste B			
KOWEÏT	Yousef Ghazi Al-Bader	ÉMIRATS ARABES UNIS	Yousuf Mohammed Bin Hajar
NIGÉRIA	Yaya O. Olaniran	QATAR	Soltan Saad S.K. Al-Moraikhi (- Octobre 2013) - (Octobre 2013 -)

¹¹ Les dates entre parenthèses sont celles de l'entrée en fonctions et du départ du représentant concerné. L'absence de date signifie que l'entrée en fonctions est antérieure à janvier 2013 et/ou le départ postérieur à décembre 2013.

ARABIE SAOUDITE Bandar Bin Abdel Mohsin Al-Shalhoob

VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) Beatriz Bolívar

INDONÉSIE Hari Priyono

ALGÉRIE Nourdine Lasmi

Liste C

Sous-Liste C1

ANGOLA Carlos Alberto Amaral

ÉGYPTE Magdi Anwar Hassanein
(- Novembre 2013)

Abdelbaset Ahmed Aly Shalaby
(Novembre 2013 -)

MAURICE Ram Prakash Nowbuth

GUINÉE ÉQUATORIALE -
(- Novembre 2013)

Josefina Milam Tang
(Novembre 2013 -)

Sous-Liste C2

CHINE Liang Ziqian
(- Mars 2013)

Zhang Zhengwei
(Mars 2013 -)

INDE Shaktikanta Das

PAKISTAN -

TURQUIE Vedat Mirmahmutoğullari
(Avril 2013 -)

Sous-Liste C3

BRÉSIL Benvindo Belluco

MEXIQUE Miguel Ruíz Cabañas Izquierdo

ARGENTINE Gustavo O. Infante

GUATEMALA -
(- Septembre 2013)

Stephanie Hochstetter
Skinner-Klée
(Septembre 2013 -)

PUBLICATIONS EN 2013¹²

La présente bibliographie contient une sélection de publications. Les publications et les documents techniques portent sur des sujets spécialisés, apportent une contribution originale aux questions examinées et sont publiés par le FIDA. Les publications diffusées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA présentent des évaluations indépendantes de nos résultats. Les documents d'orientation, les rapports techniques, les articles et les textes rédigés par le personnel et publiés en dehors du FIDA figurent aussi sur cette liste, ainsi qu'une sélection de publications externes avec l'appui du FIDA.

Enfin, nous indiquons des liens vers certains de nos supports de communication. La présente section offre un échantillon des différents types de supports d'information et de plaidoyer que nous produisons afin de faire mieux connaître l'impact de l'action du FIDA et ses principaux domaines d'activité.

Publications et documents techniques

Agriculture

- Supporting small-scale producers of certified sustainable products
- La force des partenariats: Nouer des alliances pour une agriculture paysanne viable

Changement climatique

- Adaptation in practice: Increasing adaptive capacity through participatory mapping

Égalité entre les sexes

- Gender and rural development briefs: Asie du Sud, Asie du Sud-Est et les communautés insulaires du Pacifique

Peuples autochtones

- Première réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA: Actes
- *Buenas prácticas en proyectos enfocados a pueblos indígenas y afro-descendientes del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola, FIDA, en América Latina. Documento de Síntesis*
- Findings of four case studies conducted by indigenous people on IFAD-funded projects in Asia and the Pacific. A regional overview
- Managing forests, sustaining lives, improving livelihoods of indigenous peoples and ethnic groups in the Mekong region, Asia

Partenariats

- IFAD and public-private partnerships: Selected project experiences

Secteur privé

- IFAD and the private sector: building links to accelerate pro-poor rural development

Documents occasionnels du FIDA

- Agriculture – pathways to prosperity in Asia and the Pacific
- Has dietary transition slowed in India? An analysis based on the 50th, 61st and 66th rounds of the National Sample Survey

¹² Sauf indication contraire, toutes les publications sont rédigées dans la langue utilisée pour le titre.

Envois de fonds

- Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique (Anglais, Arabe, Espagnol et Français)
- Initiative d'appui aux investissements de la diaspora en faveur de l'agriculture (Anglais, Arabe, Espagnol et Français)
- Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (Anglais, Arabe, Espagnol et Français)
- GFR2013 Report
- Envoi de fonds et culture financière (Anglais, Arabe, Espagnol et Français)
- Envoi de fonds et réseaux de microfinancement (Anglais, Arabe, Espagnol et Français)
- Envoi de fonds et services bancaires mobiles (Anglais, Arabe, Espagnol et Français)
- Envoi de fonds et réseaux postaux (Anglais, Arabe, Espagnol et Français)
- Travailleurs migrants et transferts de fonds vers l'Asie: Tendances et perspectives sur le premier marché au monde des envois de fonds (Anglais, Arabe, Espagnol et Français)
- Le Bulletin du MFEF. Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds a cinq ans (Anglais, Espagnol et Français), mise à jour 2013

Jeunesse

- Note d'orientation sur la conception de programmes qui améliorent les moyens de subsistance des jeunes ruraux
- Policy brief. Improving young rural women's and men's livelihoods – The most sustainable means of moving to a brighter future

Publications du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

- Examen d'IOE (Anglais, Espagnol et Français)
- Évaluation indépendante du FIDA: dix ans d'obligation redditionnelle, d'apprentissage et d'évolution (Anglais, Espagnol et Français)
- Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI)

Évaluations de programmes de pays

- Madagascar
- Mali
- Népal
- Ouganda

Évaluation de l'impact

- Sri Lanka: Programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides

Évaluations au niveau de l'institution

- Évaluation, au niveau de l'institution, de l'efficacité du FIDA et de l'efficacité des opérations qu'il finance
- Supervision directe et appui à l'exécution des activités financées par le FIDA

Rapports de synthèse d'évaluation

- IFAD's engagement with cooperatives
- Programmes d'options stratégiques pour les pays axés sur les résultats

Évaluations de la performance des projets

- Azerbaïdjan: Projet de développement du Nord-Est
- Cambodge: Projet de réduction de la pauvreté rurale dans les provinces de Prey Veng et de Svay Rieng
- Chine: Programme relatif au secteur de la finance rurale
- Inde: Programme d'appui à l'initiative nationale de microfinancement
- Mongolie: Programme de réduction de la pauvreté rurale
- Uruguay: Uruguay Rural Project

Documents d'orientation

- Country-level policy engagement: opportunity and necessity

Articles de périodiques et autres matériels publiés par les auteurs du FIDA

Anyonge, T., Jonckheere, S., Romano, M. et Gallina, A. 2013. *Strengthening institutions and organizations: an analysis of lessons learnt from field applications of IFAD's sourcebook on institutional and organizational analysis for pro-poor change*. FIDA. Rome, Italie.

http://www.ifad.org/english/institutions/synthesis/synthesis_report_web.pdf

Aryal, B. 2013. *35 years in Nepal*. FIDA. Népal.

Colaiacomo, M. 2013. Eurozone collective action clauses and specialised agencies of the United Nations: Do CACs constitute an expropriation under international law? Novembre 2013. *International Law Research*, 2(1): 174-84.

Gunda, C., Gasasira, J., Sithole, S., Liversage, H. et Jonckheere, S. 2013. Securing smallholder farmers' land and water rights and promoting equitable land access in irrigation and watershed management in Malawi, Rwanda and Swaziland. Conférence annuelle de la Banque mondiale sur la terre et la pauvreté, 8-11 avril 2013, La Banque mondiale, Washington, États-Unis.

Hazell, P. et Rahman A. (eds.). 2013. *New directions for smallholder agriculture*. Oxford University Press, Oxford, Royaume-Uni.

Magomu Masaba, C., Verkuijl, H., Ba, I., Marini, A., Serpagli, A., Liversage, H. et Jonckheere, S. 2013. Securing livelihoods, land and natural resource rights through inclusive business models: lessons From Uganda and Mali. Conférence annuelle de la Banque mondiale sur la terre et la pauvreté, 8-11 avril 2013, La Banque mondiale, Washington, États-Unis.

Musirimu, E., Liversage, H. et Jonckheere, S. 2013. Legal empowerment to secure women's land rights in Burundi. Conférence annuelle de la Banque mondiale sur la terre et la pauvreté, 8-11 avril 2013, La Banque mondiale, Washington, États-Unis.

- Nwanze, K.F. et Sinon, P. 2013. Seychelles: an island at “the end of the world” holds solutions to survival of small island states. *All Africa*, 6 mars 2013.
- Nwanze, K.F. 2013. Maîtriser le boom des transferts d’argent de migrants. *Il Sole 24 Ore*, 21 mai 2013. [Également publié dans le *Jakarta Post*, *Les Échos*, *Korean Joongang Daily*, *Inews Dar Al Akbar* et *Shof Akhbar*, 21 mai 2013.]
- Nwanze K.F. 2013. The power of rural development. In *The UK Summit, G8 Research Group*. Munk School of Global Affairs, Université de Toronto, Toronto, Canada, juin 2013.
- Nwanze, K.F. et Kofi Humado, C. 2013. *Science can help small farmers feed Africa*. *IRIN*, juillet 2013. [Également publié dans *The Truth about Trade* et *All Africa*, 15 juillet 2013.]
- Nwanze, K.F. 2013. Comprehensive rural development for food security – the role of the G20. In *The Russia Summit, G20 Research Group*, Munk School of Global Affairs, Université de Toronto, Toronto, Canada, septembre 2013.
- Piccolella, A. 2013. Participatory mapping for adaptation to climate change: the case of Boe Boe, Solomon Islands. *Knowledge Management for Development Journal*, 9(1): 24-36.
<http://journal.km4dev.org/index.php/km4dj/article/viewFile/133/195>
- Qureshi, A.H. et Gao, X. 2013. International economic law. In *Oxford Bibliographies in International Law*, Oxford University Press, New York, États-Unis. <http://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780199796953/obo-9780199796953-0092.xml>
- Rey de Arce, M. et Cliche, G. 2013. *Percepción de actores y su relación en la oferta de inversiones del Programa de Apoyo a las Iniciativas Productivas (PAIP), Haití*. Document de travail n° 3. Serie Estudios Territoriales. Proyecto ¿Invertir en los pobres rurales o en los territorios donde ellos viven? Rimisp, Santiago, Chili.
- Rosada, T. Economía y Desarrollo. *Prensa Libre*. (weekly column)
<http://ekonomiaydesarrollo.blogspot.it/>
- Sere, C. 2013. Empower the farmers. *Nature*, 501, 26 septembre 2013. Supplement on Agriculture and Drought.
- Thapa, G., Mathur, K., Kaicker, N., Gaiha, R. et Imai, K.S. 2013. *Financialisation of food commodity markets, price surge and volatility: new evidence*. Economics Discussion Paper Series EDP-1312. Economics School of Social Sciences, Université de Manchester, Manchester, Royaume-Uni.
- Thapa, G., Gaiha, R., Hill, K. et Kulkarni, V.S. 2013. *Have natural disasters become deadlier?* BWPI Working Paper 181. Brooks World Poverty Institute, Université de Manchester, Manchester, Royaume-Uni. [Précédemment publié par ASARC Working Paper 2012/03, avril 2012].

Publications conjointes et externes avec l'appui du FIDA

- *A path shared for 27 years*. 2013. Fonds belge pour la sécurité alimentaire, Rome, Italie.
- *A roots-to-riches story: Fine-tuning Southeast Asia's cassava boom*. 2013. Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), Cali, Colombie.
- *Building a women's land rights network within ILC*. 2013. Coalition internationale pour l'accès à la terre, Rome, Italie.
- *Conocimiento y cambio en pobreza rural y desarrollo 2010-2013: informe de cierre del proyecto*. Octobre 2013. Centre latino-américain pour le développement rural (Rimisp); Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Ottawa, Canada.
- *Dinámicas territoriales de conocimiento*. 2013. Dario Pulgar, PROCASUR, Santiago du Chili.
- *Conociendo a las mujeres rurales jóvenes de América Latina*. 2013. Document de travail n° 1.. Instituto de Estudios Peruanos (IEP), Lima, Pérou; et FIDA.
<http://www.nuevastrenzas.org/es/publicaciones>
- *The business of agricultural business services: Working with smallholders in Africa. Enterprise grants in Uganda: The District Livelihoods Support Programme*. 2013. Royal Tropical Institute, Amsterdam, Pays-Bas; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, Italie; et Agri-ProFocus, Arnhem, Pays-Bas.
- Eurozone collective action clauses and specialised agencies of the United Nations: Do CACs constitute an expropriation under international law? November 2013. International Law Research, 2(1): 174-84.
- *Afrique paysanne/Farmers' Africa: Actions complémentaires en faveur des producteurs africains*. Février 2013. FIDA, Rome, Italie.
http://www.ifad.org/farmer/2013/sfoap_f.pdf
- Africa agriculture status report: focus on staple crops. In *Financing African agriculture: an imperative for inclusive innovative financing*, chapitre 6. 2013. Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), Nairobi, Kenya.
- Financing for development: re-examining the concept of resource mobilization for international organisations, a case study of the International Fund for Agricultural Development. Mai 2013. *International Organisations Law Review*, 9(2): 467-96. Coécrit avec Kamau.
- *La experiencia de los Proyectos del FIDA en la región Sur Andina del Perú*. 2013. Ricardo Vergara, PROCASUR, Santiago du Chili.

- *Lao PDR – Good practices in building pro-rural poor private and public partnership. What we can learn from Attapeu Province.* 2013. PROCASUR, Santiago du Chili.
- Increasing access to financial service. In *Delivering as One, hand in hand towards a better future*, pp. 14-15. Octobre 2013.
- *Informe latinoamericano sobre pobreza y desigualdad.* 2013. Centre latino-américain pour le développement rural (Rimisp); Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Ottawa, Canada.
- *Land governance in Asia. Understanding the debates on land tenure rights and land reforms in the Asian context.* 2013. Coalition internationale pour l'accès à la terre, Rome, Italie.
- *More than cash. Improving lives through micro enterprise development.* 2013. Department of Trade and Industry, Manille, Philippines.
- My land, my life – a story of Rose Bagwegirira. In *Delivering as One, fostering Uganda's transformation*, pp. 18-19. Juin 2013.
- *Nuevas trenzas: Conociendo a las mujeres rurales jóvenes de América Latina.* 2013. Document de travail. Instituto de Estudios Peruanos (IEP), Lima, Pérou.
- *Reflections on twenty years of land-related development projects in Central America. Ten things you might not expect, and future directions.* 2013. Coalition internationale pour l'accès à la terre, Rome, Italie.
- *SACCOs: A reality check.* In: *Agricultural Finance Yearbook 2012. Transformation of the agricultural sector: the critical role of agricultural finance.* 2013. Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Kampala, Ouganda.
- *SACCO Stories from the Field.* Volume 3 Issue 3. 2012/2013. Rural Financial Services Programme, Ministère des finances, Kampala, Ouganda.
- *Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (PAOPA).* Rome, Italie.
http://www.ifad.org/farmer/2013/sfoap_main.pdf
- *Support to Farmers' Organizations in Africa Programme (SFOAP): Main phase 2013-2017. A partnership to build the capacity of smallholder organizations in sub-Saharan Africa.* Juillet 2013. Rome, Italie.
http://www.ifad.org/farmer/2013/SFOAP_2009_f.pdf
- *Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (PAOPA): Phase principale 2013-2017. Un partenariat de renforcement des capacités des organisations paysannes en Afrique Subsaharienne.* Juillet 2013. Rome, Italie.
http://www.ifad.org/farmer/2013/sfoap_main.pdf

- *The food security learning framework*. Juillet 2013. The M&E Harmonization Group of Food Security Partners, Rome, Italie.
http://www.ifad.org/hfs/tools/hfs/fs_frameworkpub/foodsecurity.pdf
- *Technical advisory note: Programme on rewards for, use of, and shared investment in pro-poor environmental services (RUPES)*. 2013. Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF), Programme régional pour l'Asie du Sud-Est, Bogor, Indonésie.
- *Village land use planning in rangelands in Tanzania: good practice and lessons learned*. 2013. Sustainable Rangeland Management Project for the International Land Coalition, Rome, Italie.
- *Water harvesting – guidelines to good practice*. 2013. Centre for Development and Environment, Berne, Suisse; Rainwater Harvesting Implementation Network, Amsterdam, Pays-Bas; MetaMeta, Wageningen, Pays-Bas; Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse, Berne, Suisse.

Supports de communication

Le FIDA produit aussi un vaste éventail d'éléments d'information et de plaidoyer.

La **banque d'images** révèle les multiples visages de la vie rurale dans les pays en développement.

<http://photos.ifad.org/asset-bank/action/viewHome>

La **salle des dépêches** publie les communiqués les plus récents sur nos activités.

<http://www.ifad.org/media/index.htm>

Série "**Seeds of Innovation**" (Graines d'innovation)

- Afrique orientale et australe
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pf/seeds/index.htm>
- Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pn/infosheet/index.htm>

Les **bulletins électroniques régionaux** donnent des informations sur les cinq régions du FIDA:

- FIDAction en Afrique de l'Ouest et du Centre (anglais et français)
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pa/newsletter.htm>
- Progress in East and Southern Africa (anglais)
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pf/newsletter.htm>
- Making a difference in Asia and the Pacific
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pi/newsletter.htm>
- Rural echoes in Near East and North Africa (anglais et arabe)
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pn/newsletters.htm>
- Rural perspectives – sharing experiences from Latin America and the Caribbean (anglais et espagnol)
<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pl/newsletter.htm>

Bulletin électronique sur l'égalité des sexes: informations sur les activités menées, au FIDA ou à l'extérieur, à l'appui de la promotion de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes

- <http://www.ifad.org/gender/>

Documents relatifs aux ressources humaines:

- Work at IFAD: Make a difference
<http://www.ifad.org/job/working-with-ifad.pdf>
- Welcome to Rome and IFAD

Le **blog social** du FIDA permet de rester informé des événements et des faits nouveaux sur le terrain et au siège.

<http://ifad-un.blogspot.it>

Les **récits recueillis sur le terrain** présentent de façon vivante des projets réussis.

<http://www.ifad.org/story/index.htm>

Les **fiches techniques** fournissent des informations pertinentes sur des questions de développement, les pays et les régions du monde entier.

<http://www.ifad.org/pub/factsheet/index.htm>

Nos vidéos font connaître les succès et les activités que nous appuyons dans le monde entier.

<http://www.ifad.org/video/index.htm>

Sans parler de notre page web **Documents et publications.**

<http://www.ifad.org/pub/index.htm>

Pour plus d'informations sur nos publications diffusées sur le terrain, prière de consulter le lien suivant:

<http://www.ifad.org/contacts.htm#country>

États financiers consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2013*

Appendice A	Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)	2
Appendice B	État du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement)	3
Appendice B1	État des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement)	5
Appendice C	État consolidé des flux de trésorerie	6
Appendice C1	Informations relatives à d'autres entités consolidées	7
Appendice D	Notes relatives aux états financiers consolidés	8
Appendice D1	État des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés	25
Appendice E	État récapitulatif du fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	32
Déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière		33
Rapport du Commissaire aux comptes		35
Attestation externe sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière		37
Appendice F	Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux	43
Appendice G	État des contributions	44
Appendice H	État des prêts	51
Appendice H1	État des dons – FIDA seulement	57
Appendice H2	Cadre pour la soutenabilité de la dette – FIDA seulement	58
Appendice I	État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés	59
Appendice J	État récapitulatif des opérations liées à l'initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti	60
Appendice K	État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)	61

Dans les présents états financiers consolidés, les codes utilisés pour les devises sont ceux de la norme internationale 4217 établie par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à Genève, et le droit de tirage spécial (DTS). Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D) font partie intégrante des états financiers.

* Tels que soumis pour approbation à la cent-onzième session du Conseil d'administration, en avril 2014, lequel les soumettra ensuite à la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs pour approbation, conformément à l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA.

Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

<i>Actifs</i>	<i>Chiffres consolidés</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2013</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	347 061	404 282	186 304	246 905
Placements au coût amorti	782 377	788 827	301 617	373 555
Placements à la juste valeur	1 576 829	1 786 416	1 500 300	1 672 283
Placements (note 4)	2 359 206	2 575 243	1 801 917	2 045 838
Billets à ordre à encaisser (note 5)	547 751	490 918	377 543	331 418
Contributions à recevoir (note 5)	895 937	843 750	514 269	551 315
À déduire: provisions (note 6)	(168 448)	(168 448)	(168 448)	(168 448)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	1 275 240	1 166 220	723 364	714 285
Autres sommes à recevoir (note 7)	28 139	22 051	148 304	144 543
Actifs fixes (note 8)	11 268	6 403	11 268	6 403
Encours des prêts (note 9 et appendice H)	5 107 421	4 860 269	5 092 759	4 858 986
À déduire: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(21 413)	(14 292)	(21 413)	(14 292)
À déduire: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(32 722)	(63 861)	(32 722)	(63 861)
Encours net des prêts	5 053 286	4 782 116	5 038 624	4 780 833
Total actifs	9 074 200	8 956 315	7 909 781	7 938 807
<i>Passif et fonds propres</i>	<i>Chiffres consolidés</i>		<i>FIDA seulement</i>	
	<i>2013</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
Passif				
Sommes à payer et passif exigible (note 12)	168 728	175 106	177 908	182 838
Dons non décaissés (note 14)	313 140	316 708	81 465	91 914
Recettes reportées (note 13)	593 043	494 031	79 371	86 131
Emprunt au titre du Fonds fiduciaire espagnol (note 15)	395 571	383 815	0	0
Total passif	1 470 482	1 369 660	338 744	360 883
Fonds propres				
Contributions				
Ordinaires	7 295 484	6 966 330	7 295 484	6 966 330
Spéciales	20 349	20 349	20 349	20 349
Total contributions (appendice G)	7 315 833	6 986 679	7 315 833	6 986 679
Réserve générale	95 000	95 000	95 000	95 000
Bénéfices non distribués	192 885	504 976	160 204	496 245
Total fonds propres	7 603 718	7 586 655	7 571 037	7 577 924
Total passif et fonds propres	9 074 200	8 956 315	7 909 781	7 938 807

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

État consolidé du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

	2013	2012
Recettes		
Produit des prêts	48 582	49 267
(Pertes)/produit des liquidités et des placements (note 17)	(17 123)	82 404
Recettes provenant d'autres sources (note 18)	10 878	9 143
Recettes provenant des contributions (note 19)	104 358	81 072
Total des recettes	146 695	221 886
Dépenses d'exploitation (note 20)		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 21)	(104 250)	(97 621)
Dépenses administratives courantes	(32 754)	(34 574)
Consultants et personnel extérieur	(37 788)	(37 832)
Institutions coopérantes	(2 502)	(2 624)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 24)	(3 095)	(3 594)
Sous-total des dépenses d'exploitation	(180 389)	(176 245)
Charges d'intérêt des prêts	(2 034)	(7 139)
Reprise de la provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(5 352)	30 394
Recette/(dépenses) au titre de l'Initiative PPTE (note 26)	29 026	(28 457)
Dépenses au titre des dons (note 22)	(108 870)	(111 349)
Dépenses au titre du CSD (note 23)	(142 665)	(118 416)
Dotation aux amortissements (note 8)	(1 656)	(1 578)
Total des dépenses	(411 940)	(412 790)
(Déficit) avant ajustement sur la base de la juste valeur	(265 245)	(190 904)
Ajustement pour variations de la juste valeur (note 25)	(70 951)	(15 558)
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(336 196)	(206 462)
Autres éléments du résultat global:		
Gains/(pertes) de change (note 16)	17 334	(3 108)
Variation de la provision pour plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) (note 21)	6 771	(14 804)
Total des autres éléments du résultat global – gains/(pertes)	24 105	(17 912)
Total du résultat global (pertes)	(312 091)	(224 374)

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

État du résultat global (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

	2013	2012
Recettes		
Produit des prêts	48 513	49 267
(Pertes)/produit des liquidités et des placements (note 17)	(20 480)	75 936
Recettes provenant d'autres sources	16 230	11 556
Recettes provenant des contributions (note 19)	3 982	1 866
Total des recettes	48 245	138 625
Dépenses d'exploitation (note 20)		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 21)	(100 988)	(94 181)
Dépenses administratives courantes	(31 472)	(33 783)
Consultants et personnel extérieur	(32 985)	(32 995)
Institutions coopérantes	(2 314)	(1 941)
Frais financiers directs (banques et placements)	(2 889)	(3 442)
Sous-total des dépenses d'exploitation	(170 648)	(166 342)
Provision pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(5 352)	30 394
Recettes/(dépenses) au titre de l'Initiative PPTE (note 26)	29 026	(28 457)
Dépenses au titre des dons (note 22)	(40 959)	(43 571)
Dépenses au titre du CSD (note 23)	(142 665)	(118 416)
Dotation aux amortissements (note 8)	(1 656)	(1 578)
Total des dépenses	(332 254)	(327 970)
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses avant ajustement sur la base de la juste valeur	(284 009)	(189 345)
Ajustement pour variation de la juste valeur (note 25)	(66 505)	(12 049)
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(350 514)	(201 394)
Autres éléments du résultat global:		
Gains/(pertes) de change	7 702	(2 404)
Variation de la provision pour plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) (note 21)	6 771	(14 804)
Total des autres éléments du résultat global – gains/(pertes)	14 473	(17 208)
Total du résultat global – (pertes)	(336 041)	(218 602)

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

État consolidé de la variation des bénéfices non distribués

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

	<i>Total bénéfices non distribués</i>
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2011	729 350
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(206 462)
Total des autres éléments du résultat global (pertes)	(17 912)
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2012	504 976
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(336 196)
Total des autres éléments du résultat global	24 105
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2013	192 885

État de la variation des bénéfices non distribués (FIDA seulement)

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

	<i>Total bénéfices non distribués</i>
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2011	714 847
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(201 394)
Total des autres éléments du résultat global (pertes)	(17 208)
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2012	496 245
(Déficit) des recettes par rapport aux dépenses	(350 514)
Total des autres éléments du résultat global	14 473
Bénéfices non distribués au 31 décembre 2013	160 204

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

État consolidé des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

	2013	2012
Flux de trésorerie provenant des opérations du FIDA		
Intérêts sur prêts	46 668	46 878
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	107 159	119 887
Autres sommes (payées)/reçues	13 058	20 029
Dépenses d'exploitation et autres paiements	(184 120)	(159 037)
Décaissements au titre des dons (FIDA)	(45 281)	(46 408)
Décaissements au titre des dons (fonds supplémentaires)	(64 227)	(81 586)
Décaissements au titre des dons CSD	(142 665)	(118 416)
Transfert (des)/aux liquidités soumises à restriction	(4 618)	438
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(274 026)	(218 215)
Flux de trésorerie provenant des activités de placement		
Décaissements des prêts	(499 723)	(535 866)
Remboursements de prêts – principal	214 457	221 967
Transfert (des)/aux placements au coût amorti	12 330	(2 589)
Somme reçue au titre des placements	(36 560)	53 265
Flux nets de trésorerie liés aux activités de placement	(309 496)	(263 223)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Contributions aux reconstitutions	310 123	320 458
Emprunt au titre du fonds fiduciaire	(8 007)	(5 740)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	302 116	314 718
Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents	(2 283)	(2 581)
(Diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction	(283 689)	(169 301)
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice	2 172 755	2 342 056
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice	1 889 066	2 172 755
DONT:		
Liquidités non soumises à restriction	342 385	404 218
Placements non soumis à restriction, à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance et des comptes de dettes	1 546 681	1 768 537
Liquidités et équivalents en fin d'exercice	1 889 066	2 172 755

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

Synthèse des informations relatives aux autres entités consolidées

Au 31 décembre 2013 (en millions d'USD)

	<i>Initiative PTE</i>	<i>Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti</i>	<i>Fonds fiduciaire pour le plan d'assurance maladie après cessation de service</i>	<i>Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire</i>	<i>Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>
Bilan						
Total actifs	11,2	37,3	69,7	414,7	328,9	422,9
Total passif	10,5	36,8	68,9	397,2	327,4	422,9
Bénéfices non distribués	0,7	0,5	0,8	17,5	1,5	0
État du résultat global						
Total des recettes	0,0	0,0	0,1	21,0	2,4	79,5
Total des dépenses d'exploitation	0,0	0,0	(0,1)	(2,6)	(2,1)	(79,8)
Solde net	0,0	0,0	0,0	18,4	0,3	(0,3)
Flux de trésorerie nets	6,8	0,1	2,9	(0,5)	(44,9)	(9,7)

Au 31 décembre 2012 (en millions d'USD)

	<i>Initiative PTE</i>	<i>Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti</i>	<i>Fonds fiduciaire pour le plan d'assurance maladie après cessation de service</i>	<i>Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire</i>	<i>Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne</i>	<i>Fonds supplémentaires</i>
Bilan						
Total actifs	4,3	39,1	66,8	406,7	313,7	309,4
Total passif	6,4	39,1	67,8	404,8	313,9	311,0
Bénéfices non distribués	(2,1)	0,0	(1,0)	2,0	(0,1)	(1,7)
État du résultat global						
Total des recettes	0,0	0,0	0,0	5,9	0,0	79,3
Total des dépenses d'exploitation	0,0	0,0	0,0	(8,2)	0,0	(82,6)
Solde net	0,0	0,0	0,0	(2,3)	0,0	(3,3)
Flux de trésorerie nets	(21,6)	4,8	1,1	6,7	50,9	(12,7)

Notes relatives aux états financiers consolidés

NOTE 1

BRÈVE DESCRIPTION DU FONDS ET DE LA NATURE DE SES OPÉRATIONS

Le Fonds international de développement agricole (ci-après dénommé le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies qui existe depuis le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur, et qui a son siège à Rome (Italie). Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci a pour ressources les contributions des États membres, les contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et le produit retiré ou à retirer de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanceurs. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions, sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines, font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

NOTE 2

PRINCIPALES RÈGLES COMPTABLES

Les principales règles comptables appliquées pour la préparation de ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles sont appliquées de manière homogène pour tous les exercices présentés.

a) Principes de base

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Des informations sont données séparément dans les états financiers là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur.

Pour établir les états financiers conformément aux normes IFRS, il faut procéder à un certain nombre d'estimations comptables essentielles. Cela suppose aussi que la direction fasse usage de jugement pour l'application des règles comptables. Les domaines dans lesquels l'exercice de ce jugement est plus poussé ou plus complexe ou dans lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 3.

En 2012, le Fonds a adopté les normes IAS 19 révisées (Avantages du personnel), IFRS 10 (États financiers consolidés), IFRS 9 (Instruments financiers) et IFRS 12 (Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités).

En 2013, la norme IFRS 13 (Évaluation de la juste valeur) est devenue obligatoire; l'impact de son application sur les comptes est négligeable.

b) Périmètre de consolidation

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des comptes consolidés qui incluent les opérations et les soldes des entités suivantes:

- le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);

- Le fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie (FGC);
- d'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et programmatiques; le Programme conjoint du Fonds belge pour la sécurité alimentaire; et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM);
- le fonds fiduciaire du FIDA pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE);
- le fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS);
- le compte administratif de l'Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti (Initiative pour l'allègement de la dette d'Haïti);
- Le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol); et
- Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP).

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et dans une large mesure contrôlées par ce dernier. Conformément aux recommandations et accords sous-jacents établissant ces entités, le FIDA a le pouvoir de régir les règles financières et opérationnelles les concernant. En conséquence, elles figurent dans ses états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires peuvent être établis sur demande pour ces fonds à l'intention des donateurs qui en auraient besoin. L'exercice financier de toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation correspond à l'année civile.

Entités hébergées par le FIDA. Il existe d'autres entités que le FIDA héberge mais dont les opérations ne font pas partie de ses activités principales, et le FIDA n'a pas le pouvoir de régir les règles financières et opérationnelles les concernant. Elles ne sont donc pas consolidées dans ses comptes, car elles échappent dans une large mesure à son contrôle. Il s'agit en l'occurrence de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (anciennement "Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté") et de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire. Le FIDA a hébergé le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification jusqu'au 30 septembre 2013.

c) Conversion des monnaies et variations de change

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité ("la monnaie fonctionnelle"). Dans le cas du FIDA, cette monnaie est le dollar des États-Unis.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés dans l'état du résultat global.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation de l'information financière sont convertis dans cette dernière monnaie, comme suit:

- Les actifs et passifs sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture de l'exercice, de même que les recettes et dépenses.
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts à la rubrique "autres éléments du résultat global".

d) Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés et inscrits au compte de résultat au coût amorti ou à la juste valeur.

Appendice D

Leur classement dépend des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie (les conditions contractuelles donnent lieu, à des dates déterminées, à des flux de trésorerie qui consistent seulement en paiements du principal et des intérêts sur le principal non remboursé) et du modèle de gestion qui leur est appliqué (l'intention de détenir ces actifs et passifs financiers jusqu'à leur échéance). Les actifs et passifs financiers ne sont comptabilisés au coût amorti que lorsque le modèle de gestion du Fonds est de détenir ces actifs et passifs jusqu'à leur échéance et de percevoir les flux de trésorerie contractuels qui y sont rattachés (principal et intérêts seulement). Tous les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au compte de résultat.

• **Fonds propres**

Ils comprennent les trois éléments suivants: **i) contributions (fonds propres); ii) Réserve générale; et iii) bénéfices non distribués.**

i) Contributions (fonds propres)

a) Généralités

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période de la troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution destinée à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement comme actif et comme somme à recevoir lorsqu'un Membre dépose un instrument de contribution. Certaines contributions doivent faire l'objet d'une décision nationale d'ouverture de crédits; par conséquent, ces sommes à recevoir sont considérées comme dues lorsque ces conditions sont remplies. Conformément à la norme IFRS 9, les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, ont été initialement comptabilisés à leur juste valeur au compte de résultat.

b) Provisions

Les principes applicables aux provisions pour arriérés de contribution des États membres sont les suivants:

i) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contribution ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.

ii) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).

iii) La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

ii) Réserve générale

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie pour répondre à la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du placement de ses avoirs liquides. L'intention est également de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler

d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

Le niveau de la Réserve générale fait l'objet d'un examen tous les trois ans au moins, afin de vérifier s'il est adapté. Le dernier examen a été conduit en 2012.

iii) Bénéfices non distribués

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent cumulé des recettes sur les dépenses, net des effets des variations de change. D'un point de vue opérationnel, il convient de se reporter à l'état des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice E).

e) Prêts

i) Généralités

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés à des pays en développement qui sont membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt prend effet ou entre en vigueur lorsque les conditions préalables ont été remplies. Les décaissements peuvent commencer dès la signature du prêt.

Tous les prêts du FIDA sont approuvés, et leur remboursement, ainsi que le paiement des intérêts dont ils sont assortis, doit être effectué dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt, pour un montant équivalant à la somme due en DTS, calculé sur la base des taux appliqués par le Fonds monétaire international (FMI) aux dates correspondantes. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux stipulations de l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions de prêt sont les suivantes:

a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an; ils comportent un délai de remboursement de quarante (40) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; b) les prêts consentis à des conditions durcies sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an; ils comportent un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; c) les prêts consentis à des conditions mixtes (applicables à compter de 2013) sont exempts d'intérêts mais supportent une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an plus une majoration; ils comportent un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de dix (10) ans; d) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supportent un taux d'intérêt annuel équivalant à cinquante pour cent (50%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration; ils comportent un délai de remboursement de vingt (20) ans, dont un différé d'amortissement de cinq (5) ans; e) les prêts consentis à des conditions ordinaires supportent un taux d'intérêt annuel équivalant à cent pour cent (100%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration; ils comportent un délai de remboursement compris entre quinze (15) ans et dix-huit (18) ans, dont un différé d'amortissement de trois (3) ans; et f) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts.

ii) Prêts à des États non membres

À sa vingt et unième session, tenue en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b) de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

iii) Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Le FIDA participe à l'Initiative – initiale et renforcée – du FMI et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des

Appendice D

pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de gestion des partenariats opérationnels avec des pays susceptibles d'avoir des arriérés à l'égard du FIDA en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt. Les montants correspondant aux obligations au titre du service de la dette qui sont annulés doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire (c'est-à-dire au moment où lesdites obligations arrivent à échéance), dans la limite des ressources disponibles.

Le Conseil d'administration approuve chaque allègement de dette consenti à un pays en valeur actuelle nette, et la fraction de principal correspondant à cet allègement, estimée en valeur nominale, est ensuite inscrite au poste Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE et comptabilisée en charge au poste Dépenses au titre de l'Initiative PPTE sur l'état du résultat global. Les hypothèses sur lesquelles reposent ces estimations font l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément discrétionnaire important.

La dépense comptabilisée est ensuite compensée, et la provision cumulée réduite à proportion des sommes fournies par les donateurs extérieurs et versées par l'intermédiaire du fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des PPTE, afin de financer les allègements de dette.

En novembre 2006, le FIDA a été autorisé à accéder aux ressources propres du Fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés administré par la Banque mondiale afin de contribuer au financement des allègements de dette à accorder aux pays qui atteignent le point d'achèvement. Les financements consentis sont calculés sur la base de la valeur actuelle nette de l'estimation des flux futurs liés aux allègements de dette.

iv) Comptabilisation des prêts

Les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur le premier jour (c'est-à-dire le jour du versement du montant du prêt à l'emprunteur), puis sur la base du coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. La juste valeur est calculée au cas par cas à l'aide d'un outil perfectionné, en actualisant la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par le prêt, dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé. Le coefficient d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque-pays compte tenu du très faible risque de non-recouvrement qui caractérise le portefeuille de prêts du FIDA. Cependant, tous les prêts en cours sont analysés et, s'il existe une indication objective de dépréciation de ces actifs, une provision est constituée.

v) Provision cumulée pour dépréciation

Les retards dans les paiements au titre des prêts entraînent des pertes en valeur actuelle pour le Fonds puisqu'il ne prélève pas de commissions ou d'intérêts supplémentaires sur les arriérés dus au titre des intérêts ou du principal des prêts. La provision, constituée sur une base spécifique pour ces pertes, est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), on applique une méthode analogue à celle en usage pour le provisionnement des contributions des États membres. Ainsi, une provision est constituée dès lors qu'un versement dû au titre du prêt a plus de 24 mois de retard. Une provision est également constituée pour les

échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai sont considérés comme inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse 48 mois, la provision s'applique à l'intégralité du principal non remboursé. La date à partir de laquelle les délais susmentionnés commencent à courir est celle du bilan. Le Fonds n'a passé par pertes et profits aucun de ses prêts. Compte tenu de la tendance historique positive du service de ses prêts, le Fonds n'a pas prévu de disposition relative à la dépréciation collective pour les prêts non sujets à une dépréciation spécifique.

vi) Situation de non-comptabilisation

Les recettes au titre des prêts sont comptabilisées selon le système de l'exercice. En cas de retard de paiement de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme produits que lorsqu'ils sont effectivement reçus. Des démarches sont entreprises auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.

f) Placements

Les placements du Fonds sont comptabilisés à la juste valeur au compte de résultat ou au coût amorti. Ils sont comptabilisés au coût amorti lorsqu'ils appartiennent à un portefeuille géré par le Fonds suivant un modèle de gestion prévoyant que ces actifs seront détenus jusqu'à leur échéance, seuls étant perçus les intérêts et le principal échus conformément aux caractéristiques contractuelles. Si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies, le Fonds comptabilise les placements à leur juste valeur au compte de résultat. La juste valeur est déterminée conformément aux trois niveaux indiqués à la note 3. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées au fur et à mesure dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au fur et à mesure au compte des variations de change. Tous les achats et ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction. Les produits dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de signature du contrat correspondant, puis réévalués sur cette même base ultérieurement. La majeure partie des produits dérivés étant utilisés comme instruments de couverture (bien que non comptabilisés comme tels), les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées sur l'état du résultat global.

g) Liquidités et équivalents

Les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques, ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Le montant net des sommes à payer au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie.

h) Contributions (non comptabilisées dans les fonds propres)

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement de projets, les contributions reçues sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don entre en vigueur. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés, le Programme conjoint du Fonds belge pour la sécurité alimentaire et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme recettes reportées et sont comptabilisées comme produits dans l'état du résultat global, à hauteur du montant des charges liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (y compris les frais de gestion), auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes, sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants, de même que l'intérêt produit. Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA, et présente plus clairement la nature sous-jacente des soldes en

Appendice D

question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice D1.

Certains donateurs ont apporté leur concours au FIDA sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions ainsi reçues des donateurs sont comptabilisées comme des recettes, et les coûts correspondants sont imputés aux dépenses de personnel.

j) Dons

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme des dépenses à la date à laquelle le montant approuvé est décaissable, et les montants non décaissés sont portés au passif à leur juste valeur conformément à la norme IFRS 9. À la suite de l'approbation par le Conseil d'administration de la version révisée des Conditions générales applicables au financement du développement agricole (avril 2009), les dons sont décaissables à la date à compter de laquelle le bénéficiaire est en droit d'engager des dépenses autorisées.

Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice au cours duquel l'annulation prend effet.

j) Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)

Dans le cadre du CSD, les pays admis à emprunter à des conditions particulièrement favorables reçoivent une aide financière sous forme de dons et non de prêts. Le manque à gagner sur le montant principal de l'aide doit être compensé par le pays membre bénéficiaire au fur et à mesure des échéances (selon le calendrier de remboursement du prêt sous-jacent), tandis que le FIDA renonce à percevoir les intérêts. Les modalités de compensation du principal seront négociées lors de futures consultations sur les reconstitutions (voir la note 28 b) sur les éléments d'actif). Les financements consentis dans le cadre du CSD sont régis par les Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole. Les projets financés au titre du CSD sont exécutés sur une période assez longue; ils sont comptabilisés comme des dépenses sur l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel leurs bénéficiaires remplissent les conditions requises pour le décaissement des financements correspondants.

k) Emprunt au titre du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire

Le Fonds fiduciaire espagnol a été créé en 2010 après la réception des fonds à titre de prêt. Le passif correspondant est comptabilisé au coût amorti. Les fonds serviront à financer des prêts aux emprunteurs du FIDA (à l'exception des pays bénéficiaires du CSD), selon les procédures en vigueur.

Les remboursements d'emprunt versés par le Fonds fiduciaire à l'Espagne s'effectueront parallèlement aux remboursements des pays emprunteurs sur une période de 45 ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans. Le taux d'intérêt payé à l'Espagne sera un taux variable basé sur l'Euribor à 12 mois. Les intérêts, qui seront versés à l'Espagne le 15 janvier de chaque année, seront comptabilisés sur la base des droits constatés.

Les liquidités du Fonds fiduciaire espagnol seront investies de manière à couvrir les besoins de décaissement tout en générant un niveau adéquat de rendement corrigé des risques.

Le produit excédentaire des placements sera déposé dans un compte de réserve permettant au FIDA de gérer les risques.

S'il s'avère que le Fonds fiduciaire espagnol ne dispose pas de ressources suffisantes pour faire face à ses engagements de paiement, l'Espagne fournira des fonds supplémentaires.

l) Régimes applicables au personnel

i) Obligations concernant les pensions

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière du Fonds vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes et des dépenses de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et, en conséquence, il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Le FIDA – comme les autres organisations participantes – n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions.

ii) Plan d'assurance maladie après cessation de service

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Depuis 2006, une évaluation indépendante du plan d'assurance maladie a lieu chaque année.

Conformément à la norme IAS 19, le FIDA a créé un fonds fiduciaire dans lequel il transfère les fonds nécessaires pour financer les engagements actuariels. Le coût des prestations est comptabilisé comme dépense d'exploitation. Le solde net entre les charges d'intérêts et le produit attendu des actifs du plan est inscrit au compte de résultat tandis que les réévaluations des actifs et des passifs sont comptabilisées comme position nette dans le résultat global. À la suite de la révision de la norme IAS 19, le taux de rendement comptable fixé est égal au taux d'actualisation.

m) Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le Fonds a une obligation juridique réelle ou présumée découlant de faits passés, qu'il est probable qu'un prélèvement de ressources sera nécessaire pour s'acquitter de cette obligation et que le montant de l'obligation se prête à une estimation fiable. Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de la cessation de service sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

n) Imposition

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies et, en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège permanent du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas

Appendice D

encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

o) Comptabilisation des recettes

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes (fourniture de biens ou de services).

p) Actifs fixes – actifs incorporels

Actifs fixes

Les achats de biens mobiliers et d'équipements d'une certaine importance sont inscrits au bilan. Ces actifs sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, selon le schéma suivant:

• Aménagements et installations	10 ans
• Mobilier	5 ans
• Matériel de bureau	4 ans
• Véhicules	5 ans

Immobilisations

Les coûts de développement de logiciels sont comptabilisés comme des actifs incorporels lorsque des avantages économiques futurs en sont attendus pour l'organisation. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée du logiciel considéré (deux à sept ans). Les aménagements des locaux loués sont comptabilisés comme des actifs. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée, qui n'excède pas la durée du bail relatif au siège du FIDA.

NOTE 3

ESTIMATIONS ET ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION SIGNIFICATIFS

a) Estimations et hypothèses

Les estimations et éléments d'appréciation retenus, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements dont la probabilité est jugée raisonnable au vu des circonstances. Par définition, les estimations comptables qui en résultent équivalent rarement aux résultats effectifs. Les estimations et hypothèses les plus susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des actifs et passifs comptabilisés au cours du prochain exercice sont exposées ci-dessous.

i) Juste valeur et coût amorti des prêts, dons non décaissés, recettes reportées et sommes à recevoir au titre des billets à ordre et des contributions. On se reportera à la note 2 pour de plus amples détails sur les modèles appliqués au calcul de la juste valeur des prêts.

Pour déterminer la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, on prend en considération les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs analogues et les prix cotés sur des marchés inactifs pour des actifs identiques, ou on applique des techniques d'évaluation.

Les actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan à leur juste valeur sont affectés à l'une des catégories suivantes:

Niveau 1: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base des prix cotés pour des actifs ou passifs analogues, ou de modèles de valorisation dans lesquels toutes les données significatives sont observables soit directement, soit indirectement, pour toute la durée de vie de l'actif ou du passif concerné.

Niveau 3: actifs et passifs financiers dont la valeur est calculée sur la base de prix ou de techniques d'évaluation utilisant des données qui ne sont pas observables et qui ont des conséquences sur la mesure globale de la juste valeur.

b) Éléments d'appréciation intervenant dans l'application des règles comptables

i) Comptabilisation à la juste valeur

Conformément aux IFRS, le FIDA établit ses comptes sur la base de la juste valeur. Le rapprochement des chiffres calculés selon cette méthode et selon celle du coût amorti a été effectué sur la base des intérêts effectifs et des valeurs nominales pour les prêts, les sommes à recevoir, les dons non décaissés et les recettes reportées.

NOTE 4

SOLDES DES LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS

Ventilation des soldes (consolidés)

	(en milliers d'USD)	
	2013	2012
Liquidités non soumises à restriction	342 385	404 219
Liquidités soumises à restriction	4 676	63
Sous-total des liquidités	347 061	404 282
Placements non soumis à restriction en juste valeur	1 576 462	1 786 019
Placements au coût amorti	782 377	788 827
Placements soumis à restriction	367	397
Sous-total des placements	2 359 206	2 575 243
Total des liquidités et placements	2 706 267	2 979 525

La composition du portefeuille par entité au 31 décembre était la suivante:

	(en milliers d'USD)	
	2013	2012
FIDA	1 988 220	2 292 743
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	69 702	66 840
Fonds fiduciaire PPTÉ	11 150	4 348
Fonds supplémentaires	115 563	125 476
Fonds fiduciaire espagnol	399 989	400 191
Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti (appendice J)	37 269	39 071
ASAP	84 374	50 856
Total des liquidités et placements	2 706 267	2 979 525

i) Liquidités et placements soumis à restriction

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, l'utilisation des montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, est soumise à restriction.

Durant l'année 2013, le FIDA a ouvert un compte séquestre, dont le solde était de 4,6 millions d'USD au 31 décembre 2013. Ces liquidités soumises à restriction ont été mises de côté en application d'une convention de séquestre avec la banque aux termes de laquelle ces fonds ne pouvaient être utilisés que pour faire face à des engagements liés à l'hébergement du Mécanisme mondial, en prenant en charge d'éventuels dommages-intérêts résultant de litiges en instance, le règlement à d'autres organismes des Nations Unies de factures contestées, et la constitution d'une provision pour obligations imprévues. Ces fonds doivent être restitués au Mécanisme mondial si ces obligations ne se concrétisent pas.

ii) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par instrument

Au 31 décembre 2013, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, y compris les sommes à payer et à recevoir, se chiffraient à 2 700 431 000 USD

Appendice D

(2 956 419 000 USD en 2012), hors avoirs soumis à restriction ou libellés en monnaies non convertibles.

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Liquidités	347 061	404 281
Titres à revenu fixe	1 764 693	2 049 882
(Perte latente)/gain latent sur contrats à terme	(2 251)	(8 746)
Dépôts à terme et autres effets bancaires	583 494	527 649
(Perte latente)/gain latent sur contrats à terme	13 270	6 458
Total des liquidités et placements	2 706 268	2 979 525
Sommes à recevoir sur cessions de titres	3 197	1 385
Sommes à payer sur achats de titres	(9 033)	(24 491)
Total des placements	2 700 431	2 956 419

Les placements en titres à revenu fixe et les liquidités comprenaient, au 31 décembre 2013, 824 659 000 USD au coût amorti (805 398 000 USD en 2012). Au 31 décembre 2013, la juste valeur des placements multimarchés stratégiques se montait à 830 724 000 USD (817 413 000 USD en 2012).

iii) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par monnaie

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

	2013	2012
Euro	1 202 095	1 286 939
Yen japonais	135 263	191 320
Livre sterling	246 065	299 856
Dollar des États-Unis	1 117 008	1 178 304
Total des liquidités et du portefeuille de placements	2 700 431	2 956 419

iv) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par échéance

Au 31 décembre, la composition par échéance des liquidités et des placements était la suivante:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Moins de 1 an	1 197 610	1 127 769
1 à 5 ans	878 903	1 166 800
5 à 10 ans	454 270	449 274
Plus de 10 ans	169 648	218 576
Total liquidités et placements	2 700 431	2 956 419

Au 31 décembre 2013, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 42 mois (47 mois en 2012).

a) Gestion des risques financiers

Les placements du FIDA sont exposés à divers risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de change, risque de garde et risque de liquidité. Ses activités exposent également le Fonds à un risque en capital qui est toutefois limité au portefeuille de placements.

i) Risque de marché

Conformément à sa politique de placement, le FIDA investit dans plusieurs catégories d'actifs à revenu fixe. Lorsqu'il y a lieu, la direction du FIDA prend les mesures tactiques qui

s'imposent pour protéger l'ensemble du portefeuille de placements contre les évolutions défavorables du marché.

Les liquidités et les placements au coût amorti sont gérés en interne. Au 31 décembre 2013, les placements en juste valeur sont répartis entre huit mandats de gestion externe.

Le risque de marché concernant les autres entités figurant aux états financiers consolidés est considéré comme négligeable.

Le tableau 1 ci-après indique la part relative et le montant des placements effectués dans les différentes classes d'actifs que comporte le portefeuille, ainsi que les allocations préconisées par la politique de placement, aux 31 décembre 2013 et 2012. Les chiffres présentés ci-dessous concernent uniquement le FIDA et correspondent à la valeur actuelle nette.

Tableau 1

Classe d'actifs	Portefeuille	Politique de placement	
		en millions d'USD	%
2013	%		
Liquidités à court terme	8,2	162,9	7,0
Placements multimarchés stratégiques	15,3	303,1	17,0
Obligations d'État mondiales	34,3	678,2	36,0
Titres multimarchés diversifiés à revenu fixe	12,7	251,7	10,0
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	18,9	373,7	20,0
Titres de dette des marchés émergents	10,5	208,2	10,0
Total	100,0	1 977,8	100,0

Classe d'actifs	Portefeuille	Politique de placement	
		en millions d'USD	%
2012	%		
Liquidités à court terme	8,6	194,8	7,0
Placements multimarchés stratégiques	16,5	373,6	17,0
Obligations d'État mondiales	33,6	762,8	36,0
Titres multimarchés diversifiés à revenu fixe	14,0	318,7	13,0
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	20,2	459,4	20,0
Titres de dette des marchés émergents	7,1	160,3	7,0
Total	100,0	2 269,6	100,0

Appendice D

Chaque classe d'actifs est gérée selon des lignes directrices qui lui sont propres, et celles-ci limitent le choix des instruments admissibles et les opérations susceptibles d'être effectuées par les gestionnaires en fonction des risques du marché. Les restrictions prennent les formes suivantes:

1. indices de référence prédéterminés et limitation de l'écart autorisé par rapport à ces indices (écart de suivi); et
2. notes de crédit minimales (voir ci-après l'alinéa ii) Risque de crédit).

Les indices de référence retenus pour les différentes classes d'actifs sont indiqués dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2
Indices de référence par portefeuille

Portefeuille	Indice de référence
Liquidités à court terme	Identique au rendement
Placements multimarchés stratégiques	Indice sectoriel étendu équilibré (calculé en interne sur une base trimestrielle)
Obligations d'État mondiales	Indice Barclays pour les obligations d'État multimarchés à échéance de 1 an, contre 1 à 3 ans précédemment
Titres multimarchés diversifiés à revenu fixe	Indice Barclays pour les titres multimarchés à revenu fixe (A- ou plus)
Obligations d'État mondiales indexées sur l'inflation	Indice "Barclays Capital" pour les obligations d'État indexées sur l'inflation (1 à 10 ans)
Titres de dette des marchés émergents	Indice Barclays pour les titres de dette des marchés émergents de qualité investissement (BBB- ou plus)

L'exposition au risque de marché est ajustée par restructuration des échéances en fonction de l'évolution des cours de titres.

En matière de durée, les limites supérieures sont les suivantes:

- un an de plus que la référence pour les obligations d'État mondiales;
- deux ans de plus que la référence pour les placements multimarchés diversifiés à taux fixe;
- deux ans de plus que la référence pour les obligations multimarchés indexées sur l'inflation; et
- deux ans de plus que la référence pour les titres de dette des marchés émergents.

La durée moyenne du portefeuille de placements du FIDA aux 31 décembre 2013 et 2012 et les valeurs de référence correspondantes sont indiquées au tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3
Durée moyenne des placements et durée de référence, en nombre d'années (FIDA seulement)
Aux 31 décembre 2013 et 2012

Portefeuille	Portefeuille		Indice de référence	
	2013	2012	2013	2012
Liquidités à court terme	-	-	-	-
Placements multimarchés stratégiques	1,1	1,4	1,1	1,4
Obligations d'État mondiales	0,9	1,7	1,0	1,9
Titres multimarchés diversifiés à taux fixe	4,4	4,1	4,3	4,2
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	5,4	6,2	5,1	5,4
Titres de dette des marchés émergents	6,5	7,6	6,3	6,8
Duration moyenne totale	2,6	2,9	2,4	2,8

L'analyse de sensibilité du portefeuille de placements du FIDA présentée au tableau 4 ci-après montre l'incidence qu'un déplacement positif et négatif symétrique de la courbe de rendement (de -300 à +300 points de base) aurait sur la valeur du portefeuille de placements au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012.

Tableau 4
Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)

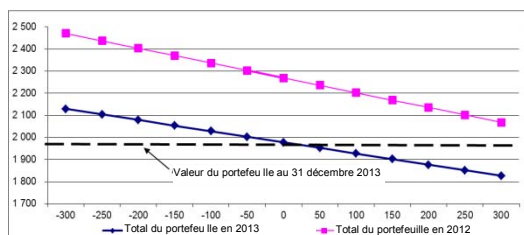
Variation de la courbe de rendement en points de base	2013		2012	
	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion (en millions d'USD)	Total portefeuille (en millions d'USD)
-300	152	2 130	201	2 471
-250	126	2 104	168	2 438
-200	101	2 079	134	2 404
-150	76	2 054	101	2 371
-100	51	2 029	67	2 337
-50	25	2 003	34	2 304
0	-	1 978	-	2 270
50	(25)	1 953	(34)	2 236
100	(51)	1 927	(67)	2 203
150	(76)	1 902	(101)	2 169
200	(101)	1 877	(134)	2 136
250	(126)	1 852	(168)	2 102
300	(152)	1 826	(201)	2 069

Appendice D

Le graphique ci-dessous illustre la relation négative entre rendement et valeur des placements à revenu fixe.

Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)

(en millions d'USD)



Au 31 décembre 2013, si le niveau général des taux d'intérêt dans le panier du DTS avait été supérieur/(inférieur) de 300 points de base (déplacement positif ou négatif symétrique de la courbe de rendement), la valeur de l'ensemble du portefeuille aurait été inférieure/(supérieure) de 152 millions d'USD du fait des pertes/(gains) enregistrés sur les placements évalués au cours du marché.

Le tableau 5 ci-dessous indique l'écart de suivi (*tracking error*) maximal autorisé par les lignes directrices de la politique de placement. L'écart de suivi représente l'écart type annualisé de la performance relative du portefeuille par rapport à l'objectif de référence, et mesure les positions actives prises dans la gestion d'un portefeuille par rapport à l'objectif de référence.

Tableau 5
Écart de suivi maximal autorisé par classe d'actifs

Portefeuille	écart de suivi maximal (pourcentage par an)
Obligations d'État mondiales	1,5
Obligations multimarchés diversifiées à revenu fixe	3,0
Obligations d'État mondiales indexées sur l'inflation	2,5
Titres de dette des marchés émergents	4,0

Au 31 décembre 2013, l'écart de suivi de l'ensemble du portefeuille était de 0,29% (contre 0,21% en 2012).

ii) Risque de crédit

L'exposé de la Politique de placement du FIDA et les lignes directrices en la matière fixent des normes de qualité minimales pour le choix des titres et des contreparties. Ces normes reflètent les notes attribuées aux établissements bancaires et aux émissions obligataires par les grandes agences de notation financière. Les notes de crédit minimales pour les classes d'actifs entrant dans la composition du portefeuille de placements du FIDA admissibles au titre de la Politique de placement du Fonds sont indiquées au tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6
Notes de crédit minimales exigées aux termes de la Politique de placement et des directives relatives aux placements

Classe d'actifs	Titres	Dépôts à terme et CD ^a	Opérations au comptant et à terme ^b	Swaps de taux d'intérêt ^b
Liquidités à court terme	s.o.	A-1/P-1	s.o.	s.o.
Placements multimarchés stratégiques	Aa3 (Moody's) ou AA- (S&P) (exceptions: titres d'entreprises publiques Aa2/AA et obligations d'entreprises Aaa/AAA)	A-1/P-1	A-1/P-1/F1	s.o.
Obligations d'État mondiales ^c	Aa3 (Moody's) ou AA- (S&P)	A-1/P-1	A-1/P-1/F1	s.o.
Obligations multimarchés diversifiées à revenu fixe ^c	A3 (Moody's) ou A- (S&P) (exception: TACH du gouvernement AAA/Aaa par deux des trois agences)	A-1/P-1	A-1/P-1/F1	AA-/Aa3
Obligations mondiales indexées sur l'inflation ^c	Aa3 (Moody's) ou AA- (S&P)	A-1/P-1	A-1/P-1/F1	s.o.
Titres de dette des marchés émergents	Baa3 (Moody's) ou BBB- (S&P)	A-1/P-1	A-1/P-1/F1	s.o.

^a La note de crédit minimale (P-1 de Moody's ou A-1 de S&P) s'applique à l'établissement bancaire.

^b La note de crédit minimale s'applique à la contrepartie.

^c Seuls sont autorisés les contrats à terme et les options négociés sur des places réglementées.

Note: s.o. = sans objet; CD = certificats de dépôt; TACH = titres adossés à des créances hypothécaires.

Au 31 décembre 2013, la note de crédit moyenne de chaque classe d'actifs était égale ou supérieure à la notation minimale admissible au titre de la Politique de placement et des directives relatives aux placements (tableau 7).

Tableau 7
Notes de crédit moyennes par classe d'actifs (FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2013 et 2012

Classe d'actifs	Note de crédit [*]	
	2013	2012
Liquidités à court terme	P-2	P-1
Placements multimarchés stratégiques	Aa1	Aa1
Obligations d'État mondiales	Aaa	Aaa
Obligations diversifiées à taux fixe	A1	Aa1
Titres multimarchés indexés sur l'inflation	Aaa	Aaa
Titres de dette des marchés émergents	Baa2	Aa3

* La note de crédit moyenne est calculée sur la base des valeurs de marché aux 31 décembre 2013 et 2012, excepté pour les placements multimarchés stratégiques, la note moyenne étant dans ce cas calculée sur la base du coût amorti. Conformément à la Politique de placement et aux lignes directrices en la matière en vigueur au FIDA, la note de crédit utilisée est la meilleure des trois notes attribuées par Standard & Poor's (S&P), Moody's ou Fitch, sauf indication contraire, comme dans le cas des portefeuilles

Appendice D

sous gestion interne, pour lesquels les notes des trois agences doivent être supérieures au seuil minimal de qualité des créances.

iii) Risque de change

Le portefeuille de placements est utilisé de manière à réduire au minimum le risque de change global auquel le FIDA est exposé. La majeure partie des engagements du FIDA se compose de prêts et de dons non décaissés libellés en DTS. Dans la mesure du possible, le Fonds s'efforce donc de faire en sorte que ses actifs soient libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon la même pondération. Les montants affectés à la Réserve générale et les engagements au titre des dons libellés en dollars des États-Unis ont aussi pour contrepartie des actifs libellés dans la même monnaie.

En cas de défaut d'alignement jugé important et persistant, le FIDA entame une procédure de réaligement en modifiant la part relative des différentes monnaies à l'intérieur du portefeuille de placements de manière que l'ensemble de l'actif reflète à nouveau les pondérations du DTS.

Le tableau 8 ci-dessous indique le degré d'alignement de l'ensemble de l'actif du FIDA sur le panier du DTS au 31 décembre 2013.

Tableau 8

Alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA seulement)

Au 31 décembre 2013

Groupe de monnaie	Part de l'actif net (%)	Pondérations du DTS	Écart
Dollar des États-Unis	41,5	42,9	(1,4)
Euro	37,7	37,8	(0,1)
Yen japonais	8,0	7,5	0,5
Livre sterling	12,8	11,8	1,0
Total	100,0	100,0	0,0

Au 31 décembre 2013, si le dollar des États-Unis s'était déprécié (apprécié) de 10% par rapport aux trois autres monnaies composant le panier du DTS, la composition de l'actif aligné sur le panier du DTS aurait été celle indiquée au tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9

Sensibilité de l'actif aligné sur le panier du DTS (FIDA seulement)

Au 31 décembre 2013

Groupe de monnaie	Écart par rapport aux pondérations du DTS	
	USD -10% (%)	USD +10% (%)
Dollar des États-Unis	(2,6)	2,3
Euro	1,7	(1,6)
Yen japonais	0,4	(0,3)
Livre sterling	0,5	(0,5)
Total	-	-

Afin de diversifier les placements et d'améliorer les rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer des opérations à terme sur devises négociées de gré à gré afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses actifs et ses engagements libellés en DTS et en dollars des États-Unis.

iv) Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité suppose notamment de conserver suffisamment d'actifs liquides ou équivalents pour faire face s'il y a lieu aux décaissements de prêts et de dons ainsi qu'aux autres dépenses administratives.

La gestion du risque de liquidité repose sur l'exigence de liquidité minimale (ELM). La politique du FIDA en matière de liquidités, de même que l'ELM révisée approuvée pour la période de la neuvième reconstitution (2013-2015), prescrit

que le niveau des actifs très liquides détenus dans le portefeuille de placements du FIDA doit rester supérieur à 60% du niveau projeté des décaissements bruts annuels (sorties de fonds), établi en tenant compte des besoins supplémentaires susceptibles de survenir en cas de crise de liquidité.

Les dernières hypothèses du modèle financier du FIDA, établies sur la base du niveau des ressources disponibles pour engagement en 2013 selon le principe du flux de trésorerie durable, donnent une ELM de 595,0 millions d'USD, que le solde du portefeuille de placements permet de couvrir largement puisqu'il s'établit à 1 977,8 millions d'USD.

v) Risque de ressources

La politique générale du FIDA en matière de ressources est soumise périodiquement à l'examen de la direction et fait également l'objet d'une évaluation de la part des principales parties prenantes une fois au moins lors de chaque cycle de reconstitution. Le FIDA surveille de près et à intervalles réguliers l'état de ses ressources, afin de garantir la poursuite de ses activités. En conséquence, il ajuste le montant de ses nouveaux engagements de prêts et dons au cours de chaque exercice en fonction des ressources disponibles. La prévision des ressources à long terme est réalisée dans le cadre de l'analyse du modèle financier du FIDA.

NOTE 5

BILLETS À ORDRE ET SOMMES À RECEVOIR DES CONTRIBUANTS

	(en milliers d'USD)	
	2013	2012
Billets à ordre à encaisser		
Contributions aux reconstitutions ASAP	380 849	335 581
Total	555 291	498 131
Ajustement sur la base de la juste valeur	(7 540)	(7 213)
Billets à ordre à encaisser	547 751	490 918
Contributions à recevoir		
Contributions aux reconstitutions	518 870	557 616
Contributions supplémentaires	311 957	185 772
Fonds fiduciaire espagnol	0	5 274
ASAP	83 325	103 578
Total	914 152	852 240
Ajustement sur la base de la juste valeur	(18 215)	(8 490)
Contributions à recevoir	895 937	843 750

a) Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième reconstitutions des ressources

Ces contributions ont été intégralement acquittées, excepté dans les cas indiqués à la note 6 et dans le tableau ci-dessous:

Contributions non versées/encaissées

Au 31 décembre 2013

Donateur	(en milliers d'USD)	
	Reconstitution	Montant
États-Unis ^a	Sixième	459
États-Unis ^a	Septième	3 224
Brésil ^a	Huitième	8 910
Japon ^a	Huitième	15 164
Arabie saoudite ^b	Huitième	5 000
Indonésie ^b	Huitième	30
États-Unis ^a	Huitième	18 000

^a Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements particulier ou dans lesquels la contribution est soumise à ratification.

^b Contributions encaissées au titre de l'exercice suivant.

Appendice D

c) Neuvième reconstitution

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour la neuvième reconstitution sont données à l'appendice G. La neuvième reconstitution est entrée en vigueur le 30 novembre 2012.

d) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données à l'appendice G.

e) Risque de crédit

Les contributions des donateurs au FIDA étant garanties par les États, le Fonds part du principe que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé sera finalement versée. Le risque de non-recouvrement est couvert par la constitution de provisions sur les contributions.

NOTE 6

PROVISIONS

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre correspondants sont déjà exigibles à la date du bilan. Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Solde en début d'exercice	168 448	168 548
Variation totale	0	(100)
Solde en fin d'exercice	168 448	168 448
Décomposés comme suit:		
Billets à ordre des contributeurs a)	80 861	80 861
Sommes à recevoir des contributeurs b)	87 587	87 587
Total	168 448	168 448

a) Provisions au titre des billets à ordre

Au 31 décembre 2013, les contributions aux reconstitutions des ressources du FIDA jusques et y compris la huitième, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées à 100%, et à 65% pour la neuvième reconstitution (30% au 31 décembre 2012).

Aux 31 décembre 2013 et 2012, toutes les contributions au PSA (première et seconde phase) avaient été tirées en totalité.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des billets à ordre, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
FIDA		
Contributions initiales		
Iran (République islamique d')	29 358	29 358
Iraq	13 717	13 717
	43 075	43 075
Première reconstitution		
Iraq	31 099	31 099
	31 099	31 099
Troisième reconstitution		
République populaire démocratique de Corée	600	600
Libye	6 087	6 087
	6 687	6 687
Total FIDA	80 861	80 861

b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contributeurs

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre de certaines de ces sommes à recevoir, comme indiqué ci-dessous:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Contributions initiales		
Comores	10	10
Iran (République islamique d')	83 167	83 167
	83 177	83 177
Deuxième reconstitution		
Iraq	2 000	2 000
	2 000	2 000
Troisième reconstitution		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Sao Tomé-et-Principe	10	10
	2 410	2 410
Total	87 587	87 587

NOTE 7

AUTRES SOMMES À RECEVOIR

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Sommes à recevoir provenant de cessions de titres	3 197	1 385
Autres sommes à recevoir	24 942	20 666
Total	28 139	22 051

Les sommes ci-dessus devraient toutes être reçues dans l'année qui suit la date du bilan. Les autres montants à recevoir comprennent les remboursements du pays hôte au titre des dépenses encourues durant l'exercice.

NOTE 8

IMMOBILISATIONS

	<i>(en milliers d'USD)</i>			
	1 ^{er} janvier 2013	Augmentation/ (baisse)	Réévaluation ^a	31 décembre 2013
Coût				
Matériel informatique	1 795	525		2 320
Logiciels informatiques	6 959	5 649		12 608
Véhicules		149		149
Mobilier et installations	392	27	18	436
Aménagement des locaux loués	767	169		937
Coût total	9 913	6 519	18	16 450
Dotation aux amortissements				
Matériel informatique	(1 569)	(276)		(1 845)
Logiciels informatiques	(1 190)	(1 046)		(2 235)
Véhicules	0	(2)		(2)
Mobilier et installations	(352)	(42)	(16)	(410)
Aménagement des locaux loués	(399)	(290)		(689)
Total dotation aux amortissements	(3 510)	(1 656)	(16)	(5 182)
Immobilisations nettes	6 403	4 863	2	11 268

^a Résultat dû à des variations de change sur une immobilisation détenue dans une unité libellée en euros.

NOTE 9

PRÊTS

a) *Provision cumulée pour dépréciation*

La provision cumulée pour dépréciation des prêts se décompose comme suit:

	(en milliers d'USD)	
	2013	2012
Solde en début d'exercice	52 702	83 060
Augmentation/(diminution) nette de la provision	5 352	(30 394)
Réévaluation	271	36
Solde en fin d'exercice en valeur nominale	58 325	52 702
Ajustement sur la base de la juste valeur	(36 912)	(38 410)
Total	21 413	14 292

Tous les prêts couverts par la provision cumulée sont dépréciés à 100%, à l'exception de la provision constituée pour couvrir ceux de la République populaire démocratique de Corée qui sont dépréciés pour l'échéance impayée.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des prêts non remboursés, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	2013	2012
<i>Montants en DTS</i>		
République populaire démocratique de Corée	3 957	395
Somalie	17 299	17 299
Zimbabwe	16 570	16 570
Total	37 826	34 264
Équivalent en USD	58 325	52 702
Ajustement sur la base de la juste valeur	(36 912)	(38 410)
Total	21 413	14 292

On trouvera à l'appendice H un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements perçus.

b) *Situation de non-comptabilisation*

Si les montants impayés au titre des prêts en situation de non-comptabilisation avaient été comptabilisés, le produit des prêts indiqué sur l'état du résultat global pour l'exercice 2013 aurait été supérieur de 1 305 051 USD (1 193 000 USD en 2012).

c) *Ventilation de l'encours des prêts*

La ventilation de l'encours des prêts par entité au 31 décembre était la suivante:

	(en milliers d'USD)	
	2013	2012
FIDA	6 413 934	6 119 027
Fonds fiduciaire espagnol	19 030	1 477
Total	6 432 964	6 120 504
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 325 543)	(1 260 235)
Total	5 107 421	4 860 269

(en milliers d'USD)

2013 2012

FIDA – prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)

Prêts approuvés	11 658 275	10 602 653
À déduire: solde non décaissé des prêts en vigueur	(3 142 751)	(2 612 664)
Remboursements	(2 357 224)	(2 129 646)
Intérêts/principal à recevoir	25 295	21 732
Encours des prêts en valeur nominale	6 183 595	5 882 075
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 237 140)	(1 171 247)
Encours des prêts	4 946 455	4 710 828

PSA – prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)

Prêts approuvés	348 404	342 603
À déduire: solde non décaissé des prêts en vigueur		0
Remboursements	(119 382)	(106 386)
Intérêts/principal à recevoir	1 317	735
Encours des prêts	230 339	236 952
Ajustement sur la base de la juste valeur	(84 035)	(88 794)
Encours des prêts	146 304	148 158

Total des prêts approuvés moins annulations moins remboursements en totalité et ajustement pour variation en USD de la valeur des prêts en DTS

Prêts approuvés	12 006 679	10 945 256
Solde non décaissé des prêts en vigueur	(3 142 751)	(2 612 664)
Remboursements	(2 476 606)	(2 236 032)
Intérêts/principal à recevoir	26 612	22 467
Encours des prêts en valeur nominale	6 413 934	6 119 027
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 321 175)	(1 260 041)
Encours des prêts	5 092 759	4 858 986

d) *Risque de crédit*

En raison de la nature de ses emprunteurs et de ses garants, le Fonds part du principe que chacun de ses prêts est assorti d'une garantie souveraine et sera donc un jour remboursé. Le risque de non-recouvrement est couvert à la fois par la provision cumulée pour dépréciation des prêts et par la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE. Les prêts ayant accumulé des arriérés de plus de 180 jours sont placés en situation de non-comptabilisation.

e) *Risque de marché*

Le risque de taux d'intérêt encouru par le FIDA sur son portefeuille de prêts est jugé minime étant donné que celui-ci se compose pour 92,5% (92,8% au 31 décembre 2012) de prêts consentis à des conditions particulièrement favorables, c'est-à-dire assortis de taux qui ne sont pas susceptibles de varier chaque année. On trouvera une ventilation du portefeuille en fonction des conditions de prêt à l'appendice H, sections 4 et 9.

f) *Estimation de la juste valeur*

En dehors de l'évaluation et de la comptabilisation initiales, les hypothèses retenues pour le calcul de la juste valeur ne sont pas sensibles aux variations des taux d'actualisation. L'incidence de la variation du taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis est étroitement surveillée.

NOTE 10**INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE**

Selon les principes comptables applicables aux instruments financiers, les actifs et les passifs du Fonds se répartissent en plusieurs catégories comme suit:

2013	<i>(en milliers d'USD)</i>		
	<i>Liquidités et dépôts bancaires</i>	<i>Actifs à la juste valeur par le compte de résultat</i>	<i>Coût amorti</i>
Encours net des prêts			5 053 286
Autres créances		3 197	
Placements au coût amorti			782 377
NIVEAU 1		1 187 943	
Placements à la juste valeur par le compte de résultat			
NIVEAU 2		388 886	
Placements à la juste valeur par le compte de résultat			
Liquidités et équivalents	347 061		
Total	347 061	1 580 026	5 835 663

2012	<i>(en milliers d'USD)</i>		
	<i>Liquidités et dépôts bancaires</i>	<i>Actifs à la juste valeur par le compte de résultat</i>	<i>Coût amorti</i>
Encours net des prêts			4 782 116
Autres créances		1 385	
Placements au coût amorti			805 398
Placements à la juste valeur par le compte de résultat		1 067 671	
NIVEAU 1		702 174	
Placements à la juste valeur par le compte de résultat			
NIVEAU 2			
Liquidités et équivalents	404 281		
Total	404 281	1 771 230	5 587 514

NOTE 11**INITIATIVE POUR LA RÉDUCTION DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS (PPTE)****a) Impact de l'Initiative PPTE**

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 154 670 000 USD au cours de la période 1998-2013. On trouvera à l'appendice D1 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

L'appendice I contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allègements de dette approuvés à ce jour par le Conseil d'administration excluent tous les montants relatifs à l'initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays suivants: Érythrée, Somalie et Soudan. Le Conseil d'administration devrait donner au FIDA en 2014-2015 l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements qui leur ont été consentis.

Au moment où les états financiers consolidés de l'exercice 2013 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 182 385 000 USD (114 139 000 USD en 2012) pour l'Érythrée, la Somalie et le Soudan.

Le produit brut des placements du solde du fonds fiduciaire pour la réduction de la dette des PPTE s'est élevé à 12 700 USD (7 987 USD en 2012).

Le coût total cumulé des allègements de dette se décompose comme suit:

	<i>(en milliers d'USD)</i>		
	2013	Variation	2012
Contributions du FIDA 1998-2013	154 670	20 000	134 670
Total des contributions de sources extérieures (appendice D1)	282 417	16 219	266 198
Produit net cumulé des placements	8 000	13	7 987
Différence entre les allègements de dette approuvés et les ressources disponibles	35 207	(84 719)	119 926
Écarts de change nets cumulés	37 982	(2 772)	40 754
Total (appendice I)	518 276	(51 259)	569 535

b) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE

Les soldes des exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Solde en début d'exercice	87 271	77 066
Nouveaux allègements approuvés	0	18 744
Variation de la provision	(39 779)	(8 458)
Variations de change	(381)	(81)
Solde en fin d'exercice	47 111	87 271
Ajustement sur la base de la juste valeur	(14 389)	(23 410)
Total	32 722	63 861

NOTE 12**MONTANTS À PAYER ET PASSIF EXIGIBLE**

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Somme à payer sur achats de titres et dépréciation	9 033	24 491
Engagements au titre de l'AMACS	70 620	71 537
Autres sommes à payer et engagements exigibles	89 075	79 078
Total	168 728	175 106

Sur le total ci-dessus, une somme estimée à 95 740 000 USD (96 963 000 USD en 2012) devrait être payée dans plus d'un an à compter de la date du bilan.

NOTE 13**RECETTES REPORTÉES**

Les recettes reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation est reportée à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Les produits reportés comprennent des sommes provenant des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

Appendice D

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Total	622 430	498 818
Ajustement sur la base de la juste valeur	(29 387)	(4 788)
Recettes reportées	593 043	494 031

NOTE 14

DONS NON DÉCAISSÉS

Les dons entrés en vigueur mais non encore décaissés se répartissent comme suit:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
FIDA	82 814	91 044
Fonds supplémentaires	233 325	226 735
Solde en fin d'exercice	316 139	317 779
Ajustement sur la base de la juste valeur	(2 999)	(1 071)
Dons non décaissés	313 140	316 708

NOTE 15

EMPRUNT AU TITRE DU FONDS FIDUCIAIRE ESPAGNOL

Le prêt consenti par l'Espagne pour la création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire s'élève à environ 300,0 millions d'EUR. Il est remboursable sur 45 ans avec un différé d'amortissement de cinq ans. Le solde de 395,6 millions d'USD au 31 décembre 2013 (383,8 millions d'USD au 31 décembre 2012) représente le total des fonds versés à cette date par le Gouvernement espagnol, majoré des intérêts courus.

NOTE 16

GAINS/PERTES DE CHANGE NETS

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre étaient les suivants:

<i>Année</i>	<i>dollars des États-Unis</i>
2013	1,54190
2012	1,53811
2011	1,53882

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	873 419	876 527
Variation de change pour l'année:		
Encaisse et placements	(379)	3 372
Montants nets à recevoir/à payer	(3 264)	(9 262)
Encours des prêts et des dons	16 153	(1 848)
Billets à ordre et montants à recevoir des Membres	(6 598)	2 012
Contributions des États membres	11 422	2 618
Total des variations sur l'année	17 334	(3 108)
Solde de clôture au 31 décembre	890 753	873 419

Les variations de change présentées ci-dessus ne comprennent pas les gains ou pertes liés directement aux

opérations, qui figurent au poste Total des variations de change.

NOTE 17

PRODUIT DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS

a) Gestion du portefeuille de placements (FIDA seulement)

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à des gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux lignes directrices du Fonds. Au 31 décembre 2013, les fonds sous mandat de gestion externe se chiffraient à 1 511 844 000 USD (1 701 263 000 USD en 2012), ce qui représente 76% du total des liquidités et placements (75% en 2012).

b) Instruments dérivés

Les lignes directrices du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants, principalement pour assurer l'alignement sur le panier du DTS.

i) Contrats à terme standardisés

	<i>31 décembre</i>	
	2013	2012
Nombre de contrats en cours:		
Achat	361	554
Vente	(1 162)	(1 198)
Gains nets latents à la valeur de marché (en milliers d'USD)	2 365	10
Échéances (en jours)	65 à 90	66 à 88

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2013 portaient sur des dépôts à terme et des devises.

ii) Contrats à terme de gré à gré

Au 31 décembre 2013, la valeur de marché des contrats à terme de gré à gré affichait une perte latente de 3 297 000 USD (gain de 8 786 000 USD en 2012). À la même date, leurs échéances étaient comprises entre 7 et 58 jours (entre 7 et 38 jours au 31 décembre 2012).

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2013 portaient sur des devises.

c) Produit des liquidités et des placements (consolidé)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, le produit brut des liquidités et des placements était négatif (-17 124 000 USD, contre +82 404 000 USD en 2012). Ce chiffre tient compte des frais directs imputables sur le produit des placements, soit 3 095 000 USD (3 594 000 USD en 2012), qui sont inclus dans les charges.

Appendice D

	<i>(en milliers d'USD)</i>		
	2013		
	<i>Juste valeur</i>	<i>Coût amorti</i>	<i>Total</i>
Intérêts bancaires et intérêts sur titres à revenu fixe	37 637	12 027	49 664
Revenu net sur les contrats à terme/options et swaps	6 121		6 121
(Moins-value)/plus-value sur titres à revenu fixe	(16 289)	(1 674)*	(17 963)
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	(54 945)		(54 945)
Total	(27 476)	10 353	(17 123)

* Amortissement des titres au coût amorti.

	<i>(en milliers d'USD)</i>		
	2012		
	<i>Juste valeur</i>	<i>Coût amorti</i>	<i>Total</i>
Intérêts bancaires et intérêts sur titres à revenu fixe	44 009	18 913	62 922
Revenu net sur les contrats à terme/options et swaps	(3 062)		(3 062)
(Moins-value)/plus-value sur titres à revenu fixe	21 956	(216)*	21 739
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	804	-	805
Total	63 707	18 697	82 404

* Amortissement des titres au coût amorti et ventes ayant entraîné des gains/(pertes) réalisés.

Dans le cas des placements au coût amorti, les plus-values/(moins-values) effectives correspondent à l'amortissement et aux ventes de titres.

Dans le tableau ci-dessous, les chiffres ci-dessus ont été ventilés entre les entités consolidées, comme suit:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
FIDA	(20 480)	75 936
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	877	397
Fonds fiduciaire PPTÉ	13	16
Fonds fiduciaire espagnol	2 163	5 931
Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti	347	422
ASAP	294	25
Fonds supplémentaires	116	779
À déduire: recettes reportées/reclassées	(453)	(1 102)
Total	(17 123)	82 404

Le taux de rendement annuel des liquidités et placements du FIDA en 2013 s'est établi à -1,11% net de charges (+2,66% net de charges en 2012).

NOTE 18

RECETTES PROVENANT D'AUTRES SOURCES

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Ces sommes sont détaillées ci-dessous:

<i>Montants consolidés</i>	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Remboursement du gouvernement hôte	9 173	8 815
Recettes provenant d'autres sources	1 705	328
Total	10 878	9 143

NOTE 19

RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
FIDA	3 982	1 866
Fonds fiduciaire espagnol	18 776	0
ASAP	2 097	
Fonds supplémentaires	79 503	79 206
Total	104 358	81 072

À partir de 2007, les contributions au titre de l'Initiative PPTÉ tiennent compte des charges correspondantes.

NOTE 20

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation (FIDA seulement) ventilées par principales sources de financement sont présentées à l'appendice L. Le tableau ci-dessous fait apparaître la ventilation des chiffres consolidés:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
FIDA	170 648	166 342
Autres entités	9 741	9 903
Total	180 389	176 245

Les dépenses encourues sont comptabilisées selon la nature des charges auxquelles elles correspondent.

NOTE 21

EFFECTIFS, PENSIONS ET ASSURANCE MALADIE

a) Agents du FIDA

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de prestations proposés par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et l'AMACS géré par la FAO.

En 2013, les effectifs en équivalents temps plein du FIDA et des autres entités consolidées admis à bénéficier du régime de pensions du FIDA, classés par principales sources budgétaires, se décomposaient comme suit:

	<i>Services généraux</i>		
	<i>Cadres</i>	<i>général</i>	<i>Total</i>
Budget administratif du FIDA	274	188	462
Programme de cadres associés/programmes spéciaux	16		16
Autres	7	6	13
Fonds programmiques	2	1	3
Total 2013	299	195	494
Total 2012^a	292	202	494

^a Recalculé pour tenir compte de l'effectif en équivalents temps plein admis à bénéficier d'une pension.

b) Personnel extérieur

Comme les années précédentes, pour faire face à ses besoins opérationnels, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents

Appendice D

temporaires, lesquels sont également couverts par un régime d'assurance.

c) Pensions

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, établie au 31 décembre 2011, a fait apparaître un déficit actuariel s'élevant à 1,87% de la rémunération soumise à retenue pour pension. Malgré cela, les avoirs de la Caisse commune des pensions ont été jugés suffisants. En conséquence, l'Assemblée générale des Nations Unies n'a pas invoqué les dispositions de l'article 26, selon lequel les organisations affiliées sont tenues de verser à la Caisse les sommes nécessaires en cas de déficit. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel, et il serait donc responsable, au prorata de sa part, des éventuels engagements non provisionnés (les taux de cotisation actuellement appliqués à la rémunération considérée aux fins de la pension sont de 7,9% pour l'agent et de 15,8% pour le FIDA). Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2013 s'est élevé à 10 437 043 USD (10 249 229 USD en 2012).

d) Plan d'assurance maladie après cessation de service

La dernière évaluation actuarielle de l'AMACS a été effectuée au 31 décembre 2013, à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service, sur la base des hypothèses suivantes: taux d'actualisation: 4,3%; rendement des placements: 4,0%; augmentations de salaire prévues: 3,0%; augmentation des frais médicaux: 5,0%; inflation: 2,5%; et taux de change: 1 EUR = 1,379 USD. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2013 était de l'ordre de 70 620 000 USD. Les états financiers des exercices 2013 et 2012 comprennent une provision et les actifs suivants au 31 décembre:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Passif (correspondant à des prestations antérieures)	(70 620)	(71 537)
Actifs du plan	69 643	66 807
Excédent/(déficit)	(977)	(4 730)
Variations annuelles		
Solde d'ouverture	(4 730)	13 930
Charges d'intérêts	(2 845)	(2 735)
Coût actuel des prestations	(3 009)	(2 158)
Gain actuariel/(perte actuarielle)	6 771	(14 804)
Intérêts sur soldes	871	363
Variations de change	1 965	674
Solde de clôture excédent/(déficit)	(977)	(4 730)
Passif (correspondant à des prestations antérieures)		
Provision totale au 1 ^{er} janvier	(71 537)	(51 840)
Charges d'intérêts	(2 845)	(2 735)
Coût actuel des prestations	(3 009)	(2 158)
Gain actuariel/(perte actuarielle)	6 771	(14 804)
Provision au 31 décembre	(70 620)	(71 537)
Actifs du plan		
Total des actifs au 1 ^{er} janvier	66 807	65 770
Intérêts sur soldes	871	363
Variations de change	1 965	674
Total des actifs au 31 décembre	69 643	66 807

Les actifs de l'AMACS sont actuellement investis dans des dépôts à vue et à terme, conformément à la politique de placement du FIDA.

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2013, ce coût, comptabilisé au titre des traitements et indemnités du personnel dans les états financiers, s'est élevé à 4 785 000 USD (4 713 000 USD en 2012).

Sur la base de l'évaluation actuarielle de 2013, le montant des actifs nécessaires pour couvrir les engagements de l'AMACS est de 62,5 millions d'USD en valeur actuelle nette. Comme il est indiqué ci-dessus, le montant des actifs déjà détenus par le fonds fiduciaire au 31 décembre 2013 s'élève à 69,6 millions d'USD, ce qui est plus que suffisant pour couvrir les engagements.

e) Risque d'évaluation actuarielle de l'AMACS

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle des engagements et du coût des prestations au titre de l'AMACS au 31 décembre 2013:

<i>Incidence sur</i>	<i>Engagements</i>	<i>Coût des prestations</i>
Hausse des frais médicaux:		
5,0% au lieu de 4,0%	16,9	1,0
3,0% au lieu de 4,0%	(13,7)	(0,8)

NOTE 22**DONS**

Les dons consolidés se décomposent comme suit:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Dons du FIDA	40 959	43 571
Fonds supplémentaires	67 911	67 778
Total	108 870	111 349

NOTE 23**PROJETS CSD**

Le montant global des engagements relatifs aux projets financés au titre du CSD est indiqué ci-dessous. Pour plus de détails, voir l'appendice H2.

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
<i>FIDA seulement</i>	2013	2012
Projets CSD	142 665	118 416
Total	142 665	118 416

Au 31 décembre 2013, les financements au titre des projets CSD décaissables en attente de décaissement s'élevaient à 621,4 millions d'USD (657,3 millions d'USD en 2012). À la même date, les financements approuvés mais encore non décaissés s'élevaient à 207,4 millions d'USD (168,7 millions d'USD en 2012), soit un montant global de 828,8 millions d'USD (826,0 millions d'USD en 2012).

NOTE 24**FRAIS FINANCIERS DIRECTS (BANQUES ET PLACEMENTS)**

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Frais de gestion des placements	2 589	3 094
Autres charges	506	500
Total	3 095	3 594

NOTE 25**AJUSTEMENT POUR VARIATION DE LA JUSTE VALEUR**

Les variations de la juste valeur se décomposent comme suit:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Encours des prêts	(62 224)	11 301
Provision cumulée pour dépréciation des prêts	(1 593)	(21 255)
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(9 078)	123
Encours net des prêts	(72 895)	(9 831)
Billets à ordre à encaisser	(3 376)	1 360
Contributions à recevoir	(6 674)	(2 027)
Contributions	(2 558)	313
Dons non décaissés	1 944	(5 727)
Recettes reportées	12 608	354
Total	(70 951)	(15 558)

NOTE 26**REVENU AU TITRE DE L'ALLÈGEMENT DE LA DETTE**

Ce solde correspond au montant des allègements de dette consentis, au cours de l'exercice, aux pays PPTE remplissant les conditions requises, au titre aussi bien du principal que des intérêts. Il vient en déduction du montant cumulé de la provision au titre de l'Initiative PPTE comptabilisée pour l'exercice précédent.

NOTE 27**INFORMATIONS AFFÉRENTES AUX ENTITÉS HÉBERGÉES PAR LE FIDA**

Au 31 décembre 2013, les dettes/(créances) des entités hébergées par le FIDA s'établissaient comme suit:

	<i>(en milliers d'USD)</i>	
	2013	2012
Coalition internationale pour l'accès à la terre	1 487	535
Mécanisme mondial*	0	618
Équipe spéciale de haut niveau	305	145
Total	1 792	1 298

* Cette entité n'est plus hébergée par le FIDA depuis le 31 décembre 2013.

NOTE 28**ÉLÉMENTS DE PASSIF ET D'ACTIF CONDITIONNELS****a) Éléments de passif conditionnels**

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/le FMI en faveur de trois pays. Voir la note 11 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice I.

Comme indiqué à la note 23, le FIDA a un passif conditionnel de 828,8 millions d'USD au titre des projets CSD entrés en vigueur mais dont le financement n'a pas encore été décaissé. Les décaissements auront lieu dès que seront remplies les conditions nécessaires à cet effet.

b) Éléments d'actif conditionnels

Le CSD applicable aux dons, approuvé en 2007, a pour objet de récupérer l'intégralité des remboursements du principal non perçus grâce à un mécanisme de compensation au fur et à mesure auquel contribuent les États membres. En conséquence, le FIDA a étudié avec ses organes directeurs le dispositif de mise en œuvre de ce mécanisme. Ces travaux ont conduit en 2013 à l'approbation des principes qui le sous-tendent. Cela revient à donner une base concrète à partir de laquelle les États membres devront contribuer au remboursement du principal des prêts non perçus au titre du CSD en sus des contributions ordinaires. La perception de sommes qui ont été apportées sous forme de dons au titre du CSD est donc considérée comme probable, et ces montants sont comptabilisés dans les actifs conditionnels. La prochaine étape consistera à obtenir l'aval des États membres durant la consultation sur la reconstitution des ressources du FIDA qui se déroulera en 2014, avant l'approbation par le Conseil des gouverneurs en 2015. Le montant nominal des sommes ainsi décaissées s'élevait à 399,1 millions d'USD au 31 décembre 2013.

NOTE 29**ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN**

La direction n'a pas connaissance d'événements survenus après la date du bilan qui révéleraient des éléments existant à la date du bilan ou apparus après la période considérée, justifiant la correction des états financiers ou la divulgation d'informations.

NOTE 30**DATE D'AUTORISATION DE LA PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Les états financiers consolidés sont transmis au Comité d'audit pour examen en mars 2014, et le Conseil d'administration en est saisi pour approbation à sa session d'avril 2014. Les états financiers consolidés de l'exercice 2013 seront soumis au Conseil des gouverneurs

Appendice D

pour approbation officielle à sa session de février 2015. Les états financiers consolidés de l'exercice 2012 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa trente-septième session, en février 2014.

État des contributions complémentaires et supplémentaires des montants non décaissés

État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2013^a
(en milliers d'USD)

États membres	Cofinancement des projets	Programme de cadres associés	Autres fonds supplémentaires	FEM	Total
Afrique du Sud	-	-	10	-	10
Algérie	-	-	96	-	96
Allemagne	46	6 414	6 049	-	12 509
Angola	-	-	7	-	7
Arabie saoudite	-	-	138	-	138
Australie ^b	2 721	-	84	-	2 805
Autriche	755	-	-	-	755
Bangladesh	-	-	55	-	55
Belgique	10 214	2 368	593	-	13 175
Belgique pour le PC-FBSA	-	-	192 313	-	192 313
Canada	1 605	-	8 358	-	9 963
Chine	-	-	385	-	385
Colombie	-	-	25	-	25
Danemark	13 624	4 448	3 946	-	22 018
Espagne	11 673	-	6 362	-	18 035
Estonie	-	-	62	-	62
États-Unis	-	322	86	-	408
Finlande	2 843	4 480	13 653	-	20 977
France	1 032	1 137	3 741	-	5 910
Ghana	-	-	96	-	96
Grèce	-	-	96	-	96
Inde	-	-	1 000	-	1 000
Indonésie	-	-	50	-	50
Irlande	6 602	-	912	-	7 514
Italie	29 581	5 648	24 854	-	60 083
Japon	1 692	2 026	4 131	-	7 849
Jordanie	-	-	154	-	154
Koweït	-	-	138	-	138
L ban	-	-	100	-	100
Luxembourg	1 612	-	1 902	-	3 514
Malaisie	-	-	28	-	28
Maroc	-	-	50	-	50
Mauritanie	-	-	92	-	92
Nigéria	-	-	50	-	50
Norvège	20 682	2 530	6 113	-	29 325
Pakistan	-	-	25	-	25
Paraguay	-	-	15	-	15
Pays-Bas	104 514	6 093	12 121	-	122 728
Portugal	142	-	738	-	880
Qatar	-	-	138	-	138
République de Corée	-	4 732	930	-	5 662
Royaume-Uni	19 257	-	16 725	-	35 982
Sénégal	-	-	109	-	109
Sierra Leone	-	-	88	-	88
Suède	9 114	2 773	15 609	-	27 493
Suisse	8 498	343	15 750	-	24 591
Suriname	2 000	-	-	-	2 000
Turquie	-	-	47	-	47
Total États membres	248 207	43 315	338 024	-	629 545

^a Les contributions dans des devises autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

^b L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2013^a
(en milliers d'USD)

<i>États non membres et autres sources</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Programme de cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Agence française de développement	-	-	814	-	814
Autres	252	-	2 020	-	2 272
Banque africaine de développement	2 800	-	1 096	-	3 896
Banque arabe	-	-	25	-	25
Banque mondiale	1 358	-	529	93 644	95 531
Commission européenne	814	-	499 158	-	499 972
Congressional Hunger Center	-	-	183	-	183
Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, Genève	-	-	998	-	998
Coopernic	-	-	4 133	-	4 133
Excédent des commissions de service	50	-	96	-	146
Fédération nationale des coopératives agricoles	35	-	-	-	35
Fondation Bill et Melinda Gates	-	-	1 014	-	1 014
Fonds d'équipement des Nations Unies	382	-	180	-	562
Fonds de l'OPEP pour le développement international	2 312	-	-	-	2 312
Fonds pour les pays les moins avancés	-	-	19 973	-	19 973
Fonds spécial pour les changements climatiques ^b	-	-	31	-	31
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	2 983	-	-	-	2 983
Liechtenstein	-	-	5	-	5
Mécanisme d'assistance technique	-	-	14 249	-	14 249
Organisation des Nations Unies	3 016	-	-	-	3 016
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	4	-	168	-	172
PARM	-	-	3 093	-	3 093
Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (SFOAP) – Phase principale	-	-	30 315	-	30 315
Programme des Nations Unies pour le développement	467	-	33	-	500
Programme des pays arabes du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies	299	-	-	-	299
Programme manioc	-	-	69	-	69
Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	70 000	-	4 915	-	74 915
Total États non membres et autres sources	84 850	-	583 242	93 644	761 736
Total 2013	333 057	43 315	921 266	93 644	1 391 281
Total 2012	309 045	41 134	773 466	93 679	1 217 324

^a Les contributions libellées dans d'autres devises que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

^b Dont 125 000 USD pour la Mongolie.

État des contributions complémentaires cumulées et des autres contributions de 1978 à 2013
(en milliers d'USD)

	<i>Montant</i>
Allemagne	458
Arabie saoudite	30 000
Canada	1 511
Contributions cumulées reçues de la Belgique au titre du PC-FBSA dans le cadre des reconstitutions	80 002
Inde	1 000
Royaume-Uni	12 002
Suède	13 827
	138 800
<i>Contributions au Fonds fiduciaire PPTE dans le cadre des reconstitutions</i>	
Italie	4 602
Luxembourg	1 053
Pays-Bas	14 024
	19 679
<i>Contributions apportées à l'ASAP dans le cadre de la reconstitution</i>	
Belgique	7 855
Canada	19 879
Norvège	3 431
Pays-Bas	26 519
Royaume-Uni	187 438
Suède	4 471
Suisse	8 674
Total ASAP	258 267
Total contributions complémentaires 2013	416 746
Total contributions complémentaires 2012	368 693

État des contributions des États membres et des donateurs pour l'Initiative PPTE
(en milliers d'USD)

	<i>Montant</i>
<i>Contributions afférentes aux reconstitutions</i> (voir tableau précédent)	19 679
Allemagne	6 989
Belgique	2 713
Commission européenne	10 512
Finlande	5 193
Fonds fiduciaire pour l'allègement de la dette administré par la Banque mondiale	210 893
Islande	250
Norvège	5 912
Suède	17 000
Suisse	3 276
	262 738
Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2013	282 417
Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2012	266 198

État des contributions complémentaires et supplémentaires reçues en 2013

Contributions reçues pour le cofinancement de projets en 2013

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (milliers)</i>	<i>Équivalent (en milliers d'USD)</i>
Pays-Bas	USD		1 542
Fonds de l'OPEP pour le développement international	USD		760
Total			2 302

Contributions reçues pour le programme de cadres associés en 2013

	<i>Monnaie</i>		<i>En milliers d'USD</i>
Allemagne	USD		178
Belgique	USD		34
Danemark	USD		390
Finlande	USD		304
Italie	USD		19
Pays-Bas	USD		625
République de Corée	USD		631
Total			2 181

Contributions versées sous forme de fonds supplémentaires en 2013

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (milliers)</i>	<i>Équivalent (en milliers d'USD)</i>
Autres	USD		317
Canada	USD		4 952
Commission européenne	EUR	30 942	42 636
Estonie	EUR	45	62
Fonds pour les pays les moins avancés	USD		1 465
France (AFD)	EUR	1 000	1 378
Italie	EUR	1 000	1 300
Pays-Bas	USD		7 457
Programme d'appui aux organisations paysannes africaines (SFOAP)	EUR	3 977	5 481
République de Corée	USD		471
Suisse	EUR	783	987
Total			66 506
Total général			70 989

Cofinancement de projets – montants non décaissés
 (en milliers d'USD)

	2013	2012
États membres		
Belgique		15
Canada	2	-
Danemark	1 874	4 474
Espagne	3 911	4 782
Finlande	10	10
Irlande	0	127
Italie	3 489	4 545
Japon	0	164
Luxembourg	40	230
Norvège	16	1 668
Pays-Bas	7 846	2 210
Royaume-Uni	142	528
Total États membres	17 330	18 753
États non membres		
Autres	26	26
Banque arabe		
Banque mondiale	7	7
Fonds d'équipement des Nations Unies		-
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	23	23
Fonds fiduciaire du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	2 693	12 044
Organisation des pays exportateurs de pétrole	498	(314)*
Programme des Nations Unies pour le développement		23
Total États non membres	3 248	11 809
Total	20 578	30 563

* Avance sur paiements à recevoir.

Programme de cadres associés – montants non décaissés
 (en milliers d'USD)

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	2013	2012
Allemagne	98	173
Belgique	424	568
Danemark	357	257
Finlande	95	72
France	5	6
Italie	3	72
Norvège	(52)	250
Pays-Bas	307	230
République de Corée	456	171
Suède	20	15
Total	1 713	1 815

État des contributions complémentaires et supplémentaires – autres montants non décaissés
(en milliers d'USD)

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	<i>2013</i>	<i>2012</i>
États membres		
Allemagne	459	459
Belgique	37	27
Belgique pour le PC-FBSA	5 870	
Canada	4 846	336
Chine	165	176
Danemark	130	130
Espagne	3 334	3 721
Estonie	62	
États-Unis	1	1
Finlande	1 465	1 981
France (AFD)	0	395
Inde	613	1 000
Irlande	175	52
Italie	2 301	2 750
Japon	94	22
Liban	99	111
Luxembourg	1 246	1 427
Malaisie	13	13
Norvège	127	186
Pays-Bas	322	407
Portugal	24	24
République de Corée	865	437
Royaume-Uni	2 138	3 506
Suède	3 845	5 580
Suisse	1 488	837
Total États membres	29 719	23 578
États non membres		
Autres	1 030	581
Banque africaine de développement	376	104
Banque mondiale	13	13
Commission européenne	32 029	18 418
Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, Genève	0	47
Coopernic	0	356
Fonds d'équipement des Nations Unies	115	115
Fonds pour les pays les moins avancés	15 294	12
Fonds spécial pour les changements climatiques	19	20
Mécanisme d'assistance technique	470	527
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	24	17
PARM (*)	2 990	-
Programme manioc	0	3
Programme d'appui aux organisations paysannes en Afrique (SFOAP) – Phase principale	2 835	668
Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	3 205	3 734
Total États non membres	58 400	24 615
Total	88 119	48 193

Fonds pour l'environnement mondial
(en milliers d'USD)

<i>Pays bénéficiaire</i>	<i>Contributions cumulées reçues au 31 décembre 2013</i>	<i>Non décaissés au 1^{er} janvier 2013</i>	<i>Reçus des donateurs</i>	<i>Décais- sements</i>	<i>Non décaissés au 31 décembre 2013</i>
ANASE ^a régional	4 639	-	-	-	-
Brésil	5 931	1	-	-	1
Burkina Faso	2 016	-	-	-	-
Appui mondial à la mise en œuvre de la CCD ^b	457	-	-	-	-
Comores	1 000	-	-	-	-
Équateur	2 783	-	-	-	(0)
Érythrée	4 477	-	-	-	0
Éthiopie	4 750	-	-	-	-
Fonds provenant de cofinanceurs pour les activités du FEM	25	-	-	-	-
Gambie	96	-	-	-	0
Jordanie	7 861	(61)	-	-	(61)
Kenya	4 700	-	-	-	-
Mali ^c	6 315	-	-	-	(0)
Maroc	330	-	-	-	-
Mauritanie	4 350	-	-	-	-
Mexique	5 100	-	-	5 000	5 000
Niger	4 326	-	-	-	-
Panama	1 577	1 500	(1)	-	1 499
Pérou	1 900	62	(17)	(45)	-
Sao Tomé-et-Principe	2 500	93	(17)	-	76
Soudan	3 750	3 657	-	(5)	3 652
Sri Lanka	7 270	-	-	-	-
Suivi et évaluation MENARID ^d	705	-	-	-	-
Swaziland	2 051	-	-	-	-
Tunisie	5 350	-	-	-	-
Venezuela (République bolivarienne du)	3 735	3 635	-	-	3 635
Viet Nam	755	-	-	-	-
Total	93 644	8 888	(35)	4 950	13 803

^a Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

^b Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

^c Dont une somme de 326 000 USD reçue avant la signature de l'accord financier entre le FIDA et le gestionnaire du FEM.

^d Programme de gestion intégrée des ressources naturelles dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

État récapitulatif du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
 Au 31 décembre 2013

<i>États membres</i>	<i>Monnaie locale</i>	<i>Annonces (en USD)^a</i>	<i>Paiements sous forme de billets à ordre^b</i>	<i>Paiements en espèces^b</i>
Belgique	6 000 EUR	8 584		7 855
Canada	19 849 CAD	20 347		10 879
Pays-Bas	40 000 EUR	57 225		26 519
Royaume-Uni	147 500 GBP	239 137	187 438	
Suède	30 000 SEK	4 729		4 471
Suisse	10 000 CHF	11 844		8 674
Total		345 726	187 438	70 829

^a Contre-valeur des annonces de contribution au taux de change fixé pour la reconstitution.

^b Contre-valeur des versements au taux de change en vigueur à la date de réception.

Au 31 décembre 2013, les dons approuvés n'étaient pas encore décaissables.



Enabling poor rural people
to overcome poverty

Management's Report Regarding the Effectiveness of Internal Controls Over Financial Reporting


Management of the International Fund for Agricultural Development (IFAD) (the "Fund") is responsible for the preparation, fair presentation and overall integrity of its consolidated financial statements. The financial statements of the Fund have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ("IFRS") issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

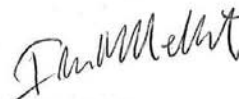
According to the Agreement Establishing IFAD, the President is responsible for establishing and maintaining adequate internal controls of the Fund including those over external financial reporting.

The Executive Board of the Fund established an Audit Committee, whose terms of reference, among other things, is to assist the Board in exercising supervision over the financial administration and internal oversight of the Fund, including the effectiveness of internal controls over financial reporting. The Audit Committee is comprised entirely of selected members of the Executive Board and oversees the process for the selection of external auditors and makes a recommendation for such selection to the Executive Board for its approval. The external and internal auditors meet with the Audit Committee of the Executive Board to discuss their work plans and approach which covers review of the adequacy of internal controls over financial reporting and any other matter that may require the Audit Committee's attention.

The system of internal controls over financial reporting contains monitoring mechanisms and actions that are meant to detect, prevent and facilitate correction of deficiencies identified that may result in material weaknesses in internal controls over financial reporting. There are inherent limitations to the effectiveness of any system of internal control, including the possibility of human error and the circumvention or overriding of controls. Accordingly, an effective internal control system can only provide reasonable, as opposed to absolute assurance with respect to financial statements. Furthermore, the effectiveness of an internal control system can change with circumstances.

The Fund's Management assessed the effectiveness of internal controls over financial reporting for the Financial Statements presented in conformity with International Financial Reporting Standards (IFRS) as of **31st December 2013**. The assessment was based on the criteria for effective internal controls over financial reporting described in the *Internal Controls-Integrated Framework* (2013) issued by the Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Management believes that the Fund maintained an effective system of internal controls over financial reporting as of 31st December 2013, and is not aware of any material control weakness that could affect the reliability of the 2013 financial statements. IFAD's independent audit firm Deloitte and Touche SpA, has audited the financial statements and has issued an attestation report on Management's assertion on the Fund's Internal controls over financial reporting.


Kanayo F. Nwanze
President


Iain M. Kellet
**Associate Vice President
Financial Operations Dept.**


Ruth Farrant
Director and Controller



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport de la direction concernant l'efficacité du contrôle interne de l'information financière

La direction du Fonds international de développement agricole (FIDA) (le "Fonds") est responsable de la préparation, de la présentation fidèle et de l'intégrité d'ensemble de ses états financiers consolidés. Les états financiers du Fonds ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par le Conseil international des normes comptables (IASB).

En vertu de l'Accord portant création du FIDA, le Président est responsable de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat au sein du Fonds, y compris à l'égard de l'information financière externe.

Le Conseil d'administration du Fonds a mis en place un Comité d'audit ayant notamment pour mandat de l'assister dans sa fonction de supervision de l'administration financière et de contrôle interne du Fonds, y compris quant à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière. Le Comité d'audit, qui est intégralement composé de membres du Conseil d'administration nommés à cet effet, supervise les résultats du processus de sélection du Commissaire aux comptes et adresse au Conseil d'administration, pour approbation, une recommandation aux fins de la nomination d'un cabinet. Le Commissaire aux comptes et les auditeurs internes rencontrent le Comité d'audit du Conseil d'administration afin de discuter de leurs plans et modalités de travail, y compris pour apprécier la pertinence du système de contrôle interne de l'information financière et pour toute autre question méritant l'attention du Comité.

Le système de contrôle interne de l'information financière met en place des mécanismes de suivi et prévoit des mesures visant à prévenir et détecter toute irrégularité et à faciliter la correction des anomalies ainsi décelées dans la mesure où elles pourraient se traduire par des faiblesses significatives au niveau des contrôles internes de l'information financière. Il existe des limitations intrinsèques à l'efficacité de tout système de contrôle interne, y compris la possibilité d'erreurs humaines, le contournement des contrôles mis en place ou la dérogation aux procédures établies. Un système de contrôle interne efficace ne peut donc fournir qu'une assurance raisonnable, et non pas absolue, à l'égard des états financiers. Par ailleurs, l'efficacité d'un tel système peut être fonction des circonstances.

La direction du Fonds a évalué l'efficacité du système de contrôle interne de l'information financière pour les États financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) au **31 décembre 2013**. L'évaluation a été conduite sur la base des critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière décrits dans le "Cadre intégré de contrôle interne" publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). La direction est convaincue que le Fonds a assuré le maintien d'un système efficace de contrôle interne de l'information financière au 31 décembre 2013 et déclare qu'elle n'a connaissance d'aucune anomalie significative susceptible d'avoir une incidence sur la fiabilité des états financiers relatifs à l'exercice 2013. Deloitte and Touche SpA, le cabinet d'audit indépendant du FIDA, a procédé à la vérification des états financiers et a publié une attestation relative à la déclaration de la direction sur le contrôle interne de l'information financière du Fonds.

Kanayo F. Nwanze
Président

Iain M. Kellet
Vice-Président adjoint

Ruth Farrant
**Directrice et
Contrôleuse**

**Département des
opérations financières**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Au Fonds international de développement agricole

Rapport sur les états financiers

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés du Fonds international de développement agricole (FIDA), joints au présent rapport, qui comprennent le bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) au 31 décembre 2013, les états du résultat global (chiffres consolidés et FIDA seulement) et des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement), l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, l'état des contributions complémentaires et supplémentaires et des montants non décaissés, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Président concernant les états financiers

Le Président est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par le Conseil international des normes comptables, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité du Commissaire aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué l'audit conformément aux Normes internationales d'audit. En vertu de ces normes, nous devons respecter les règles de déontologie et planifier et exécuter l'audit de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne contiennent pas d'anomalie significative.

Un audit consiste à mettre en œuvre des procédures afin de recueillir des éléments probants à l'appui des montants et informations présentés dans les états financiers. Le choix des procédures est laissé à l'appréciation du Commissaire aux comptes, de même que l'évaluation des risques que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour évaluer ces risques, le Commissaire aux comptes prend en considération le contrôle interne relatif à la préparation et à la présentation fidèle par l'établissement d'états financiers consolidés, en vue de définir des procédures d'audit adéquates et adaptées aux circonstances et non d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne. Un audit comprend en outre une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation des états financiers consolidés dans leur ensemble.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, les résultats financiers et les flux de trésorerie du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2013, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par le Conseil international des normes comptables.

DELOITTE & TOUCHE S.p.A.

Enrico Pietrarelli
Associé

Rome, le 21 mars 2014

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Au Fonds international de développement agricole

Nous avons examiné la déclaration de la direction selon laquelle le Fonds international de développement agricole (FIDA) avait, au 31 décembre 2013, maintenu un contrôle interne efficace de l'information financière, sur la base des critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière décrits dans le "Cadre intégré de contrôle interne (2013)" publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. Il appartient à la direction du FIDA de maintenir un contrôle interne efficace de l'information financière et d'évaluer l'efficacité dudit contrôle, y inclus les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2013, ci-joints. Notre responsabilité consiste à exprimer, sur la base de l'examen que nous avons réalisé, une opinion sur la déclaration de la direction concernant l'efficacité du contrôle interne de l'information financière du FIDA.

Nous avons conduit notre examen conformément à l'International Standard on Assurance Engagements (ISAE) 3000. Cet examen a consisté à réunir des données afin de comprendre le contrôle interne de l'information financière, à évaluer la déclaration de la direction et à effectuer toute autre procédure jugée par nous nécessaire en l'espèce. Nous estimons que notre travail constitue une base raisonnable pour former notre opinion.

Le contrôle interne de l'information financière d'une entité est un processus conçu par le premier dirigeant et les responsables financiers principaux d'une entité, ou des personnes ayant des attributions similaires, ou sous la supervision de celles-ci, et mis en œuvre par le Conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel afin d'offrir un degré d'assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers à des fins externes, conformément aux principes comptables généralement acceptés. Le contrôle interne de l'information financière d'une entité englobe les politiques et procédures qui: 1) ont trait à la tenue de registres reflétant, avec un degré raisonnable de détail, de précision et d'exactitude, les transactions et les dispositions relatives aux actifs de l'entité; 2) offrent un degré d'assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées autant que de besoin afin de permettre la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement acceptés, et que les recettes et les dépenses de l'entreprise sont expressément effectuées conformément aux autorisations de la direction de l'entité; et 3) offrent un degré d'assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection, en temps utile, de l'acquisition, de l'utilisation ou de la disposition non autorisée des actifs de l'entité susceptible d'avoir des répercussions significatives sur les états financiers.

En raison des limitations inhérentes au contrôle interne de l'information financière, notamment la possibilité d'actes de collusion ou de non-observance du contrôle de la part de la direction, il se peut qu'il ne soit pas possible de prévenir ou de détecter en

temps utile les anomalies significatives dues à des erreurs ou à des fraudes. Par ailleurs, les prévisions de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne de l'information financière pour des périodes futures sont soumises au risque d'une inadéquation des contrôles du fait de la modification des conditions, ou d'une diminution du degré de respect des politiques ou procédures.

À notre avis, la déclaration de la direction selon laquelle le FIDA a maintenu un contrôle efficace de l'information financière, y compris dans les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2013, expose fidèlement la situation, sur tous les points importants, conformément aux critères relatifs à l'efficacité du contrôle interne de l'information financière décrits dans le "Cadre intégré de contrôle interne (2013)" publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission.

DELOITTE & TOUCHE S.p.A.

Enrico Pietrarelli
Associé

Rome, le 21 mars 2014

**Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis,
reconverti en droits de tirage spéciaux**

Aux 31 décembre 2013 et 2012

<i>Actif</i>	<i>En milliers d'USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2013</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	186 304	246 905	120 828	160 525
Placements (note 4)	1 801 917	2 045 838	1 168 633	1 330 098
Billets à ordre à encaisser (note 5)	380 849	335 581	247 000	218 178
Contributions à recevoir (note 5)	518 871	557 616	336 514	362 534
À déduire: provisions (note 6)	(168 447)	(168 447)	(109 247)	(109 518)
Montant net des contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser	731 273	724 750	474 267	471 194
Autres sommes à recevoir (note 7)	148 304	144 650	96 181	93 973
Actifs fixes (note 8)	11 268	6 403	7 308	4 163
Encours des prêts (note 9 et appendice H)	6 413 934	6 119 027	4 159 757	3 978 277
À déduire: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(58 325)	(52 702)	(37 826)	(34 264)
À déduire: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(47 111)	(87 271)	(30 554)	(56 739)
Encours net des prêts	6 308 498	5 979 054	4 091 377	3 887 274
Total actifs	9 187 564	9 147 492	5 958 594	5 947 227

<i>Passif et fonds propres</i>	<i>En milliers d'USD</i>		<i>En milliers de DTS</i>	
	<i>2013</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
Passif				
Sommes à payer et passif exigible (note 12)	177 908	182 837	115 382	118 871
Dons non décaissés (appendice H1)	82 814	91 044	53 709	59 192
Recettes reportées (note 13)	79 371	86 131	51 476	55 998
Total passif	340 093	360 012	220 567	234 061
Fonds propres				
Contributions				
Ordinaires	7 303 391	6 976 794	6 074 493	5 876 575
Spéciales	20 349	20 349	15 219	15 219
Total contributions (appendice G)	7 323 740	6 997 144	6 089 712	5 891 794
Réserve générale	95 000	95 000	61 612	61 762
Bénéfices non distribués	1 428 731	1 695 337	(413 297)	(240 390)
Total fonds propres	8 847 471	8 787 481	5 738 027	5 713 166
Total passif et fonds propres	9 187 564	9 147 492	5 958 594	5 947 227

Le bilan du Fonds est établi en DTS étant donné que la majorité de ses actifs sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies servant au calcul du DTS. Cet état est présenté uniquement pour information et est exprimé en valeurs nominales.

État des contributions

Aux 31 décembre 2013 et 2012

État récapitulatif des contributions

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2013	2012
Contributions initiales	1 017 373	1 017 373
Première reconstitution	1 016 372	1 016 372
Deuxième reconstitution	566 560	566 560
Troisième reconstitution	553 856	553 856
Quatrième reconstitution	361 421	361 421
Cinquième reconstitution	441 401	441 401
Sixième reconstitution	567 021	567 021
Septième reconstitution	654 640	654 640
Huitième reconstitution	962 341	963 701
Neuvième reconstitution	979 621	651 666
Total FIDA	7 120 606	6 794 011
PSA phase I	288 868	288 868
PSA phase II	62 364	62 364
Total PSA	351 232	351 232
Contributions spéciales ^a	20 349	20 349
Total des contributions aux reconstitutions	7 492 188	7 165 592
État des contributions complémentaires		
Fonds belge de survie (FBS)	80 002	80 002
Initiative PPTE	19 679	19 679
Contributions complémentaires ASAP	258 267	210 214
Autres contributions complémentaires	58 798	58 798
Total contributions complémentaires	416 746	368 693
Contributions à l'Initiative PPTE ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	262 738	246 519
Contributions du FBS ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	63 836	63 836
État des contributions supplémentaires^b		
Cofinancement des projets	333 057	309 045
Programme de cadres associés	43 315	41 134
Autres fonds supplémentaires	921 266	773 466
Fonds pour l'environnement mondial	93 644	93 679
Total contributions supplémentaires	1 717 856	1 527 324
Total contributions	9 626 789	9 061 964
Total des contributions réparti comme suit:		
Total des contributions aux reconstitutions (cf. ci-dessus)	7 492 188	7 165 592
Moins provisions	(168 448)	(168 448)
Total net des contributions aux reconstitutions	7 323 740	6 997 144
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(7 907)	(10 465)
Total des contributions aux reconstitutions sur la base de la juste valeur	7 315 833	6 986 679

^a Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission et 20 millions d'USD provenant du Fonds de l'OPEP pour le développement international.

^b Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

État des contributions

Aux 31 décembre 2013 et 2012

État des contributions des Membres^a

	<i>Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième reconstitutions (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Neuvième reconstitution</i>					
		<i>Monnaie</i>	<i>Instruments déposés</i>		<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
			<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent (en milliers d'USD)</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
États membres							
Afghanistan	0						
Afrique du Sud	1 413	USD	500	500	304	0	304
Albanie	50						
Algérie	62 430	USD	10 000	10 000	3 000	0	3 000
Allemagne	394 940	EUR	52 389	70 901	20 369	25 266	45 635
Angola	2 360	USD	1 900	1 900	1 900	0	1 900
Arabie saoudite	409 778	USD	23 000	23 000	6 000	17 000	23 000
Argentine	12 400						
Arménie	35	USD	5	5	5	0	5
Australie ^b	37 247						
Autriche	69 995	EUR	16 000	21 631	6 933	14 697	21 631
Azerbaïdjan	200	USD	100	100	100	0	100
Bangladesh	4 956	USD	650	650	195	455	650
Barbade	10						
Belgique	120 625	EUR	24 000	32 634	10 587	0	10 587
Belize	205						
Bénin	299						
Bhoutan	165						
Bolivie (État plurinational de)	1 500						
Bosnie-Herzégovine	165						
Botswana	560	USD	45	45	45	0	45
Brésil ^c	65 296	USD	16 700	16 700	0	16 700	16 700
Burkina Faso	359	USD	125	125	120	0	120
Burundi	90	USD	10	10	10	0	10
Cabo Verde	26						
Cambodge	840	USD	210	210	210	0	210
Cameroun	2 439						
Canada	277 706	CAD	75 000	73 672	50 143	0	50 143
Chili	860						
Chine	78 839	USD	27 000	27 000	10 000	0	10 000
Chypre	252	USD	60	60	0	0	0
Colombie	840						
Comores ^d	33						
Congo	818						
Côte d'Ivoire	1 559						
Cuba	9						
Danemark	138 210	DKK	85 000	15 394	5 050	0	5 050
Djibouti	6						
Dominique	51						
Égypte	20 409						
El Salvador	100						
Émirats arabes unis	53 180	USD	1 000	1 000	300	0	300
Équateur	841	USD	400	400	200	0	200
Érythrée	40	USD	30	30	30	0	30
Espagne	101 664						
Estonie	59						
États-Unis ^c	791 674	USD	90 000	90 000	18 000	10 481	28 481
Éthiopie	251	USD	40	40	0	0	0
Ex-République yougoslave de Macédoine	108						
Fidji	204	USD	44	44	44	0	44
Finlande	56 538	EUR	12 000	16 364	5 340	0	5 340
France	285 024	EUR	35 000	47 988	15 882	0	15 882
Gabon	3 704	USD	20	20	20	0	20
Gambie	75	USD	15	15	15	0	15
Ghana	2 066	USD	400	400	120	0	120

État des contributions

Aux 31 décembre 2013 et 2012

Grèce **4 196**
État des contributions des Membres^a (suite)

	<i>Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième reconstitutions (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Neuvième reconstitution</i>					
		<i>Monnaie</i>	<i>Instruments déposés</i>		<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
			<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent (en milliers d'USD)</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Grenade	75						
Guatemala	1 043						
Guinée	410	USD	80	80	80	0	80
Guinée-Bissau	30						
Guyana	1 118	USD	360	360	360	0	360
Haïti	107						
Honduras	801						
Hongrie	0	USD	100	100	100	0	100
Îles Cook	5						
Îles Salomon	10						
Inde	104 812	USD	30 000	30 000	20 000	0	20 000
Indonésie	51 959	USD	10 000	10 000	0	0	0
Iran (République islamique d')	128 750						
Iraq ^d	56 099						
Irlande ^e	23 831	EUR	2 000	2 755	2 755	0	2 755
Islande	350	USD	25	25	25	0	25
Israël	300	EUR	76	102	102	0	102
Italie	347 462	EUR	58 017	79 397	25 657	0	25 657
Jamaïque	326						
Japon	434 494	JPY	5 930 003	56 420	0	56 420	56 420
Jordanie	940						
Kazakhstan	0	USD	10	10	10	0	10
Kenya	4 699						
Kiribati	5						
Koweït	173 041	USD	15 000	15 000	9 750	5 250	15 000
Lesotho	489	USD	100	100	100	0	100
Liban	495						
Libéria	39						
Libye ^d	52 000						
Luxembourg	5 510	EUR	1 678	2 274	656	0	656
Madagascar	574	USD	50	50	50	0	50
Malaisie	1 175						
Malawi	123						
Maldives	51						
Mali	286	EUR	71	92	92	0	92
Malte	55						
Maroc	7 244						
Maurice	275	USD	5	5	5	0	5
Mauritanie	135						
Mexique	33 131	USD	5 000	5 000	3 334	0	3 334
Mongolie	12	USD	3	3	3	0	3
Mozambique	485						
Myanmar	250	EUR	4	5	5	0	5
Nam bie	360						
Népal	210	USD	60	60	60	0	60
Nicaragua	119	USD	150	150	49	0	49
Niger	275						
Nigéria	121 459						
Norvège	221 787	NOK	270 000	46 240	16 571	0	16 571
Nouvelle-Zélande	7 991	NZD	1 500	1 158	1 158	0	1 158
Oman	300	USD	50	50	50	0	50
Ouganda	380	USD	50	50	50	0	50
Ouzbékistan	10	USD	5	5	5	0	5
Pakistan	22 934	USD	8 000	8 000	0	8 000	8 000
Panama	224	USD	8	8	8	0	8

État des contributions

Aux 31 décembre 2013 et 2012

Papouasie-Nouvelle-Guinée	170						
Paraguay	1 206	USD	150	150	0	0	0
État des contributions des Membres^a (suite)							

	Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième reconstitutions (équivalent en milliers d'USD)	Neuvième reconstitution					
		Monnaie	Instruments déposés		Paiements (équivalent en milliers d'USD)		
			Montant (en milliers)	Équivalent (en milliers d'USD)	Liquidités	Billets à ordre	Total
Pays-Bas	344 656	USD	75 000	75 000	25 000	50 000	75 000
Pérou	1 260						
Qatar	39 980						
République arabe syrienne	1 817						
République centrafricaine	11	EUR	2	3	3	0	3
République de Corée	19 239	USD	2 000	2 000	2 000	0	2 000
République démocratique du Congo	1 580	USD	290	290	290	0	290
République démocratique populaire lao	306	USD	51	51	51	0	51
République de Moldova	45	USD	30	30	30	0	30
République dominicaine	88						
République populaire démocratique de Corée	800						
République-Unie de Tanzanie	444	USD	120	120	120	0	120
Roumanie	250						
Royaume-Uni	272 907	GBP	51 133	84 689	0	0	0
Rwanda	221	USD	50	50	50	0	50
Sainte Lucie	22						
Saint-Kitts-et-Nevis	20						
Samoa	50						
Sao Tomé-et-Principe	10						
Sénégal	386						
Seychelles	20	USD	50	50	50	0	50
Sierra Leone	37						
Somalie	10						
Soudan	1 139	EUR	175	233	233	0	233
Sri Lanka	8 886	USD	1 001	1 001	0	0	0
Suède	255 168	SEK	460 560	71 616	23 810	47 806	71 616
Suisse	139 448	CHF	28 500	31 653	10 289	0	10 289
Swaziland	273						
Tadjikistan ^a	1	USD	0	0	0	0	0
Tchad	62	EUR	250	329	329	0	329
Thaïlande	1 200						
Togo	35	EUR	76	98	98	0	98
Tonga	55						
Tunisie	3 778	USD	750	750	252	0	252
Turquie	17 436	USD	1 200	1 200	652	0	652
Uruguay	525	USD	200	200	200	0	200
Venezuela (République bolivarienne du)	196 258						
Viet Nam	2 103	USD	600	600	200	0	200
Yémen	3 376	USD	972	972	972	0	972
Zambie	494						
Zimbabwe	2 103						
Total contributions							
31 décembre 2013	6 140 982			979 621	300 585	252 075	552 661
2012	6 141 554			651 666	53 169	132 941	186 111

^a Les paiements se font en espèces ou sous forme de billets à ordre, Les montants étant exprimés en milliers de dollars des États-Unis, les contributions de moins de 500 USD n'apparaissent pas dans l'appendice G. Les contributions de l'Afghanistan (93 USD) et du Tadjikistan (400 USD) ne figurent donc pas dans le tableau ci-dessus.

^b L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

^c Voir appendice D, note 5 a).

^d Voir appendice D, notes 6 a) et 6 b).

^e Outre les 6 millions d'EUR qu'elle s'est engagée à verser au titre de la huitième reconstitution, l'Irlande a fait une contribution supplémentaire de 891 000 EUR.

État des contributions

Aux 31 décembre 2013 et 2012

Programme spécial pour l'Afrique

	<i>Monnaie</i>	<i>Première phase</i>		<i>Deuxième phase</i>		<i>Total</i>
		<i>Instruments déposés</i>		<i>Instruments déposés</i>		
		<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	
Allemagne	EUR	14 827	17 360			17 360
Australie	AUD	500	389			389
Belgique	EUR	31 235	34 975	11 155	12 263	47 238
Danemark	DKK	120 000	18 673			18 673
Djibouti	USD	1	1			1
Espagne	USD	1 000	1 000			1 000
États-Unis	USD	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000
Finlande	EUR	9 960	12 205			12 205
France	EUR	32 014	37 690	3 811	4 008	41 698
Grèce	USD	37	37	40	40	77
Guinée	USD	25	25			25
Irlande	EUR	380	418	253	289	707
Italie	EUR	15 493	23 254	5 132	6 785	30 039
Italie	USD	10 000	10 000			10 000
Japon	JPY	2 553 450	21 474			21 474
Koweït	USD		0	15 000	15 000	15 000
Luxembourg	EUR	247	266			266
Mauritanie	USD	25	25			25
Niger	EUR	15	18			18
Nigéria	USD		0	250	250	250
Norvège	NOK	138 000	19 759			19 759
Nouvelle-Zélande	NZD	500	252			252
Pays-Bas	EUR	15 882	16 174	8 848	9 533	25 707
Royaume-Uni	GBP	7 000	11 150			11 150
Suède	SEK	131 700	19 055	25 000	4 196	23 251
Suisse	CHF	25 000	17 049			17 049
Union européenne	EUR	15 000	17 619			17 619
31 décembre 2013			288 868		62 364	351 232
31 décembre 2012			288 868		62 364	351 232

État des contributions

Au 31 décembre 2013 et 2012

État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2013^a
(en milliers d'USD)

États membres	Instruments déposés ^{b,c}	Billets à ordre déposés ^c	Paiements	
			Liquidités	Billets à ordre encaissés
Septième reconstitution				
Brésil				2 797
États-Unis d'Amérique				4 490
Total FIDA7				7 287
Huitième reconstitution				
Arabie saoudite				5 000
Bangladesh				210
Brésil				4 450
Égypte		3 000		3 000
Émirats arabes unis				350
États-Unis d'Amérique				18 000
Gabon			103	
Ghana			200	
Japon				17 012
Koweït				4 200
Liban			200	
Pakistan				2 667
Yémen			28	
Total FIDA8		3 000	531	54 889
Neuvième reconstitution				
Afrique du Sud			304	
Algérie	10 000		3 000	
Allemagne		46 217		20 369
Arabie saoudite				6 000
Arménie			5	
Autriche		21 661		6 933
Bangladesh				195
Belgique	31 729		10 587	
Botswana			45	
Brésil	16 700	16 700		
Burkina Faso			120	
Canada		12 513		12 513
Chine			10 000	
Danemark			5 050	
Émirats arabes unis			300	
Équateur			200	
États-Unis d'Amérique	90 000	28 481		18 000
Éthiopie	40			
Fidji			44	
Finlande			5 340	
France			15 882	
Gabon			20	
Ghana			120	
Guinée			80	
Guyana			118	
Hongrie			100	
Inde			10 000	
Irlande			2 755	
Israël			51	
Italie	78 883		25 656	
Japon		29 655		
Kazakhstan			10	

État des contributions

Au 31 décembre 2013 et 2012

*Neuvième reconstitution
(suite)*

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés^{b,c}</i>	<i>Billets à ordre déposés^c</i>	<i>Versements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
Koweït		15 000		9 750
Lesotho			100	
Luxembourg			656	
Maurice			5	
Mexique			1 667	
Mongolie			3	
Myanmar			5	
Népal			60	
Nicaragua			49	
Norvège			16 571	
Nouvelle-Zélande	1 160		1 158	
Ouzbékistan			5	
Pakistan		8 000		
Panama			8	
Paraguay	150			
Pays-Bas				25 000
Philippines	200			
République de Corée			2 000	
République de Moldova			30	
Royaume-Uni	83 047			
Rwanda			50	
Soudan			233	
Suède		72 538		23 810
Suisse			10 289	
Tadjikistan ^a			0	
Togo			98	
Tunisie			248	
Turquie			452	
Uruguay			200	
Viet Nam	600		200	
Yémen			972	
Total FIDA9	312 509	250 765	124 846	122 570
Total général	312 509	253 764	125 377	184 746

^a Les montants étant exprimés en milliers de dollars des États-Unis, le paiement effectué par le Tadjikistan (200 USD) pour la neuvième reconstitution n'apparaît pas.

^b Les instruments déposés comprennent également les équivalents comptabilisés au titre des versements en espèces ou des tirages sur billets à ordre lorsque ces paiements n'étaient pas assortis d'un instrument de contribution.

^c Les instruments et billets à ordre libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis dans cette monnaie à la date où ils sont déposés.

État des prêts

1. FIDA: état de l'encours des prêts

Aux 31 décembre 2013 et 2012

Emprunteur ou garant	Prêts		Prêts en vigueur		Prêts en cours
	approuvés moins annulations	Fraction décaissée	Fraction non décaissée	Remboursements	
Prêts (en milliers d'USD)					
Bangladesh	30 000	30 000		18 750	11 250
Cabo Verde	2 003	2 003		1 252	751
Haïti	3 500	3 500		2 231	1 269
Népal	11 538	11 538		7 219	4 320
République-Unie de Tanzanie	9 488	9 488		6 049	3 440
Sri Lanka	12 000	12 000		7 800	4 200
Sous-total^a	68 530	68 530		43 301	25 229
Prêts^a (en milliers de DTS)					
Albanie	35 080	33 020	2 060	5 116	27 904
Angola	16 981	13 534	3 447	2 807	10 727
Argentine	55 545	46 069	9 477	32 069	14 002
Arménie	54 312	48 328	5 985	4 469	43 859
Azerbaïdjan	44 907	34 632	10 275	2 162	32 470
Bangladesh	387 536	287 362	100 173	70 678	216 685
Belize	3 067	1 869	1 198	1 183	686
Bénin	83 507	71 033	12 475	20 377	50 656
Bhoutan	32 630	30 030	2 600	5 787	24 243
Bolivie (État plurinational de)	60 979	44 592	16 387	12 559	32 033
Bosnie-Herzégovine	48 304	35 836	12 468	4 230	31 606
Botswana	7 267	4 922	2 345	4 667	255
Brésil	143 132	54 357	88 775	32 645	21 712
Burkina Faso	91 133	65 723	25 410	12 305	53 418
Burundi	41 288	40 568	720	11 646	28 922
Cabo Verde	20 750	13 930	6 820	2 503	11 427
Cambodge	43 308	28 570	14 738	2 318	26 252
Cameroun	62 648	45 431	17 217	15 682	29 748
Chine	519 795	392 971	126 824	80 995	311 976
Colombie	42 625	22 235	20 390	11 149	11 086
Comores	4 182	4 182	0	1 544	2 638
Congo	22 973	14 012	8 961	2 823	11 189
Costa Rica	3 400	3 400	0	3 400	0
Côte d'Ivoire	17 791	17 791	0	4 585	13 206
Cuba	17 431	10 581	6 850	3 462	7 120
Djibouti	7 212	4 390	2 822	924	3 466
Dominique	2 902	2 902	0	2 129	773
Égypte	199 726	112 666	87 060	42 756	69 910
El Salvador	83 983	68 268	15 714	33 370	34 898
Équateur	46 337	28 719	17 617	15 072	13 647
Érythrée	24 643	23 812	831	2 919	20 892
Éthiopie	245 116	171 829	73 287	30 202	141 628
Ex-République yougoslave de Macédoine	11 721	11 721	0	2 007	9 714
Gabon	3 800	2 207	1 593	633	1 574
Gambie	29 214	28 860	354	6 922	21 938
Géorgie	23 959	18 566	5 393	1 606	16 960
Ghana	133 077	99 272	33 804	18 673	80 600
Grenade	4 400	2 966	1 434	1 331	1 635
Guatemala	42 686	23 637	19 048	16 761	6 877
Guinée	68 723	63 795	4 928	15 944	47 852
Guinée équatoriale	5 794	5 794		2 092	3 701
Guinée-Bissau	5 117	5 117		2 702	2 415
Guyana	8 523	7 814	708	1 591	6 223
Haïti	60 221	55 403	4 818	14 464	40 939
Honduras	89 240	67 425	21 816	12 890	54 535
Îles Salomon	2 519	2 519	0	1 124	1 395
Inde	546 256	365 030	181 226	119 864	245 166
Indonésie ^b	172 282	124 634	47 648	29 580	95 054
Jordanie	43 547	41 403	2 145	32 786	8 616
Kenya	121 169	77 110	44 059	10 006	67 104
Kirghizistan	20 797	7 424	13 373	1 560	5 863
Lesotho	27 022	23 535	3 487	5 258	18 277
Liban	14 192	9 317	4 875	7 912	1 405
Libéria	22 340	12 413	9 927	8 325	4 088
Madagascar ^b	131 420	97 707	33 713	18 885	78 822
Malawi ^b	84 057	65 757	18 300	20 359	45 399
Maldives	10 892	9 084	1 808	2 179	6 905
Mali	128 441	81 246	47 195	20 529	60 717
Maroc	82 871	51 680	31 192	35 324	16 355
Maurice	10 772	8 527	2 245	5 168	3 359
Mauritanie	49 975	41 294	8 680	8 589	32 705

État des prêts

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts en vigueur		Remboursements	Encours des prêts
		Fraction décaissée	Fraction non décaissée		
Mexique	48 232	29 132	19 100	18 301	10 831
Mongolie	20 689	15 690	4 999	991	14 699
Mozambique	137 065	95 086	41 979	19 565	75 521
Népal	94 407	68 154	26 253	23 425	44 729
Nicaragua	49 620	38 515	11 106	5 615	32 899
Niger	57 004	45 338	11 667	8 216	37 122
Nigéria	146 468	80 533	65 935	19 748	60 785
Ouganda	217 154	152 386	64 768	28 773	123 613
Ouzbékistan	6 190	0	6 190	0	0
Pakistan	255 698	189 962	65 735	49 326	140 636
Panama	16 134	14 229	1 904	13 967	262
Papouasie-Nouvelle-Guinée	13 121	6 385	6 736	3 901	2 484
Paraguay	22 216	15 644	6 572	5 866	9 778
Pérou	61 083	44 318	16 764	23 459	20 860
Philippines	96 691	69 432	27 259	15 769	53 662
République arabe syrienne	69 858	38 453	31 405	21 961	16 492
République centrafricaine	26 494	24 024	2 470	9 064	14 960
République démocratique du Congo	39 693	37 867	1 825	9 988	27 879
République démocratique populaire lao	49 569	48 087	1 481	9 010	39 077
République de Moldova	56 190	42 250	13 940	773	41 477
République dominicaine	31 663	14 627	17 036	9 933	4 695
République populaire démocratique de Corée	50 496	50 496	0	9 781	40 715
République-Unie de Tanzanie	223 428	164 667	58 761	16 906	147 761
Roumanie	12 400	12 400	0	8 267	4 133
Rwanda ^b	109 940	88 753	21 188	16 259	72 494
Sainte-Lucie	1 242	1 242	0	1 061	181
Samoa	1 908	1 908	0	768	1 139
Sao Tomé-et-Principe	13 761	13 366	394	2 992	10 375
Sénégal	113 738	69 351	44 387	9 583	59 769
Seychelles	2 804	824	1 980	824	0
Sierra Leone	45 835	31 491	14 344	10 759	20 732
Somalie	17 710	17 710	0	411	17 299
Soudan	128 666	119 123	9 543	25 826	93 297
Sri Lanka	141 850	108 417	33 434	22 640	85 776
Swaziland	20 403	16 510	3 892	9 609	6 901
Tchad	18 139	14 098	4 040	1 166	12 932
Togo	17 565	17 565	0	7 218	10 347
Tonga	4 837	4 837	0	1 706	3 131
Tunisie	56 267	41 092	15 175	27 443	13 649
Turquie	63 612	33 899	29 713	17 093	16 806
Uruguay	10 292	10 292	0	6 798	3 494
Venezuela (République bolivarienne du)	28 421	15 309	13 112	11 031	4 278
Viet Nam	203 241	135 112	68 129	10 445	124 667
Yémen	138 740	132 765	5 976	41 139	91 625
Zambie	115 788	83 444	32 344	23 562	59 882
Zimbabwe	32 176	32 176	0	15 605	16 571
Total	7 514 015	5 475 780	2 038 231	1 500 140	3 975 642
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie ^c	2 513	2 513	0	553	1 960
Total DTS	7 516 528	5 478 293	2 038 231	1 500 693	3 977 602
Équivalent en USD	11 589 743	8 446 986	3 142 751	2 313 917	6 133 069
Total valeur nominale des prêts en USD au 31 décembre 2013	11 658 273	8 515 516	3 142 751	2 357 218	6 158 298
Ajustement sur la base de la juste valeur					(1 237 140)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2012					4 921 159
Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2012	11 161 032	7 989 989	3 171 044	2 129 646	5 860 343
Ajustement sur la base de la juste valeur					(1 171 249)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2012					4 689 094

^a Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. Depuis 1979, les prêts sont libellés en DTS, et leur montant cumulé est converti dans le bilan. Au 31 décembre 2013, le taux de conversion DTS/USD utilisé pour le calcul était de 1/1,5419.

^b Les remboursements incluent la contribution des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui s'est traduit par des remboursements partiels anticipés et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

^c Le montant du prêt accordé au Fonds pour Gaza et la Cisjordanie est inclus dans le total ci-dessus. Voir appendice D, note 2 e) ii).

État des prêts

2. FIDA: état récapitulatif des prêts approuvés, en valeur nominale
 Au 31 décembre 2013

		Prêts approuvés, en milliers de DTS				Valeur, en milliers d'USD				
		au 1 ^{er} janvier 2013	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	au 31 décembre 2013	au 1 ^{er} janvier 2013	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Variation du taux de change DTS/USD	au 31 décembre 2013
1978	USD	68 530			68 530	68 530			0	68 530
1979	DTS	201 486			201 486	309 905			764	310 669
1980	DTS	187 228			187 228	287 978			710	288 688
1981	DTS	197 694			197 694	304 074			749	304 824
1982	DTS	114 409			114 409	175 973			434	176 407
1983	DTS	155 736			155 736	239 540			590	240 130
1984	DTS	131 907			131 907	202 887			500	203 387
1985	DTS	72 039			72 039	110 804			273	111 077
1986	DTS	23 663			23 663	36 395			90	36 486
1987	DTS	60 074			60 074	92 401			228	92 629
1988	DTS	52 100			52 100	80 136			198	80 334
1989	DTS	98 066			98 066	150 836			372	151 208
1990	DTS	47 203			47 203	72 603			179	72 782
1991	DTS	98 025			98 025	150 774			372	151 145
1992	DTS	122 205		(15 155)	107 050	187 965		(23 368)	463	165 060
1993	DTS	142 861			142 861	219 736			542	220 278
1994	DTS	166 564			166 564	256 194			631	256 825
1995	DTS	214 785			214 785	330 363			814	331 178
1996	DTS	226 735			226 735	348 744			860	349 603
1997	DTS	267 524		(6 688)	260 836	411 481		(10 312)	1 014	402 183
1998	DTS	267 381	(361)		267 020	411 262	(557)		1 014	411 719
1999	DTS	288 133	(46)		288 087	443 180	(71)		1 092	444 202
2000	DTS	278 262	(3 945)		274 317	427 997	(6 082)		1 055	422 970
2001	DTS	265 327	(6 809)		258 518	408 103	(10 499)		1 006	398 610
2002	DTS	241 726	(194)		241 532	371 801	(299)		916	372 418
2003	DTS	255 394	(23 390)	(5 519)	226 485	392 824	(36 065)	(8 510)	968	349 216
2004	DTS	259 652	(236)		259 416	399 374	(365)		984	399 994
2005	DTS	317 213	(595)		316 618	487 908	(917)		1 203	488 194
2006	DTS	339 519	(25)		339 494	522 217	(38)		1 287	523 466
2007	DTS	275 250			275 250	423 365			1 044	424 408
2008	DTS	280 236			280 236	431 034			1 062	432 097
2009	DTS	277 752			277 752	427 228			1 053	428 281
2010	DTS	437 810	(10 850)		426 960	673 400	(16 730)		1 660	658 330
2011	DTS	459 940			459 940	707 438			1 744	709 182
2012		424 630	(12 020)		412 610	653 127	(18 534)		1 610	636 203
2013					353 824					545 563
Total	DTS	7 248 529	(58 471)	(27 362)	7 516 529	11 149 047	(90 157)	(42 190)	27 480	11 589 745
Total	USD	68 530				68 530				68 530
Total						11 217 579	(90 157)	(42 190)	(27 480)	11 658 275

État des prêts**3. FIDA: structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale**

Aux 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

<i>Échéance</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
Moins de 1 an	283 368	275 075
1-2 ans	238 264	225 222
2-3 ans	250 809	238 822
3-4 ans	261 334	245 117
4-5 ans	270 477	252 702
5-10 ans	1 360 188	1 268 331
10-15 ans	1 231 936	1 167 414
15-20 ans	1 019 645	1 001 110
20-25 ans	763 720	761 847
Plus de 25 ans	478 477	424 711
Total	6 158 217	5 860 351

4. FIDA: état récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

	<i>2013</i>	<i>2012</i>
Conditions particulièrement favorables	5 679 829	5 422 774
Conditions durcies	9 794	3 606
Conditions intermédiaires	257 405	248 336
Conditions ordinaires	211 189	185 635
Total	6 158 217	5 860 351

5. Structure de décaissement des prêts non décaissés en valeur nominale

Prévue aux 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

<i>Décaissements en</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
Moins de 1 an	649 581	623 000
1-2 ans	595 369	583 737
2-3 ans	507 976	509 704
3-4 ans	425 760	421 978
4-5 ans	359 493	350 931
5-10 ans	604 571	681 694
Total	3 142 751	3 171 044

État des prêts

6. Programme spécial pour l'Afrique: état des prêts en valeur nominale
 Aux 31 décembre 2013 et 2012

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Partie non décaissée</i>	<i>Partie décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
Prêts en milliers de DTS					
Angola	2 714	-	2 714	769	1 946
Burkina Faso	10 546	-	10 546	3 743	6 803
Burundi	4 494	-	4 494	1 196	3 299
Cabo Verde	2 183	-	2 183	743	1 440
Comores	2 289	-	2 289	689	1 600
Djibouti	114	-	114	38	75
Éthiopie	6 660	-	6 660	2 696	3 964
Gambie	2 638	-	2 638	923	1 715
Ghana	22 321	-	22 321	7 340	14 982
Guinée	10 762	-	10 762	4 036	6 726
Guinée-Bissau	2 126	-	2 126	904	1 223
Kenya	12 241	-	12 241	3 730	8 511
Lesotho	7 481	-	7 481	2 526	4 955
Madagascar	1 098	-	1 098	311	787
Malawi	5 777	-	5 777	1 445	4 332
Mali	10 193	-	10 193	4 096	6 097
Mauritanie	19 020	-	19 020	6 823	12 197
Mozambique	8 291	-	8 291	3 420	4 871
Niger	11 119	-	11 119	4 365	6 754
Ouganda	8 124	-	8 124	3 249	4 874
République-Unie de Tanzanie	6 789	-	6 789	2 376	4 413
Sénégal	23 234	-	23 234	7 706	15 528
Sierra Leone	1 505	-	1 505	414	1 091
Soudan	26 012	-	26 012	7 438	18 574
Tchad	9 617	-	9 617	3 027	6 590
Zambie	8 607	-	8 607	3 421	5 186
Total	225 958		225 958	77 425	148 533
Équivalent en USD	348 404		348 404	119 382	229 022
Ajustement sur la base de la juste valeur					(84 035)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2013					144 987
Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2012					236 218
Ajustement sur la base de la juste valeur					(88 794)
Total en USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2012					147 424

7. Programme spécial pour l'Afrique: état récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale
 Au 31 décembre 2013

		<i>Prêts approuvés, en milliers de DTS</i>			<i>Valeur, en milliers d'USD</i>			
		<i>Au 1^{er} janvier 2013</i>	<i>Prêts annulés</i>	<i>Au 31 décembre 2013</i>	<i>Au 1^{er} janvier 2013</i>	<i>Prêts annulés</i>	<i>Variation du taux de change DTS/USD</i>	<i>Au 31 décembre 2013</i>
1986	DTS	24 902	-	24 902	38 302		94	38 396
1987	DTS	41 292	-	41 292	63 512		157	63 669
1988	DTS	34 770	-	34 770	53 480		132	53 612
1989	DTS	25 756	-	25 756	39 615		98	39 713
1990	DTS	17 370	-	17 370	26 717		66	26 783
1991	DTS	18 246	-	18 246	28 064		69	28 135
1992	DTS	6 952	-	6 952	10 693		26	10 719
1993	DTS	34 268	-	34 268	52 708		130	52 838
1994	DTS	16 320	-	16 320	25 102		62	25 164
1995	DTS	6 082	-	6 082	9 354		23	9 377
Total	DTS	225 958		225 958	347 547		857	348 404

État des prêts**8. Programme spécial pour l'Afrique: structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale**

Aux 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

<i>Échéance</i>	<i>2013</i>	<i>2012</i>
Moins de 1 an	11 260	10 255
1-2 ans	8 957	8 928
2-3 ans	8 957	8 928
3-4 ans	8 957	8 928
4-5 ans	8 957	8 928
5-10 ans	44 786	44 641
10-15 ans	44 786	44 641
15-20 ans	44 786	44 641
20-25 ans	36 003	39 664
Plus de 25 ans	11 572	16 480
Total	229 022	236 036

9. Programme spécial pour l'Afrique: état récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

	<i>2013</i>	<i>2012</i>
Conditions particulièrement favorables	229 022	236 036
Conditions intermédiaires		-
Conditions ordinaires		-
Total	229 022	236 036

État des dons (FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

	<i>Non décaissés au 1^{er} janvier 2013</i>	<i>Variations en 2012</i>			<i>Taux de change</i>	<i>Dons non décaissés au 31 décembre 2013</i>
		<i>Décaissables</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Annulations</i>		
Autres dons	91 044	39 861	(45 281)	(2 912)	102	82 814
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 349)
Total 2013 en juste valeur						81 465
Total 2012	95 698	48 851	(46 335)	(7 147)	(23)	91 044
Ajustement sur la base de la juste valeur						871
Total 2012 en juste valeur						91 915

Cadre pour la soutenabilité de la dette (FIDA seulement)

Aux 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Non décaissés au 1^{er} janvier 2013</i>	<i>En vigueur/ (annulations) en 2013</i>	<i>Décaissements en 2013</i>	<i>Variations de change</i>	<i>Non décaissés au 31 décembre 2013</i>
Cadre pour la soutenabilité de la dette – en USD	1 527	(210)	(606)	-	711
Cadre pour la soutenabilité de la dette – en DTS					
Afghanistan	6 989	37 650	(5 636)	-	39 003
Bénin	5 156	-	(1 431)	-	3 725
Burkina Faso	5 011	-	(267)	-	4 744
Burundi	30 530	4 300	(5 388)	-	29 443
Cambodge	14 402	850	(1 994)	-	13 257
Comores	1 766	-	(1 200)	-	567
Congo	2 724	-	(218)	-	2 506
Côte d'Ivoire	5 370	14 500	(4 601)	-	15 270
Djibouti	1 751	-	(984)	-	767
Érythrée	9 543	11 400	(3 064)	-	17 879
Éthiopie	45 649	-	(11 140)	-	34 509
Gambie	3 324	13 150	(3 347)	-	13 127
Guinée	10 883	-	(4 863)	-	6 020
Guinée-Bissau	1 244	-	(287)	-	957
Guyana	1 089	-	(381)	-	708
Haïti	4 728	8 750	(2 737)	-	10 741
Îles Salomon	1 013	-	(1 013)	-	-
Kirghizistan	969	6 500	(1 426)	-	6 043
Lesotho	3 801	-	(313)	-	3 488
Libéria	814	-	(389)	-	425
Malawi	3 376	14 250	(828)	-	16 798
Mauritanie	3 177	5 600	(554)	-	8 223
Népal	5 081	12 850	(1 338)	-	16 593
Nicaragua	6 711	-	(974)	-	5 737
Niger	2 467	-	(2 090)	-	377
République centrafricaine	2 943	-	(473)	-	2 470
République démocratique du Congo	58 470	-	(2 682)	-	55 788
République démocratique populaire lao	14 306	-	(3 700)	-	10 606
République de Moldova	-	1 650	(194)	-	1 456
Rwanda	13 067	5 100	(5 866)	-	12 301
Sao Tomé-et-Principe	1 138	-	(100)	-	1 038
Sierra Leone	4 458	-	(2 270)	-	2 188
Soudan	19 665	1 932	(4 776)	-	16 822
Soudan du Sud	6 241	-	(1 839)	-	4 402
Tadjikistan	6 525	9 300	(1 048)	-	14 776
Tchad	13 547	-	(5 731)	-	7 817
Timor-Leste	2 709	-	(840)	-	1 867
Togo	6 228	-	(2 974)	-	3 254
Tonga	2 334	-	(135)	-	2 199
Yémen	13 291	5 720	(4 377)	-	14 635
Sous-total CSD en DTS	342 493	153 502	(93 468)	-	402 527
Sous-total CSD en DTS (équivalent USD)	528 091	236 685	(144 118)	-	620 658
Total CSD en USD et DTS en 2013	529 618	236 475	(144 724)	100	621 469
Différence de change			2 059		
Total des décaissements en 2013			(142 665)		
Total CSD en USD et DTS en 2012	467 608	308 799	(118 877)	(214)	657 314

État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE)

Aux 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

Le tableau ci-dessous présente le montant cumulé, au 31 décembre 2013, des allègements de dette déjà consentis et des allègements estimatifs futurs au titre de l'Initiative PPTE initiale et renforcée:

	Allègements consentis au 31 décembre 2013		Allègements futurs approuvés par le Conseil d'administration			Total des allègements de dette
	Principal	Intérêts	À la charge du FIDA		À la charge de la contribution de la Banque mondiale	
			Principal	Intérêts		
Pays au point d'achèvement						
Bénin	4 568	1 643	0	0	0	6 211
Bolivie (État plurinational de)	5 900	1 890	0	0	0	7 790
Burkina Faso	6 769	2 668	0	0	0	9 437
Burundi	4 406	1 320	3 665	650	4 907	14 948
Cameroun	2 502	633	156	27	191	3 509
Comoros	190	39	761	112	1 223	2 325
Congo	0	100	0	0	0	100
Côte d'Ivoire	877	158	309	56	552	1 952
Éthiopie	20 281	5 846	96	19	155	26 397
Gambie	2 508	619	0	0	0	3 127
Ghana	15 585	5 003	0	0	0	20 588
Guinée	2 427	518	3 159	586	2 986	9 676
Guinée-Bissau	2 785	939	1 148	124	777	5 773
Guyana	1 527	299	0	0	0	1 826
Haïti	1 946	635	0	0	0	2 581
Honduras	1 077	767	0	0	0	1 844
Libéria	8 324	6 131	397	55	509	15 416
Madagascar	7 810	2 096	0	0	0	9 906
Malawi	9 211	2 391	3 682	678	4 953	20 915
Mali	6 211	2 431	0	0	0	8 642
Mauritanie	8 484	2 601	0	0	0	11 085
Mozambique	12 521	3 905	0	0	0	16 426
Nicaragua	7 259	943	0	0	0	8 202
Niger	7 419	2 114	1 187	230	1 574	12 524
Ouganda	12 449	4 654	0	0	0	17 103
République centrafricaine	7 509	2 484	800	174	1 267	12 234
République démocratique du Congo	6 928	2 507	2 700	280	2 484	14 899
République-Unie de Tanzanie	12 691	4 293	0	0	0	16 984
Rwanda	9 752	3 756	6 365	1 306	387	21 566
Sao Tomé-et-Principe	949	268	1 838	409	832	3 079
Sénégal	2 247	882	0	0	0	3 129
Sierra Leone	6 506	1 689	1 471	217	1 369	11 252
Togo	2 008	759	0	0	0	2 767
Zambie	14 538	4 022	1 530	295	1 677	22 062
Pays au point de décision						
Comores	190	39	761	112	1 223	2 325
Tchad	0	0	2 239	434	0	2 673
31 décembre 2013 – en DTS	216 164	71 003	30 554	5 384	25 843	348 948
Moins les allègements d'intérêts non échus (y compris les intérêts couverts par une contribution de la Banque mondiale)						(12 820)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2013 (en milliers de DTS)						336 128
31 décembre 2013 – en USD	333 303	109 480	47 111	8 302	39 847	518 276
Total moins les allègements d'intérêts non échus (y compris Banque mondiale)						
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2013 (en milliers d'USD)						
Ajustement sur la base de la juste valeur			(14 389)			
31 décembre 2013 en juste valeur			32 722			
31 décembre 2012 – en DTS	200 263	67 547	56 739	9 849	53 636	388 035
Moins les allègements d'intérêts non échus						(17 752)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2012 (en milliers de DTS)						370 283
31 décembre 2012 – en USD	308 027	103 894	87 271	15 149	82 498	596 838
Moins les allègements d'intérêts non échus (y compris Banque mondiale)						(27 303)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2012 (en milliers d'USD)						569 535
Ajustement sur la base de la juste valeur			(23 409)			
31 décembre 2012 en juste valeur			63 861			

État récapitulatif des opérations liées à l'Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti

Au 31 décembre 2013

<i>États membres</i>	<i>En milliers d'USD</i>	<i>En milliers de DTS</i>
Allemagne	2 308	1 480
Autriche	685	438
Belgique	775	509
Canada	3 500	2 303
Danemark	513	339
États-Unis	8 000	5 217
France	1 700	1 080
Japon	2 788	1 743
Luxembourg	280	178
Maurice	5	3
Norvège	1 626	1 066
Royaume-Uni	2 700	1 717
Suède	1 718	1 115
Suisse	962	637
Total des contributions reçues par les États membres	27 560	17 825
Intérêts perçus	604	
Allègements de dette accordés	(7 089)	
Total comptes administratifs États membres	21 075	
Contribution du FIDA	15 200	10 088
Intérêts perçus	410	
Allègements consentis	0	
Total compte administratif FIDA	15 610	
Total général	36 685	
<i>Variations de change</i>	584	
Liquidités et placements au titre de l'Initiative pour l'allégement de la dette d'Haïti	37 269	

État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale
 Pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 (en milliers d'USD)

	<i>Dépenses administratives^a</i>	<i>Dépenses directes^b</i>	<i>Autres sources^c</i>	<i>Total</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	97 354	0	3 634	100 988
Dépenses administratives courantes	20 977	359	10 140	31 476
Consultants et autre personnel extérieur	29 177	282	3 527	32 985
Institutions coopérantes	2 059	0	255	2 314
Frais financiers directs (banques et placements)	0	2 888	0	2 888
Total 2013	149 567	3 529	17 556	170 652
Total 2012	151 126	3 991	11 226	166 341

^a Il s'agit du budget ordinaire du FIDA et du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; les chiffres comprennent les montants reportés et les dépenses relatives à l'AMACS.

^b Charges directes imputées sur le produit des placements.

^c Y compris les dépenses remboursables par le Gouvernement italien, les dépenses liées aux départs volontaires et les postes financés par les commissions de service.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Fonds international de développement agricole des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations de pays "développés" et "en développement" sont employées à des fins de commodité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par tel ou tel pays ou telle ou telle région dans le processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source soit indiquée par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Page de couverture:

John et Sonia Nshimirimana, producteurs laitiers, avec leurs deux enfants dans la ferme familiale sur la colline de Mugitega, à Bugendana, au Burundi. Il y a trois ans, dans le cadre du projet, la famille Nshimirimana a reçu une vache. Aujourd'hui, ils possèdent deux vaches laitières qui produisent 19 litres de lait par jour, et un veau. Ils vendent 10 litres à la coopérative laitière à laquelle ils appartiennent et le reste est consommé par la famille ou vendu à leurs voisins, dont certains sont présents sur la photo.

Pour recevoir une vache de la part du projet, les agriculteurs doivent être en mesure de produire suffisamment d'herbe pour la nourrir. Ils reçoivent un appui pour construire une unité de stabulation permanente, comme celle que l'on peut voir sur la photo, et mettre en place un réservoir d'eau de pluie afin d'avoir suffisamment d'eau pour leur bétail. Le premier veau de la vache est donné à une autre famille d'agriculteurs. Le jeune couple partage son succès avec les autres agriculteurs locaux et permet au projet d'illustrer les résultats d'une production laitière améliorée. Le fumier provenant du bétail est utilisé pour fertiliser les plants de bananier, qui sont aussi cultivés à la ferme.

Burundi: Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles

©FIDA/Susan Beccio

© 2014 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Quintily, Rome, Italie

2014

Imprimé sur papier écologique



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
 ifad-un.blogspot.com
 www.facebook.com/ifad
 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)
 www.twitter.com/ifadnews
 www.youtube.com/user/ifadTV

